



Organe d'examen des politiques commerciales

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RAPPORT DU SECRÉTARIAT

NORVÈGE

Le présent rapport, préparé pour le septième examen de la politique commerciale de la Norvège a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé à la Norvège des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à John Finn (tél.: 022/739 5081); Cato Adrian (tél.: 022/739 5469); ou Denby Probst (tél.: 022/739 5847)

La déclaration de politique générale présentée par la Norvège est reproduite dans le document WT/TPR/G/373.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Norvège. Ce rapport a été rédigé en anglais.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	8
1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	12
1.1 Principales caractéristiques de l'économie.....	12
1.2 Évolution économique récente.....	14
1.3 Évolution des échanges et des investissements	17
1.3.1 Tendances et structure du commerce des marchandises et des services	17
1.3.2 Tendances et structure de l'IED	22
2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT.....	26
2.1 Cadre général	26
2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale	27
2.3 Accords et arrangements commerciaux	31
2.3.1 OMC.....	31
2.3.2 Accords régionaux et préférentiels	32
2.3.2.1 Espace économique européen (EEE)	32
2.3.2.2 Association européenne de libre-échange (AELE)	34
2.3.2.3 ALE bilatéraux	34
2.3.2.4 Préférences unilatérales	35
2.4 Régime d'investissement	36
2.4.1 Accords-cadres	36
2.4.2 Restrictions à l'investissement.....	37
2.4.3 Promotion de l'investissement et conditions de l'activité des entreprises	38
3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE.....	41
3.1 Mesures visant directement les importations.....	41
3.1.1 Procédures et prescriptions douanières, évaluation en douane.....	41
3.1.1.1 Facilitation des échanges	44
3.1.1.2 Évaluation en douane	45
3.1.2 Règles d'origine.....	45
3.1.2.1 Non préférentielles.....	47
3.1.2.2 Préférentielles	47
3.1.2.3 Notification	49
3.1.3 Droits de douane	49
3.1.3.1 Nomenclature.....	49
3.1.3.2 Taux consolidés	50
3.1.3.3 Taux appliqués	51
3.1.3.4 Contingents tarifaires (CT)	54
3.1.3.5 Réductions ou suspensions de droits de douane.....	60
3.1.3.6 Droits préférentiels	61
3.1.4 Autres impositions visant les importations	63
3.1.4.1 TVA.....	63

3.1.4.2 Droits d'accise	65
3.1.4.3 Taxe de recherche agricole.....	68
3.1.5 Prohibitions et restrictions à l'importation, licences d'importation.....	69
3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde	73
3.1.7 Autres mesures visant les importations	74
3.1.7.1 Sanctions.....	74
3.2 Mesures visant directement les exportations	74
3.2.1 Procédures et prescriptions douanières.....	74
3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements	75
3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation	75
3.2.3.1 Contrôle des exportations de produits liés à la défense et de produits dérivés.....	77
3.2.4 Soutien et promotion des exportations	79
3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation	80
3.2.5.1 Garanties de crédit à l'exportation.....	80
3.2.5.2 Assurance des crédits à l'exportation à court terme.....	81
3.2.5.3 Crédits à l'exportation	82
3.3 Mesures visant la production et le commerce	83
3.3.1 Mesures d'incitation	83
3.3.2 Normes et autres prescriptions techniques.....	87
3.3.2.1 Règlements techniques.....	87
3.3.2.2 Normes	88
3.3.2.3 L'OMC et les obstacles techniques au commerce	91
3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires.....	91
3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix	94
3.3.4.1 Politique de la concurrence.....	94
3.3.4.2 Contrôle des prix	98
3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation	99
3.3.6 Marchés publics.....	104
3.3.7 Droits de propriété intellectuelle	109
4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR	116
4.1 Agriculture, sylviculture et pêche.....	116
4.1.1 Agriculture.....	116
4.1.1.1 Principales caractéristiques	116
4.1.1.2 Cadre de politique.....	118
4.1.1.3 Mesures à la frontière.....	122
4.1.1.4 Niveaux de soutien interne.....	124
4.1.1.4.1 Notifications à l'OMC.....	124
4.1.1.4.2 Suivi et évaluation des politiques agricoles par l'OCDE	126
4.1.2 Sylviculture.....	127
4.1.2.1 Structure et commerce	129

4.1.2.2	Politique et faits nouveaux	130
4.1.2.3	Biocarburants et politique	132
4.1.2.4	Cadre juridique.....	133
4.1.2.5	Financement, soutien et subventions.....	135
4.1.2.6	Coopération internationale	138
4.1.3	Pêche.....	139
4.1.3.1	Aperçu général	139
4.1.3.2	Production et commerce	141
4.1.3.3	Politiques concernant la pêche et l'aquaculture	143
4.1.3.4	Cadre juridique.....	144
4.1.3.5	Gestion de la pêche et de l'aquaculture.....	146
4.1.3.6	Programmes de soutien	146
4.1.3.7	Accords internationaux et bilatéraux.....	147
4.2	Industries extractives et énergie	149
4.2.1	Hydrocarbures.....	149
4.2.2	Électricité	152
4.3	Services	156
4.3.1	Services financiers.....	156
4.3.1.1	Banque et finance	157
4.3.1.2	Assurance et retraites.....	165
4.3.1.3	Valeurs mobilières.....	167
4.3.1.4	Autres services financiers.....	168
4.3.2	Services de distribution	170
5	APPENDICE – TABLEAUX	173

GRAPHIQUES

Graphique 1.1	Indice des prix du pétrole brut, 1995-2017 (Janvier 1995 = 100)	14
Graphique 1.2	Taux directeur comparé au NIBOR à trois mois, 2005-2017.....	16
Graphique 1.3	Composition du commerce des marchandises, 2012 et 2017	19
Graphique 1.4	Répartition géographique du commerce des marchandises, 2012 et 2017	20
Graphique 1.5	Investissement en Norvège	23
Graphique 1.6	Investissement direct étranger net en Norvège, 2005-2016.....	23
Graphique 3.1	Moyennes des droits NPF appliqués par groupe de produits selon la définition de l'OMC, 2018.....	54
Graphique 4.1	Régulation du marché pour les produits agricoles.....	121
Graphique 4.2	Notifications concernant le soutien interne, 2006-2016	125
Graphique 4.3	Estimations de l'OCDE concernant le soutien à l'agriculture, 2005-2016.....	127
Graphique 4.4	Production halieutique ^a , 2012 et 2016	142
Graphique 4.5	Production pétrolière en Norvège, 1971-2017	150
Graphique 4.6	Bilan énergétique de la Norvège, 2016	152

Graphique 4.7 Ressources hydroélectriques de la Norvège	155
Graphique 4.8 Emprunteurs des banques norvégiennes et des sociétés d'obligations sécurisées en Norvège, 2016.....	159
Graphique 4.9 Parts du marché des prêts détenues par les banques en Norvège à la fin de 2016	160
Graphique 4.10 Fonds propres des banques norvégiennes rapportés aux prescriptions réglementaires, 1996-2018, et fonds propres des différentes banques (pondérés selon les risques), 2014-2016.....	162
Graphique 4.11 Part des espèces comme moyen de paiement (M1) dans différents pays, 2015	169
Graphique 4.12 Coûts économiques de différents moyens de paiement, 2007 et 2013.....	170
Graphique 4.13 Commerce de détail en Norvège, 2016.....	172

TABLEAUX

Tableau 1.1 Indicateurs économiques de base, 2012-2017.....	12
Tableau 1.2 Principaux indicateurs macroéconomiques, 2012-2017	16
Tableau 1.3 Balance des paiements, 2012-2016	17
Tableau 1.4 Commerce des services pour les entreprises non financières par secteur d'activité, 2012-2016 ^a	21
Tableau 1.5 Ventilation géographique du commerce des services, 2016.....	22
Tableau 1.6 Stock d'investissement étranger direct par secteur d'activité, 2013-2016	24
Tableau 2.1 Restrictions à l'investissement, 2018.....	37
Tableau 3.1 Statistiques douanières, 2012-2017	42
Tableau 3.2 Récapitulatif des droits consolidés de la Norvège, 2018	50
Tableau 3.3 Structure tarifaire de la Norvège, 2012 et 2018.....	52
Tableau 3.4 Récapitulatif des droits NPF appliqués de la Norvège, 2018.....	53
Tableau 3.5 Contingents tarifaires NPF, 2015 et 2016.....	55
Tableau 3.6 Contingents tarifaires préférentiels, 2015 et 2016	57
Tableau 3.7 Vue d'ensemble du recours aux réductions tarifaires, 2012-2017.....	60
Tableau 3.8 Droits relevant d'accords préférentiels, 2018.....	62
Tableau 3.9 Taux et exonérations de TVA, 2018	64
Tableau 3.10 Produits assujettis aux droits d'accise et taux, 2018.....	66
Tableau 3.11 Taxe de recherche agricole, produit et taux, 2016-2018	69
Tableau 3.12 Restrictions et prohibitions à l'importation, ou prescriptions en matière de licences, 2018	70
Tableau 3.13 Taux de la redevance visant le poisson et les produits de la pêche, 2016-2017.....	75
Tableau 3.14 Prohibitions et restrictions à l'exportation, 2017	76
Tableau 3.15 Contrôle des exportations de matériels de défense, 2012-2016	78
Tableau 3.16 GIEK, principaux chiffres, 2012-2016	81
Tableau 3.17 Principaux chiffres concernant Export Credit Norway, 2013-2016.....	83
Tableau 3.18 Aides publiques accordées par la Norvège, 2012-2015	85

Tableau 3.19 Programmes de soutien à diverses branches de production et à certains secteurs spécifiques, 2015 et 2016	85
Tableau 3.20 Affaires concernant la concurrence soulevées devant l'Autorité norvégienne de la concurrence.....	98
Tableau 3.21 Entreprises publiques, décembre 2016	100
Tableau 3.22 Marchés publics, 2011-2016.....	105
Tableau 3.23 Seuils applicables aux marchés publics en 2017.....	106
Tableau 3.24 Procédures de passation des marchés publics prévues dans le Règlement n° 974 de 2016 sur les marchés publics.....	107
Tableau 3.25 Valeurs de seuil fixées par la Norvège dans le cadre de l'AMP, applicables depuis le 15 juin 2014	109
Tableau 3.26 Chiffres clés des marchés de l'UE et de l'AMP, 2010-2012.....	109
Tableau 3.27 Aperçu général de la protection des DPI prévue par la législation norvégienne, 2017.....	110
Tableau 3.28 Norvège: Renseignements concernant les marques de fabrique ou de commerce, les dessins et modèles industriels, et les brevets, 2013-2016.....	113
Tableau 4.1 Revenus de la production agricole, 1989, 2010 et 2016.....	116
Tableau 4.2 Principaux indicateurs concernant certains produits nationaux, moyenne pour la période 2012-2013	118
Tableau 4.3 Principaux éléments des conventions agricoles, 2013-2017.....	119
Tableau 4.4 Solutions d'équilibrage du marché	121
Tableau 4.5 Indicateurs de l'OCDE relatifs au soutien à l'agriculture en Norvège, 2009-2016.....	126
Tableau 4.6 Principales statistiques sur la sylviculture, 2012-2017	128
Tableau 4.7 Exportations de produits forestiers, 2012-2017	130
Tableau 4.8 Principales lois et réglementations sur la sylviculture, 2017	134
Tableau 4.9 Aperçu général du soutien accordé au secteur, 2012-2017	136
Tableau 4.10 Principales statistiques concernant la pêche et l'aquaculture, 2012-2017	140
Tableau 4.11 Exportations de poissons de la Norvège, 2012-2017.....	141
Tableau 4.12 Principales lois et réglementations, pêche et aquaculture, 2017.....	144
Tableau 4.13 Programmes de soutien spécifiques à la pêche et à l'aquaculture, 2017	147
Tableau 4.14 Aperçu général des accords internationaux de la Norvège dans le secteur de la pêche, 2017.....	148
Tableau 4.15 Principaux groupes bancaires de Norvège	160

ENCADRÉS

Encadré 1.1: Fonds public pour les retraites – Global (GPFG)	15
Encadré 2.1 Les cinq axes de la politique commerciale norvégienne	28
Encadré 3.1 Présentation des principaux éléments du Règlement douanier modifié sur les règles d'origine préférentielles et non préférentielles	46
Encadré 4.1 Institutions et autorités chargées de la pêche et de l'aquaculture, 2018	140
Encadré 4.2 Le régime de licences dans le secteur pétrolier norvégien.....	151

APPENDICE - TABLEAUX

Tableau A1. 1 Exportations de marchandises, par groupe de produits, 2012-2016	173
Tableau A1. 2 Importations de marchandises, par groupe de produits, 2012-2016	174
Tableau A1. 3 Exportations de marchandises par destination, 2012-2016.....	175
Tableau A1. 4 Importations de marchandises par origine, 2012-2016	176
Tableau A3. 1 Autorité de surveillance de l'AELE – Registre des aides publiques, 2016 2017.....	177

RÉSUMÉ

1. La Norvège est une économie avancée dont le PIB par habitant est parmi les plus élevés au monde – il était de 621 400 couronnes norvégiennes (75 200 dollars EU) en 2017. Le commerce est important pour l'économie: les importations et les exportations de marchandises et de services représentaient 63% du PIB en 2017. La valeur des exportations en dollars EU est tombée de 161 milliards (en 2012) à 102 milliards (en 2017), plus en raison de la chute des prix du pétrole et du gaz que d'une variation du volume exporté. La chute des prix du pétrole a également conduit à une baisse de la contribution de ce secteur au PIB, laquelle a reculé de près d'un quart du PIB en 2012 à moins de 16% en 2017, tandis que la contribution des services est passée de 58% à 64%.

2. Au fil des années, la Norvège a accumulé des recettes pétrolières importantes dans un fonds souverain (le Fonds public pour les retraites – Global). Ce Fonds, dont les investissements sont réalisés entièrement en dehors de la Norvège, détenait des actifs estimés à plus de 1 000 milliards de dollars EU à la fin de 2017. La taille du Fonds donne aux autorités une certaine marge de manœuvre pour atténuer les ralentissements de l'économie et contrer les chocs extérieurs. Les effets de la crise financière mondiale de 2008-2009 n'ont donc pas duré en Norvège et l'économie a rapidement retrouvé son niveau de croissance antérieur, avec un taux de croissance du PIB de 2,7% en 2012. Toutefois, la forte baisse des prix du pétrole et du gaz depuis la mi-2014 a représenté un défi bien plus important que le ralentissement mondial observé avant elle. La contraction des secteurs liés aux industries offshore et à la fourniture de services a affecté les communautés locales en entraînant une hausse du chômage et une baisse des revenus. Cependant, une combinaison de politiques monétaires et budgétaires expansionnistes a limité l'impact sur l'économie nationale, et la croissance du PIB s'est poursuivie, mais au rythme modeste de 1% en 2016. En outre, une forte dépréciation de la couronne norvégienne a contribué à restaurer la compétitivité des entreprises norvégiennes – compétitivité qui s'était régulièrement détériorée au cours des périodes de prix élevés du pétrole. Les signes de reprise économique se sont renforcés en 2017, année au cours de laquelle la croissance réelle du PIB a atteint 1,8%, et les perspectives actuelles de l'économie norvégienne sont positives.

3. Malgré les difficultés récentes, la Norvège est restée une économie ouverte et il n'y a eu aucune modification importante de ses politiques commerciales depuis son dernier examen, en 2012. Les politiques sont fermement ancrées dans l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE) avec l'Union européenne; dans l'Association européenne de libre-échange (AELE), dont la Norvège est membre et ouvre au pays un vaste réseau d'accords de libre-échange avec des partenaires du monde entier; et dans la participation active de la Norvège à l'OMC.

4. Depuis 2012, la Norvège a accepté l'Accord sur la facilitation des échanges, mis en œuvre l'élargissement du champ des produits visés par l'ATI révisé et la liste des produits pharmaceutiques visés, achevé les procédures pour l'adoption de l'AMP révisé et s'est engagée à éliminer progressivement toutes les subventions à l'exportation de produits agricoles restantes. La Norvège est exemplaire en ce qui concerne le respect de ses obligations de notification. Elle a participé en tant que tierce partie à 82 procédures de règlement des différends, n'a jamais été défendeur et a été plaignante 4 fois, dont la dernière remonte à l'affaire *CE – Produits dérivés du phoque* (DS401), pour laquelle le rapport de l'Organe d'appel a été distribué en mai 2014.

5. En tant que membre de l'EEE, avec l'Islande, le Liechtenstein et les États membres de l'UE, la Norvège appartient (sauf pour l'agriculture et la pêche) à un marché unique à l'intérieur duquel la liberté de circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes est garantie, de même que la non-discrimination et l'égalité des conditions de concurrence, ainsi que la coopération dans de nombreux autres domaines. Les textes juridiques pertinents de l'UE sont incorporés dans l'Accord sur l'EEE grâce à des décisions prises par consensus par le Comité mixte de l'EEE, qui est composé de représentants des États de l'AELE membres de l'EEE et de l'Union européenne. La transposition dans la législation nationale et l'application de ces modifications à l'Accord sur l'EEE se font sous la supervision de l'Autorité de surveillance de l'AELE et de la Cour de justice de l'AELE.

6. À quelques exceptions près, la Norvège n'a pas de législation limitant l'investissement provenant de l'extérieur de l'EEE, tandis que l'investissement provenant de l'EEE s'inscrit dans le cadre de la libre circulation des capitaux. On recense des dispositions de diverses lois sectorielles qui ont une incidence sur l'investissement étranger direct et un nombre relativement restreint

d'accords bilatéraux d'investissement conclus depuis de nombreuses années. Invest in Norway, une nouvelle entité chargée de la promotion de l'investissement, a été créée en 2013 pour coordonner les efforts du gouvernement pour attirer les investissements étrangers.

7. Si, de manière générale, le régime d'investissement de la Norvège est ouvert et libéral, la participation de l'État demeure importante puisqu'environ 11% de la population active totale (281 000 employés) travaillait dans des entreprises détenues en tout ou partie par l'État en 2016. Dans le même temps, la valeur de marché de la participation de l'État dans les sociétés cotées totalisait 715 milliards de couronnes norvégiennes. L'État participe également au capital d'un nombre important d'entreprises non cotées. Ces dernières années, le gouvernement s'est montré réticent à accroître la participation de l'État par le biais d'acquisitions, et il a indiqué sa volonté de réduire progressivement le degré de participation de l'État. Le Parlement a approuvé sur le principe la cession de certaines entreprises, mais ces autorisations ne seront mises en œuvre que lorsque les conditions seront jugées opportunes d'un point de vue commercial. Toutefois, de nouvelles entreprises publiques ont été créées pour accélérer la construction d'autoroutes et de grands axes routiers, et dans le cadre des réformes en cours du secteur ferroviaire.

8. La grande majorité du tarif douanier (85% des lignes tarifaires) est en franchise, mais les droits qui demeurent peuvent être élevés et les droits supérieurs à 100% ne sont pas rares dans de nombreux sous-secteurs agricoles. La prévalence des taux non *ad valorem* est également élevée et représente quelque 50% des lignes de produits agricoles. La moyenne simple des taux de droits (y compris les EAV des droits non *ad valorem*) a légèrement diminué, reculant de 7,5% à 6,9% durant la période à l'examen (alors que la moyenne des taux consolidés est de 30,4%), principalement en raison de la libéralisation autonome de 114 lignes tarifaires agricoles. Dans le cadre des régimes préférentiels de la Norvège, les pays les moins avancés bénéficient d'un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour toutes les marchandises, tandis que d'autres arrangements maintiennent des droits élevés sur certains produits agricoles.

9. Les taxes à la consommation sont assez élevées en Norvège. Le taux de TVA standard est de 25%, même si des taux réduits s'appliquent à certains produits et services, comme les denrées alimentaires (15%) ou les transports (12%), tandis que les exportations bénéficient d'un taux nul et que certains services sont exemptés. Des droits d'accise sont appliqués en tant que droits spécifiques sur certains produits, y compris les boissons, le tabac, le sucre et certains produits contenant du sucre, l'énergie électrique, le carburant pour véhicules routiers, les voitures et les passagers aériens. Ces droits d'accise sont révisés régulièrement pour tenir compte de l'inflation. A titre exceptionnel, le droit sur le chocolat et les produits à base de sucre a augmenté de 83% en janvier 2018. Les taxes à la consommation et les droits d'accise sont appliqués de la même façon aux produits importés et aux produits d'origine nationale.

10. Les prohibitions et restrictions à l'importation et les licences d'importation de la Norvège sont restées pour l'essentiel inchangées pendant la période considérée, même si de nouvelles mesures ont été mises en place par le biais de nouvelles règles destinées à empêcher l'introduction et la diffusion d'organismes étrangers, et que de nouvelles règles découlant de la CITES sont en cours d'élaboration pour élargir la portée de certaines dispositions au-delà de ce que prévoit la CITES.

11. La Norvège n'a eu recours à aucune mesure contingente depuis la création de l'OMC. De plus, si la Loi douanière contient des dispositions relatives aux mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde, aucun règlement détaillé ne leur donne effet et aucun organisme n'est désigné pour les appliquer.

12. Plusieurs entités gouvernementales fournissent des financements, des garanties et des crédits à l'exportation. Une nouvelle entité consacrée aux crédits à l'exportation, Export Credit Norway (Eksportkreditt Norge), a été créée en juillet 2012 pour tous les nouveaux prêts à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. En conséquence, l'organisme traditionnel de financement des exportations, Eksportfinans ASA, est en passe d'être supprimé. L'Institut norvégien de garantie des crédits à l'exportation (GIEK) continue d'offrir des garanties d'État et a développé, ces dernières années, plusieurs nouveaux produits, comme une nouvelle garantie de crédit aux acheteurs pour les investissements liés aux exportations et un nouveau régime de garantie des navires.

13. Les prescriptions techniques et les mesures SPS relèvent, dans une large mesure, de l'EEE et, pour l'essentiel, les mesures de la Norvège sont identiques à celles qui s'appliquent dans l'ensemble du marché unique. Les principales modifications appliquées depuis 2012 concernent l'alignement de la législation nationale avec celle de l'UE, y compris par la mise en œuvre de règlements de l'UE relatifs aux nouveaux aliments, aux résidus de pesticides et aux contrôles officiels de certains polluants dans les denrées alimentaires.

14. Une part importante de l'acquis de l'UE en matière de propriété intellectuelle est considérée comme présentant de l'intérêt pour l'EEE et a donc été incluse dans l'Accord sur l'EEE et incorporée dans la législation nationale de la Norvège, y compris la Directive sur les marques de l'Union européenne, la Directive européenne sur les dessins et modèles, la Directive sur les brevets (Directive relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques), ainsi que les règlements de l'UE concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les médicaments et pour les produits phytopharmaceutiques. La Norvège est partie à la Convention sur le brevet européen et est ainsi également membre de l'Organisation européenne des brevets. Bien que les pays de l'EEE ne soient pas couverts par les mécanismes de l'Union européenne relatifs aux marques et aux dessins ou modèles communautaires, la Norvège a adopté une nouvelle Loi sur les marques en 2010, entre autres choses, pour codifier le principe de l'épuisement régional de l'EEE. L'épuisement régional dans le cadre de l'EEE s'applique au droit d'auteur, aux marques, aux brevets, aux dessins et modèles industriels, aux schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés et aux droits des obtenteurs de variétés végétales. Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2013, la loi modifiée sur les droits de propriété industrielle contient de nouvelles dispositions sur les dommages et les mesures correctives et elle prévoit des sanctions pénales renforcées.

15. Aucune modification majeure n'a été apportée aux niveaux ou aux moyens de soutien dans le secteur agricole au cours de la période à l'examen. Cependant, les mesures régissant la production de lait et de volaille ont été quelque peu assouplies. Le régime d'importation des produits agricoles est étroitement lié à la réglementation du marché intérieur pour les principaux produits de base fabriqués en Norvège. En raison du niveau élevé des droits appliqués – souvent supérieurs à 100% pour les animaux vivants, la viande, les produits laitiers et les céréales –, l'accès au marché pour de nombreux articles est réglementé par des contingents tarifaires et des réductions tarifaires administratives. La protection à la frontière a été renforcée grâce au remplacement par des droits d'importation *ad valorem* des droits spécifiques visant le lait et la crème liquide en 2010, ainsi que certains fromages à pâte dure, la viande de bœuf (steaks et filets) et la viande d'agneau en 2013. Le gouvernement actuel a indiqué qu'il n'avait pas prévu d'apporter d'autres modifications à la structure tarifaire spécifique/*ad valorem*, compte dûment tenu des intérêts des consommateurs norvégiens et des partenaires commerciaux de la Norvège. Conformément au paquet de Nairobi adopté lors de la Conférence ministérielle de l'OMC en décembre 2015, la Norvège a légiféré pour éliminer les subventions à l'exportation de produits agricoles d'ici à la fin de 2020. Même si elles ont diminué en volume, les exportations de fromage absorbent toujours environ 8% du lait brut produit en Norvège.

16. Le secteur de la pêche représentait 12% des exportations en 2016. Pendant la période considérée, la croissance de l'aquaculture a dépassé celle de la capture à l'état sauvage, en particulier pour la production de saumon, qui représentait 78% de la production et 68% des exportations en 2016. L'augmentation de la valeur de la production de saumon était principalement due à la hausse des prix plutôt qu'à celle des volumes. La politique du gouvernement s'est concentrée sur le secteur de l'aquaculture, en particulier sa gestion, pour en réglementer la croissance et tenir compte des questions environnementales lors de l'octroi de nouvelles licences de production. La Norvège a participé activement aux négociations dans le cadre de l'OMC visant à interdire les subventions à la pêche et elle a également joué un rôle clé dans la conclusion de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans le cadre de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.

17. Le secteur forestier continue de contribuer à l'économie, à l'emploi et au commerce, et la production a augmenté ces dernières années. Plusieurs politiques ont permis de renforcer l'exploitation durable des forêts norvégiennes, et notamment des mesures de politique climatique, qui ont prévu des incitations pour augmenter les stocks de carbone et densifier les forêts. Malgré la croissance générale du secteur, plusieurs changements structurels sont intervenus sur la période, suite auxquels la Norvège est devenue un importateur net de grumes, au lieu d'un

exportateur net, et ce, en raison du déclin de l'industrie en aval, principalement dans le secteur de la pâte de bois et du papier.

18. Dans le secteur des services, qui représente plus des deux tiers du PIB, les services de l'administration publique et les autres services fournis exclusivement ou principalement par le secteur public représentent plus de la moitié de la valeur ajoutée provenant des services. Pour l'essentiel, le solde provient des activités immobilières, financières et d'assurance, et du commerce de gros et de détail.

19. Le cadre juridique de la Norvège relatif aux institutions financières a été mis à jour et consolidé avec l'adoption de la Loi sur les institutions financières (2015) et d'un règlement consolidé pour l'accompagner en 2016. La nouvelle législation ne modifie pas fondamentalement les conditions de fonctionnement des établissements financiers en Norvège. Elle maintient les exigences de fonds propres plus strictes adoptées en 2013 en ce qui concerne les banques et les établissements de crédit et impose de nouvelles exigences de fonds propres aux compagnies d'assurance, conformément à la Directive Solvabilité II de l'UE. Depuis 2016, les autorités norvégiennes de surveillance du secteur financier participent aux activités de l'Autorité bancaire européenne, de l'Autorité européenne des marchés financiers et de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles comme les autorités des États membres de l'UE, mais sans droits de vote. Dans le domaine des marchés financiers, près de 300 directives et règlements de l'UE en attente sont en cours d'incorporation dans l'Accord sur l'EEE. Toutefois, dans la plupart des cas, la Norvège n'a pas attendu la décision officielle du Comité mixte de l'EEE pour mettre en place une législation nationale dont le contenu corresponde aux nouvelles prescriptions de l'UE.

20. La Norvège est le troisième exportateur mondial de gaz naturel et reste un producteur et un exportateur majeur de pétrole brut. Si les découvertes offshore nécessitent généralement des investissements de départ importants et si la rentabilité dépend donc de l'évolution future des prix du pétrole, depuis 2014, des réductions de coût ont fortement abaissé le seuil de rentabilité pour d'importants projets en cours. Le marché norvégien de l'énergie se caractérise par la part élevée d'énergies renouvelables fournies à des gros consommateurs industriels, aux ménages et à d'autres utilisateurs sous la forme d'énergie hydroélectrique. L'interdiction de l'utilisation des huiles minérales pour le chauffage des bâtiments, y compris à usage résidentiel, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Les politiques encouragent le recours aux véhicules automobiles électriques et des projets pilotes mettent l'accent sur l'utilisation de l'électricité dans les transports publics, y compris le trafic côtier. Une entreprise publique (Enova), financée par des transferts budgétaires et une taxe sur l'électricité, offre un soutien à l'investissement et des services de conseil pour les activités d'économie d'énergie ou de transition énergétique. La Norvège a adopté les mêmes objectifs que les pays de l'UE à l'horizon 2030 pour ce qui est d'accroître l'efficacité énergétique et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cependant, son objectif pour 2020 concernant les énergies renouvelables est beaucoup plus élevé (67,5%), ce qui montre que son point de départ est différent. L'objectif a été dépassé en 2014.

21. Grâce à son important fonds souverain et à une réglementation prudentielle conservatrice du secteur financier, la Norvège a surmonté la crise financière mondiale qui s'est déclenchée en 2008, mais la baisse des prix du pétrole et du gaz en 2014 lui a posé davantage de difficultés. Le renforcement de la reprise en 2017 est également dû à la baisse de la couronne norvégienne par rapport aux devises des principaux partenaires commerciaux du pays. En outre, l'appartenance à l'EEE a joué un rôle stabilisateur dans un environnement difficile, tandis que le marché unique des marchandises et des services, avec ses prescriptions réglementaires uniformes, donne à la Norvège un accès au marché de l'UE. Par ailleurs, à l'exception notable de l'agriculture, la Norvège accorde un accès en franchise de droits aux importations de quasiment toutes les marchandises de tous les partenaires commerciaux, et un traitement libéral analogue s'applique aux services et à l'investissement.

1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1.1 Principales caractéristiques de l'économie

1.1. La Norvège comptait 5,3 millions d'habitants début 2018. Bien que le solde migratoire net puisse varier d'une année à l'autre, la migration constitue actuellement un vecteur de croissance démographique plus important que l'augmentation de la population autochtone qui réside dans le pays.¹ La population qui vieillit lentement, mais de façon régulière, devrait augmenter le besoin en services sociaux dans le futur et accroître le versement des prestations de retraite.

1.2. La Norvège doit une part importante de ses richesses à l'abondance de ses ressources naturelles. L'industrialisation a pris son essor au début du XX^e siècle avec l'exploitation des ressources hydroélectriques et le développement d'importantes industries métallurgique et chimique, ainsi que de l'industrie des papiers et cartons. Grâce à la découverte d'importants gisements de pétrole sous-marins à partir de la fin des années 1960, la Norvège est devenue un exportateur de pétrole et de gaz naturel influent au niveau mondial. Après avoir atteint un sommet en 2001, la production de pétrole brut a connu une baisse et s'est stabilisée en 2013. La production de gaz naturel est à peu près égale à celle du pétrole brut en termes d'équivalent-pétrole. On continue de découvrir des gisements de pétrole économiquement viables et de grandes zones du plateau continental restent à explorer.

1.3. La baisse notable du prix du pétrole brut à partir du milieu de 2014 a eu des conséquences négatives sur l'économie norvégienne, particulièrement dans les domaines de l'approvisionnement maritime et des industries mécaniques liées au secteur marin. Toutefois, une baisse simultanée de la valeur de la couronne norvégienne a augmenté les marges bénéficiaires des activités tournées vers l'exportation, comme la pisciculture et le tourisme. S'élevant à 621 000 couronnes (soit 75 000 dollars EU) en 2017 (tableau 1.1), le PIB par habitant de la Norvège reste l'un des plus élevés du monde. La Norvège occupe actuellement la quatrième place en Europe (après le Luxembourg, l'Irlande et la Suisse) pour ce qui est du PIB par habitant corrigé des prix.

Tableau 1.1 Indicateurs économiques de base, 2012-2017

	2012	2013	2014	2015	2016 ^a	2017 ^a
PIB aux prix courants du marché (milliards de NKr)	2 968	3 076	3 147	3 118	3 117	3 279
PIB de la Norvège continentale aux prix courants du marché (milliards de NKr)	2 298	2 423	2 540	2 621	2 717	2 804
PIB nominal (milliards de \$EU)	510	523	499	386	371	397
PIB nominal de la Norvège continentale (milliards de \$EU)	395	412	403	325	324	339
PIB réel aux prix constants de 2005 (variation en %)	2,7	1,0	2,0	2,0	1,1	1,8
PIB réel de la Norvège continentale aux prix constants de 2005 (variation en %)	3,7	2,3	2,2	1,4	1,0	1,8
PIB nominal par habitant (NKr par habitant)	591 455	605 408	612 498	600 728	595 291	621 367
PIB nominal par habitant (\$EU)	101 607	103 017	97 193	74 404	70 879	75 199
Taux de chômage (%) ^b	3,2	3,5	3,5	4,4	4,7	4,2
Valeur ajoutée par secteur d'activité aux prix de base (% de la valeur ajoutée totale)						
Agriculture, sylviculture et pêche	1,3	1,5	1,6	1,7	2,4	2,3
Industries extractives	25,3	24,0	21,9	18,1	14,5	15,8
Secteur manufacturier, dont:	7,4	7,4	7,6	7,7	7,6	7,6
Produits alimentaires, boissons et produits du tabac	1,3	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6
Textiles, vêtements et produits en cuir	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Bois, articles en papier et imprimerie	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Pétrole raffiné, produits chimiques et pharmaceutiques	0,7	0,7	0,7	0,9	1,1	1,3
Produits en caoutchouc et en matières plastiques et autres produits minéraux non métalliques	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5

¹ Actuellement, environ un Norvégien sur six est issu de l'immigration ou descend de la première génération d'immigrants.

	2012	2013	2014	2015	2016 ^a	2017 ^a
Fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	2,0	2,1	2,0	1,9	2,3	2,3
Approvisionnement en eau	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Construction	5,7	5,8	6,0	6,3	6,9	7,0
Services, dont:	57,7	58,8	60,4	63,5	65,6	64,4
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	7,3	7,0	7,4	7,8	7,8	7,6
Activités immobilières	6,7	6,8	7,0	7,6	7,9	7,7
Administration publique et défense	5,8	5,8	6,0	6,5	6,8	6,7
Activités d'action sociale	5,4	5,6	5,7	6,0	6,3	6,2
Transport et entreposage	5,2	5,5	5,5	5,7	5,6	5,2
Enseignement	4,7	4,8	4,9	5,2	5,4	5,4
Activités financières et d'assurance	4,4	4,8	4,9	5,0	5,3	5,2
Activités relatives à la santé	4,3	4,4	4,6	5,1	5,3	5,2
Activités de services administratifs et de soutien	2,7	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6
Programmes informatiques, conseils et activités connexes	1,6	1,7	1,7	1,8	1,9	1,9
Activités d'hébergement et de restauration	1,3	1,3	1,3	1,4	1,5	1,5
Activités d'édition, audiovisuel et activités de diffusion	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2
Télécommunications	1,1	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
Emploi (% du total de l'emploi en équivalent temps plein)						
Agriculture et sylviculture	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8	1,7
Pêche et aquaculture	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Industries extractives	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Extraction de pétrole et de gaz, y compris les services	2,5	2,6	2,6	2,4	2,1	2,0
Secteur manufacturier, dont:	9,8	9,8	9,7	9,4	8,9	8,6
Machines et autre matériel n.c.a.	2,7	2,8	2,8	2,7	2,4	2,3
Produits alimentaires, boissons et tabac	2,0	2,0	2,0	1,9	2,0	1,9
Construction de navires, de plates-formes et de modules pétroliers et autre matériel de transport	1,2	1,2	1,2	1,0	0,8	0,8
Réparation et installation de machines et de matériel	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Caoutchouc, plastique et produits minéraux	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Production de bois et d'articles en bois, sauf les meubles	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Pétrole raffiné, produits chimiques et pharmaceutiques	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Électricité, gaz et vapeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Approvisionnement en eau, assainissement, déchets	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Construction	8,1	8,3	8,4	8,6	8,8	9,1
Services, dont:	75,7	75,5	75,5	75,9	76,4	76,5
Santé et action sociale	18,6	18,8	18,8	19,0	19,3	19,4
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles	12,6	12,5	12,3	12,4	12,3	12,2
Enseignement	7,6	7,6	7,6	7,7	7,8	7,9
Administration publique et défense	7,5	7,4	7,4	7,6	7,7	7,7
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	4,9	4,9	4,9	5,0	4,8	4,9
Activités de services administratifs et de soutien	4,9	4,8	4,8	4,7	4,6	4,8
Activités de transport, à l'exclusion du transport maritime	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,6
Information et communications	3,6	3,6	3,6	3,7	3,6	3,6
Arts, spectacles et autres activités de services	3,5	3,4	3,4	3,4	3,5	3,6
Activités d'hébergement et de restauration	2,8	2,8	2,9	3,0	3,0	3,1
Activités financières et d'assurance	2,0	2,0	1,9	1,9	1,9	1,8
Transport maritime	1,5	1,4	1,4	1,5	1,4	1,4

a Les chiffres fournis à partir de 2016 sont provisoires.

b Moyenne simple sur une période de 12 mois, fondée sur des données corrigées des variations saisonnières (de 15 à 74 ans).

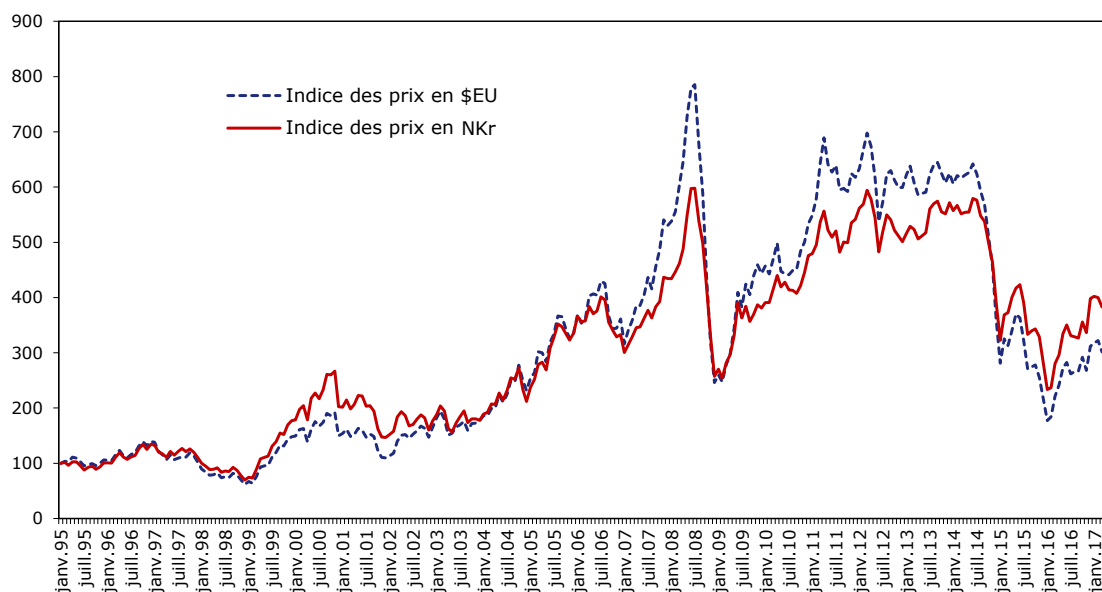
Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

1.2 Évolution économique récente

1.4. La crise financière mondiale de 2008-2009 n'a eu qu'un impact de courte durée en Norvège. La politique monétaire, qui a été resserrée en 2007 et 2008, a rapidement été assouplie. La Norges Bank (Banque centrale de Norvège) a réduit son taux directeur de 5,75% à 1,25% pendant une période de neuf mois, et la baisse des taux d'intérêt du marché qui a suivi a considérablement stimulé l'économie. De plus, l'accumulation régulière des recettes pétrolières pendant plus de dix ans dans le Fonds public pour les retraites – Global (GPFG) a donné au gouvernement une marge de manœuvre considérable pour augmenter les dépenses publiques et, ainsi, dynamiser la croissance et l'emploi. Les mesures de relance budgétaire ont été mises en place en 2011.

1.5. Le PIB continental a augmenté de 3,7% en 2012 – un taux nettement supérieur à la tendance enregistrée depuis de nombreuses années. Le PIB norvégien a connu une croissance beaucoup plus lente en 2013, principalement en raison de la baisse de la production de pétrole et de gaz. La remontée des prix du pétrole après une baisse marquée, mais de courte durée, en 2008-2009 a néanmoins permis de soutenir les investissements réalisés dans le secteur pétrolier, qui ont fait un bond de 19% en 2013. La couronne norvégienne a commencé à se déprécier en 2013, reflétant un changement de perception quant aux différences à venir entre les taux d'intérêt de la Norvège et ceux appliqués dans les autres pays. La dépréciation s'est accélérée au cours du deuxième semestre de 2014, lorsque les prix du pétrole ont chuté d'une moyenne de 110 dollars EU le baril au cours de la période allant de janvier 2011 à juillet 2014 à un niveau (temporairement) bas de 45 dollars EU le baril en janvier 2015 (graphique 1.1).

Graphique 1.1 Indice des prix du pétrole brut, 1995-2017 (Janvier 1995 = 100)



Source: IMF Primary Commodity Prices. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/np/res/commod/index.aspx>.

1.6. Le GPFG décrit dans l'encadré 1.1 protège les finances publiques de la Norvège d'une chute des prix du pétrole, du moins à court terme. Le nouveau gouvernement en place depuis octobre 2013 a ainsi été en mesure de poursuivre une politique visant simultanément à réduire les impôts et à augmenter les dépenses, y compris pour les infrastructures (tableau 1.2). Dans un environnement mondial de faible inflation, la Norges Bank, guidée par un objectif d'inflation à long terme de 2,5% par an, a également pu assouplir sa politique monétaire.² Le taux directeur, qui était resté inchangé à 1,5% depuis le début de 2012, a été réduit de 0,25% en décembre 2014. Les baisses successives du taux directeur en 2015 et au début de 2016 l'ont fait tomber à un niveau historiquement bas de 0,5% en mars 2016. Par la suite, le taux est demeuré à ce niveau (graphique 1.2). Les taux d'intérêt du marché ont généralement suivi l'évolution à la baisse du

² L'objectif d'inflation a été révisé (à 2% par an) en mars 2018.

taux directeur, ce qui s'est répercuté sur les ménages sous la forme de taux hypothécaires exceptionnellement bas.

Encadré 1.1: Fonds public pour les retraites – Global (GPFG)

Le Fonds a été institué en vertu de la Loi sur le Fonds pétrolier de l'État adoptée en 1990. Cependant, l'état des finances publiques de l'époque ne permettait pas d'effectuer de transferts vers le Fonds (jusqu'en 1996). Par la suite, le flux net de trésorerie que l'État tirait annuellement des activités pétrolières a entièrement été alloué au Fonds. Grâce à ses placements, le GPFG transforme ces recettes pétrolières en actifs financiers étrangers. De manière indépendante, et conformément aux lignes directrices de la politique budgétaire adoptées en 2001, le Parlement décide du retrait annuel à effectuer sur le Fonds pour couvrir le déficit budgétaire non pétrolier de l'État.

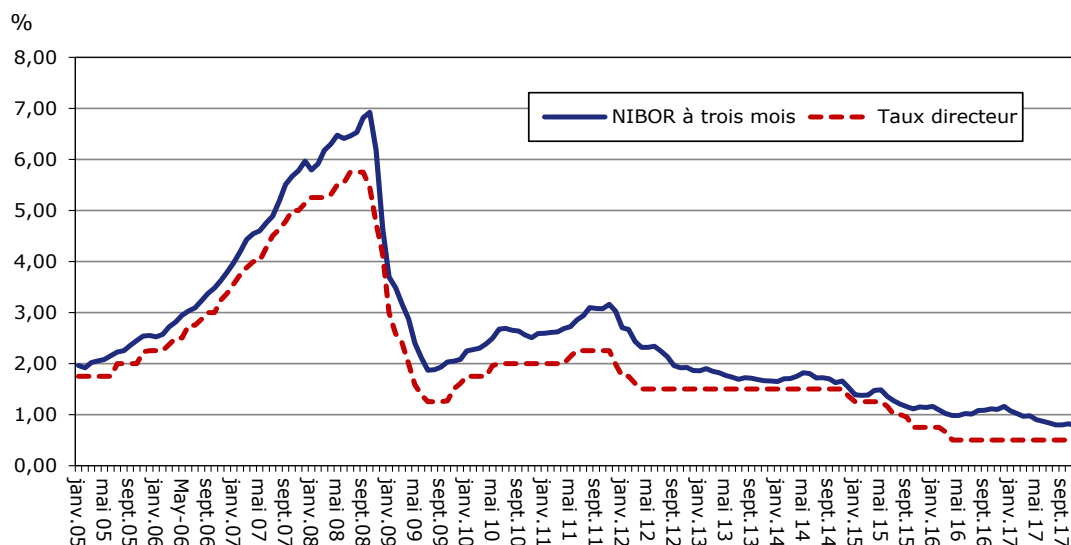
Le Fonds contient l'épargne des Norvégiens. Le Parlement a confié l'entière responsabilité de sa gestion au Ministère des finances. La gestion des opérations est déléguée à la Norges Bank. L'objectif prioritaire des placements du GPFG est d'obtenir le meilleur rendement possible, tout en conservant un niveau de risque modéré. Dans cette optique, le Fonds doit également être un investisseur responsable. Des indices de référence ont été établis pour évaluer les résultats du Fonds. Ce dernier ne doit pas être utilisé pour atteindre les objectifs établis en matière de politique étrangère ou de politique climatique, bien que les questions climatiques entrent en ligne de compte dans sa gestion. Le Ministère des finances a également adopté des principes éthiques et un Conseil déontologique assure le suivi des placements et conseille la Norges Bank sur l'observation et l'exclusion de certaines entreprises du Fonds.

La stratégie d'investissement du Fonds s'est développée au fil du temps en se fondant sur des évaluations complètes. Initialement, le Fonds était exclusivement placé dans des titres à revenu fixe. Plus tard, le mandat de placement a été élargi aux actions (en 1998) et à l'immobilier (en 2010). À la fin de 2016, les actifs ont été répartis entre les actions (62,5%), les titres à revenu fixe (34,3%) et l'immobilier (3,2%). Constatant un renforcement progressif de la capacité du GPFG d'absorber les risques, le Parlement, en juin 2017, a appuyé une proposition du gouvernement d'augmenter la part attribuée aux actions à 70%. La possibilité pour le Fonds d'investir dans des actions non cotées sur une base générale est à l'étude.

Le Fonds est de loin le plus important portefeuille géré en Norvège et il figure parmi les plus gros fonds souverains du monde. Fin 2016, les actions et les placements à revenu fixe étaient répartis entre 77 pays, environ 9 000 sociétés individuelles et quelque 1 250 émetteurs à travers le monde. La valeur du marché a atteint 8 488 milliards de couronnes à la fin de 2017, ce qui représente une augmentation de 978 milliards de couronnes en un an. Mesurée en couronnes norvégiennes, la valeur du Fonds a connu une forte hausse au cours des dernières années. Cependant, le capital du Fonds étant entièrement investi à l'étranger et les nouveaux fonds tirés des matières premières (pétrole et gaz) étant libellés en devises étrangères, le pouvoir d'achat international du Fonds se retrouve dissocié du taux de change de la couronne.

Les lignes directrices de la politique budgétaire précisent que, à long terme, le déficit structurel non pétrolier du gouvernement central devrait correspondre au rendement réel attendu du Fonds, fixé à 4% par an en 2001. En raison de la faiblesse persistante des taux d'intérêt internationaux, le rendement prévu à long terme du GPFG a été révisé à la baisse et ramené à 3% en 2017.

Source: OMC (2012); Norges Bank Investment Management (NBIM); et Meld. St. 26 (2016-2017) Report to the Storting (white paper), *The Management of the Government Pension Fund in 2016*.

Graphique 1.2 Taux directeur comparé au NIBOR à trois mois, 2005-2017

Note: Moyenne mensuelle des observations journalières.

Source: Norges Bank. Adresse consultée: <http://www.norges-bank.no/en/>; et Bourse d'Oslo. Adresse consultée: <https://www.oslobors.no/>.

1.7. Les mesures de relance monétaire et budgétaire ont soutenu la consommation privée et publique et permis au PIB réel continental d'afficher une croissance de 2,2% en 2014, et de 1,4% en 2015 (tableau 1.1). Cependant, la croissance n'a pas été égale sur le plan géographique. La contraction de l'industrie pétrolière s'est répercutée sur la chaîne d'approvisionnement et les communautés locales, surtout dans le Sud-Ouest et l'Ouest de la Norvège. Dans ces régions, le taux de chômage a connu une hausse plus forte que la moyenne nationale, passant de 3,5% en 2013-2014 à 4,4% en 2015, et à 4,7% en 2016 (tableau 1.1).³ De plus, les turbulences qui ont touché les activités liées au pétrole ont affecté les revenus locaux, car bon nombre de personnes forcées de quitter des emplois très bien rémunérés ont retrouvé un emploi, mais avec un salaire moindre. L'inégalité des résultats économiques a été particulièrement manifeste dans le marché du logement en 2016, lorsque les prix de l'immobilier ont stagné dans le Sud-Ouest de la Norvège, alors qu'ils augmentaient fortement partout ailleurs, surtout à Oslo, la capitale du pays. Les signes d'une reprise économique générale se sont constamment renforcés au cours de 2017 (tableau 1.2).

Tableau 1.2 Principaux indicateurs macroéconomiques, 2012-2017

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Comptes nationaux (variation en %)^a						
Produit intérieur brut, valeur commerciale	2,7	1,0	2,0	2,0	1,1	1,8
Consommation finale des ménages et ISBLSM ^b	3,5	2,8	2,1	2,6	1,5	2,3
Dépenses de consommation finale des ménages	3,5	2,7	1,8	2,3	1,5	2,4
Dépenses de consommation finale des ISBLSM	2,2	4,6	6,9	9,0	1,9	1,1
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,6	1,0	2,7	2,4	2,1	2,0
Dépenses de consommation finale du gouvernement central	1,7	1,0	3,4	3,1	2,3	1,2
Dépenses de consommation finale des administrations locales	1,4	1,0	1,9	1,6	2,0	2,7
Formation brute de capital	4,7	6,7	0,2	-3,4	5,0	2,6
Formation brute de capital fixe	7,6	6,3	-0,3	-4,0	-0,2	3,5
Exportations de marchandises et de services	1,6	-1,7	3,1	4,7	-1,8	0,8
Importations de marchandises et de services	3,0	5,0	2,4	1,6	2,3	2,2
Dette du gouvernement central, en milliards de Nkr (à la fin de la période)	617,2	604,0	485,5	482,8	515,6	..
% du PIB	20,8	19,6	15,4	15,5	16,5	..

³ La hausse du chômage a été atténuée par le départ de la main-d'œuvre immigrée, en particulier celle en provenance d'autres pays de l'EEE comme la Suède et la Pologne.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Administrations publiques (% du PIB)						
Recettes	56,1	54,1	53,8	54,1	54,0	..
Dépenses	42,3	43,3	45,1	48,0	50,0	..
Prêts/Emprunts nets	13,8	10,8	8,7	6,1	4,0	..
Prix et taux de change						
Inflation (IPC, variation en %)	0,8	2,1	2,0	2,1	3,6	1,8
Nkr/Euros (moyenne annuelle)	7,5	7,8	8,4	9,0	9,3	9,3
Nkr/\$EU (moyenne annuelle)	5,8	5,9	6,3	8,1	8,4	8,3

.. Non disponible.

a Les chiffres à partir de 2016 sont provisoires.

b Par ISBLSM, on entend "institutions sans but lucratif au service des ménages".

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

1.8. Les effets de l'assouplissement du marché du travail se sont fait sentir sur la formation des salaires, qui est en partie déterminée par la négociation centralisée. La croissance des salaires, qui était de 1,7% en 2016, s'est retrouvée à son niveau le plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale. En fait, la hausse des prix à la consommation (jusqu'à 3,6%) due à la faiblesse de la couronne a entraîné une baisse des salaires réels en 2016. Toutefois, la couronne ne s'étant pas affaiblie davantage, la pression sur les prix a été amenue. Dans l'ensemble, la modération des salaires combinée à la dépréciation de la monnaie a considérablement stimulé la compétitivité internationale de l'économie continentale. La tendance vers une couronne plus forte, particulièrement marquée entre août 2016 et février 2017, s'est inversée fin 2017.

1.9. La règle budgétaire appliquée pendant de nombreuses années au budget du gouvernement central dispose que le déficit structurel non pétrolier devrait, au fil du temps, correspondre au rendement réel attendu du GPFG. À l'avenir, le rendement réel du Fonds mesuré en pourcentage du PIB continental, devrait être relativement stable. Étant donné qu'en 2017, la valeur révisée du rendement attendu (encadré 1.1) correspondait plus ou moins au déficit, on s'attend à voir une situation budgétaire globalement neutre au cours des prochaines années. Cependant, les résultats économiques affichés par la Norvège en 2017 donnent à penser que la phase descendante du cycle qui s'était amorcée à l'automne 2014 est sur le point de se terminer et qu'aucune autre mesure de relance ne devrait être nécessaire. L'économie norvégienne semble résister, même si les prix du pétrole restent dans une fourchette de 50 à 60 dollars EU le baril.

1.3 Évolution des échanges et des investissements

1.3.1 Tendances et structure du commerce des marchandises et des services

1.10. L'excédent du commerce de marchandises de la Norvège a doublé entre 2000 et 2008, la Norvège ayant bénéficié de termes de l'échange nettement plus avantageux. Les importations et les exportations ont subi le contrecoup de la crise de 2008-2009, mais alors que les importations norvégiennes ont rapidement retrouvé les niveaux enregistrés avant la crise, la reprise des exportations est plus lente. Les prix élevés du pétrole qui se sont maintenus jusqu'à la mi-2014 se sont traduits par d'importants excédents commerciaux (tableau 1.3), mais les exportations de marchandises traditionnelles (non pétrolières) ont stagné ou diminué. La faiblesse des exportations non pétrolières a considérablement miné la compétitivité des entreprises industrielles de la Norvège continentale.

Tableau 1.3 Balance des paiements, 2012-2016

(Millions de \$EU)

	2012	2013	2014	2015	2016
Balance des opérations courantes	63 687	53 693	52 512	30 528	14 090
Balance des marchandises et services	66 456	56 439	44 937	21 726	3 205
Balance des marchandises	68 985	60 905	49 707	24 442	11 739
Balance des services	-2 529	-4 466	-4 771	-2 716	-8 535
Exportations, total	206 898	204 829	193 651	145 664	126 692
Marchandises (f.a.b.)	159 595	155 211	143 531	102 913	88 874
Pétrole brut et gaz naturel	104 930	98 908	87 492	55 142	44 456
Navires	1 355	1 414	1 452	863	1 895

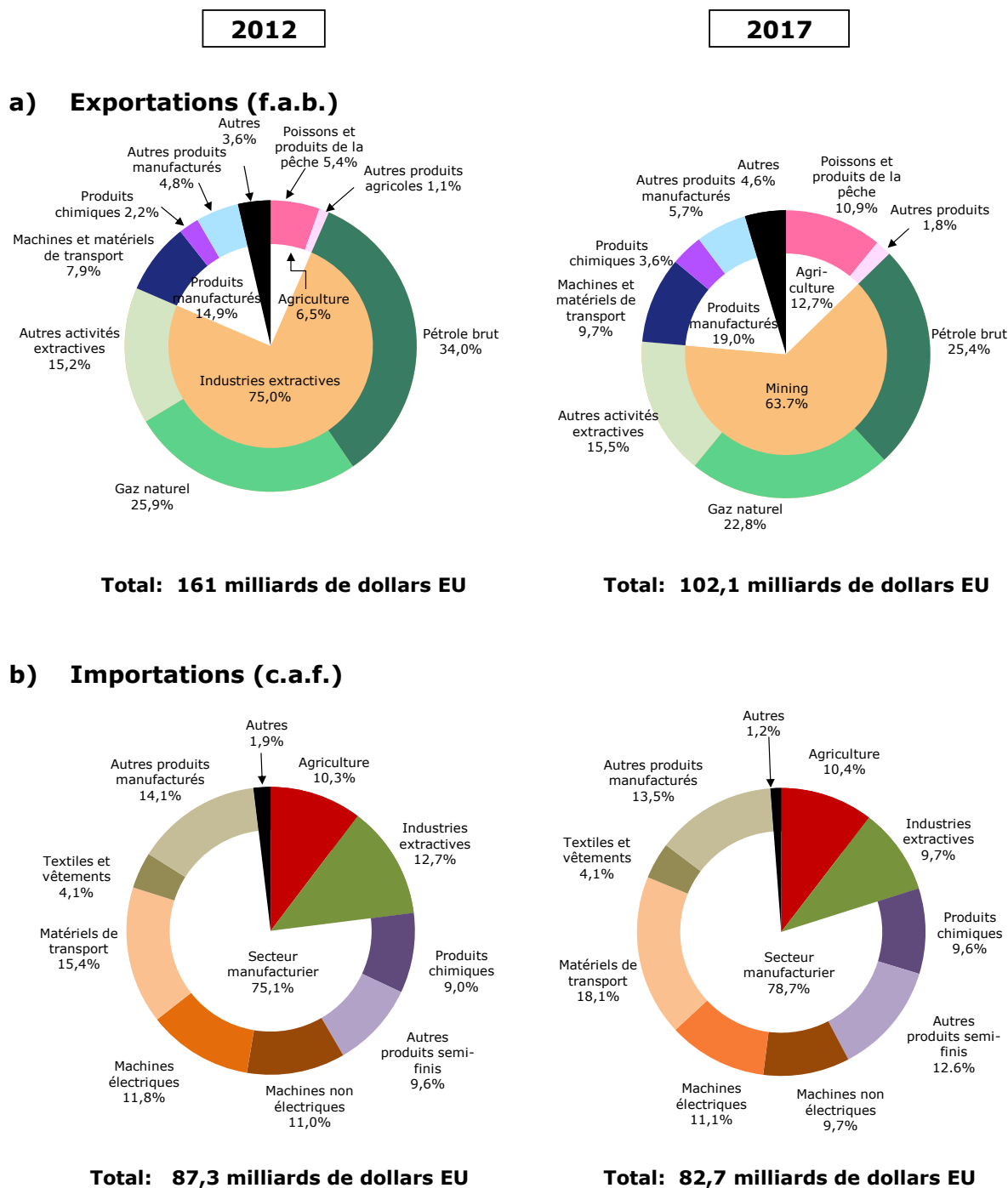
	2012	2013	2014	2015	2016
Activités pétrolières, marchandises diverses	61	80	72	451	35
Autres marchandises	53 250	54 808	54 514	46 457	42 488
Services	47 303	49 618	50 120	42 751	37 818
Importations, total	140 442	148 391	148 714	123 939	123 488
Marchandises (c.a.f.)	90 610	94 306	93 823	78 472	77 135
Marchandises (f.a.b.)	87 703	91 624	91 073	76 176	74 891
Services	49 832	54 084	54 891	45 467	46 353
Balance des revenus et des transferts courants	-2 769	-2 746	7 575	8 802	10 886
Rémunérations des employés et revenu de l'investissement (revenu primaire), nets	4 191	5 569	15 763	16 014	17 846
Transferts courants (revenu secondaire), nets	-6 959	-8 315	-8 188	-7 211	-6 960
Compte de capital	224	239	197	114	113
Compte d'opérations financières	47 153	50 092	54 926	6 813	38 672
Investissement direct	-599	9 460	20 549	15 165	24 869
Investissements de portefeuille	51 089	59 496	19 912	32 975	6 364
Autres investissements	-4 104	-21 277	8 439	-35 383	3 912
Actifs de réserve (ventilation du FMI)	767	2 413	6 025	-5 944	3 527
Erreurs et omissions nettes	-16 551	-3 730	2 231	-23 893	24 430
Pour mémoire (%)					
Compte des opérations courantes/PIB	12,5	10,3	10,5	7,9	3,8
Balance des marchandises/PIB	13,5	11,6	10,0	6,3	3,2

Note: Taux de change appliqué par la Banque centrale (Nkr/\$EU).

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

1.11. La réduction de 50% du prix du pétrole depuis 2013-2014 a eu une profonde incidence sur la balance du commerce des marchandises de la Norvège. Bien que le niveau de production des activités pétrolières sous-marines ait été peu touché par la baisse des prix, la chute des recettes tirées des exportations norvégiennes entraînée par la baisse de prix a été presque immédiate. Alors qu'elle représentait 60% des exportations de marchandises de la Norvège en 2012, la part des exportations de pétrole brut et de gaz naturel s'élevait à 48% en 2017 (graphique 1.3). De plus, le changement de perspective pour l'industrie du pétrole et du gaz a entraîné une baisse significative de la demande mondiale de produits et de services liés au pétrole, y compris les plates-formes pétrolières, les navires de production, les produits des industries mécaniques spécialisés, le transport à destination et en provenance des gisements sous-marins, et les services de cartographie et de prospection. Dans le cas de la Norvège, cela a entraîné une baisse des exportations et des importations.

1.12. En revanche, l'importante dépréciation enregistrée par la couronne norvégienne depuis 2013 a renforcé la compétitivité des entreprises nationales. Bien que la structure des importations de marchandises semble indiquer que des changements mineurs sont intervenus entre 2012 et 2016 (tableau A1. 2), les produits importés sont devenus plus chers et les importations ont diminué de 17% dans l'ensemble (mesurées en dollars EU comme dans le graphique 1.3). Certains secteurs tournés vers l'exportation, en particulier la pêche et la pisciculture, ont connu une forte expansion (tableau A1. 1), tandis que dans d'autres secteurs, comme la production de métaux et d'engrais, les contraintes de capacité et les fluctuations de prix ont limité les effets par ailleurs positifs de l'affaiblissement de la couronne norvégienne.

Graphique 1.3 Composition du commerce des marchandises, 2012 et 2017

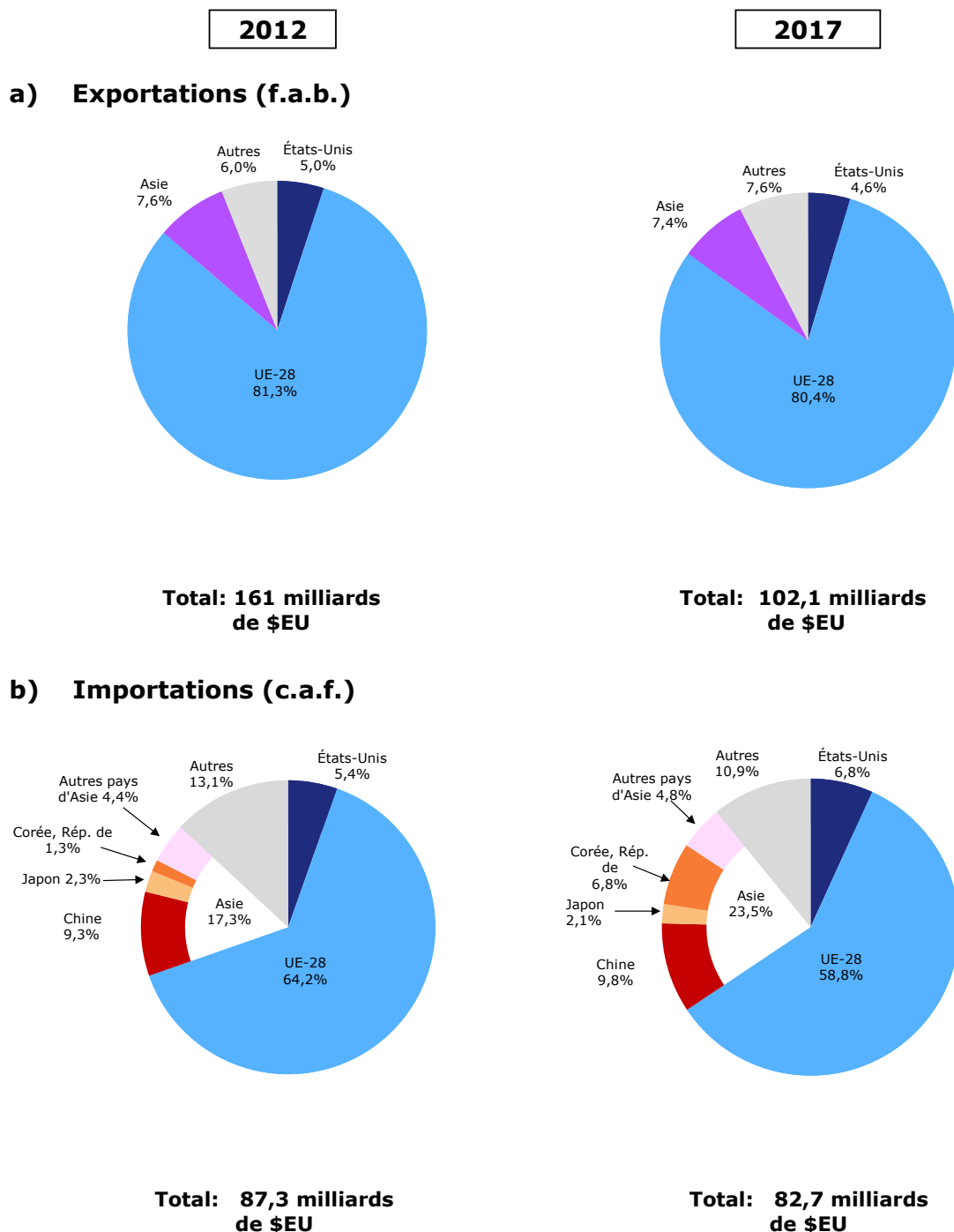
Note: Chiffres préliminaires pour 2017.

Source: Base de données Comtrade de la DSNU (CTCI Rev.3); et Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

1.13. Les échanges avec les pays asiatiques ont continué d'augmenter entre 2012 et 2017 (graphique 1.4). Toutefois, l'Union européenne, qui représente près de 80% des exportations et 60% des importations de la Norvège, reste le principal partenaire commercial du pays. La prééminence de l'Allemagne, du Royaume-Uni et des Pays-Bas à l'exportation (tableau A1. 3) s'explique en partie par le fait que ces pays sont les destinations immédiates, mais pas nécessairement finales, du pétrole et du gaz provenant du plateau continental norvégien. Avec la

Suède et le Danemark, ces cinq pays sont les partenaires commerciaux traditionnels de la Norvège, comme le montrent les statistiques sur les importations (tableau A1. 4).

Graphique 1.4 Répartition géographique du commerce des marchandises, 2012 et 2017



Note: Chiffres préliminaires pour 2017.

Source: Base de données Comtrade de la DSNU; et Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

1.14. Bien que l'excédent du commerce de marchandises de la Norvège ait enregistré une chute de plus de 80% entre 2012 et 2016, le volume sensiblement plus élevé des exportations de pétrole et de gaz a néanmoins permis au pays de s'assurer que les exportations de marchandises

restent supérieures aux importations. Le commerce norvégien des services, qui accuse généralement un déficit, a été plus stable, mais les exportations (et les importations) ont toutefois connu une tendance à la baisse.⁴ Alors que la flotte marchande norvégienne et les croisiéristes, tournée vers l'international, n'ont jamais cessé de réaliser d'importantes recettes en devises, de nombreux armateurs se sont également beaucoup développés sur le marché hors-frontière (habituellement) lucratif des services de transport et des hôtels flottants. Selon les estimations, les secteurs maritimes et offshore ont représenté près de 65% des exportations de services de la Norvège en 2014.⁵ Depuis lors, les fournisseurs de services offshore ont connu une baisse d'activité et les tarifs de location de plates-formes et de navires ont considérablement diminué. Les effets se sont pleinement fait sentir en 2016, avec une baisse importante des exportations offshore, ainsi que de l'ensemble des exportations de services (tableaux 1.3 et 1.4). D'autres services importants pour l'exportation, comme les services bancaires, les télécommunications et le transport aérien, ont été beaucoup moins touchés par les difficultés liées à l'industrie pétrolière. En outre, grâce à la faiblesse de la couronne qui a rendu le pays plus attrayant pour les touristes étrangers et incité les Norvégiens à rester dans le pays pour les vacances, le déficit enregistré par le secteur des voyages et du tourisme norvégien s'est considérablement réduit. L'effet du taux de change s'est moins fait ressentir sur le commerce frontalier de la Norvège. Selon l'Office norvégien de la statistique, les résidents norvégiens ont effectué environ 7,7 millions de sorties d'une journée en 2016 et acheté pour près de 14 milliards de couronnes de marchandises et de services meilleur marché dans les pays limitrophes.⁶

Tableau 1.4 Commerce des services pour les entreprises non financières par secteur d'activité, 2012-2016^a

(Millions de \$EU et %)

	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de services	32 407	33 704	34 685	30 975	26 306
	(% du total des exportations)				
Industries extractives	10,6	7,6	8,6	8,7	8,8
Secteur manufacturier	11,4	10,4	9,9	9,5	10,5
Construction	0,2	0,8	0,1	0,1	0,4
Commerce de gros et de détail	2,5	4,2	2,4	2,3	2,3
Transport et entreposage	42,6	44,8	48,4	50,6	45,9
Information et communications	9,1	8,9	7,4	8,7	11,5
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	17,3	16,0	15,3	14,0	14,9
Activités de services administratifs et de soutien	4,9	5,8	6,5	4,7	4,5
Autres secteurs d'activité	1,4	1,5	1,4	1,4	1,3
Importations de services	32 063	33 329	33 707	30 639	29 222
	(% du total des importations)				
Industries extractives	28,1	27,5	26,5	26,2	27,7
Secteur manufacturier	9,7	9,4	8,8	7,3	7,9
Construction	1,2	1,4	1,1	1,1	1,0
Commerce de gros et de détail	6,7	7,6	8,2	7,8	7,6
Transport et entreposage	26,0	25,6	26,7	30,3	27,0
Information et communications	9,7	8,9	9,3	10,3	11,9
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	9,4	8,9	9,1	8,6	8,4
Activités de services administratifs et de soutien	7,3	8,2	8,1	6,7	6,3
Autres secteurs d'activité	1,9	2,6	2,3	1,9	2,2

a Services fournis aux entreprises non financières; le total des exportations et des importations diffère des chiffres de la balance des paiements.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

⁴ Les plus grandes entreprises norvégiennes sont nombreuses à exporter à la fois des marchandises et des services.

⁵ Menon Economics, *Omfang og betydning av handel med tjenester for Norge*, Menon-publikasjon Nr. 50/2016. Adresse consultée: <https://www.nho.no/siteassets/nhos-filer-og-bilder/filer-og-dokumenter/internasjonalt/omfang-og-betydning-av-handel-med-tjenester-for-norge.pdf>. Les estimations sont plutôt incertaines.

⁶ Les importantes différences de prix sont des incitations à maximiser le recours aux franchises fiscales, en particulier pour les produits alimentaires, les boissons alcooliques et le tabac. Trois villes suédoises situées à la frontière (Strömstad, Charlottenberg et Töcksfors) représentent environ 75% de ce commerce. Source: Office norvégien de la statistique. Adresse consultée : "<http://www.ssb.no/varehandel-og-tjenesteyting/statistikker/grensehandel/kvartal/2017-03-07>".

1.15. Aux termes de l'Accord sur l'EEE, la Norvège fait partie du marché unique des services de l'Union européenne. En conséquence, l'Union européenne représente 70% des importations de services de la Norvège et près de 65% de ses exportations (tableau 1.5). En dehors de l'Europe, les principaux partenaires commerciaux de la Norvège pour les services sont les États-Unis et certains pays asiatiques (la Chine, le Japon, la Corée et Singapour).

Tableau 1.5 Ventilation géographique du commerce des services, 2016

(%)

	UE	Autres pays européens	Amérique du Nord		Amérique centrale et du Sud	Asie, Océanie et régions polaires	Afrique	Non ventilé
			Total	États-Unis seulement				
	(% à l'échelle internationale)							
Exportations de services	65,6	3,2	9,5	7,7	4,3	13,9	1,7	1,8
Transport maritime	65,1	1,0	5,5	4,5	5,7	20,6	1,5	0,7
Autres modes de transport	87,1	2,2	2,8	2,6	0,2	3,0	0,1	4,5
Voyages	82,0	5,6	6,1	5,5	0,7	5,4	0,2	0,0
Services de communications et services informatiques et d'information	72,9	4,0	8,1	7,0	1,2	13,0	0,7	0,1
Services financiers et d'assurance	64,0	1,8	21,7	21,7	2,5	4,8	5,0	0,1
Autres services fournis aux entreprises	52,0	4,7	14,3	10,2	6,6	16,3	2,6	3,5
Importations de services	69,0	3,3	9,1	8,5	3,7	11,9	1,0	1,9
Transport maritime	63,2	1,6	5,6	4,6	6,6	20,9	1,5	0,6
Autres modes de transport	75,5	3,1	7,4	6,9	2,5	9,2	1,5	0,7
Voyages	75,8	4,6	9,2	9,1	1,1	7,8	1,4	0,1
Services de communications et services informatiques et d'information	75,3	1,8	9,5	9,1	0,1	12,9	0,2	0,1
Services financiers et d'assurance	63,2	1,2	18,1	16,9	5,9	7,0	0,4	4,3
Autres services fournis aux entreprises	62,1	3,1	9,9	9,0	6,1	13,6	0,6	4,5

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

1.16. En dépit de la baisse récente des prix du pétrole et du gaz, le compte des opérations courantes de la Norvège continue d'être excédentaire. Cet excédent a néanmoins considérablement diminué, tombant de l'équivalent de 12,5% du PIB en 2012 à 4% en 2016 (tableau 1.3).

1.3.2 Tendances et structure de l'IED

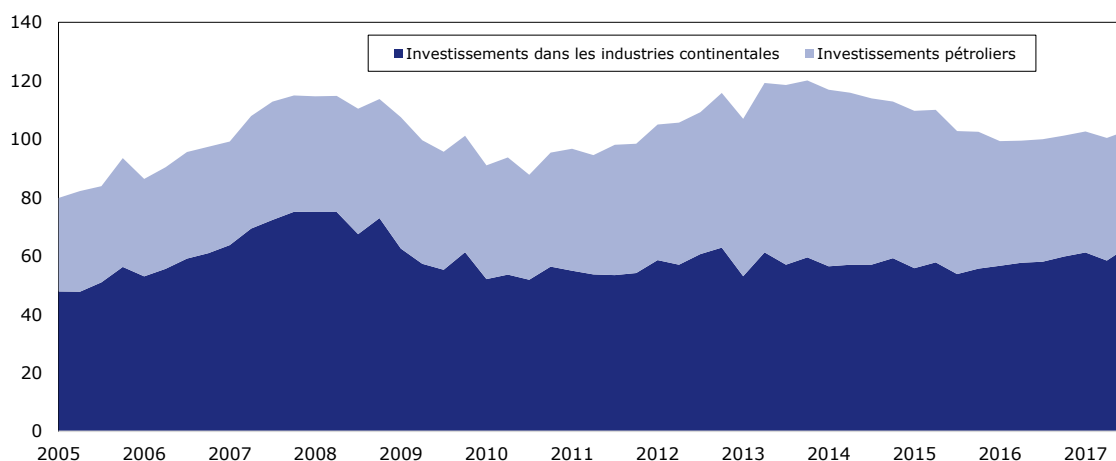
1.17. Se situant en moyenne autour de 55 milliards de couronnes depuis 2010, l'investissement national et étranger réalisé en Norvège continentale est demeuré stable au cours des dernières années. Le niveau atteint est toutefois inférieur de quelque 20 milliards de couronnes au record atteint en 2008 (graphique 1.5). La baisse, puis le plafonnement de l'investissement, se sont surtout fait sentir dans le secteur manufacturier, mais l'investissement réalisé par le secteur privé dans le domaine des services a évolué de façon analogue. L'investissement dans les installations situées au large des côtes, y compris les oléoducs et les gazoducs, devrait en principe être plus facile à prévoir étant donné que les projets de ce type requièrent des plans de développement détaillés approuvés par le Parlement. Comme prévu, l'investissement à l'étranger a fortement augmenté entre 2011 et 2013, et on s'attendait à ce qu'il enregistre ensuite une baisse. Cette

dernière a cependant été plus importante que prévu, ce qui s'explique en partie par le fait que la recherche d'un meilleur rendement de l'investissement a conduit à une diminution des coûts depuis 2014.

1.18. Selon les données de la CNUCED, le stock d'IED en Norvège a atteint un niveau record de 212,4 milliards de dollars EU en 2014. La baisse du stock d'IED qui a suivi (mesurée en dollars EU) correspond à la dépréciation de la couronne norvégienne, les entrées nettes d'IED étant restées positives (graphique 1.6). Cependant, alors que l'IED était reparti à la hausse entre 2013 et 2015, il a fortement baissé en 2016 lorsque la Norvège a enregistré une sortie nette d'IED de 5,5 milliards de dollars EU.

Graphique 1.5 Investissement en Norvège

Milliards de Nkr, données corrigées des variations saisonnières aux prix de 2015

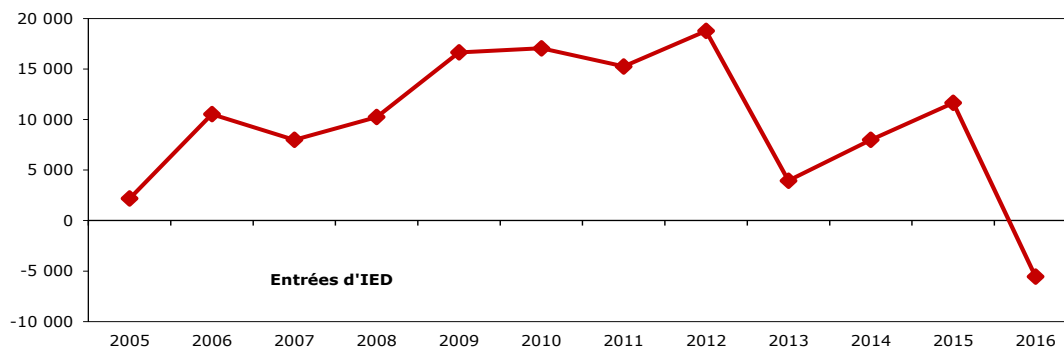


Note: Les chiffres sont calculés sur une base trimestrielle.

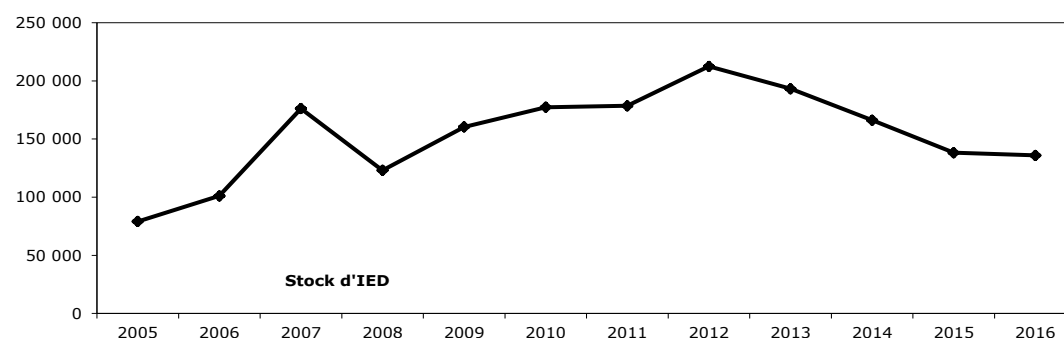
Source: Statistics Norway, Economic Outlook for the year 2016, 1/2017.

Graphique 1.6 Investissement direct étranger net en Norvège, 2005-2016

(Millions de \$EU)



(Millions de \$EU)



Source: Statistiques de la CNUCED.

1.19. Les entreprises sous contrôle étranger installées en Norvège, c'est-à-dire les entreprises dont plus de la moitié du capital est contrôlé depuis l'étranger, ont généré un chiffre d'affaires de 1 326 milliards de couronnes en 2015. À la fin de 2015, ces 7 249 entreprises employaient un peu moins de 337 000 personnes, ce qui représente 21% des emplois du secteur privé en Norvège. Les entreprises contrôlées par les États-Unis, qui sont concentrées dans l'extraction pétrolière et gazière, représentent la part la plus importante du chiffre d'affaires (21%) et emploient un peu moins de personnel (16,6%). Les entreprises suédoises (30% des entreprises étrangères) sont les plus présentes dans l'économie norvégienne. Selon ces critères, le Danemark, le Royaume-Uni et l'Allemagne constituent d'autres sources importantes d'IED.⁷

1.20. Selon l'Office norvégien de la statistique, il y avait 4 513 filiales norvégiennes à l'étranger en 2015.⁸ Ces filiales ont réalisé un chiffre d'affaires combiné de 1 280 milliards de couronnes en 2015 et employé environ 280 000 personnes. Les filiales norvégiennes sont concentrées dans l'Union européenne (près de 60% en termes de chiffre d'affaires et d'emploi) et en particulier dans les pays nordiques, en Suède et au Danemark. Cependant, elles se développent de plus en plus à l'extérieur de l'Europe et s'établissent à l'échelle internationale, notamment aux États-Unis et au Brésil. Les filiales norvégiennes œuvrent principalement dans le secteur manufacturier, les télécommunications, le commerce de gros et de détail, et les industries extractives (tableau 1.6).

Tableau 1.6 Stock d'investissement étranger direct par secteur d'activité, 2013-2016

	2013	2014	2015	2016
Investissement étranger direct norvégien				
Millions de \$EU	189 175	204 022	199 779	197 800
Millions de Nkr	1 111 743	1 285 728	1 612 999	1 661 259
	(% du total)			
Agriculture, sylviculture et pêche	0,7	0,9	1,1	1,1
Industries extractives	31,3	28,0	24,2	25,1
Secteur manufacturier	18,4	17,0	15,2	13,8
Électricité, gaz et vapeur	4,7	4,4	3,0	3,2
Approvisionnement en eau, assainissement, déchets	0,0	0,0	0,0	0
Construction	0,5	0,5	0,5	0,6
Commerce de gros et de détail: réparation de véhicules à moteur et de motocycles	2,2	2,6	2,4	2,3
Transport et entreposage	5,4	5,4	5,3	4,9
Activités d'hébergement et de restauration	0,1	0,1	0,1	0,2
Information et communications	5,8	7,9	7,6	7,2
Activités financières et d'assurance	8,5	9,1	10,6	9,6
Activités immobilières	4,6	4,5	4,4	4,4
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	3,2	3,9	1,9	3,0
Activités de services administratifs et de soutien	1,5	1,0	2,3	2,1
Résidences secondaires	11,8	11,6	10,7	11,0
Autres secteurs d'activité	1,0	3,1	10,6	11,4
Investissement étranger direct en Norvège				
Millions de \$EU	199 925	195 894	163 462	154 058
Millions de Nkr	1 174 918	1 234 502	1 319 773	1 293 884
	(% du total)			
Agriculture, sylviculture et pêche	0,5	0,4	0,4	0,1
Industries extractives	31,0	33,5	29,4	28,1
Secteur manufacturier	17,0	17,4	14,2	14,4
Électricité, gaz et vapeur	0,5	0,6	0,5	0,7
Approvisionnement en eau, assainissement, déchets	0,6	0,3	0,1	0,1
Construction	1,0	1,1	1,1	1,2
Commerce de gros et de détail: réparation de véhicules à moteur et de motocycles	8,8	8,5	7,6	8,2
Transport et entreposage	6,9	6,5	5,9	6,0
Activités d'hébergement et de restauration	0,2	0,2	0,3	0,4
Information et communications	5,5	5,8	5,6	6,0
Activités financières et d'assurance	10,0	10,0	11,5	12,6

⁷ Renseignements en ligne de l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <https://www.ssb.no/en/virksomheter-foretak-og-regnskap/statistikker/utfono/aar>.

⁸ Renseignements en ligne de l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <https://www.ssb.no/en/utenriksokonomi/statistikker/ufats/aar>.

	2013	2014	2015	2016
Activités immobilières	3,9	4,1	5,3	6,1
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	4,3	3,7	2,9	3,7
Activités de services administratifs et de soutien	3,0	2,3	3,2	3,4
Résidences secondaires	5,4	4,9	4,8	5,3
Autres secteurs d'activité	1,3	0,6	7,0	3,8

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

2.1 Cadre général

2.1. La Norvège est une monarchie constitutionnelle dotée d'un système de gouvernement de démocratie parlementaire où le Roi est le chef de l'État. La Constitution date de 1814 et établit la séparation des pouvoirs: le pouvoir législatif, en l'occurrence le Storting; le pouvoir exécutif, conféré au Roi mais exercé par le Conseil des ministres; et le pouvoir judiciaire, composé des tribunaux, de la Cour suprême et de la Haute Cour de justice. La Constitution contient également des dispositions sur la souveraineté, la primauté du droit, les droits humains et les libertés, ainsi que des dispositions générales sur des questions telles que les droits allodiaux et les amendements et modifications. L'article 115 de la Constitution contient des dispositions particulières aux termes desquelles le Storting peut transférer certains pouvoirs à des organisations internationales par un vote à la majorité qualifiée des trois-quarts. Cette disposition a été utilisée dans le contexte de l'adhésion de la Norvège à l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE).¹

2.2. La Constitution norvégienne est l'une de celles qui est appliquée sans interruption depuis le plus longtemps dans le monde. Elle a été très peu modifiée depuis 100 ans, jusqu'aux modifications récentes opérées pendant la période à l'examen. En 2012, elle a été modifiée pour séparer l'Église de l'État, faisant de la Norvège un pays laïque sans religion officielle. Une série d'amendements, la plus importante de son histoire, a été adoptée en 2014 pour moderniser la langue de la Constitution et introduire des dispositions relatives aux droits humains.² Les modifications concernant les dispositions sur les droits humains du chapitre E comprennent des dispositions prévoyant par exemple la liberté d'association, la liberté d'expression et le droit au respect de la vie privée. La modification la plus récente, qui date de mai 2016, visait à changer le statut constitutionnel de la Banque centrale de Norvège (Norges Bank).

2.3. Le Storting présente les lois, impose les taxes, autorise les dépenses publiques et débat des questions de politique intérieure et extérieure. Le travail des 169 membres élus se déroule dans le cadre de 12 commissions permanentes réparties par domaine d'activité: finances et affaires économiques, affaires étrangères et défense, etc. La législation est généralement proposée en premier lieu par le gouvernement; un texte est ensuite transmis au Storting et habituellement traité par l'une des commissions permanentes qui émet une recommandation; puis, la question fait l'objet d'un projet de loi ou d'une résolution qui peut, en dernier ressort, être promulgué après signature par le Roi et le Premier Ministre. Le Storting traite d'ordinaire entre 100 et 150 projets de loi par an.

2.4. La Cour suprême est au sommet de la pyramide judiciaire norvégienne, au-dessus des six cours d'appel puis des tribunaux de première instance, c'est-à-dire les tribunaux de district. Il existe également des juridictions spéciales chargées des conflits du travail (Tribunal des conflits du travail), et de l'occupation des sols et des questions de propriété (tribunaux fonciers). Il existe également des Conseils de conciliation locale chargés de la médiation dans la plupart des affaires civiles. La majorité des différends commerciaux se règlent par des arbitrages. Les différends liés au commerce, aux contrats ou au non-respect des droits de propriété intellectuelle sont généralement gérés par les juridictions ordinaires. Pour les affaires ayant trait aux brevets, aux marques de fabrique ou de commerce et aux dessins enregistrés, les actions en contrefaçon comme en nullité sont du ressort du tribunal de district d'Oslo, seul compétent en première instance.³

2.5. La Constitution confère le pouvoir exécutif au Roi mais, dans la pratique, il est exercé par le Conseil des ministres (cabinet de ministres). L'article 28 de la Constitution dispose que les affaires importantes sont traitées par le Conseil des ministres. Les décisions prises par ce dernier (anciennement par le Roi en Conseil) prennent la forme de décrets royaux. Les ministères sont

¹ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/important-eu-eea-matters/id2340957/>.

² La Constitution a fait l'objet d'une révision linguistique complète; elle existe donc désormais dans les deux formes actuelles du norvégien (Bokmål et Nynorsk), et non plus dans la forme désuète de la langue.

³ Il a été proposé de procéder de même pour les actions concernant des atteintes au droit d'auteur; le projet de loi soumis au Storting était en suspens en février 2018 (Prop 104 L (2016-2017)).

actuellement au nombre de 16 (Bureau du Premier Ministre compris).⁴ Le Ministère des affaires étrangères et le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche jouent un rôle central dans la politique commerciale de la Norvège, mais d'autres ministères interviennent aussi dans le commerce, comme le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (commerce de produits agricoles) et le Ministère des finances (questions douanières). D'autres ministères exercent également des responsabilités dans d'autres domaines spécialisés du commerce, de l'investissement, des services, etc.

2.6. La Norvège applique des procédures de consultation formelles lorsqu'un ministère souhaite consulter une partie concernée par un projet de loi ou une loi.⁵ Conformément au règlement n° 184 du 19 février 2016, les ministères et les autres organes de l'État doivent soumettre une proposition de projet de loi à un débat public en cas d'adoption de nouveaux actes législatifs, le délai pour la présentation d'observations étant d'au moins six semaines (normalement trois mois). La proposition est soumise aux parties prenantes concernées et publiée sur le portail en ligne du gouvernement. Toutes les propositions d'actes législatifs et toute autre mesure ayant des répercussions importantes doivent généralement faire l'objet d'un débat public avant leur adoption. En revanche, un tel débat n'est pas requis pour les amendements mineurs. Il s'agit d'un critère strict et une décision écrite du ministre compétent est systématiquement nécessaire. En outre, en vertu de la Loi sur l'administration publique, un débat public est généralement requis avant la promulgation d'un nouveau règlement.

2.7. Le Royaume de Norvège se compose de la Norvège continentale⁶, de l'archipel du Svalbard et de l'île de Jan Mayen. La Terre de la Reine-Maud et l'île Pierre I^{er}, dans l'Antarctique, ainsi que l'île Bouvet sont également des territoires norvégiens. Conformément à la Loi douanière, le "territoire douanier" est constitué de "la Norvège continentale et de ses eaux territoriales, à l'exclusion du Svalbard, de Jan Mayen ou des dépendances norvégiennes". Par conséquent, seules les marchandises importées vers la Norvège continentale sont soumises à dédouanement en vertu de la Loi douanière. Les marchandises en provenance du Svalbard sont exemptées de droits de douane, comme le prévoit le tarif douanier. Les importations de marchandises vers le Svalbard ne sont pas assujetties à un droit de douane, mais certaines marchandises sont soumises à des restrictions à l'importation.

2.8. La partie continentale comprend actuellement 19 comtés subdivisés en 428 municipalités. Chaque comté (sauf Oslo) est administré par une municipalité et le gouvernement national est également représenté dans chaque comté par un gouverneur. Les comtés sont chargés de la construction et de l'entretien des routes, des transports en commun, de l'enseignement secondaire, de la santé publique, du patrimoine culturel, de l'aménagement du territoire et du développement régional, tandis que les municipalités supervisent l'enseignement primaire, les services aux personnes âgées, les services de soins ambulatoires, le zonage, le développement économique et la voirie municipale. Un certain nombre de changements législatifs récents ont eu des conséquences pour les comtés. En juin 2016, le Storting a accepté la fusion de deux comtés (Sør-Trøndelag et Nord-Trøndelag); par conséquent, au 1^{er} janvier 2018, les comtés norvégiens étaient au nombre de 18. En outre, en juin 2017, le Storting a voté une réforme législative qui prévoit de transformer les 18 comtés en quelque 11 comtés régionaux plus grands d'ici à 2020.⁷

2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale

2.9. La Norvège conduit sa politique commerciale essentiellement à trois niveaux (règles multilatérales de l'OMC, accords sur l'EEE et l'AELE et accords bilatéraux de libre-échange), qui font chacun partie intégrante de son cadre de politique commerciale et n'ont pas changé au cours de la période considérée. La politique commerciale de la Norvège a mis – et continue de mettre – l'accent sur le fait que la Norvège est une nation commerçante engagée dans la promotion du libre-échange et conduisant une politique commerciale qui tient compte de ses intérêts nationaux.

⁴ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/en/dep/id933/>.

⁵ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/en/find-document/consultations/id1763/>".

⁶ Ce terme renvoie au continent géographique et non à l'économie continentale (section 1).

⁷ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/tema/kommuner-og-regioner/kommunereform/regionreform/id2477186/>.

L'objectif global est de "préserver et développer un cadre commercial qui maximise la valeur ajoutée norvégienne tout en contribuant à la croissance mondiale et au développement durable".⁸

2.10. Les principaux éléments de la politique commerciale norvégienne appliqués pendant la période considérée ont été présentés dans le livre blanc intitulé "Globalisation and trade", remis au Storting sous la cote Meld. St. 29 (2014-2015).⁹ Ce document présentait les pistes et les priorités de l'époque pour la Norvège en matière de politique commerciale, et celles qui pouvaient être envisagées dans le futur. Il identifiait en particulier cinq domaines clés où les changements survenus imposaient de modifier la politique ou de l'infléchir. Depuis la publication du livre blanc, ces domaines clés n'ont pas changé de manière significative, mais des évolutions ont tout de même eu lieu dans plusieurs d'entre eux, y compris après des conférences ministérielles de l'OMC (encadré 2.1). Le livre blanc soulignait également qu'il importait de promouvoir une croissance verte et d'intégrer les considérations liées au changement climatique et à l'environnement dans les politiques et les accords commerciaux. Il précise que le régime commercial international peut faciliter une "transition verte" en promouvant le commerce de biens et de services environnementaux, et que le gouvernement consacrera un chapitre distinct au commerce et au développement durable dans les ALE.

2.11. En décembre 2017, le Ministère norvégien du commerce, de l'industrie et de la pêche a publié un document stratégique pour l'exportation et l'internationalisation mettant en exergue la manière dont la Norvège renforcera sa position en tant que nation commerçante en se fixant un certain nombre de buts, comme garantir l'accès aux marchés, attirer l'investissement étranger et augmenter les exportations.¹⁰ Les politiques commerciales de la Norvège sont exposées dans le programme politique du gouvernement, dans sa version la plus récente de janvier 2018, et, chaque année, dans les documents contenant les propositions budgétaires qui sont soumis au Storting. Dans ces derniers documents, la Norvège a souligné qu'elle s'efforcera d'obtenir les meilleurs résultats possibles lors de la Conférence ministérielle de Buenos Aires, qu'elle s'emploierait activement à défendre le libre-échange et qu'elle continuerait à œuvrer pour un régime commercial mondial équitable dans le cadre de l'OMC.¹¹

Encadré 2.1 Les cinq axes de la politique commerciale norvégienne

Préserver et renforcer le système commercial multilatéral	<ul style="list-style-type: none"> – La préoccupation principale de la politique commerciale du gouvernement est de préserver et de renforcer le système commercial multilatéral. L'objectif est de rechercher des solutions pour abaisser les barrières au commerce dans d'autres pays développés et économies émergentes. La Norvège fera une priorité de l'accès aux marchés pour les marchandises industrielles (en particulier les produits de la mer) et les services, du renforcement des règles commerciales (antidumping et subventions à la pêche) et de la recherche d'une solution équilibrée pour l'agriculture, tenant également compte de ses intérêts. – En outre, la Norvège s'efforcera de veiller à ce que les pays les moins avancés (PMA) ne soient pas contraints à des concessions additionnelles et elle soutiendra la dimension développement des négociations. – Le gouvernement s'efforcera de veiller à ce que les accords plurilatéraux étroitement liés à l'OMC soient élaborés de manière à pouvoir apporter une contribution efficace et constructive à la mise en œuvre de solutions multilatérales englobant autant de pays que possible.
---	--

⁸ "Globalisation and trade: Trade policy challenges and opportunities for Norway", Meld. St. 29 (2014-2015), Report to the Storting (White Paper) Summary. Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/contentassets/5927c017d6734983aec2103765c80c6a/en-gb/pdfs/stm201420150029000engpdfs.pdf>.

⁹ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/contentassets/5927c017d6734983aec2103765c80c6a/en-gb/pdfs/stm201420150029000engpdfs.pdf>.

¹⁰ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: https://www.regjeringen.no/contentassets/e0545f1862534e4593237af085a88d47/nfd_eksportstrategi_eng_uu.pdf.

¹¹ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresses consultées: https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-s-ud-20172018/id2574542/sec1?q=handelspolitikken#match_0 et <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/politisk-plattform/id2585544/>.

Priorités et préoccupations en relation avec l'ouverture des marchés	<ul style="list-style-type: none"> – Le gouvernement conduira une politique commerciale volontaire préservant les intérêts de la Norvège. Il s'agira par exemple de garantir un meilleur accès aux marchés pour les entreprises norvégiennes et une meilleure prévisibilité pour les exportations de marchandises et de services et pour les investissements, et de promouvoir un cadre économique et politique stable favorisant la croissance et le développement économiques à l'échelle mondiale. – Le gouvernement accordera une priorité plus importante à la garantie de libre-échange des produits de la mer sur le marché de l'UE. – Le gouvernement cherchera à entamer des négociations avec des partenaires commerciaux importants avec lesquels la Norvège n'a pas encore conclu d'accords, et à étudier les possibilités de conclure des accords de libre-échange avec des groupements régionaux.
Politique commerciale agricole	<ul style="list-style-type: none"> – Dans les futures négociations commerciales, le gouvernement continuera de souligner la nécessité de protéger le secteur agricole norvégien. Les intérêts défensifs dans ce secteur seront mis en balance avec les intérêts généraux de la politique commerciale norvégienne et les intérêts offensifs de la Norvège dans d'autres domaines. – Le gouvernement favorisera un commerce plus libre des produits agricoles en vue d'améliorer le bien-être et la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, dans l'intérêt des consommateurs norvégiens et pour instaurer une diversité accrue sur le marché alimentaire norvégien. La priorité nécessaire sera donnée aux intérêts agricoles, mais les intérêts agricoles défensifs ne suffiront pas à eux seuls à empêcher la Norvège de participer à des négociations commerciales. – Le gouvernement éliminera progressivement toutes les subventions à l'exportation, au plus tard d'ici à la fin de 2020. – Le gouvernement soutiendra les initiatives internationales visant à limiter le recours aux restrictions à l'exportation.
Commerce des services	<ul style="list-style-type: none"> – Le gouvernement donnera la priorité à la relance des négociations sur les services dans le cadre de l'OMC et veillera à ce qu'elles se déroulent parallèlement aux processus de négociation régionaux et multilatéraux en cours dans le domaine des services. – Quand les circonstances permettront de reprendre les négociations sur l'ACS, le gouvernement encouragera la conclusion d'un ACS ambitieux, qui fournira un cadre stable et prévisible pour le commerce des services, tout en se concentrant sur les secteurs de services où la capacité concurrentielle à armes égales sur les marchés mondiaux est particulièrement importante pour les entreprises norvégiennes. – Le gouvernement s'efforcera d'étendre l'ACS pour qu'il englobe de grandes économies émergentes, et il veillera à ce qu'il soit conçu de manière à pouvoir être multilatéralisé dans l'OMC ultérieurement.
Diplomatie économique et transparence de la politique commerciale	<ul style="list-style-type: none"> – Le gouvernement redoublera d'efforts pour se servir activement de la politique commerciale dans le cadre de son action diplomatique économique renforcée. – Le gouvernement s'efforcera d'obtenir la plus grande transparence possible et il encouragera le débat national sur les processus de négociation.

Source: Renseignements communiqués par les autorités et "Globalisation and trade: Trade policy challenges and opportunities for Norway", Meld. St. 29 (2014-2015), Report to the Storting (White Paper) Summary. Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/contentassets/5927c017d6734983aec2103765c80c6a/en-gb/pdfs/stm201420150029000engpdfs.pdf>.

2.12. Durant la période à l'examen, la Norvège a publié d'autres livres blancs sur des questions commerciales et environnementales. Un livre blanc intitulé "La nature pour la vie" (plan d'action national de la Norvège pour la biodiversité) reconnaît les interactions entre commerce et environnement.¹² Il indique que l'objectif du gouvernement est de "préserver et développer un cadre commercial qui maximise la valeur ajoutée norvégienne tout en contribuant à la croissance

¹² Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/contentassets/902deab2906342dd823906d06ed05db2/en-gb/pdfs/stm201520160014000engpdfs.pdf>.

mondiale et au développement durable". En outre, "les engagements commerciaux doivent être pris en tenant compte des besoins des pays de mettre en œuvre des politiques environnementales et climatiques efficaces. Il importe également que les pays ne soient pas autorisés à instaurer unilatéralement des mesures discriminatoires ou protectionnistes qui constitueraient des obstacles inutiles au commerce".¹³ Le livre blanc traite en outre des questions spécifiques de la pêche durable et du commerce des espèces menacées d'extinction. S'agissant de la pêche durable, il est indiqué que la Norvège est favorable à des règles efficaces applicables dans le cadre de l'OMC et interdisant les subventions à la pêche qui contribuent à la surpêche, aux excédents de capacité et à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée; le livre blanc précise en outre que de nouveaux règlements allant au-delà de la convention CITES pour la protection des espèces menacées d'extinction en Norvège devaient être publiés. Les travaux relatifs à ces nouveaux règlements sont en cours et devraient être publiés au printemps 2018. Les règlements vont au-delà de la CITES dans les domaines suivants: des permis d'importation CITES seront exigés en plus des permis d'exportation pour l'importation des espèces inscrites à l'Annexe II de la CITES et pour le commerce intérieur des espèces inscrites à l'Annexe I; pour certaines espèces inscrites à l'Annexe II (et faisant l'objet d'échanges commerciaux fréquents), un certificat CITES intérieur sera nécessaire, ainsi qu'un étiquetage ou un autre marquage.

2.13. La Norvège a également lancé une stratégie maritime nationale ("Blue Growth for a Green Future") et une stratégie pour les océans ("New Growth, Proud History"), ainsi qu'un livre blanc intitulé "The Place of the Oceans in Norway's Foreign and Development Policy". Les stratégies relatives à la mer et aux océans présentent les politiques industrielles et commerciales correspondant aux deux secteurs concernés. La stratégie maritime déclare que le gouvernement œuvrera en faveur d'un cadre réglementaire mondial harmonisé, de marchés ouverts et de prescriptions strictes en matière de sécurité maritime, d'environnement et de normes sociales au sein des instances internationales, et elle souligne l'importance de règles mondiales pour préserver l'égalité des conditions et l'ouverture des marchés afin de garantir la libre concurrence et de doper la croissance économique mondiale. Le livre blanc porte en particulier sur la réalisation de l'objectif de développement durable 14: "Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines". Les branches de production liées aux océans sont une priorité importante pour la Norvège à l'OMC, mais aussi dans le cadre d'autres négociations et accords commerciaux. En parallèle, un pan important de la politique consiste à fournir une assistance aux pays en développement pour qu'ils développent leur "économie bleue".

2.14. La Norvège a des liens économiques, politiques et historiques forts avec le Royaume-Uni, l'Accord sur l'EEE constituant le socle des relations commerciales du pays. L'objectif de la Norvège est de poursuivre une coopération aussi étroite et complète que possible avec le Royaume-Uni après sa sortie de l'Union européenne. La Norvège a fait part de son intérêt pour la recherche de solutions conjointes ou parallèles avec le Royaume-Uni et l'Union européenne dans les domaines touchant au Marché unique. Comme le Royaume-Uni se retire de l'Union européenne, la Norvège doit bâtir un nouveau cadre juridique pour ses relations avec ce pays. Dans le cadre de ce travail, une évaluation initiale a été réalisée pour identifier les principales priorités dans de nombreux domaines, y compris la politique commerciale, et une équipe spéciale chargée du Brexit, à laquelle participent toutes les administrations publiques centrales, a été créée.¹⁴

2.15. Le Ministère des affaires étrangères est responsable du Comité consultatif qui conseille le gouvernement sur les questions touchant à la politique commerciale, en particulier à l'OMC. Le Comité se réunit deux à trois fois par an, en fonction de l'ordre du jour général de la politique commerciale: débats sur le commerce, Conférences ministérielles de l'OMC, etc.¹⁵ D'autres entités publiques concernées par les questions de politique commerciale de l'OMC, des organismes, des entreprises, des organisations syndicales et des membres de la société civile participent aux réunions du Comité, qui a été créé le 1^{er} janvier 1979 pour conseiller le gouvernement sur les questions liées à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT); son mandat est de donner des conseils sur le travail réalisé dans le domaine de la politique commerciale multilatérale.

¹³ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/contentassets/902deab2906342dd823906d06ed05db2/en-gb/pdfs/stm201520160014000engpdfs.pdf>".

¹⁴ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: "https://www.regjeringen.no/no/tema/europapolitikk/brexit_spm/id2514464/".

¹⁵ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/no/aktuelt/wto-utvalget/id2553378/>".

2.16. De plus, le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche organise un dialogue deux fois par an avec des représentants de la société civile et des organisations professionnelles au sujet de la politique commerciale. Ces réunions se tiennent avant les réunions ministérielles de l'AELE et traitent de questions concernant le programme de l'AELE pour les pays tiers et d'autres processus bilatéraux de libre-échange.

2.3 Accords et arrangements commerciaux

2.3.1 OMC

2.17. Consciente des avantages uniques que constituent l'approche commune fondée sur les règles et les procédures efficaces de gestion des différends de l'OMC, la Norvège a toujours été un fervent défenseur de l'Organisation et du système commercial multilatéral. Comme l'expliquait le livre blanc remis au Storting en 2015, le gouvernement a souligné la nécessité de renforcer le système commercial multilatéral, tout en reconnaissant qu'il faisait actuellement face à des défis importants. En tant que petit pays ayant une économie de taille moyenne, la Norvège a indiqué que son expérience de l'OMC était positive, car le fait d'être Membre lui avait permis d'ouvrir son économie et son commerce. Afin de promouvoir ses intérêts nationaux, la Norvège participe aux travaux des organes permanents, mais elle coopère et contribue également au développement et au renforcement des capacités à l'OMC. S'agissant des objectifs de sa politique commerciale, la Norvège a souligné qu'il fallait préserver et renforcer l'OMC comme forum de négociation, et elle a mis l'accent sur le défi que représentait l'élaboration du programme de négociation, la nécessité de mieux différencier les pays se trouvant à des stades de développement différents et l'importance des décisions contraignantes.¹⁶

2.18. La Norvège a achevé ses procédures internes pour l'acceptation de l'Accord sur la facilitation des échanges et notifié son acceptation en décembre 2015.¹⁷ Elle a en outre achevé les procédures de l'OMC et mis en œuvre l'élargissement du champ des produits visés par l'ATI révisé en 2016, ainsi que la liste révisée des produits pharmaceutiques, conformément au quatrième examen des produits visés.¹⁸ Également partie à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics (AMP), la Norvège a achevé les procédures pour l'adoption de l'AMP révisé en avril 2014.¹⁹ Par suite des résultats de la Conférence ministérielle de Hong Kong de 2005, la Norvège s'est engagée à supprimer progressivement toutes les subventions à l'exportation et, en vertu de la décision ministérielle prise à Nairobi, toutes ces subventions seront supprimées au plus tard d'ici à 2020.

2.19. Au cours de la période à l'examen, la Norvège a participé activement aux négociations menées dans tous les domaines dans le cadre de l'OMC, jouant parfois un rôle de premier plan. Elle a été l'auteur et le coauteur d'un certain nombre de propositions relatives à une série de questions. La Norvège a également soutenu le travail de l'OMC dans d'autres domaines, par exemple l'octroi d'un traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des PMA.²⁰

2.20. Pendant la période à l'examen, la Norvège n'a été partie à aucune affaire soumise au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, ni en tant que défendeur ni en tant que plaignant²¹; en revanche, elle a participé à 40 procédures en tant que tierce partie.²² Elle n'a

¹⁶ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-29-20142015/id2413532/sec4#KAP6-2>.

¹⁷ Document de l'OMC WT/Let/1115.

¹⁸ Documents de l'OMC WT/Let/1181 et WT/Let/1268.

¹⁹ Renseignements en ligne de l'OMC. Adresse consultée: https://www.wto.org/english/tratop_e/gproc_e/memobs_e.htm.

²⁰ Document de l'OMC S/C/N/806.

²¹ Bien qu'il n'y ait pas eu de nouvelle demande de consultations pendant la période à l'examen, le rapport CE – Produits dérivés du phoque (DS401) a été distribué en 2013; le 24 janvier 2014, la Norvège a notifié à l'ORD sa décision d'introduire un appel.

²² Le 28 février 2018, la Norvège était tierce partie aux différends suivants, pour lesquels les consultations ont débuté pendant la période à l'examen: DS429, DS431, DS432, DS433, DS434, DS435, DS437, DS438, DS441, DS444, DS445, DS456, DS458, DS462, DS464, DS467, DS469, DS471, DS473, DS474, DS475, DS477, DS478, DS480, DS482, DS483, DS484, DS485, DS493, DS494, DS495, DS504, DS508, DS509, DS510, DS511, DS512, DS516, DS517 et DS526.

jamais été défendeur dans une procédure de règlement de différend et n'a été plaignant qu'à quatre reprises, la dernière fois en 2009.²³

2.21. La Norvège est exemplaire en ce qui concerne le respect de ses obligations de notification. Dans presque tous les domaines, elle a procédé aux notifications dans les délais impartis. Néanmoins, des notifications actualisées ou initiales sont attendues dans un petit nombre de domaines, à savoir l'évaluation en douane, les ACR, les restrictions quantitatives et les règles d'origine.

2.3.2 Accords régionaux et préférentiels

2.22. La Norvège a placé le système commercial multilatéral au centre de sa politique commerciale depuis de nombreuses années, mais elle poursuit également la libéralisation de ses échanges au travers d'ALE régionaux ou bilatéraux. Le cadre constitué par les ALE de la Norvège découle principalement des accords de l'AELE, même si deux accords bilatéraux ont été conclus de longue date avec, respectivement, le Groenland et les îles Féroé. La Norvège a eu pour politique de conclure des ALE par le biais de l'AELE, ce qui ne l'a pas empêché d'entamer des négociations bilatérales avec la Chine en vue d'un ALE. Mis en suspens en 2010, ce processus a été réactivé en 2017.

2.23. Bien que la Norvège ait actuellement 32 accords préférentiels en vigueur couvrant ses échanges avec 71 pays ou territoires, elle a signé des accords avec peu des principales nations commerçantes du monde. Comme le soulignait son livre blanc sur la mondialisation et le commerce, la Norvège n'a conclu aucun accord commercial avec six des dix premières économies mondiales. Le commerce avec l'Union européenne et d'autres partenaires de l'EEE reste prépondérant, mais la part du commerce norvégien avec ces pays a baissé au cours des 20 dernières années, car un plus grand nombre d'échanges s'effectuent plus à l'est.

2.3.2.1 Espace économique européen (EEE)

2.24. L'Accord sur l'Espace économique européen (EEE) est entré en vigueur en 1994 entre les États membres de l'Union européenne et la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, créant un marché unique à l'intérieur duquel la liberté de circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes est garantie, de même que la non-discrimination et l'égalité des conditions de concurrence. Une coopération existe également dans de nombreux autres domaines: concurrence, recherche, énergie, éducation, environnement, tourisme, par exemple. En revanche, les questions comme les politiques communes de l'UE en matière d'agriculture et de pêche, ainsi que l'union douanière, l'union monétaire et les politiques commerciales et étrangères ne sont pas du ressort de l'EEE. En tant que tel, l'Accord sur l'EEE est l'accord économique et commercial le plus important et le plus complet signé par la Norvège.

2.25. L'EEE comprend un certain nombre d'organes institutionnels réunissant l'Union européenne et trois membres de l'AELE pour prendre des décisions ou garantir d'une autre manière le fonctionnement harmonieux de la relation.²⁴ Il s'agit d'un système de coopération reposant sur deux piliers, dans lequel le Conseil de l'EEE constitue l'organe décisionnaire suprême. Le Comité mixte de l'EEE est l'autre organe principal de coopération; il est chargé de décider de l'incorporation de nouveaux instruments juridiques de l'UE dans l'Accord sur l'EEE. Le Comité parlementaire mixte de l'EEE et le Comité consultatif de l'EEE sont, quant à eux, des organes consultatifs. Une fois que la décision d'incorporer un acte juridique de l'UE dans l'Accord sur l'EEE est prise par le Comité mixte, par consensus, elle devient contraignante et l'acte en question devient (fait partie intégrante de) l'ordre juridique interne des membres de l'EEE. En Norvège, l'approbation formelle du Storting peut être requise dans certains cas. En novembre 2017, environ 11 000 actes juridiques de l'UE avaient été incorporés dans l'Accord sur l'EEE depuis son entrée en vigueur en 1994, dont plus de 9 700 sur décision du Comité mixte.²⁵

2.26. Pendant la période à l'examen, un certain nombre d'évolutions se sont produites pour la Norvège concernant l'Accord sur l'EEE. En 2013, par un échange de lettres, la Norvège et l'Islande

²³ DS254, DS328, DS337 et DS401.

²⁴ Pour plus de renseignements, voir la section 3) ii) du document de l'OMC WT/TPR/S/269/Rev.1.

²⁵ Renseignements en ligne du Secrétariat de l'AELE. Adresse consultée: "<http://www.efta.int/Legal-Text/EEA-Agreement-1327>".

ont modifié le contingent tarifaire pour certaines viandes ovines; la Norvège a ainsi amélioré l'accès pour les importations en provenance d'Islande.²⁶ En 2015, la Norvège et l'Union européenne ont conclu un nouvel accord, entré en vigueur ultérieurement et améliorant l'accès des produits de la mer norvégiens au marché de l'UE.²⁷ L'Accord prévoit de nouveaux contingents en franchise de droits pour certains produits halieutiques transformés, une augmentation de 50% du contingent pour le hareng salé et la prorogation de l'accord de cinq à sept ans.

2.27. En mai 2016, la Norvège a accepté de ratifier un nouvel accord relatif au mécanisme financier de l'EEE pour 2014-2021, entre les États de l'AELE membres de l'EEE et l'Union européenne.²⁸ Cet accord prévoit des subventions de l'EEE, c'est-à-dire un mécanisme permettant à la Norvège (et aux deux autres États de l'AELE membres de l'EEE) de fournir des contributions financières pour réduire les disparités économiques et sociales dans l'Espace économique européen. Dans le même temps, un accord distinct a été conclu au sujet du mécanisme financier norvégien (subventions norvégiennes).²⁹ Aux termes de ces nouvelles dispositions concernant les deux types de subventions, la Norvège contribuera à hauteur de 2 801,8 millions d'euros sur la période de sept ans.³⁰

2.28. L'Autorité de surveillance de l'AELE est responsable du suivi de la mise en œuvre des dispositions de l'EEE dans les États de l'AELE membres de l'EEE, garantissant ainsi l'application uniforme des règles du marché intérieur. Les États de l'EEE sont tenus de notifier la transposition des directives et règlements de l'UE, mais aussi de respecter les règles relatives à la concurrence et aux aides d'État; l'Autorité de surveillance a donc un rôle de contrôle et peut ordonner des remboursements, imposer des amendes, etc. Elle s'est vu conférer des tâches spécifiques de supervision des services financiers. Elle peut adopter certaines décisions précises qui sont alors juridiquement contraignantes pour les autorités de surveillance nationales et les opérateurs du marché (établissements de crédit, compagnies d'assurance, sociétés de placement, etc.) établis dans des États de l'AELE membres de l'EEE.

2.29. D'après le Tableau d'affichage du marché intérieur le plus récent de l'Autorité de surveillance de l'AELE, le déficit de transposition de la Norvège s'est globalement amélioré pendant la période à l'examen.³¹ En mai 2017, seules deux directives n'avaient pas été transposées dans les délais et le déficit de transposition avait ainsi été ramené à 0,2%. Les deux directives non encore transposées ont trait à des obstacles techniques concernant les marchandises et l'environnement. S'agissant des règlements, trois seulement n'avaient pas encore été transposés par la Norvège et concernaient tous l'alimentation humaine et animale et la santé et le bien-être animal. En revanche, le dernier tableau fait apparaître une légère augmentation du nombre de cas d'infraction pour non-conformité ou application incorrecte d'une règle – il est en effet passé de 34 à 37. Globalement, le nombre de cas d'infraction a fluctué pendant la période à l'examen, s'élevant à 67 en 2013 avant de chuter au cours des 3 dernières années.

2.30. Depuis 2015, la Norvège et l'Union européenne renégocient leur accord bilatéral sur le commerce des produits agricoles. Un accord avait été conclu en avril 2017 au sujet d'une amélioration de l'accès aux marchés par un abaissement des droits de douane et une augmentation des contingents tarifaires.³² À terme, près de 40 lignes seront admises en franchise de droits pour les 2 Parties; les marchandises concernées seront par exemple les plantes vivantes, le maïs fourrager et certaines boissons alcooliques. La Norvège ouvrira de nouveaux contingents ou augmentera les contingents existants pour la viande de bœuf, de poulet et de canard et les

²⁶ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/TRAKTAT/traktat/2013-06-17-12?q=E%C3%9C pour cent98S>.

²⁷ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/agreement-norway-eu-grants/id2427805>.

²⁸ Renseignements en ligne de l'Union européenne. Adresse consultée: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32016D0837&from=EN>.

²⁹ Renseignements en ligne du Secrétariat de l'AELE. Adresse consultée: <http://www.efta.int/EEA/news/Signature-agreements-Financial-Mechanisms-period-2014-2021-327391>.

³⁰ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-119-s-20152016/id2499581/sec7#KAP7-1>.

³¹ Renseignements en ligne de l'Autorité de surveillance de l'AELE. Adresse consultée: www.eftasurv.int/media/scoreboard/Scoreboard-No-40.pdf.

³² Renseignements en ligne de l'Union européenne. Adresse consultée: https://ec.europa.eu/info/news/eu-and-norway-conclude-negotiations-enhance-trade-agricultural-products-2017-apr-07_en.

saucisses de porc, entre autres produits. L'Union européenne ouvrira de nouveaux contingents pour des produits tels que la viande de poulet, la viande et les abats en conserve, le lait en poudre et les produits à base de lactosérum, les fleurs coupées et les pommes de terre frites. Le processus de ratification est en cours dans l'Union européenne mais l'accord a été ratifié par le Storting le 16 juin 2017; il devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2019.³³

2.3.2.2 Association européenne de libre-échange (AELE)

2.31. La Convention de 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE) constitue le fondement juridique de l'AELE actuelle et régit les relations de libre-échange entre les quatre États actuels de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse). Comme trois des quatre membres de l'AELE font désormais partie de l'EEE, la Convention de l'AELE concerne essentiellement le commerce entre la Suisse et ces trois membres. La Convention couvre le commerce des marchandises et des services, mais aussi l'investissement et la circulation des personnes. Les membres de l'AELE sont très intégrés dans l'économie mondiale et ont négocié l'un des plus importants réseaux d'ALE. Environ 80% des échanges des membres de l'AELE passent par des ALE.³⁴

2.32. La Norvège est partie aux 26 ALE conclus par l'AELE et couvrant les échanges avec 37 partenaires (tableau A2. 2).³⁵ Historiquement, les ALE de l'AELE se sont inspirés des négociations de l'UE afin de garantir aux tierces parties un accès identique ou comparable à l'accès négocié par l'Union européenne. Depuis une période plus récente, cependant, les partenaires de l'AELE donnent la priorité aux négociations fondées sur des principes économiques.³⁶ Pendant la période à l'examen, l'AELE a conclu de nouveaux accords qui, pour la Norvège, sont entrés en vigueur avec la Bosnie-Herzégovine; certains États d'Amérique centrale (Costa Rica, Guatemala et Panama); le Conseil de coopération du Golfe (CCG); la Géorgie; Hong Kong, Chine; et le Monténégro. Ces ALE couvraient généralement les sujets suivants: commerce de produits non agricoles; commerce des services; investissement; protection de la propriété intellectuelle; marchés publics; concurrence; commerce et développement durable; coopération; et règlement des différends. Le commerce des produits agricoles non transformés n'est pas entièrement couvert par les accords que l'AELE a conclus. L'accord avec le CCG n'a pas encore été notifié à l'OMC, mais la Norvège le met en œuvre depuis le 1^{er} juillet 2014.

2.33. À la fin de 2017, les États de l'AELE étaient en discussion ou négociaient des ALE avec l'Équateur, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le MERCOSUR et le Viet Nam. Des discussions avaient eu lieu, mais les négociations étaient en suspens pour ce qui concernait de possibles ALE avec l'Algérie; le Honduras; la Thaïlande; et la Fédération de Russie, le Bélarus et le Kazakhstan.³⁷ Des déclarations conjointes sur la coopération ont été signées avec Maurice, la Mongolie, Moldova, le Myanmar, le Nigéria et le Pakistan. L'AELE travaillait également à la mise à jour de certains accords existants. L'ALE qui avait été conclu avec les Philippines en 2016 n'était pas encore entré en vigueur en décembre 2017.

2.3.2.3 ALE bilatéraux

2.34. En dehors de ses accords avec l'Union européenne et l'AELE, la Norvège est actuellement signataire de deux ALE bilatéraux, qui réglementent ses échanges avec les îles Féroé (1993) et le Groenland (1985).³⁸ L'accord avec les îles Féroé libéralise le commerce des produits industriels et

³³ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/biannual_170418/id2549368/.

³⁴ Renseignements en ligne de l'AELE. Adresse consultée: "<http://www.efta.int/sites/default/files/publications/fact-sheets/General-EFTA-fact-sheets/efta-at-a-glance-september-2016.pdf>".

³⁵ Vingt-six étaient en vigueur en septembre 2017; un vingt-septième a été finalisé avec les Philippines mais n'est pas encore entré en vigueur.

³⁶ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-29-20142015/id2413532/sec1?q=trade>.

³⁷ Renseignements en ligne de l'AELE. Adresse consultée: "<http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements>".

³⁸ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/no/tema/naringsliv/handel/nfd---innsiktsartikler/frihandelsavtaler/partnerland/id438843/>".

halieutiques. Il contient également des dispositions sur la concurrence, les règles d'origine, les monopoles, les marchés publics, la protection de la propriété intellectuelle, le dumping et les mesures de sauvegarde. Un accord distinct sur les produits agricoles a été conclu en même temps que l'ALE. L'accord avec le Danemark qui couvre le commerce avec le Groenland prévoit le maintien du traitement découlant des dispositions de l'accord entre la Norvège et la Communauté économique européenne après la sortie du Groenland du territoire douanier de la Communauté européenne. Le champ des marchandises visées est étendu aux marchandises assorties de droits nuls dans le cadre de la Convention de l'AELE du 4 janvier 1960. L'ALE couvrant le commerce avec le Groenland n'a pas été notifié à l'OMC.

2.3.2.4 Préférences unilatérales

2.35. Le schéma SGP de la Norvège, en vigueur depuis 1971, accorde un traitement préférentiel aux importations en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés. Pendant la période à l'examen, il a évolué à plusieurs égards. En 2013, la Norvège a procédé à sa révision et introduit une nouvelle catégorie de bénéficiaires ("régime SGP+"). A la fin de 2017, environ 90 pays bénéficiaient du schéma SGP de la Norvège.³⁹ Ce schéma se fonde sur la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD de l'OCDE, mais exclut les partenaires d'ALE. Le niveau de l'avantage octroyé dépend de la catégorie dont relève le pays dans la liste du CAD de l'OCDE – PMA, autres pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ou supérieure.

2.36. Tous les produits admissibles importés depuis les PMA et d'autres pays à faible revenu de moins de 75 millions d'habitants bénéficient d'un régime en franchise de droits et sans contingent. Les pays et territoires à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de moins de 75 millions d'habitants (SGP+) bénéficient d'un traitement intermédiaire, avec un meilleur accès aux marchés que les bénéficiaires ordinaires du schéma SGP. Cette modification facilite l'adoption pour les pays qui sortent de leur catégorie ou progressent dans l'échelle des avantages liés au schéma SGP. Les pays et territoires à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comptant plus de 75 millions d'habitants et les pays et territoires à revenu intermédiaire de la tranche supérieure peuvent prétendre à des réductions tarifaires comprises entre 10% et 100%.⁴⁰

2.37. Une des autres évolutions a été l'harmonisation des règles d'origine SGP et de la documentation commune entre la Norvège, la Suisse et l'Union européenne. En 2017, après sept ans de négociation, un accord a été trouvé, aux termes duquel les Parties ont mis en place l'autocertification de l'origine en lieu et place du Formulaire A. L'exportateur bénéficiaire du SGP doit néanmoins s'enregistrer au moyen du système des exportateurs enregistrés (REX) tel que conçu et exploité par l'Union européenne.⁴¹ Approuvé par le Parlement en décembre 2016, le système REX est mis en œuvre par le biais des procédures douanières. L'accord n'est pas encore officiellement en vigueur, mais la mise en œuvre du système REX s'appuie provisoirement sur la réglementation intérieure.⁴²

2.38. Avec l'Union européenne, la Suisse et la Turquie, la Norvège a également conclu un accord relatif à la question du cumul de l'origine dans le cadre du SGP.⁴³ L'accord précise que les parties appliquent des règles d'origine SGP similaires et qu'elles reconnaîtront les matières originaires selon les règles d'origine SGP respectives des autres parties. En outre, il contient une disposition concernant la coopération administrative en matière douanière, formulée spécifiquement pour les

https://www.regjeringen.no/contentassets/e9ed51b25b1041dd9b2c23fc10da5f16/faeroeyene_avtale.pdf et https://www.regjeringen.no/contentassets/e9ed51b25b1041dd9b2c23fc10da5f16/gronland_avtale.pdf.

³⁹ Document de l'OMC WT/COMTD/N/6/Add.6 et renseignements en ligne des douanes norvégiennes. Adresse consultée: "<https://www.toll.no/en/corporate/import/free-trade/gsp---generalized-system-of-preference/countries-that-are-a-part-of-the-norwegian-gsp-system/>".

⁴⁰ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/market_access/id707129/.

⁴¹ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20172018/id2574326/sec2?q=gsp#KAP11-5>.

⁴² Règlement douanier, section 8-5-11.

⁴³ Renseignements en ligne de l'Union européenne. Adresse consultée: http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:51974fc1-9774-11e6-a9e2-01aa75ed71a1.0010.02/DOC_2&format=PDF. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresses consultées: <https://lovdata.no/dokument/TRAKTAT/traktat/2017-06-21-12?q=gsp> et <https://lovdata.no/dokument/TRAKTAT/traktat/2017-06-21-11?q=gsp>.

besoins de la vérification et de la preuve de l'origine. Toutefois, il existe certaines restrictions au sujet du cumul régional pour les chapitres 1 à 24 pour la région de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR). Le reste de l'accord contient principalement des dispositions sur l'acceptation par les parties d'autres preuves d'origine. Bien que l'accord ne soit pas encore officiellement en vigueur, la coopération administrative est effective et se fonde sur une entente entre les parties à l'accord.

2.39. Le schéma SGP norvégien est doté d'un mécanisme de sécurité (sauvegarde) pour les produits agricoles visés par le SGP. Lorsque des importations créent des distorsions importantes ou risquent de créer des distorsions sur les marchés, les dispositions du règlement permettent au Roi de prendre des mesures, y compris supprimer immédiatement le traitement tarifaire préférentiel. Le règlement prévoit que le mécanisme s'appliquerait à tous les pays en développement couverts par le régime SGP et ne serait pas en vigueur pendant plus de un an.⁴⁴ Ce mécanisme n'a jamais été utilisé.

2.4 Régime d'investissement

2.40. Le régime d'investissement norvégien consiste essentiellement en un certain nombre de dispositions figurant dans diverses lois sectorielles qui ont une incidence sur l'investissement étranger direct, en plus d'un nombre relativement restreint d'accords bilatéraux d'investissement. La législation n'a pas connu d'évolutions significatives pendant la période à l'examen. En l'absence de loi ou de politique globale relative à l'investissement direct, un certain nombre d'organismes gouvernementaux renseignent les investisseurs potentiels ou favorisent autrement l'investissement étranger. En outre, les principes fondamentaux de l'EEE s'appliquent en Norvège comme dans d'autres États membres de l'EEE, y compris la liberté d'établissement et la libre circulation des capitaux, ce qui permet aux résidents et aux entreprises d'investir dans d'autres États membres de l'EEE sans faire l'objet de discriminations.

2.41. Après l'abrogation en 2002 de la Loi n° 79 de 1994 sur l'acquisition d'entreprises en Norvège, aucune obligation de notification ou de contrôle n'a été imposée aux étrangers achetant des activités ou des actifs norvégiens.⁴⁵ Le gouvernement a cependant présenté au Storting une nouvelle Loi sur la sécurité nationale. Elle contient un mécanisme visant à contrôler le rachat par des entités étrangères d'entreprises norvégiennes qui jouent un rôle crucial en concourant à des services nationaux essentiels. Le Storting devait débattre de la loi et la voter au premier trimestre de 2018.

2.42. Le régime et la politique d'investissement norvégiens sont placés sous la responsabilité du Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche.

2.4.1 Accords-cadres

2.43. La Norvège est signataire de 14 accords bilatéraux d'investissement, qui n'ont pas fait l'objet de révisions pendant la période à l'examen.⁴⁶ Il s'agit d'accords anciens, puisque la Norvège n'en a pas conclu de nouveaux depuis le milieu des années 1990. Sans être identiques, ces 14 accords contiennent généralement des dispositions sur la promotion et la protection des investissements, le traitement NPF, l'expropriation et l'indemnisation, les transferts de devises, la subrogation, le règlement des différends, etc.

2.44. Au cours de la période 2006-2008, la Norvège s'est attaquée à un réexamen général de l'investissement bilatéral et a produit un projet de modèle d'accord intégrant les contributions et les observations des parties intéressées.⁴⁷ Ce travail a également débouché sur l'élaboration d'un document présentant les observations et les arguments concernant de futurs accords

⁴⁴ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée:
<https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2008-03-07-228>.

⁴⁵ Loi n° 38 de 2002 sur l'abrogation de la Loi sur l'acquisition d'entreprises.

⁴⁶ Chili, Chine, Estonie, Fédération de Russie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Madagascar, Pérou, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Sri Lanka.

⁴⁷ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée:
"<https://www.regjeringen.no/no/tema/naringsliv/handel/nfd---innsiktsartikler/frihandelsavtaler/norways-free-trade-agreements/id457017/>".

d'investissement.⁴⁸ Après avoir reçu des retours critiques de parties intéressées, portant principalement sur le caractère déséquilibré du texte, le gouvernement a décidé de ne pas conserver cette version.⁴⁹ En 2015, le processus a été relancé et un nouveau projet de modèle d'accord bilatéral d'investissement a été soumis à consultation publique. À l'issue de la consultation, le gouvernement a continué à travailler sur le projet de modèle de texte, car certaines questions restaient en suspens au sujet des procédures de règlement des différends opposant un investisseur à l'État et il revenait en dernier ressort au Storting de les trancher, pour des raisons de compatibilité constitutionnelle. Par conséquent, ce travail n'a pas encore abouti à la négociation d'un quelconque nouvel accord bilatéral d'investissement.

2.45. En juillet 2017, la Norvège avait également des conventions fiscales en vigueur avec environ 95 pays ou territoires.⁵⁰

2.4.2 Restrictions à l'investissement

2.46. Le régime d'investissement norvégien est globalement ouvert, mais un certain nombre de restrictions perdurent depuis longtemps dans certains domaines (tableau 2.1). Elles n'ont pas été modifiées pendant la période à l'examen et la Norvège n'a actuellement aucun projet visant à ouvrir davantage ces secteurs aux investisseurs étrangers. La Norvège ayant accepté les "quatre libertés" découlant en vertu de l'Accord sur l'EEE, elle ne peut imposer de restrictions aux investissements de ressortissants d'un autre membre de l'EEE, à moins qu'elles ne découlent de la poursuite d'objectifs déterminés et ne s'appliquent aussi aux citoyens norvégiens. Un certain nombre des restrictions à l'investissement, énumérées ci-dessous, sont par exemple des prescriptions en matière de licences qui, s'appliquant identiquement aux Norvégiens et aux investisseurs étrangers, ne sont pas discriminatoires.

Tableau 2.1 Restrictions à l'investissement, 2018

Secteur	Restriction	Référence juridique
Biens fonciers, biens immobiliers et baux de longue durée, terres agricoles et forêts, entre autres	Une concession est obligatoire pour toute acquisition et pour les baux de plus de 10 ans et certaines formes de propriété foncière	Loi n° 98 du 28 novembre 2003 sur les concessions
Chutes d'eau, droits relatifs à l'approvisionnement en électricité, droits miniers	Une licence et l'approbation du ministère concerné sont exigées	Loi n° 16 du 14 décembre 1914 sur l'acquisition de chutes d'eau, de mines et d'autres biens immobiliers; Loi n° 17 du 14 décembre 1917 sur la régulation des cours d'eau
Établissements financiers	L'acquisition de plus de 10% du capital social est soumise à une évaluation de la pertinence. Les banques de pays non membres de l'EEE doivent établir une filiale ou une succursale pour offrir des services bancaires. Au moins 50% des membres du Conseil d'administration et la moitié des membres de l'assemblée générale d'une banque doivent être norvégiens ou citoyens ou résidents d'un pays de l'EEE.	Loi sur les entreprises financières. Voir chapitre 5 (section 5-1 (filiale) et 5-6 (succursale)).
Exploration et exploitation pétrolières et gazières	Les licences d'exploration et de production sont obligatoires et accordées par l'État à titre discrétionnaire.	Loi n° 72 du 29 novembre 1996 sur le pétrole

⁴⁸ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/globalassets/upload/nhd/vedlegg/hoeringer/2008/forklarende-vedlegg-engelsk---final.doc>".

⁴⁹ Renseignements en ligne de l'Institut international du développement durable (IIDD). Adresse consultée: "<https://www.iisd.org/itn/2009/06/08/norway-shelves-its-proposed-model-bilateral-investment-treaty/>".

⁵⁰ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/en/topics/the-economy/taxes-and-duties/tax-treaties-between-norway-and-other-st/id417330/>".

Secteur	Restriction	Référence juridique
Services audiovisuels	Les entités étrangères (sauf celles de l'EEE) ne peuvent pas contrôler plus d'un tiers des marchés de la presse, de la radio ou de la télévision à moins d'avoir une concession.	Loi n° 53 du 13 juin 1997 sur les médias
Pêche commerciale	Les licences sont accordées aux citoyens norvégiens et aux entreprises dans lesquelles les Norvégiens détiennent au moins 60% du capital et 60% des parts.	Loi n° 15 du 26 mars 1999 sur la participation
Transport aérien	Enregistrement des aéronefs ayant la nationalité norvégienne ou celle d'un pays de l'EEE; la participation étrangère est limitée à un tiers du capital de la société anonyme norvégienne.	Loi n° 101 du 11 juin 1993 sur l'aviation
Transport maritime	Pour qu'un navire puisse figurer au Registre maritime ordinaire norvégien (NOR), au moins 60% du capital doit être détenu par des Norvégiens ou des ressortissants de l'EEE. Cette prescription ne s'applique pas à l'enregistrement au Registre maritime international norvégien (NIS).	Code maritime, Loi n° 39 de 1994

Source: Document de l'OMC WT/TPR/S/269/Rev.1, Renseignements en ligne de Global Trade.net. Adresse consultée: <https://www.globaltrade.net/f/business/Norway/Investing.html###>; renseignements en ligne de Export.gov. Adresse consultée: <https://www.export.gov/article?id=Norway-openness-to-foreign-investment>. Renseignements en ligne du Département d'État des États-Unis. Adresse consultée: <https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2015/241690.htm#6>.

2.4.3 Promotion de l'investissement et conditions de l'activité des entreprises

2.47. Innovation Norway est l'organe gouvernemental chargé de la création et du développement des entreprises dans tout le pays. Il a pour vocation principale de favoriser le développement d'entreprises commerciales et économiquement rentables et d'améliorer le développement économique régional. Innovation Norway gère Invest in Norway, l'organisme de promotion de l'investissement chargé d'attirer et de faciliter l'investissement étranger direct en Norvège. Créé en 2013 par Innovation Norway, en coopération avec le Conseil norvégien de la recherche et la Société de développement industriel de la Norvège (SIVA), Invest in Norway sert de point central aux investisseurs étrangers potentiels qui veulent obtenir des renseignements clés, bénéficier de possibilités et organiser des rencontres/un réseau. Invest in Norway promeut un certain nombre de branches de production de pointe ou émergentes (bioéconomie, énergie et technologies propres, mobilité électrique, etc.) et fournit des renseignements sur les programmes gouvernementaux menés dans ces secteurs et dans d'autres, ainsi que sur les subventions et sources de financement possibles.⁵¹ En 2016, Innovation Norway, l'organisme de tutelle d'Invest in Norway, a apporté 6,7 milliards de couronnes (affectés par le Storting et financés par les conseils des comtés et par des programmes de prêts) en 2016, essentiellement destinés aux entreprises et créateurs d'entreprises. D'après Innovation Norway, ces 6,7 milliards de couronnes ont généré 20,1 milliards de couronnes d'investissements, nationaux et étrangers, en 2016. Depuis les modifications apportées à la Loi sur Innovation Norway en 2016, Innovation Norway est détenu majoritairement par le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche (51%) et par les comtés (49%). Les nouvelles dispositions prévoyaient en outre la dissolution des conseils régionaux, qui faisaient partie des instances décisionnaires.⁵²

2.48. La SIVA est une société publique relevant du Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche qui investit dans le secteur immobilier et les activités innovantes pour améliorer le développement des entreprises. L'objectif des investissements immobiliers est d'abaisser les barrières à l'entrée pour les projets industriels. Les activités innovantes et le réseautage visent à faciliter la création et le développement d'entreprises dans des environnements réunissant activités commerciales et connaissances. La SIVA est fréquemment partenaire de grands projets industriels par le biais de ses parcs scientifiques et technologiques et de ses Pôles norvégiens pour l'innovation; elle est également copropriétaire de presque 100 sociétés d'innovation. La SIVA reçoit des financements du Parlement norvégien mais les activités immobilières sont autofinancées. En

⁵¹ Renseignements en ligne d'Invest in Norway. Adresse consultée: <http://www.innovasjon Norge.no/en/start-page/invest-in-norway/industries/>.

⁵² Renseignements en ligne d'Innovation Norway. Adresse consultée: http://www.innovasjon Norge.no/en/arsrapport---spa-page-en/#side=en_208481.

2017, elle a reçu 64,5 millions de couronnes pour financer ses activités d'innovation et 50 millions de couronnes en faveur d'un nouveau programme de soutien à des installations d'essais pour l'industrie.

2.49. Le Conseil norvégien de la recherche est l'organisme public en charge des questions de recherche. Unique agence nationale de financement de la recherche, le Conseil fournit chaque année environ 9 milliards de couronnes de financements, qui sont versés essentiellement à des universités et des instituts pour des projets de recherche et d'innovation.⁵³ Il soutient l'industrie grâce à des programmes de financement en faveur de la recherche industrielle et à des programmes de crédits d'impôts, mais aussi en fournissant des conseils sur d'autres programmes pertinents liés à la coopération pour la recherche et au financement. Le Conseil favorise la constitution de réseaux de recherche internationaux par des accords de coopération et des mécanismes de financement internationaux.

2.50. Investinor est le fournisseur norvégien de capital-risque; cet investisseur privé, qui travaille aux conditions du marché, s'emploie à stabiliser la liquidité sur le marché des capitaux. Il n'investit que dans des entreprises norvégiennes. Gérant un budget d'environ 4,2 milliards de couronnes, il prend des participations minoritaires dans les entreprises dans lesquelles il investit (49% du capital au maximum). Il investit généralement dans des entreprises en phase de démarrage, un segment du marché relativement délaissé par les investisseurs privés, afin d'accroître l'activité entrepreneuriale et la création de valeur dans l'économie norvégienne.⁵⁴ En 2017, son portefeuille comptait 46 entreprises. En 2016, il affichait un bénéfice de 122,0 millions de couronnes et a fourni 328,5 millions de couronnes sous forme de capital-risque.⁵⁵

2.51. La Norvège reçoit également des financements pour les entreprises déjà établies et les jeunes entreprises par le biais de mécanismes de financement de l'UE. En 2017, le premier dispositif de financement entre le Fonds européen d'investissement (FIE) et la Norvège en faveur des PME a été créé. Conformément à l'accord conclu entre le FEI, Innovation Norway et l'Institut national norvégien pour la promotion (NPI), le FEI apportera 900 millions de couronnes en garanties directes, 300 millions de couronnes en contre-garanties et jusqu'à 400 millions de couronnes sous forme de prêts pour les PME pendant la période 2017-2018.⁵⁶

2.52. Toutes les entreprises étrangères et nationales exerçant des activités commerciales ou industrielles en Norvège sont tenues de s'enregistrer auprès du Centre d'enregistrement Brønnøysund (Brønnøysundregisteret) en vertu de la Loi sur l'enregistrement des entreprises commerciales.⁵⁷ Par cet enregistrement, l'entreprise obtient le droit d'exercer ses activités, la protection juridique de son nom et une identification aux fins fiscales et douanières. Les droits d'enregistrement varient en fonction de la méthode choisie (en ligne ou par courrier) et du type d'entreprise; ils vont généralement de 2 250 à 6 797 couronnes. Des permis ou des licences particuliers peuvent également être nécessaires pour exploiter des entreprises dans des secteurs soumis à un certain nombre de prescriptions nationales; ils sont nombreux et varient considérablement selon les secteurs.⁵⁸

2.53. Il existe de nombreuses formes différentes d'établissement: entreprise individuelle, société de personnes, coopérative, association, fondation, société anonyme de droit public et entreprise étrangère immatriculée en Norvège.⁵⁹ Le choix est souvent influencé par des facteurs liés à la fiscalité, à la responsabilité et au risque; les entreprises étrangères s'établissent souvent en Norvège en tant que succursales de sociétés étrangères ou en tant que filiales (comme sociétés anonymes de droit public, par exemple). Les entreprises, y compris les filiales, sont redevables de

⁵³ Renseignements en ligne du Conseil norvégien de la recherche. Adresse consultée: https://www.forskningsradet.no/en/The_role_of_the_Research_Council/1138785841810.

⁵⁴ Renseignements en ligne d'Investinor. Adresse consultée: <http://www.investinor.no/om-oss/>.

⁵⁵ Renseignements en ligne d'Investinor. Adresse consultée: "<http://www.investinor.no/aarsrapport-2016/styrets-beretning/>".

⁵⁶ Renseignements en ligne du Fonds européen d'investissement. Adresse consultée: http://www.eif.org/what_we_do/guarantees/news/2017/innovfin_innovation_norway.htm.

⁵⁷ Loi n° 13 du 6 juin 1997. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/NL/lov/1997-06-06-35>.

⁵⁸ Voir les renseignements en ligne d'Altinn. Adresse consultée: "<https://www.altinn.no/en/Start-and-Run-a-Business/Before-start-up/Planning/Do-you-have-to-ask-permission/>".

⁵⁹ Renseignements en ligne d'Altinn. Adresse consultée: "<https://www.altinn.no/en/Start-and-Run-a-Business/Before-start-up/Choosing-an-organisational-structure/>".

l'impôt sur les sociétés en Norvège (23% des bénéfices au 1^{er} janvier 2018). Le taux de l'impôt sur les sociétés a progressivement baissé pendant la période à l'examen, tombant de 28% en 2013 à 23% en 2018.

2.54. Selon l'étude de 2017 de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires, la Norvège se classait au sixième rang mondial, en légère progression par rapport à 2016 (huitième) et comme en 2012. Dans les sous-catégories de l'indice, ses meilleurs résultats concernaient l'exécution des contrats, le solutionnement de l'insolvabilité et la protection des investisseurs minoritaires. Les critères pour lesquels la Norvège était la moins bien classée étaient l'obtention de prêts et l'octroi de permis de construire.⁶⁰

⁶⁰ Renseignements en ligne du projet *Doing Business* de la Banque mondiale. Adresse consultée: <http://www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/norway#trading-across-borders>.

3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

3.1 Mesures visant directement les importations

3.1.1 Procédures et prescriptions douanières, évaluation en douane

3.1. Le principal corpus législatif applicable aux douanes, composé de la Loi de 2007 sur les droits de douane et la circulation des marchandises (Loi douanière) et de ses règlements connexes figurant dans le Règlement (2008) d'application de la Loi sur les droits de douane et la circulation des marchandises (Règlement douanier), constitue toujours le régime encadrant au premier titre les procédures d'importation et d'exportation en Norvège.¹ Il fixe le cadre général, y compris en matière de traitement douanier, d'exonération des droits de douane, de droits préférentiels, de mesures commerciales, de retrait des droits, de contrôle douanier, de coopération douanière et de pénalités et sanctions. Durant la période à l'examen, la Loi a été modifiée à 7 reprises et le Règlement au moins 100 fois.²

3.2. Les modifications à la Loi se sont traduits par de nombreux changements mais la plupart d'entre eux se sont concentrés dans le domaine du contrôle douanier³ et des infractions, introduisant de nouvelles amendes et incriminations ainsi que les éléments procéduraux connexes.⁴ La principale raison qui a justifié l'introduction d'amendes à la section 16-7 de la Loi douanière tient à l'adoption d'un report de comptabilité de la TVA sur les importations à compter du 1^{er} janvier 2017.⁵ Auparavant, les infractions étaient punies d'un surcroît de TVA. Les amendes sont incorporées dans les règles et sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2017; elles diffèrent selon la nature de l'infraction.⁶ L'une des autres modifications substantielles adoptées pendant la période a consisté à relever de 200 à 350 couronnes le plafond de l'importation privée de marchandises en franchise de droits, mais aussi à inclure les coûts – jusque-là exclus – d'assurance et de transport pour déterminer la valeur.⁷ Il en résulte principalement une économie sur les petits colis expédiés par correspondance.⁸

3.3. Les Douanes norvégiennes (Tolletaten) sont chargées des questions relatives aux douanes et au contrôle des frontières; elles sont placées sous l'autorité du Ministère des finances et leur budget de fonctionnement s'élève à 1 512 milliard de couronnes (2016). Certaines fonctions ont été réorganisées à compter du 1^{er} janvier 2016, lorsque le Service des douanes et de l'accise a été rebaptisé Service des douanes, et que l'Administration fiscale (Skatteetaten) a repris la responsabilité de certaines activités de contrôle post-dédouanement, de la collecte des droits de douane, des droits de TVA à l'importation et des droits d'accise, et de la fonction administrative relative à la TVA à l'importation et aux droits d'accise. Suite à ce changement de nom et de fonctions, les aspects frontaliers ont fait l'objet d'une plus grande attention et, de ce fait, les principales missions des Douanes norvégiennes concernent désormais le contrôle aux frontières et la gestion des marchandises.

¹ Loi n° 119 sur les droits de douane et la circulation des marchandises (Loi douanière) du 21 décembre 2007, et Règlement n° 1502 d'application de la Loi sur les droits de douane et la circulation des marchandises (Règlement douanier) du 17 décembre 2008. Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresses consultées: "http://www.toll.no/contentassets/71f70c1b980a45b8b57098ded3069fd9/act_on_customs_duties_and_movement_of_goods_jan2017.pdf" et "http://www.toll.no/contentassets/eb096d765fd3460c9415b6a3d158aec1/regulations_to_the_act_on_customs_duties_and_movement_of_goods_april17.pdf".

² Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: "<https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2008-10-10-1132>".

³ Élaboration de mesures de contrôle et de renseignement, y compris d'adaptation aux nouvelles prescriptions.

⁴ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: "<https://lovdata.no/dokument/LTI/lov/2016-12-20-115>".

⁵ Parallèlement au transfert, le 1^{er} janvier 2017, de la compétence de la TVA à l'importation aux autorités fiscales concernant les opérateurs économiques inscrits au registre de la TVA.

⁶ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: "https://www.regjeringen.no/contentassets/a51e3fb5c0b1446f8a1fd5aa9548553d/2017_tod.pdf".

⁷ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: "<https://lovdata.no/dokument/LTI/forskrift/2014-12-22-1915>".

⁸ Hors alcool et produits du tabac.

3.4. Les Douanes norvégiennes ont mis au point une nouvelle stratégie commerciale en 2017. Elle tient compte de la hausse du flux de marchandises à destination et en provenance du pays et du contrôle des mesures d'inspection qu'elles effectuent pour le compte d'une trentaine d'agences publiques. Les Douanes mettent l'accent sur le rôle qu'elles jouent en matière de protection sociale et de génération de recettes publiques par la collecte de droits et de redevances. Dans le cadre de leurs efforts visant à se moderniser, à créer des procédures efficaces et à utiliser les ressources de manière efficiente, elles ont élaboré plusieurs stratégies ciblant les objectifs suivants: établissement de procédures plus efficaces et de meilleure qualité; amélioration des flux de renseignement; automatisation des processus; augmentation du niveau de conformité par l'amélioration des systèmes de contrôle et la sélection des colis à inspecter.⁹

3.5. En 2015, les recettes que perçoit la Norvège au titre des droits de douane s'élevaient à 3 milliards de couronnes (tableau 3.1). Bien qu'elles aient légèrement augmenté au cours de la période d'examen, ces recettes sont restées modestes par rapport au montant total des recettes publiques, les droits de douane en représentant environ 0,2%.¹⁰ Le nombre de déclarations d'importation dépasse nettement celui des déclarations d'exportation et a atteint 5,7 millions en 2016, un niveau sans précédent. La Norvège enregistre un taux d'échec documentaire assez élevé, de l'ordre de 40% des contrôles effectués, car les vérifications ciblent les déclarations susceptibles de contenir des erreurs (tableau 3.1). Les procédures de contrôle se sont soldées par 35 000 saisies par an pour un montant moyen recouvré de DPI d'environ 22 millions de couronnes. En juillet 2013, les Douanes norvégiennes ont été dotées de compétences supplémentaires concernant les marchandises de contrefaçon. Ces dispositions ont consisté à renforcer les sanctions, à étendre les limites de rétention et à donner davantage de possibilités de contrôle aux détenteurs de droits.

Tableau 3.1 Statistiques douanières, 2012-2017

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Droits de douane (millions de couronnes)	2 877	2 882	2 980	3 068	3 287	3 383
Déclarations d'importation	5 231 002	5 536 271	5 794 936	5 671 648	5 761 647	6 318 874
Contrôle des documents d'importation	154 707	145 922	143 098	133 494	131 143	141 878
Taux d'échec des contrôles documentaires (%)	33	36	37	40	37	38
Inspections matérielles des importations	9 165	8 497	8 226	9 071	9 041	7 570
Infractions graves	183	185	229	198	109	106
Déclarations d'exportation	1 177 232	1 269 026	1 383 477	1 412 038	1 433 180	1 545 097
Contrôle des documents d'exportation	22 379	23 405	20 689	20 713	19 711	21 740
Inspections matérielles des exportations	1 282	1 371	1 371	1 362	1 582	1 316
Avis de classement émis dans les 90 jours (%)	99,1	98	99,4	98,2	98,1	96,5
Montant corrigé en faveur de l'État après contrôle (millions de couronnes)	326	389	224	281	242	72
Contrôle des DPI (millions de couronnes récupérés)	18	16	31	35	20	13,2
Saisies	35 879	35 729	34 570	34 155	34 908	37 498

Source: Rapport annuel des douanes, 2014-2016. Renseignements en ligne des Douanes. Adresse consultée: <https://www.toll.no/no/om-tolletaten/om-oss/arsrapport/>.

3.6. En Norvège, les procédures d'importation imposent de présenter une déclaration en douane *via* le système électronique ou en remplissant le document administratif unique (DAU) et en l'accompagnant de la facture, des documents d'expédition et de toute licence ou disposition spéciale. Toutefois, le document administratif unique n'est utilisé que comme procédure de repli et pour les personnes physiques. En règle générale, les déclarations en douane sont systématiquement traitées par voie électronique grâce au système TVINN qui, dans un deuxième

⁹ Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: "<https://www.toll.no/no/om-tolletaten/om-oss/strategiplan/>".

¹⁰ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20162017/id2514108/sec2#KAP11>.

temps, traite également les déclarations papier. Le système TVINN utilise plusieurs filtres et des critères d'évaluation des risques pour sélectionner certaines déclarations et les soumettre à un contrôle documentaire manuel. Si des incertitudes subsistent après le contrôle documentaire, le colis peut être choisi pour subir une inspection matérielle. Le système TVINN vérifie également les valeurs d'importation afin de déterminer les droits à payer (voir également section 3.1.1.1).

3.7. En 2018, les Douanes norvégiennes ont l'intention d'expérimenter un projet pilote de dédouanement accéléré.¹¹ Douanes Express est un projet conçu en partant du principe que tous les renseignements nécessaires seront transmis avant que les marchandises ne franchissent la frontière, ce qui suppose d'envoyer les renseignements en question avant l'arrivée du véhicule de transport et de conduire l'évaluation des risques avant l'arrivée, et qui passe par un contrôle frontalier électronique. Dans le cadre de ce projet, les Douanes mettent au point une nouvelle plate-forme électronique de présentation des manifestes. Le projet devrait être expérimenté à un poste frontière (Ørje) en 2018 puis être évalué afin de déterminer dans quelle mesure il peut équiper d'autres points de passage de la frontière.

3.8. Selon la section 3-3 du Règlement douanier, les navires arrivant en Norvège depuis un autre pays doivent communiquer un ensemble de renseignements sur l'itinéraire qu'ils ont emprunté. La notification du navire doit être transmise *via* un portail de notification électronique – SafeSeaNet Norway – avant l'arrivée. Elle doit comprendre des renseignements sur la cargaison à bord (le cas échéant) et d'autres renseignements sur l'avitaillement de l'équipage/des passagers/du navire. Les formalités de communication de renseignements s'appliquent à tous les navires.

3.9. La Norvège s'est dotée d'un programme d'Opérateur économique agréé (OEA) mais uniquement pour les questions relatives à la sécurité, et non pour les procédures douanières accélérées.¹² Toutefois, la question de l'OEA à des fins douanières est en cours d'examen. Pour obtenir le statut d'OEA, une entreprise est évaluée sous les angles suivants: aperçu général, solvabilité financière, comptabilité et système logistique, contrôle interne et prescriptions en matière de sûreté. Le statut d'OEA comporte plusieurs avantages: notification anticipée, moindre nombre de contrôles, contrôle prioritaire (le cas échéant). Au début 2018, 29 entreprises bénéficiaient du statut OEA.

3.10. La Norvège utilise un système d'entrepôt sous douane dans lequel les entrepôts sont répartis en quatre catégories, A, B, C et D.¹³ Les sections 4-30 et 4-31 de la Loi douanière fixent les règles de base d'établissement et de durée d'entreposage, que précise davantage le Règlement douanier. Les responsabilités incombant aux opérateurs d'entrepôts et aux commerçants varient selon le type d'arrangement d'entreposage; la catégorie A, par exemple, ne permet qu'un stockage ordinaire, tandis que la catégorie D permet la transformation. Les marchandises peuvent être stockées dans des entrepôts sous douane pour une durée indéfinie et elles peuvent être de tous types à condition de ne pas être des produits dangereux. Pour utiliser un entrepôt sous douane, l'utilisateur doit adresser une demande aux Douanes à qui il appartient de l'approuver. Il existe environ 650 entrepôts sous douane en Norvège; ce nombre est resté assez stable pendant la période à l'examen.

3.11. Il existe plusieurs régimes simplifiés ou spéciaux pour les marchandises en transit. Avec le système d'entrepôt sous douane, la Norvège propose un système de récipiendaire habilité permettant aux marchandises d'être réceptionnées directement dans l'entrepôt de l'importateur. Pour en bénéficier, l'importateur doit faire une demande et remplir certains critères. Il existe aussi un système d'expéditeur habilité permettant à l'expéditeur d'utiliser une procédure de transit simplifiée de sorte qu'il ne lui soit pas nécessaire de présenter les marchandises et les documents aux Douanes au point de sortie du territoire.

3.12. S'agissant du droit d'appel prévu par la Loi douanière, les commerçants peuvent contester une décision des autorités douanières dans les six mois qui suivent la notification, en application de la section 12-14 de la Loi douanière. Les Douanes peuvent imposer une procédure d'appel

¹¹ Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: <https://www.toll.no/no/bedrift/hva-er-ekspressfortolling/>.

¹² Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: <https://www.toll.no/no/bedrift/aeo/>.

¹³ Renseignements en ligne d'Altinn. Adresse consultée: "<https://www.altinn.no/en/Start-and-Run-a-Business/Operation/Export-and-import/Bonded-warehousing-in-Norway/>".

administratif avant que le dossier ne soit porté devant les tribunaux de district. Les commerçants ont le droit de faire appel de toute décision prise par l'une des six autorités douanières régionales auprès de la Direction des douanes. Les décisions en appel de la Direction sont définitives, à moins que la décision initiale n'ait été prise par la Direction elle-même, auquel cas elle peut donner lieu à un appel auprès du Ministère des finances. En 2017, environ 200 décisions des autorités douanières régionales ont été contestées et ont fait l'objet d'un appel devant la Direction des douanes.

3.13. La Loi douanière norvégienne ouvre la possibilité de créer des zones franches et des ports francs mais il n'en existe aucun et il n'est pas prévu d'en créer.

3.14. La Norvège a conclu deux accords frontaliers, l'un avec la Suède et l'autre avec la Finlande, en 1959 et en 1968 respectivement.¹⁴ Les accords simplifient le contrôle aux frontières et le dédouanement et, de ce fait, visent à améliorer la coopération entre les pays concernés. Ils comportent également des dispositions concernant l'établissement de zones de contrôle de part et d'autre de la frontière afin de faciliter les importations et les exportations.

3.1.1.1 Facilitation des échanges

3.15. La Norvège soutient résolument les activités de l'OMC en matière de facilitation des échanges. En octobre 2015, elle a ratifié l'accord qui s'est traduit par des modifications d'ordre législatif et réglementaire. Pour permettre la tenue de consultations formelles avec les commerçants conformément à l'article 2.2 de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), une nouvelle section 12-15 a été ajoutée à la Loi douanière, avec prise d'effet à compter de 2016. Au début 2018, le Ministère des finances examinait des modifications mineures de la réglementation douanière.¹⁵ La Norvège a participé activement aux négociations sur la facilitation des échanges avant la conclusion de l'AFE, auquel elle continue de s'intéresser de près, et elle fait partie des donateurs du Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges (TFAF).¹⁶ La contribution financière de la Norvège au TFAF s'élevait à 30 millions de couronnes en 2015 et en 2016. En février 2018, la Norvège avait présenté une notification supplémentaire, en application des articles 22.1 et 22.2 de l'Accord. Des dispositions relatives à la facilitation des échanges sont également introduites dans plusieurs accords de libre-échange dont la Norvège est signataire.

3.16. La Norvège applique des règles concernant les décisions anticipées relatives aux renseignements tarifaires contraignants (RTC), aux renseignements contraignants en matière d'origine (RCO) ainsi qu'aux prélèvements et redevances qui peuvent frapper les importations ou les exportations. Les règles figurent dans la Loi douanière, section 12-13, et dans le Règlement douanier, sections 12-13-1 à 10. La Norvège publie les RTC dans la base de données TASS sur son site internet.¹⁷ Les RTC sont valables six ans tandis que les RCO sont valables trois ans. Les Douanes peuvent choisir de ne pas publier une décision anticipée et ces décisions peuvent être contestées en appel mais ne peuvent pas être portées devant la justice. Cependant, si une décision anticipée a servi de fondement à une autre décision, alors elle peut être portée devant un tribunal de district. Les demandes de décision anticipée doivent être adressées par écrit au bureau des douanes du lieu où réside l'importateur. Les règles ne précisent pas les délais dans lesquels les décisions anticipées doivent être prises.

3.17. En ce qui concerne les systèmes électroniques, la Norvège continue d'utiliser le système TVINN et ne dispose pas d'un mécanisme de guichet unique en tant que tel. Elle vient d'entamer l'élaboration et la numérisation des systèmes douaniers. En matière de contrôle douanier, elle met au point le système TREFF qui renforcera le renseignement et améliorera le flux de renseignements.

3.18. La Norvège n'applique pas de dispositions distinctes pour les envois accélérés.

¹⁴ Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: <https://www.toll.no/no/verktoy/regelverk/avtaler/tollsamarbeidsavtaler/>.

¹⁵ Renseignements en ligne de l'OMC. Adresse consultée: <http://www.tfafacility.org/ratifications>.

¹⁶ Renseignements en ligne de l'OMC. Adresse consultée: <http://www.tfafacility.org/norway>.

¹⁷ Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: <http://tass.interpost.no/toll/TASSTollNo.jsf>.

3.1.1.2 Évaluation en douane

3.19. Les règles d'évaluation en douane qu'applique la Norvège figurent dans la section 7 de la Loi douanière et sont détaillées dans la section 7 du Règlement douanier. Pendant la période examinée, la Loi n'a subi aucune modification concernant l'évaluation en douane. Les parties du Règlement relatives à l'évaluation en douane n'ont subi que des modifications mineures concernant certaines importations en franchise de droits (voir section 3.1.3.5) et les taux de conversion de la monnaie; de ce fait, les principaux éléments relatifs à l'évaluation en douane sont restés inchangés.¹⁸

3.20. Le section 7 de la Loi prévoit que les droits de douane sont déterminés selon le volume ou le poids et selon la valeur (conformément aux dispositions de l'OMC). Des règles et procédures spéciales sont également prévues pour les produits qui sont réimportés après avoir été transformés ou réparés, pour la réduction du calcul lorsque les produits sont endommagés ou détériorés, pour le gel de la base de calcul déclarée et pour le report de la fixation définitive de la valeur.¹⁹ Les sections 7-10 à 7-16 établissent l'ordre hiérarchique des méthodes d'évaluation en douane, conformément à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994. De même, les règlements contiennent d'autres directives relatives à la plupart des sections de la Loi et incorporent souvent des renseignements issus de l'Accord de l'OMC ou de ses notes interprétatives.

3.21. La Norvège évalue les marchandises sur une base c.a.f. et les coûts de transport, d'assurance et de fret doivent être ajoutés à la valeur en douane lorsque le prix ne les inclut pas déjà.²⁰ En outre, la valeur en douane doit être convertie en couronnes norvégiennes en utilisant les taux de change des Douanes qui sont publiés chaque semaine.²¹ Selon les autorités, la méthode de la valeur de la transaction est employée dans la grande majorité des cas. La Norvège applique des dispositions relatives au traitement des montants des intérêts, qui figurent dans la section 7-18 du Règlement douanier précisant que les intérêts payés par l'acheteur au titre d'un arrangement financier écrit ne doivent pas être inclus dans l'évaluation en douane, à condition qu'ils soient distincts du prix effectivement payé ou payable. S'agissant de l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données, la Norvège détermine dans un premier temps si l'article est une marchandise ou un service puis, s'il s'agit d'une marchandise, le produit entier est défini comme tel et la valeur en douane, selon la méthode principale, correspondra à la valeur de la transaction, c'est-à-dire au prix effectivement payé ou payable pour les marchandises (support et contenu numérique) lors de la vente pour exportation.

3.22. C'est en mai 2009 que la Norvège a adressé au Comité de l'évaluation en douane de l'OMC sa dernière notification sur sa législation nationale relative à l'évaluation en douane.²²

3.1.2 Règles d'origine

3.23. Les règles d'origine (préférentielles et non préférentielles) en vigueur en Norvège sont fixées dans la Loi douanière et le Règlement douanier connexe (chapitre 8). Les modifications à cette Loi, adoptés en 2013 et entrés en vigueur en 2016, ont changé les règles d'origine non préférentielles et préférentielles tant pour les échanges relevant des ALE que pour ceux qui relèvent du SGP.²³ Les modifications connexes du Règlement sont également entrées en vigueur en 2016.²⁴ D'autres mesures de clarification, relativement mineures, ont été apportées aux règles

¹⁸ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/LTI/forskrift/2016-06-29-848>.

¹⁹ Sections 7-4, 7-5, 7-6, et 7-20 de la Loi douanière.

²⁰ Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: <https://www.toll.no/no/bedrift/import/beregning/tollverdi/transaksjonsverdien--tolloven--7-10/>.

²¹ Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: <https://www.toll.no/no/verktoy/valutakurser/>.

²² Document de l'OMC G/VAL/N/1/NOR/2.

²³ Loi n° 124 du 13 décembre 2013 et Loi n° 220 du 4 mars 2016. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresses consultées: <https://lovdata.no/dokument/LTI/lov/2013-12-13-124> et <https://lovdata.no/dokument/LTI/forskrift/2016-03-04-220>.

²⁴ Règlement n° 216 du 4 mars 2016. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/LTI/forskrift/2016-03-04-215>.

d'origine pendant la période examinée. De fait, la structure du Règlement en matière d'origine a profondément évolué au cours de la période à l'examen (encadré 3.1).

Encadré 3.1 Présentation des principaux éléments du Règlement douanier modifié sur les règles d'origine préférentielles et non préférentielles

Section 8-4 Règles d'origine préférentielles

Règles d'origine concernant les accords de libre-échange (section 8-4, partie I)

Section 8-4-1	Produits originaires
Section 8-4-2	Prescriptions concernant la séparation matérielle ou comptable
Section 8-4-3	Preuve de l'origine lors de l'exportation
Section 8-4-4	Exportateur approuvé
Section 8-4-5	Contrôle de la preuve de l'origine
Section 8-4-6	Déclaration du fournisseur
Section 8-4-7	Conservation de la documentation sur l'origine

Règles d'origine pour le schéma SGP (section 8-4, partie II)

Section 8-4-30	Définitions
Section 8-4-31	Conditions applicables au traitement de droits préférentiels
Section 8-4-32	Produits entièrement obtenus dans un pays bénéficiaire
Section 8-4-33	Ouvraisons ou transformations suffisantes – liste des transformations
Section 8-4-34	Ouvraisons ou transformations insuffisantes
Section 8-4-35	Cumul
Section 8-4-36	Un produit – Unité de qualification
Section 8-4-37	Accessoires, ensembles de produits, éléments neutres, etc.
Section 8-4-38	Transport direct
Section 8-4-39	Expositions
Section 8-4-40	Réimportation de produits
Section 8-4-41	Exemption des règles d'origine
Section 8-4-42	Preuve de l'origine lors de l'exportation de produits d'origine SGP
Section 8-4-43	Preuve de l'origine lors de l'exportation de produits d'origine norvégienne vers des pays SGP

Section 8-6 Règles d'origine non préférentielles

Section 8-6-1	Produits originaires - définitions
Section 8-6-2	Produits originaires de Norvège
Section 8-6-3	Produits originaires d'un autre pays
Section 8-6-4	Produits entièrement obtenus en Norvège
Section 8-6-5	Ouvraisons ou transformations suffisantes
Section 8-6-6	Ouvraisons ou transformations insuffisantes
Section 8-6-7	Un produit – Unité de qualification
Section 8-6-8	Accessoires, pièces de rechange et outils
Section 8-6-9	Éléments neutres
Section 8-6-10	Ouvraison ou transformation des produits à l'étranger avant exportation en provenance de Norvège
Section 8-6-11	Délivrance d'une preuve nationale de l'origine (Certificat d'origine) lors de l'exportation
Section 8-6-12	Devoir de confidentialité

Section 8-6-13	Contrôle de la preuve de l'origine
Section 8-6-14	Déclaration du fournisseur
Section 8-6-15	Vérification de la preuve de l'origine

Source: Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée:
https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2008-12-17-1502/KAPITTEL_8#KAPITTEL_8.

3.1.2.1 Non préférentielles

3.24. Les modifications aux règles d'origine non préférentielles ont consisté à abroger les dispositions sur les produits entièrement obtenus et sur la transformation substantielle en les supprimant du texte de la Loi et à créer les nouvelles sections 8-6-1 à 8-6-15 dans le Règlement (encadré 3.1). La Loi prévoit que les règles d'origine non préférentielles de la Norvège s'appliquent aux échanges NPF de l'OMC de marchandises qui ne sont pas couvertes par un accord de libre-échange, et aux fins de mesures correctives commerciales.

3.25. Les nouvelles règles sur l'origine non préférentielle telles qu'elles figurent dans le Règlement concernent les produits originaires de Norvège et les produits originaires d'autres pays. Pour chacune de ces catégories, le Règlement explique les règles applicables aux produits entièrement obtenus et celles qui s'appliquent aux ouvrages et aux transformations suffisantes. Les règles relatives aux produits entièrement obtenus ne diffèrent pas de manière substantielle de celles qui ont été supprimées dans la Loi, mais les règles concernant la transformation substantielle, ou ce que l'on appelle "ouvrage ou transformation suffisante", ont été enrichies par rapport aux règles précédentes. Ainsi, en vertu de la section 8-6-5 du Règlement, la Norvège applique désormais une modification de la sous-position tarifaire du SH (six chiffres) ou des critères de valeur pour déterminer l'origine des produits qui ne sont pas entièrement obtenus. Les règles applicables aux produits figurant dans les chapitres 2 à 97 du SH sont les suivantes²⁵:

- la valeur des éléments ne dépasse pas 50% du prix départ-usine du produit fini;
- une production dans laquelle tous les éléments utilisés changent de sous-position dans le Système harmonisé; ou
- le produit n'est fourni qu'avec un logiciel permettant de le rendre opérationnel et la valeur des éléments ne dépasse pas 30% du prix départ-usine du produit fini.

3.26. Les règles non préférentielles définissent également des processus spécifiques qui ne suffisent pas à établir l'origine, les éléments neutres dont il ne faut pas tenir compte dans l'établissement de l'origine et la manière dont les accessoires, les pièces de rechange et les outils doivent être traités. Les autres nouveaux éléments de l'origine non préférentielle ont trait aux aspects procéduraux de la délivrance des certificats d'origine, à la déclaration d'origine du fournisseur, au contrôle de la preuve d'origine et à la vérification de cette preuve.²⁶

3.1.2.2 Préférentielles

3.27. La Norvège applique différentes règles d'origine pour les échanges préférentiels relevant des accords de libre-échange et pour les régimes préférentiels unilatéraux, à savoir le SGP. Les règles de base – le cadre – telles qu'elles sont établies dans la Loi douanière n'ont pas changé durant la période à l'examen, mais presque toutes les règles douanières connexes ont été modifiées (encadré 3.1). La section relative aux règles d'origine pour les accords de libre-échange a été simplifiée et fait désormais référence, pour l'essentiel, aux ALE spécifiques pour la détermination de l'origine. S'agissant de la détermination de l'origine SGP, la section conserve la majeure partie de la structure de la version précédente du Règlement mais de nombreuses règles ont été modifiées. Des modifications ont également été apportées à la section relative à la preuve documentaire concernant les demandes de traitement pour origine préférentielle, du fait des autres changements, principalement.

²⁵ Pour les produits figurant au chapitre 1 du SH, l'origine est déterminée par le lieu de naissance de l'animal.

²⁶ Sections 8-6-11 à 8-6-15. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée:
https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2008-12-17-1502/KAPITTEL_8#KAPITTEL_8.

3.28. Pour ce qui concerne les échanges couverts par ces accords de libre-échange, les règles révisées établissent clairement que ce sont les dispositions figurant dans ces accords de libre-échange qui déterminent les règles d'origine. La section 8-4-1 du Règlement fixe les règles applicables en fonction de chaque accord commercial: pour les échanges avec l'EEE, l'AELE, le Groenland et pour les accords de l'AELE avec la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro, c'est la Convention sur les règles d'origine paneuroméditerranéennes (Convention PEM) qui s'applique. Pour tous les autres ALE entre l'AELE et des tierces parties, les règles d'origine s'appliquent telles qu'elles sont spécifiées dans l'annexe ou le protocole concernés. Les règles d'origine pour des ALE de l'AELE, en particulier avec des pays en développement, consistent souvent en règles plus simples, notamment le recours plus fréquent au changement de position tarifaire.

3.29. Comme les règles d'origine norvégiennes, la Convention PEM prévoit des règles d'origine pour les produits entièrement obtenus qui sont suffisamment ouvrés ou transformés. Elle contient une liste de produits entièrement obtenus et une Annexe II (présentée par chapitre du SH) permettant de déterminer si les produits sont suffisamment ouvrés ou transformés.²⁷ Les critères utilisés dans l'Annexe reposent sur trois conditions principales permettant de déterminer si les produits sont suffisamment ouvrés ou transformés: pourcentage de la valeur, changement de position tarifaire et règles spécifiques. La Convention PEM prévoit également un cumul bilatéral et diagonal entre les parties et un cumul complet entre les partenaires de l'EEE.

3.30. Les règles d'origine SGP de la Norvège demeurent presque identiques en ce qui concerne les produits entièrement obtenus, avec quelques modifications mineures visant à inclure les produits agricoles et des règles plus contraignantes s'appliquant aux navires utilisés pour obtenir ou fabriquer des produits de la mer. Les règles relatives aux ouvraisons et transformations suffisantes et au cumul ont en revanche subi davantage de modifications.

3.31. La section 8-4-33 sur la transformation suffisante a supprimé le critère principal de changement de classification tarifaire pour déterminer l'origine. Désormais, le critère, jusqu'alors secondaire, de recours à la liste de transformation figurant à l'Appendice 6 du Règlement constitue le déterminant principal. Cette liste est similaire par la structure à celle que contient la Convention PEM, mais les processus de confirmation de l'origine diffèrent souvent.²⁸ Le critère alternatif de recours à la méthode d'évaluation si le critère de transformation n'est pas rempli est conservé mais au prix d'amendements significatifs, puisque le niveau est modifié et qu'une mesure du volume est également ajoutée. Cette disposition prévoit toutefois que des éléments non originaires peuvent être utilisés dans la fabrication de produits relevant des chapitres 1 à 49 et 64 à 97 du SH, à condition que le total de la valeur ou du poids des éléments ne dépasse pas:

- 15% du poids total du produit pour les produits figurant aux chapitres 2 à 4 et 24 du SH (à l'exception des produits de la pêche relevant de la position 16 du SH);
- 15% du prix départ-usine pour les autres produits;
- la valeur maximale des éléments non originaires prévue dans les règles spécifiques par produit pour le produit concerné (Appendice 6).

3.32. Les règles relatives au cumul SGP ont été modifiées afin d'inclure le cumul régional pour l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et d'intégrer les éléments provenant de l'Union européenne, de Turquie et de Suisse. Conformément aux changements survenus dans l'Union européenne, la Norvège a également basculé vers un système d'autocertification des exportateurs SGP. Depuis le 1^{er} janvier 2017, ceux-ci sont tenus de s'enregistrer dans le Système des exportateurs enregistrés (REX) pour pouvoir s'autocertifier.²⁹ Le système est déployé par étapes en fonction des pays bénéficiaires, l'ancien formulaire A restant parallèlement valable pour

²⁷ Convention PEM. Journal Officiel de l'Union européenne, L 54, 26 février 2013. Adresse consultée: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=OJ:L:2013:054:TOC>.

²⁸ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2008-12-17-1502/KAPITTEL_22#KAPITTEL_22.

²⁹ Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: <https://www.toll.no/en/corporate/import/free-trade/gsp---generalized-system-of-preference/the-registered-exporter-system-the-rex-system/>.

12 mois. Au 1^{er} janvier 2017, le système REX s'appliquait à 38 pays et territoires³⁰, et à 22 autres au 1^{er} janvier 2018 – la deuxième série de bénéficiaires.³¹ Au 1^{er} janvier 2019, il devrait s'appliquer à la dernière série de bénéficiaires.³²

3.1.2.3 Notification

3.33. La Norvège a notifié ses règles d'origine existantes en vertu de la Loi douanière de 2007 et du Règlement douanier de 2008 au Comité des règles d'origine de l'OMC en 2009, puis lui a notifié les modifications à ces règles en 2016.³³ En 2017, elle a notifié des règles d'origine préférentielles qui concernent des pays moins avancés en application de la Décision ministérielle de 2015.³⁴ La dernière notification au Comité de règles d'origine préférentielles adoptées en application d'accords de libre-échange date de 2012, pour l'accord de libre-échange entre les États membres de l'AELE et l'Ukraine et l'accord entre les États membres de l'AELE et le Pérou.³⁵ Il semble donc que plusieurs notifications de règles préférentielles soient encore en suspens.

3.1.3 Droits de douane

3.34. Il appartient au Ministère des finances de déterminer les règles applicables aux nouveaux droits ou de modifier les sous-positions actuelles du tarif douanier, c'est-à-dire la résolution parlementaire sur les droits de douane pour la période budgétaire concernée. Cette compétence est déléguée à la Direction des douanes norvégiennes lorsque les modifications n'ont aucune incidence sur les recettes, l'activité commerciale ou la politique commerciale. Le tarif douanier est publié sous forme de règlement dans la Base de données du droit public et s'applique généralement du 1^{er} janvier au 31 décembre. Il contient les taux des droits NPF et de ceux des régimes préférentiels, ainsi que d'autres renseignements relatifs aux mesures de contrôle des importations et des exportations et aux contingents tarifaires. Les taux de droits sont classés en deux colonnes: les droits ordinaires, à savoir les droits NPF s'appliquant à toutes les importations non préférentielles, et les droits relevant d'accords de libre-échange, dont les taux varient en fonction de chaque accord.

3.1.3.1 Nomenclature

3.35. La liste des droits appliqués de la Norvège pour 2017 figure dans la nomenclature SH2017 telle qu'elle a été introduite le 1^{er} janvier 2017. Outre les modifications du SH proposées par l'OMD, la Norvège procède régulièrement – chaque année – à d'autres modifications relativement mineures de sa nomenclature. Cela sert notamment à répondre au monde de l'entreprise. Chaque année en février, une invitation est faite aux autres organismes gouvernementaux et aux organisations commerciales de proposer des modifications en vue du tarif douanier de l'année suivante. De surcroît, l'invitation est publiée sur le site interne des Douanes. La Direction des douanes norvégiennes examine ensuite ces propositions et les soumet aux commentaires du public. À l'issue de cet examen, une recommandation est adressée au Ministère des finances pour approbation. La dernière certification de la liste consolidée de la Norvège remonte à la nomenclature SH2007.³⁶ En août 2017, la Norvège n'avait pas encore présenté sa proposition de

³⁰ Angola, Burundi, Bhoutan, Brésil, Comores, Congo, Djibouti, Éthiopie, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Îles Cook, Île Niue, Îles Salomon, Inde, Kenya, Kiribati, Kosovo, Laos, Libéria, Mali, Micronésie, Nauru, Népal, Pakistan, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Tuvalu, Yémen et Zambie. Adresse consultée: <https://www.toll.no/no/bedrift/import/tollfrihet/gsp/rex-systemet/>.

³¹ Afghanistan, Afrique du Sud, Argentine, Arménie, Bélarus, Bolivie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Érythrée, Gambie, Guinée, Malawi, Maldives, Maurice, Mozambique, Myanmar, Niger, Rwanda, Sri Lanka, Swaziland, Syrie et Tanzanie. Adresse consultée: <https://www.toll.no/no/bedrift/import/tollfrihet/gsp/rex-systemet/>.

³² Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Cap-Vert, Haïti, Indonésie, Lesotho, Madagascar, Mauritanie, Mongolie, Nigéria, Ouganda, Paraguay, Philippines, République kirghize, Samoa, Sénégal, Tadjikistan, Ouzbékistan, Vanuatu, et Viet Nam. Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: <https://www.toll.no/no/bedrift/import/tollfrihet/gsp/rex-systemet/>.

³³ Documents de l'OMC G/RO/N/62 et G/RO/N/149.

³⁴ Document de l'OMC G/RO/LDC/N/NOR/1.

³⁵ Documents de l'OMC G/RO/N/82 et G/RO/N/83.

³⁶ Document de l'OMC WT/Let/1097.

nouvelles listes OMC contenant les modifications au titre du SH2012 et du SH2017, mais elle bénéficie actuellement d'une dérogation pour lesdites modifications.³⁷

3.1.3.2 Taux consolidés

3.36. Les taux consolidés de la Norvège n'ont plus connu de modification significative depuis le cycle d'Uruguay, quoique de modestes réductions aient été appliquées durant la période à l'examen aux taux consolidés pour certaines initiatives plurilatérales comme l'ATI II et les listes révisées de produits pharmaceutiques.³⁸ La moyenne globale s'en est trouvée légèrement réduite de 0,2% environ, et 100% des lignes tarifaires sont consolidées. Les taux consolidés offrent une solide protection tarifaire, pour l'agriculture notamment, où de nombreux taux dépassent 50% et même 600% et où les moyennes dépassent 300% dans certains secteurs comme la viande et les produits laitiers et 200% dans le secteur des céréales (tableau 3.2). Il faut également noter que 57% des droits agricoles de la Norvège sont consolidés en termes *ad valorem* et en termes spécifiques, la règle du "taux le plus élevé" garantissant de très hauts niveaux de protection lorsqu'un taux spécifique est utilisé, par exemple, mais que son équivalent *ad valorem* (EAV) dépasse la composante *ad valorem*, une situation qui se produit dans un certain nombre de cas. Il est également noté que les taux consolidés offrent une très grande souplesse dans la mesure où un écart significatif, de l'ordre de 100% ou davantage en moyenne, existe entre les taux appliqués et les taux consolidés dans de nombreux secteurs comme, par exemple, la viande, les produits laitiers, les céréales, le café, le thé et le cacao.

Tableau 3.2 Récapitulatif des droits consolidés de la Norvège, 2018

	Nombre de lignes	Moyenne simple (%)	Fourchette des droits (%)	Écart type ^a	Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Part des droits non <i>ad valorem</i> (%)
Total	7 179	30,4	0-630	88,5	46,5	16,1
SH 01-24	1 740	114,6	0-606	149,6	38,7	57,9
SH 25-97	5 439	3,7	0-630	16,2	49,0	2,8
Par catégorie de l'OMC						
Produits agricoles (définition OMC)	1 414	143,1	0-630	155,0	22,3	72,5
Animaux et produits d'origine animale	187	318,3	0-556	141,9	15,0	85,0
Produits laitiers	37	326,2	223-453	80,4	0,0	100,0
Fruits, légumes et plantes	464	107,1	0-606	113,4	11,9	84,3
Café, thé, cacao et ses préparations	30	104,2	0-474	189,5	43,3	46,7
Céréales et préparations à base de céréales	181	211,9	0-549	166,6	9,4	87,3
Graines oléagineuses, graisses, huiles et leurs produits	183	90,7	0-363	104,9	27,3	56,8
Sucres et sucreries	39	55,3	0-369	82,3	20,5	79,5
Boissons, spiritueux et tabac	83	74,9	0-424	142,3	53,0	47,0
Coton	5	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Autres produits agricoles, n.d.a.	205	67,9	0-630	119,0	46,3	44,9
Produits non agricoles (définition OMC)	5 765	3,1	0-344	9,2	52,5	2,3
Poissons et produits de la pêche	414	4,4	0-344	31,5	96,6	2,7
Minéraux et métaux	1 043	0,9	0-12	1,8	78,0	1,9
Produits chimiques et fournitures pour la photographie	1 128	3,2	0-7,9	3,1	48,1	0,2
Bois, pâte de bois, papier et meubles	425	0,2	0-5	0,9	82,8	12,7
Textiles	649	7,1	0-13,7	4,7	16,0	4,5
Vêtements	261	10,8	0,4-13,7	2,7	0,0	0,4
Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	193	2,8	0-10	3,9	53,4	8,3
Machines non électriques	664	2,4	0-6	1,9	36,0	0,0

³⁷ Documents de l'OMC WT/L/998 et WT/L/999.

³⁸ Documents de l'OMC WT/Let/1268 et WT/Let/1181.

	Nombre de lignes	Moyenne simple (%)	Fourchette des droits (%)	Écart type ^a	Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Part des droits non <i>ad valorem</i> (%)
Machines électriques	307	2,0	0-14	2,9	51,1	0,0
Matériel de transport	200	3,6	0-10	3,0	32,5	0,0
Produits non agricoles, n.d.a.	445	1,9	0-10	2,1	47,4	0,0
Pétrole	36	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0

a Écart type

b Classification internationale type par industrie (Rev.2). L'électricité, le gaz et l'eau (soit une ligne tarifaire) ne sont pas compris.

Note: Les moyennes sont calculées sur la base du tarif national au niveau des positions à 8 chiffres, à l'exclusion des taux contingentaires. Le tarif douanier est basé sur le SH2017. Les équivalents *ad valorem* (EAV) ont été fournis par les autorités. Lorsque les données ne sont pas disponibles, on emploie la composante *ad valorem* pour le calcul des droits mixtes.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC fondés sur les renseignements tarifaires fournis par les autorités et sur la base de données LTC de l'OMC.

3.1.3.3 Taux appliqués

3.37. Environ 85% des lignes tarifaires sont en franchise de droits et les lignes assujetties à des droits de douane ne concernent que quelques secteurs comme l'agriculture, les produits textiles et les vêtements ainsi que quelques lignes tarifaires relatives aux produits du poisson. Cependant, parmi les 15% de lignes assujetties à des droits, beaucoup ont des taux très élevés. En outre, la prévalence des taux non *ad valorem* est très élevée et représente quelque 10% de toutes les lignes tarifaires et quelque 50% des lignes de produits agricoles. Pour ce qui concerne les recettes douanières, l'essentiel provient des produits agricoles – environ les deux tiers – et un tiers des produits industriels. La plupart des recettes liées aux produits agricoles est générée par les importations en provenance de l'Union européenne, tandis que la plupart des recettes liées aux produits industriels, à savoir les produits textiles, provient des pays en développement.³⁹

3.38. Durant la période à l'examen, la moyenne simple des taux de droits a légèrement diminué, tombant de 7,5% à 6,9%, en raison de la baisse des taux dans le secteur agricole, tandis que le taux moyen dans le secteur industriel est resté inchangé à 0,5% (tableau 3.3). Cela s'explique en partie par la libéralisation autonome de 114 lignes tarifaires agricoles pendant la période. Les taux appliqués figurant dans le tarif douanier pour les produits agricoles peuvent être considérés comme des plafonds car bon nombre des taux publiés ne sont pas appliqués en pratique, en raison des nombreuses réductions de droits (voir section 3.1.3.5).⁴⁰

3.39. D'autre part, dans les domaines où des droits sont appliqués, les taux varient considérablement: pour les produits agricoles, bien que plus des deux cinquièmes des lignes soient en franchise de droits, la moyenne simple est de 37,1% et l'écart-type de 76% (tableau 3.4). De plus, les droits supérieurs à 100% ne sont pas rares dans de nombreux sous-secteurs agricoles comme la viande, les produits laitiers, les fruits et légumes, les céréales, les boissons et les graines oléagineuses, et d'autres produits agricoles. Certains secteurs comme la viande et les produits laitiers se distinguent également par leurs moyennes de droits très élevées pour le secteur, de 101% et 105% respectivement. Les secteurs des céréales et des fruits et légumes enregistrent également des moyennes assez élevées, de 43% et 32% respectivement (graphique 3.1). Les produits donnant lieu aux droits les plus élevés sont ceux qui sont produits en Norvège, tandis que ceux qui ne sont pas produits en Norvège sont souvent en franchise de droits, comme les bananes, les agrumes et le café (voir également section 4.1).⁴¹

³⁹ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20152016/id2455933/sec2#KAP10>.

⁴⁰ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20162017/id2514108/sec2#KAP11>.

⁴¹ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20162017/id2514108/sec2#KAP11>.

3.40. À compter du 1^{er} janvier 2013, la Norvège a remplacé par des droits *ad valorem* les droits spécifiques frappant un certain nombre de produits agricoles, en particulier deux lignes tarifaires concernant les fromages et quatre lignes tarifaires concernant le bœuf désossé et la viande d'agneau.⁴² Les droits *ad valorem* ont été instaurés pour renforcer la protection qui s'était peu à peu érodée afin de soutenir la production alimentaire nationale.⁴³ Au titre de la même mesure, la Norvège a également introduit un nouveau contingent tarifaire de 500 tonnes sur les biftecks provenant des pays en développement bénéficiant du SGP afin de garantir la poursuite des importations de bœuf relevant de préférences SGP.

3.41. En 2013, la Norvège a également harmonisé un certain nombre de droits de douane concernant le textile et les vêtements, réduisant ainsi de manière autonome les taux de près de 90 lignes tarifaires.⁴⁴ Cette mesure a abaissé les droits les plus élevés sur les textiles de 13,7% à 10,7% et a attribué des droits uniformes à des produits semblables tout en simplifiant la structure tarifaire. Les produits concernés étaient notamment les vêtements pour bébé, les couvertures, le linge de lit, les gants, les écharpes, les cravates, les châles, les rideaux, les serviettes et les vêtements de sport.

3.42. En 2015, la Norvège a, de manière autonome, procédé à la réduction à zéro des droits pour 114 lignes tarifaires (positions à 8 chiffres du SH). Les droits concernés étaient faibles ou considérés comme des droits de nuisance, c'est-à-dire inférieurs à une couronne par kilogramme, et n'offraient qu'une protection tarifaire négligeable. La modification a été décidée afin de réduire les coûts liés aux formalités administratives.⁴⁵

Tableau 3.3 Structure tarifaire de la Norvège, 2012 et 2018

(%, sauf mention contraire)

		2012 ^a	2018 ^b	Taux consolidé final ^b
1.	Lignes tarifaires consolidées (% de l'ensemble des lignes)	100,0	100,0	100,0
2.	Moyenne simple des taux	7,5	6,9	30,4
	Produits agricoles (définition de l'OMC)	40,9	37,1	143,1
	Produits non agricoles (définition de l'OMC)	0,5	0,5	3,1
	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (CITI 1)	28,2	24,4	73,8
	Industries extractives (CITI 2)	0,0	0,0	0,1
	Industries manufacturières (CITI 3)	5,8	5,2	26,3
3.	Lignes tarifaires exemptes de droits (% de l'ensemble des lignes)	83,5	85,2	46,5
4.	Moyenne simple des taux pour les seules lignes tarifaires passibles de droits	54,7	55,7	57,1
5.	Contingents tarifaires (% de l'ensemble des lignes)	0,4	1,0	1,0
6.	Droits non <i>ad valorem</i> (% de l'ensemble des lignes)	11,4	9,7	16,1
7.	Droits non <i>ad valorem</i> sans EAV (% de l'ensemble des lignes)	3,1	2,8	3,3
8.	Crêtes tarifaires intérieures (% de l'ensemble des lignes) ^c	5,9	5,9	9,7
9.	Crêtes tarifaires internationales (% de l'ensemble des lignes) ^d	6,6	6,4	11,3
10.	Écart type global des taux appliqués	35,0	34,7	88,5
11.	Taux appliqués de nuisance (% de l'ensemble des lignes) ^e	1,1	0,2	5,7

a Le tarif douanier de 2012 se fonde sur la nomenclature du SH2012 comprenant 7 207 lignes tarifaires (au niveau des lignes tarifaires à 8 chiffres). Les équivalents *ad valorem* (EAV) ont été estimés sur la base des données relatives aux importations de la Norvège au niveau des positions à huit chiffres pour 2010.

⁴² Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/changes-to-border-protection-for-selecte/id701321/>.

⁴³ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/changes-to-border-protection-for-selecte/id701321/>; renseignements en ligne de l'Agence norvégienne de l'agriculture. Adresse consultée: ["https://www.landbruksdirektoratet.no/no/internasional-handel/import/tollkvoter/publikasjoner/importvernet-for-ost"](https://www.landbruksdirektoratet.no/no/internasional-handel/import/tollkvoter/publikasjoner/importvernet-for-ost).

⁴⁴ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop-1-ls-20122013/id702583/sec27>.

⁴⁵ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/Prop-1-LS-2014--2015/id2005476/sec33> et renseignements en ligne du Budget national. Adresse consultée: http://www.statsbudsjettet.no/upload/Statsbudsjett_2015/dokumenter/pdf/skatt.pdf.

- b Le tarif douanier de 2018 est fondé sur la nomenclature du SH2017 qui compte 7 179 lignes tarifaires (au niveau des lignes tarifaires à 8 chiffres). Les EAV ont été communiqués par les autorités. Lorsque les données ne sont pas disponibles, on emploie la composante *ad valorem* pour le calcul des droits mixtes.
- c Les crêtes tarifaires nationales sont les taux supérieurs au triple de la moyenne simple globale des taux appliqués.
- d Les crêtes tarifaires internationales sont les taux supérieurs à 15%.
- e Les taux de nuisance sont les taux supérieurs à zéro, mais inférieurs ou égaux à 2%.

Note: Tous les calculs de droits de douane excluent les lignes sous contingent.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC fondés sur les renseignements tarifaires fournis par les autorités et sur la base de données LTC de l'OMC.

Tableau 3.4 Récapitulatif des droits NPF appliqués de la Norvège, 2018

	Nombre de lignes	Moyenne simple (%)	Fourchette des droits (%)	Écart type ^a	Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Part des droits non <i>ad valorem</i> (%)
Total	7 179	6,9	0-555	34,7	85,2	9,7
SH 01-24	1 740	28,6	0-555	66,9	54,9	39,0
SH 25-97	5 439	0,7	0-495	10,0	94,9	0,3
Par catégorie de l'OMC						
Produits agricoles (définition de l'OMC)	1 414	37,1	0-555	75,7	43,8	48,5
Animaux et produits d'origine animale	187	101,4	0-555	126,0	16,0	78,6
Produits laitiers	37	104,5	18,5-443	129,6	0,0	83,8
Fruits, légumes et plantes	464	31,6	0-281,7	57,1	49,6	40,3
Café, thé, cacao et ses préparations	30	10,7	0-77,2	21,2	66,7	33,3
Céréales et préparations à base de céréales	181	43,4	0-464,4	70,6	21,5	72,4
Graines oléagineuses, graisses, huiles et leurs produits	183	12,8	0-158,4	26,0	43,2	42,1
Sucres et sucreries	39	14,2	0-92,8	25,7	41,0	59,0
Boissons, spiritueux et tabac	83	20,5	0-374	57,3	72,3	27,7
Coton	5	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Autres produits agricoles, n.d.a.	205	19,4	0-495	62,7	68,3	27,8
Produits non agricoles (définition de l'OMC)	5 765	0,5	0-197,2	3,5	95,4	0,2
Poissons et produits de la pêche	414	0,8	0-197,2	10,8	98,1	1,9
Minéraux et métaux	1043	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Produits chimiques et fournitures pour la photographie	1128	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Bois, pâte de bois, papier et meubles	425	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Textiles	649	0,5	0-10,7	2,2	94,9	0,2
Vêtements	261	7,9	0-10,7	3,8	13,8	0,0
Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	193	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Machines non électriques	664	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Machines électriques	307	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Matériel de transport	200	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Produits non agricoles, n.d.a.	445	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Pétrole	36	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Par secteur de la CITI^b						
CITI 1 – Agriculture, chasse et pêche	683	24,4	0-555	72,6	67,6	23,7
CITI 2 – Industries extractives	106	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
CITI 3 – Industries manufacturières	6 389	5,2	0-495	27,7	86,9	8,3

	Nombre de lignes	Moyenne simple (%)	Fourchette des droits (%)	Écart type ^a	Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Part des droits non <i>ad valorem</i> (%)
Par stade de transformation						
Premier stade de transformation	1 135	15,3	0-555	57,8	77,7	17,1
Produits semi-finis	2 100	0,7	0-119,3	6,7	97,2	2,8
Produits finis	3 944	7,8	0-495	34,4	81,0	11,2

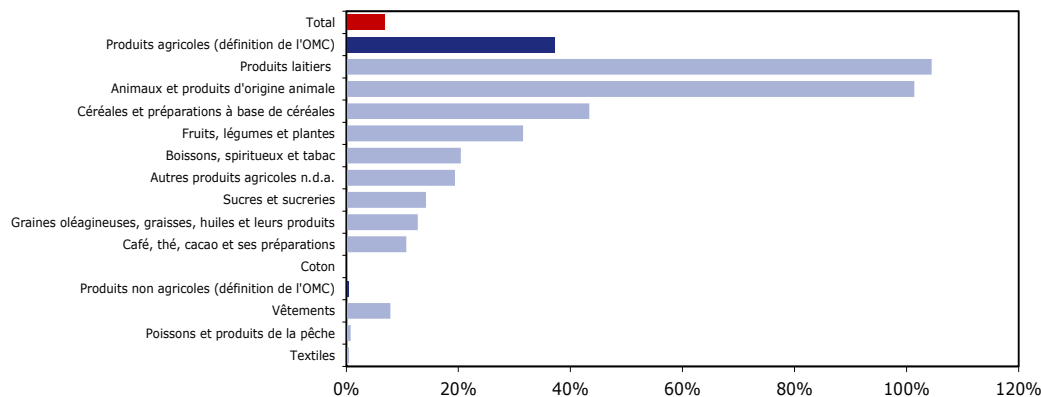
a Écart type.

b Classification internationale type par industrie (Rev.2). L'électricité, le gaz et l'eau (soit une ligne tarifaire) ne sont pas compris.

Note: Les moyennes sont calculées sur la base du tarif national au niveau des positions à huit chiffres, à l'exclusion des taux contingentaires. Le tarif douanier est basé sur le SH2017. Les équivalents *ad valorem* (EAV) ont été fournis par les autorités. Lorsque les données ne sont pas disponibles, on emploie la composante *ad valorem* pour le calcul des droits mixtes.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC fondés sur les renseignements tarifaires fournis par les autorités et sur la base de données LTC de l'OMC.

Graphique 3.1 Moyennes des droits NPF appliqués par groupe de produits selon la définition de l'OMC, 2018



Note: Y compris les EAV pour les taux non *ad valorem*.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.

3.1.3.4 Contingents tarifaires (CT)

3.43. La Norvège conserve un certain nombre de contingents tarifaires en application des dispositions de l'OMC, d'ALE et de régimes préférentiels; elle peut aussi offrir des contingents de manière unilatérale, de sa propre initiative. Les contingents unilatéraux sont instaurés soit annuellement pour approvisionner le marché intérieur, soit suite à des décisions politiques; les contingents annuels sont ouverts à tous les importateurs. La section 9-4 de la Loi douanière fixe le cadre général des contingents tarifaires, et plusieurs règlements contiennent d'autres directives sur les contingents, le premier d'entre eux étant le Règlement n° 1132 du 10 octobre 2008 sur la répartition des contingents tarifaires pour les produits agricoles (pour les contingents OMC et UE).⁴⁶ Les contingents tarifaires peuvent se traduire par des taux de droits nuls ou réduits. Environ 90 contingents tarifaires étaient appliqués en 2016 (tableaux 3.5 et 3.6, et section 4.1), et un petit nombre de contingents ont été fusionnés au cours de la période à l'examen.

⁴⁶ Règlement n° 1723 du 22 décembre 2005. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2005-12-22-1723>; Règlement n° 1424 du 20 décembre 2012. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2012-12-20-1424>; Règlement n° 1132 du 10 octobre 2008. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2008-10-10-1132?q=tollkvoter>.

3.44. Les contingents tarifaires NPF sont le plus souvent administrés par adjudication. La section 9-4 de la Loi douanière prévoit que la mise aux enchères constitue la méthode par défaut, sous réserve qu'aucun accord n'en interdise l'usage. D'autres méthodes possibles sont prévues dans les règlements, notamment la sélection par ordre d'arrivée ou par niveau historique d'importations. En 2016, les mises aux enchères de contingents ont généré 194 millions de couronnes.⁴⁷

Tableau 3.5 Contingents tarifaires NPF, 2015 et 2016

Code SH	Produit	Quantité contingentaire	Importations contingentaires	Taux d'utilisation des contingents		Montant de l'enchère ^b		Total des importations
		2016	2016	2016	2015	2016	2015	t
		t	t ^a	%	%	NKr/ kg	NKr/ kg	
01.06.1910, 02.08.9021	Rennes vivants et viande de rennes	-	-	-	-	-	-	100 têtes
02.02	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées ^c	1 084	1 071	99	99	50,01	44,97	1 666
02.03.2101	Viandes des animaux de l'espèce porcine, congelées	1 381	5	-	4	0,01	0,01	13
02.03.1109/ 1209/1909/ 2109/2209/ 2909; 02.08.1000/ 9030/9094/ ex. 9099	Autres viandes de gibier	250	240	96	72	10,86	8,16	244
02.04.1000/ 2100/2200/ 3000/4100/ 4200/4300/ 5000	Viandes de moutons et de chèvres ³	206	164	80	23	14,51	27,81	874
02.07.1200	Viandes de poulets, congelées	221	69	31	4	0,02	0,50	296
02.07.2500	Viandes de dindes, congelées	221	-	-	-	0,01	0,01	-
02.07.4200/ 5200/6010	Viandes et abats comestibles de canards, d'oies ou de pintades	221	152	69	82	0,04	4,51	155
02.08.9046/ 9047/9048	Viandes de cerfs ³	200	193	96	99	17,01	42,04	140
02.08.9043/ 9044/9045	Viandes d'élans ³	100	83	83	97	10,70	9,56	74
SH ch. 2 et 16	Viandes destinées aux foires	35	8	24	20	-	-	-
SH ch. 2 et 16	Viandes halal	30	29	98	89	-	-	-
SH ch. 2 et 16	Viandes casher	15	6	41	-	-	-	-
04.05.1000	Beurre	575	366	64	59	3,16	0,77	372

⁴⁷ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée:
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20172018/id2574326/sec2?q=gsp#KAP11>.

Code SH	Produit	Quantité contingentaire	Importations contingentaires	Taux d'utilisation des contingents		Montant de l'enchère ^b		Total des importations
		2016	2016	2016	2015	2016	2015	t
		t	t ^a	%	%	NKr/ kg	NKr/ kg	
04.07.2100	Œufs de poules	1 295	409	32	5	0,04	0,01	697
07.04.9013/ 9020	Choux blancs	134	88	66	100	0,01	0,01	1 375
07.04.9040	Choux rouges	134	14	10	38	0,01	0,01	366
Ex 08.08.1011	Pommes 01.08–30.11	750	735	98	100	4,05	4,22	8 898
Ex 08.08.1011	Pommes 01.11–30.11	250	96	38	32	4,07	4,22	3 407
Ex 08.08.1011	Pommes 01.05–31.07	7 000	6 271	90	84	0,51	0,40	14 236
08.08.3020	Poires	250	250	100	100	3,97	3,97	5 122
08.11.1000	Conserves de fraises	1 700	1 698	100	99	-	-	5 100
Ex 08.11.2019, 08.11.2091	Conserves de framboises	750	745	99	100	-	-	2 510
07.13.1001, 10.01.9900, 10.02.9000, 10.03.9000, 10.04.9000, 10.05.9010, 10.07.9010, 11.03.1310, 12.14.1000, 15.20.0010, 17.03.1010/ 9010, 23.02.1010/ 3000/4090, 23.03.2010	Produits de base	205 000	202 799	99	97	0,01	0,01	-
10.01.1900/ 9900, 10.02.9000, 10.08.4000/ 5000/6000/ 9000	Céréales fourragères	162 000	156 183	96	97	0,01	0,01	-
12.01.9010, 12.05.1010/ 9010	Graines oléagineuses	10 000	7 518	75	28	0,01	0,01	-
12.14.9091	Foin (hors UE)	500	-	-	-	-	0,01	-
16.02.3101	Rôtis de dinde	20	15	75	21	0,33	0,28	15
Ex 16.02.5009	Bœuf en boîte	200	60	30	25	0,03	0,01	123

- Pas d'attribution par adjudication aux enchères.

a Généralement exprimées en tonnes, mais les animaux vivants sont exprimés en têtes et les plantes en valeur (millions de couronnes).

b Non attribué par adjudication.

c Calculé à partir de la viande non désossée.

Source: Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée:

<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20172018/id2574326/sec31?q=qsp>.

3.45. La Norvège applique 29 contingents NPF ouverts à tous les importateurs, pour l'essentiel en application d'engagements pris au titre de l'OMC (tableau 3.4). Bon nombre de ces contingents – viande de bœuf, de cerf et d'élan, poires et conserves de fruits – enregistrent des taux d'utilisation élevés tandis que d'autres – œufs, viande de poulet, choux rouges et porc – sont sous-utilisés. Selon les autorités, les taux d'utilisation varient généralement en fonction de la production et de la demande intérieures. Aucune modification significative n'a été apportée aux contingents NPF pendant la période à l'examen à l'exception des contingents relatifs aux cerfs et autres gibiers, aux élans et aux oiseaux de gibier. En 2013, le Règlement relatif à la répartition des contingents tarifaires pour les produits agricoles a été modifié, le but étant de changer la composition de ces catégories de produits et d'augmenter la quantité de certains contingents tarifaires. De nouvelles catégories ont été créées pour le cerf, l'élan et autres gibiers et la quantité contingente applicable au cerf a été augmentée. Parallèlement, le chapitre IV du Règlement a été abrogé car il portait sur les contingents directs accordés à quelques transformateurs de viande de gibier, les ouvrant du même coup à toutes les entreprises enregistrées dans le cadre des mises aux enchères.⁴⁸ Durant la période à l'examen, des contingents unilatéraux déterminés sur le plan national s'appliquaient à la viande halal, à la viande casher, aux graines, aux graines oléagineuses, aux produits de base et aux conserves de fruits.⁴⁹

3.46. Les contingents tarifaires préférentiels sont déterminés par le régime applicable, c'est-à-dire l'accord sur l'EEE, les ALE ou le SGP. La Norvège avait quelque 60 catégories de contingents préférentiels en 2016, dont les deux tiers environ concernaient l'Union européenne, la principale source d'importations agricoles norvégiennes (tableau 3.6). La plupart des contingents se caractérisent par des taux élevés d'utilisation mais certains n'enregistrent aucune importation, à savoir l'Égypte, le Canada et l'Ukraine, ce qui peut encore une fois s'expliquer par la production et la demande intérieures. Quelques contingents nouveaux ou élargis, par exemple sur le bœuf et la mélasse SGP ainsi que les contingents AELE sur le fromage et la viande, ont été instaurés ou modifiés depuis le dernier examen suite à la révision du traité sur l'AELE et afin d'améliorer l'accès au titre du SGP. Un certain nombre de volumes contingentaires, en particulier pour l'Union européenne, ont été augmentées en raison de la conclusion de nouvelles négociations au titre de l'EEE en 2010 (mise en œuvre en 2012) et en 2017 (mise en œuvre attendue en 2019). Les dernières négociations devraient comprendre un contingent nouveau et des hausses des volumes contingentaires pour plusieurs contingents existants.

Tableau 3.6 Contingents tarifaires préférentiels, 2015 et 2016

Accord	Code SH	Produit	Quantité contingentaire	Importations contingentaires	Taux d'utilisation du contingent		Montant de l'enchère ^b		Total des importations
			2016	2016	2016	2015	2016	2015	t
			t	t ^a	%	%	NKr/kg	NKr/kg	
Union européenne	02.01.1000/2001/2002/2003/2004; 02.02.1000/2001/2002/2003/2004	Bœuf	900	900	100	98	20,50	23,00	16 636
	02.03.1101/2101	Viandes des animaux de l'espèce porcine	600	598	100	99	5,55	3,41	603
	02.06.4100	Foies de porc, congelés	350	-	-	36	0,01	0,01	-
	02.07.1100/1200/2400/2500	Viandes et abats comestibles de poulets et de dindes	800	629	79	73	3,12	3,00	704
	02.07.4401	Viandes et abats comestibles de canards	100	12	12	21	0,01	0,32	14
	02.10.1101	Jambons ou	400	399	100	100	28,60	10,16	426

⁴⁸ Règlement n° 1100 du 16 novembre 2012. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/LTI/forskrift/2012-11-16-1100>.

⁴⁹ Les contingents tarifaires pour la viande halal et casher ont été instaurés en 2015.

Accord	Code SH	Produit	Quantité contingentaire	Importations contingentaires	Taux d'utilisation du contingent		Montant de l'enchère ^b		Total des importations
			2016	2016	2016	2015	2016	2015	t
			t	t ^a	%	%	NKr/ kg	NKr/ kg	
	04.06	porc							
		Fromages, total	7 200	7 199	100	99	-	-	11 261
		Historiques	4 500	4 497	100	99	-	-	-
		Enchères	2 700	2 702	100	100	25,56	25,52	-
	04.07.1100/ 2100/9000	Œufs	290	249	86	48	2,01	0,02	859
	05.11.9911/ 9921	Poudre de sang	350	-	-	99	-	0,01	644
	06.02.1021/ 1024	Boutures racinées de Begonia et de Pelargonium	2 millions NKr	2 millions NKr	100	100	-	-	8,2 millions NKr
	06.02.9031	Plantes vertes en pots	4 millions NKr	4 millions NKr	100	100	-	-	6,3 millions NKr
	Ex 06.02.904; 06.02.9044	Plantes à fleurs en pots	8 millions NKr	8 millions NKr	100	100	-	-	59,5 million NKr
	06.02.9091	Herbe en rouleaux	4 millions NKr	1,9 million NKr	49	4	-	-	2,2 millions NKr
	07.01.9022	Pommes de terre nouvelles 01.04 – 14.05	2 500	-	-	10	0,01	0,01	581
	07.05.1112/ 1122	Laitues Iceberg 01.03 – 30.11	600	95	16	60	0,07	1,16	5 084
	07.05.1112	Laitues Iceberg 01.03 – 31.05	400	321	80	85	0,21	0,27	3 536
	07.12.9011	Pommes de terre, séchées	300	123	41	-	0,01	0,01	146
	Ex 08.08.1011	Pommes 01.05 – 31.07	2 000	1 657	83	98	0,32	0,67	6 170
	08.10.1023/ 1024	Fraises	300	276	92	100	5,60	5,52	1 607
	08.11.1000	Conserves de fraises (2 200 t)	2 200	2 200	100	95	-	-	4 509
	Ex 08.11.201; 08.11.2091	Conserves de framboises (950 t)	950	943	99	94	-	-	1 849
	Ex 08.11.2019; 08.11.2093; 9003; 20.09.8911; 8919; 8993	Concentré de cassis/cerises	340	337	99	95	-	-	670
	08.12.1000	Cerises	100	-	-	-	-	-	-
	10.01.1900	Blé dur destiné à la fabrication de pâtes alimentaires	5 000	1 150	23	-	0,01	0,01	1 362
	10.02.1000	Seigle de semence	1 000	801	80	100	0,01	0,36	823
	10.05.9010	Maïs fourrager	10 000	9 998	100	100	0,04	0,01	40 519
	11.03.1310	Maïs fourrager	10 000	9 996	100	100	0,01	0,10	28 633
	12.09.2300	Graines de fétuque	75	74	99	97	0,02	0,01	
	12.09.2300	Graines de fétuque à ensemercer (gazon)	400	385	96	100	0,02	3,72	

Accord	Code SH	Produit	Quantité contingentaire	Importations contingentaires	Taux d'utilisation du contingent		Montant de l'enchère ^b		Total des importations
			2016	2016	2016	2015	2016	2015	t
			t	t ^a	%	%	NKr/ kg	NKr/ kg	
	12.09.2400	Graines de pâturin des prés du Kentucky	50	44	87	100	0,02	5,01	
	12.09.2400	Graines de pâturin des prés du Kentucky à ensemercer (gazon)	200	182	91	93	0,06	1,24	
	12.09.2500	Graines de ray grass	700	641	92	100	0,01	14,14	671
	12.14.9091	Foin	35 000	10 891	31	35	0,01	0,01	10 963
	16.01.0000	Saucissons	400	363	91	88	54,51	50,02	1 268
	16.02.5001	Boulettes de viande	200	138	69	64	2,10	1,00	145
	16.02.4910	"Bacon crisp"	350	111	32	31	0,01	0,03	110
	20.05.2091	Pommes de terre, partiellement transformées aux fins de fabrication de petites préparations alimentaires	3 000	1 673	56	59	0,01	0,01	1 673
	20.09.7100/7900	Concentré de pommes à des fins industrielles	3 300	3 299	100	99	3,70	3,03	8 199
	Ex 20.09.8999	Concentré de myrtilles	200	71	35	32	0,01	0,01	339
AELE	02.10.2000	Bœuf séché	10	-	1	-	0,01	0,04	-
	04.06	Fromages	200	152	76	89	7,06	14,02	149
	16.01.0000	Saucissons	10	-	-	-	0,02	0,10	-
	20.09.7900	Jus de pomme	400	-	-	-	0,01	0,01	-
Islande	01.01.2100/2902/2908	Chevaux islandais	200 têtes	34 têtes	17	23	-	-	51 têtes
Namibie/ Botswana	02.04	Agneau	600	547	91	98	-	-	547
	02.01; 02.02	Bœuf	2 700	2 700	100	100	-	-	3 189
Botswana, Namibie ou Swaziland	02.01; 02.02	Bœuf ^c	500	500	100	100	15,80	9,09	3 189
	02.01; 02.02	Bœuf	500	488	98	100	-	-	500
Botswana, Namibie ou Swaziland	02.04.1000/2100/2200/2300/3000/4100/4200/4300	Agneau	400	139	35	40	-	-	139
SGP	02.01.3001; 02.02.3001	Viande désossée	500	-	-	44	-	-	4 211
	04.09.0000	Miel	192	173	90	100	4,11	11,40	888
	Ex 16.02.4100; 16.02.5009	Jambon et langue en conserve	150	-	-	-	0,01	0,01	-
	17.03.1010/9010	Molasses	40 000	40 000	100	100	0,03	0,01	52 750
	20.05.4003/4009/ex 5901	Pois et haricots en conserve	350	75	21	16	0,01	0,01	81
	Ex 20.05.9908	Mélanges de légumes en conserve	150	24	16	20	0,01	0,01	890
Égypte	07.01.9028	Pommes de terre	1 310	-	-	-	-	-	-
Canada/ Ukraine	07.08.1000	Pois	60	-	-	-	0,01	-	15
	10.01.1900	Blé dur	10 000	-	-	-	0,01	0,01	-

- Pas d'attribution par adjudication aux enchères.

a Généralement exprimées en tonnes, mais les animaux vivants sont exprimés en têtes et les plantes en valeur (millions de couronnes).

- b Non attribué par adjudication.
c Calculé à partir de la viande non désossée.

Source: Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée:
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20172018/id2574326/sec31?q=gsp>.

3.1.3.5 Réductions ou suspensions de droits de douane

3.47. La Norvège s'est dotée de plusieurs régimes de réduction de certaines positions tarifaires concernant principalement les produits agricoles. La section 9-2 de la Loi douanière prescrit le cadre global des réductions tarifaires générales applicables aux produits agricoles et la section 9-3 fait de même pour les demandes individuelles de réductions tarifaires dans le secteur agricole et concernant les produits agricoles transformés. La section 9-5 a trait à toutes les autres réductions tarifaires. Ces dispositions sont complétées par plusieurs règlements. Le nombre de réductions tarifaires agricoles générales a oscillé entre 250 et 350 chaque année pendant la période à l'examen et est resté à un niveau relativement constant. Les demandes individuelles de réductions tarifaires ont été beaucoup plus nombreuses, de l'ordre de 18 000 en 2012, et ont augmenté pour atteindre environ 21 000 en 2017 (tableau 3.7).

Tableau 3.7 Vue d'ensemble du recours aux réductions tarifaires, 2012-2017

Nombre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Réductions tarifaires générales (FAT)	298	322	278	258	246	264
Réductions tarifaires individuelles – Règlement sur les réductions tarifaires administratives pour les produits agricoles (FAT)	3 424	3 573	3 985	3 774	3 735	3 811
Réductions tarifaires individuelles – Règlement sur la fixation des taux de droits réduits sur les importations de produits agricoles transformés (RÅK)	15 575	19 742	15 500	15 362	18 673	18 530
Transformation à l'étranger	206	232	275	239	231	245
Transformation intérieure	16	38	18	19	49	60

Source: Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée:
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20172018/id2574326/sec31?q=gsp>,
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20162017/id2514108/sec34>,
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20152016/id2455933/sec37#VED3>,
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/Prop-1-LS-2014--2015/id2005476/sec32>,
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop-1-ls-20132014/id740943/sec39> et
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop-1-ls-20122013/id702583/sec26>.

3.48. Le Règlement sur les réductions tarifaires administratives pour les produits agricoles (FAT) fixe le champ des réductions tarifaires avec l'objectif général de garantir l'approvisionnement en produits norvégiens tout en évitant les perturbations du marché.⁵⁰ Il prévoit trois catégories de réductions: les réductions tarifaires générales, les réductions tarifaires individuelles et les réductions tarifaires spécifiques pour certains produits comme les céréales, les farines, les rennes, les graines oléagineuses, etc. Ces réductions tarifaires sont appliquées comme les contingents tarifaires, car elles sont limitées. Les réductions tarifaires générales s'appliquent aux marchandises relevant du système de prix indicatifs (annexe 1), à savoir les viandes, les produits laitiers et les fruits et légumes, et elles sont accordées à tous les importateurs. Les réductions tarifaires individuelles sont beaucoup plus variées et portent sur tous les chapitres du SH pour les produits agricoles. Elles doivent faire l'objet d'une demande par une entreprise norvégienne enregistrée et sont généralement accordées pour un produit spécifique ou une durée déterminée. Elles peuvent donner lieu à une limitation quantitative, c'est-à-dire un contingent, mais ces cas sont rares.

3.49. Un Règlement similaire sur la fixation des taux de droits réduits sur les importations de produits agricoles transformés (RÅK) prévoit la possibilité d'accorder des taux réduits pour les produits agricoles transformés qui sont couverts par l'appendice 1.⁵¹ Ce règlement s'applique à certains produits laitiers, aux céréales transformées et aux produits à base de farine, ainsi qu'aux sucreries et aux petites préparations alimentaires. Les taux de droits sont déterminés en fonction

⁵⁰ Règlement n° 1723 du 22 décembre 2005. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée:
<https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2005-12-22-1723>.

⁵¹ Règlement n° 1424 du 20 décembre 2012. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée:
<https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2012-12-20-1424>.

de la désignation des produits dans les annexes, c'est-à-dire en fonction de la classification tarifaire, selon que la méthode de la matrice ou celle de la déclaration sont appliquées en fonction du régime de droits (importations EEE, ALE, SGP ou NPF); sinon, un taux standard fixe s'applique. Quelle que soit la méthode utilisée, le droit est calculé en fonction du contenu en matières premières du produit agricole fini.

3.50. Depuis 2007, des règlements s'appliquent aux réductions tarifaires spéciales pour permettre la transformation de certains produits agricoles à l'étranger.⁵² Lors de leur réimportation, les produits donnent lieu à un droit réduit généralement fondé sur la part de produits étrangers incorporés hors de Norvège. Différentes dispositions s'appliquent aux produits agricoles industriellement transformés et les règles applicables aux viandes et aux produits laitiers supposent qu'un contingent ait été attribué à l'entreprise concernée lors d'une mise aux enchères. Le règlement prévoit que les produits exportés sont incorporés dans les produits importés et que l'importation a lieu dans l'année qui suit l'exportation du produit. Le recours à cette disposition est relativement rare, le nombre de cas ayant été de l'ordre de 200 par an pendant la période examinée (tableau 3.6).

3.51. La section 7-4-1 du Règlement douanier prévoit l'exonération des droits de douane pour certains produits textiles⁵³ importés de l'étranger si l'entreprise produit les mêmes produits textiles en Norvège et qu'elle est enregistrée auprès du Centre d'enregistrement (Brønnoysundregisteret).⁵⁴ L'importation en franchise de droits doit faire l'objet d'une demande préalablement adressée aux Douanes norvégiennes avec les pièces justificatives.

3.52. Une autre section du Règlement douanier couvrant les règles d'origine préférentielles (section 8-4-50) prévoit la réduction ou la suppression, sous certaines conditions, des droits de douane frappant certains produits horticoles⁵⁵ qui proviennent de l'Union européenne. Ces mesures sont appliquées dans le cadre de contingents annuels administrés par les autorités douanières, en application de l'article 19 de l'Accord sur l'EEE et d'accords de libre-échange antérieurs avec l'Union européenne (voir également section 3.1.3.4 sur les contingents tarifaires).

3.1.3.6 Droits préférentiels

3.53. La Norvège applique des droits préférentiels aux importations en provenance de certains pays au titre de ses accords réciproques ou préférentiels unilatéraux. Le pourcentage de lignes en franchise de droits varie selon les accords et s'échelonne entre 89% et 100% du nombre total des lignes tarifaires (tableau 3.8). Comme le montre le profil tarifaire NPF, la protection tarifaire du secteur agricole demeure nettement supérieure à celle du secteur non agricole dans les accords préférentiels. En règle générale, moins de 50% des lignes tarifaires agricoles sont en franchise de droits, à l'exception de quelques ALE et de certaines catégories SGP. Presque toutes les lignes tarifaires non agricoles sont en franchise de droits dans les régimes préférentiels de la Norvège.

3.54. Les évolutions qui se sont produites au cours de la période ont notamment consisté en une réduction globale de la moyenne simple des droits et en une légère hausse du pourcentage des lignes en franchise de droits pour les partenaires liés par un ALE ou relevant du SGP. C'est le signe que les droits NPF ont globalement baissé et que l'application des taux préférentiels au titre des accords s'est poursuivie. S'agissant des tarifs préférentiels SGP, une nouvelle catégorie de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure a été créée⁵⁶, et des préférences améliorées ont été accordées à ces pays. Des dispositions transitoires sont prévues en cas de basculement d'un pays dans une catégorie différente.

⁵² Règlement n° 580 du 1^{er} juin 2007. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2007-06-01-580>.

⁵³ Marchandises relevant des positions du SH suivantes: 61.01 à 61.06, 61.10, 61.12, 61.13, 62.01 à 62.06, 62.10, 62.11, 61.05 à 61.09, 61.12, 62.05 à 62.08, 62.10 à 62.12, 61.11, 61.13 à 61.17, 62.09, 62.13 à 62.17.

⁵⁴ Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: http://www.toll.no/contentassets/eb096d765fd3460c9415b6a3d158aec1/regulations_to_the_act_on_customs_duties_and_movement_of_goods_april17.pdf.

⁵⁵ Boutures, non enracinées, à des fins d'horticulture; certaines plantes en pot, en fleurs; plantes vertes en pot; et herbe en rouleaux ou en plaques (gazon).

⁵⁶ Avec une population de moins de 75 millions d'habitants.

Tableau 3.8 Droits relevant d'accords préférentiels, 2018

	Total				Produits agricoles (définition OMC)		Produits non agricoles (définition OMC)	
	Moyenne (%)	Lignes en franchise de droits (%) ^a	Taux de droits préférentiels (%) ^b		Moyenne (%)	Lignes en franchise de droits (%) ^a	Moyenne (%)	Lignes en franchise de droits (%) ^a
			droits = zéro	droits > zéro				
Taux de droits appliqués NPF	6,9	85,2	s.o.	s.o.	37,1	43,8	0,5	95,4
AELE	5,6	89,3	4,1	2,0	33,2	45,8	0,0	100,0
Albanie	5,7	89,5	4,3	1,7	33,5	46,7	0,0	100,0
Autorité palestinienne	5,6	89,3	4,1	2,3	33,0	46,2	0,1	99,9
Bosnie-Herzégovine	5,5	89,8	4,6	2,0	32,2	48,2	0,0	100,0
Canada	5,7	89,5	4,3	1,8	33,8	46,9	0,0	100,0
CCG	5,8	89,4	4,1	1,5	34,0	46,3	0,0	99,9
CEE	5,2	90,0	4,8	2,1	30,6	49,7	0,1	99,9
Chili	5,6	89,4	4,2	1,8	33,0	46,5	0,1	99,9
Colombie	4,8	90,3	5,1	8,5	28,2	51,1	0,0	99,9
Corée, République de	5,7	89,5	4,3	2,0	33,5	47,1	0,0	99,9
Costa Rica	5,2	89,8	4,5	3,3	30,8	48,3	0,0	99,9
EEE (hors Suisse)	5,7	89,3	4,1	1,7	33,2	46,0	0,1	99,9
Égypte	5,6	89,4	4,2	2,1	32,5	46,7	0,1	99,9
Ex-République yougoslave de Macédoine	5,6	89,3	4,1	2,7	32,9	46,2	0,1	99,9
Îles Féroé	6,4	89,0	3,8	0,1	36,8	44,4	0,0	100,0
Géorgie	5,3	90,2	4,9	2,5	31,2	50,1	0,0	100,0
Groenland	5,4	89,7	4,4	2,6	31,7	47,6	0,0	100,0
Hong Kong, Chine	5,8	89,3	4,1	1,5	34,1	46,0	0,0	99,9
Israël	5,6	89,4	4,2	2,7	33,0	46,5	0,1	99,9
Jordanie	5,7	89,3	4,1	2,2	33,4	45,9	0,1	99,9
Liban	5,7	89,3	4,0	1,6	33,2	45,8	0,1	99,9
Maroc	5,6	89,5	4,2	3,5	32,9	46,8	0,1	99,9
Mexique	6,4	89,2	3,9	0,6	36,4	45,3	0,1	99,9
Monténégro	5,8	89,3	4,1	1,7	34,0	45,8	0,0	100,0
Panama	5,2	89,8	4,6	3,5	30,7	48,4	0,0	99,9
Pérou	4,8	90,3	5,1	8,6	28,0	51,1	0,0	100,0
SACU	4,6	90,5	5,2	8,7	26,9	51,9	0,0	99,9
Serbie	5,7	89,5	4,2	2,2	33,5	46,6	0,0	100,0
Singapour	5,6	89,5	4,3	1,6	33,0	46,9	0,0	100,0
Tunisie	5,6	89,4	4,2	3,7	32,6	46,5	0,1	99,9
Turquie	5,8	89,4	4,2	2,7	33,8	46,4	0,1	99,9
Ukraine	5,7	89,6	4,4	2,8	33,4	47,2	0,0	100,0
SGP	5,0	89,3	4,1	8,7	28,8	50,1	0,1	99,0
SGP+	4,7	90,6	5,3	8,2	27,6	52,8	0,1	99,8
PMA	0	100	14,8	0	0	100	0	100

s.o. Sans objet.

a Lignes en franchise de droits (taux de droits NPF et préférentiels nuls) en pourcentage du nombre total de lignes tarifaires.

b Pourcentage du nombre total de lignes. Seuls les taux inférieurs au taux NPF correspondant (hors taux NPF en franchise de droits) sont pris en compte. Lorsqu'une autre catégorie de droits s'applique aux lignes tarifaires entre les taux NPF et les taux préférentiels, ces lignes tarifaires préférentielles sont assimilées à des "taux préférentiels réduits" (droit supérieur à zéro).

Note: Les calculs des moyennes tiennent compte d'EAV qui ont été communiqués par les autorités. 0,0 désigne une valeur comprise entre 0 et 0,05; 100,0 désigne une valeur comprise entre 99,55 et 100.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC fondés sur les renseignements tarifaires communiqués par les autorités et sur la base de données LTC de l'OMC.

3.1.4 Autres impositions visant les importations

3.55. La Norvège applique plusieurs autres impositions sur les importations; elles comprennent la TVA, des droits d'accise et la taxe de recherche agricole. Le budget de l'État pour 2018 contient une estimation préliminaire des recettes fiscales pour 2017. Selon cette estimation, la TVA s'élève à 22% et l'accise à 8% du total des recettes fiscales.⁵⁷ La TVA norvégienne est une taxe sur la consommation dans la mesure où elle taxe le dernier fournisseur de la chaîne d'approvisionnement. Certaines exemptions et réductions du taux ordinaire de TVA de 25% sont prévues, par exemple pour les produits alimentaires, les services publics et les exportations. Le système de droits d'accise est principalement conçu pour lutter contre les produits imposés qui sont jugés moins sains ou préjudiciables pour l'environnement, comme l'alcool et le tabac; d'autres catégories, en revanche, comme la redevance documentaire et l'enregistrement des véhicules à moteur, visent à générer des recettes publiques.⁵⁸ Le produit des droits d'accise et de la TVA est reversé au budget général et n'est pas réservé à un objectif particulier. Chaque année, le Storting détermine les taux et les exonérations de TVA et de droits d'accise en application de la section 75 de la Constitution.⁵⁹

3.56. La Norvège applique également d'autres redevances au titre des services rendus, notamment pour dédouaner les marchandises en-dehors des heures normales de fonctionnement, pour certaines licences et pour l'inspection et le contrôle des produits agricoles.

3.1.4.1 TVA

3.57. La TVA frappant les importations entrant en Norvège est estimée sur une base c.a.f. et payable sur la valeur en douane, à quoi s'ajoutent les droits de douane et toute autre redevance. Ces règles sont prescrites dans la Loi relative à la TVA de 2009 et dans le Règlement d'application sur la TVA, et les taux sont adoptés par le Parlement (Storting) pour chaque année, puis inclus dans sa résolution annuelle sur le budget. Les taux ont été maintenus pratiquement aux mêmes niveaux depuis 2012, à l'exception du taux concernant le transport de passagers, les billets de cinéma et les locations de chambres⁶⁰, qui ont augmenté de 12% en 2018, et certaines exemptions ont également été modifiées⁶¹ (tableau 3.9). En 2016, la responsabilité de la TVA sur les importations de marchandises et des droits (d'accise) a été transférée à l'administration des douanes de l'Administration fiscale. Pour ce qui concerne la TVA, ce transfert a pris effet le 1^{er} janvier 2017.

3.58. Les principales modifications apportées à la Loi relative à la TVA pendant la période examinée concernent des aspects procéduraux et des changements liés à la modification d'autres lois. Les changements adoptés en 2014 ont eu pour objet d'harmoniser la terminologie avec celle qui est utilisée dans la Loi relative à la pêche, raison pour laquelle la catégorie à taux réduit du "poisson cru" a été étendue de manière à couvrir "les ressources de la faune marine". Autre modification connexe: le relèvement du seuil sur les importations privées en franchise de droits (voir la section 3.1.1) a eu d'importantes incidences car ces produits sont également exonérés de TVA.⁶² En 2016, des modifications ont été adoptées pour accorder aux médias d'information en ligne les mêmes exonérations qui s'appliquaient déjà à la presse écrite afin de rester en phase avec les évolutions technologiques. Cette exonération ne s'applique que sous certaines conditions.

⁵⁷ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20172018/id2574326/sec1>.

⁵⁸ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20162017/id2514108/sec2#KAP9-4>.

⁵⁹ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: "<https://lovdata.no/dokument/NL/lov/1970-06-26-74>" et <https://lovdata.no/dokument/STV/forskrift/2016-12-17-1673>.

⁶⁰ Transport de passagers, hébergement, diffusion audiovisuelle publique et entrée dans les cinémas, événements sportifs, parcs de loisirs et centres d'expérimentation.

⁶¹ Renseignements en ligne de l'Administration fiscale norvégienne. Adresse consultée: "<http://www.skatteetaten.no/en/Rates/Value-added-tax/>, <http://www.skatteetaten.no/en/business-and-organisation/duties1/value-added-tax---vat/>"

⁶² Article 7-2 de la Loi sur la TVA avec référence à l'article 5-9 de la Loi douanière, voir Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/LTI/forskrift/2014-12-22-1915>.

La mesure n'est pas limitée aux médias en langue norvégienne et aucune règle de propriété nationale n'est établie.⁶³

3.59. Avant 2016, lors de l'importation de marchandises, c'est la personne qui remplissait la déclaration de douane qui devait payer la TVA aux autorités douanières. Les modifications de nature procédurale et organisationnelle qui sont entrées en vigueur en janvier 2017 ont rationalisé ce processus et les importateurs inscrits au registre de la TVA ne sont plus tenus de déclarer, de calculer ni de payer la TVA aux douanes lors de l'importation de marchandises. Ils paient désormais la TVA à l'importation dans le cadre de l'évaluation ordinaire de la TVA. Cette modification devrait se traduire par l'augmentation des liquidités disponibles pour les entreprises étrangères enregistrées en Norvège. Pour les importateurs non enregistrés, la procédure demeure inchangée, la TVA devant être déclarée et payée aux Douanes norvégiennes. En ce qui concerne les services acquis auprès de fournisseurs établis hors de Norvège, les entreprises et les organismes publics établis en Norvège sont tenus de déclarer ces acquisitions et d'acquitter la TVA correspondante. Les entreprises inscrites au registre de la TVA portent ce renseignement sur leur déclaration ordinaire de TVA et les entités non inscrites doivent adresser cette déclaration à l'administration fiscale dans un formulaire distinct.

Tableau 3.9 Taux et exonérations de TVA, 2018

Produits/secteur	Taux
Taux standard:	
Pour les marchandises et services non couverts par d'autres taux	25%
Taux réduit:	
Produits alimentaires	15%
Transport de passagers, billets de cinéma, location de chambres ^a	12%
Ressources de la faune marine	11,11%
Taux/règles spécifiques:	
Services en ligne fournis depuis l'étranger à des personnes physiques en Norvège (VOES), programme d'enregistrement simplifié: fourniture et hébergement de sites internet, maintenance à distance des logiciels et des équipements; logiciels et mise à jour des logiciels; fourniture d'images, de textes et de renseignements et accès aux bases de données; fourniture de documents musicaux et cinématographiques, de jeux, de programmes audiovisuels et de manifestations et événements politiques, culturels, sportifs, scientifiques et récréatifs; fourniture de cours à distance; et autres services	25%
Achats de services interentreprises à l'étranger, au Svalbard et à Jan Mayen (d'entreprise à entreprise)	Calculé par l'acheteur (taxation inversée)
Approvisionnement intérieur en or et en crédits carbone interentreprises	Calculé par l'acheteur (taxation inversée)
Exonérations:	
a) Exonération générale de TVA:	
Services de santé; traitements alternatifs; services sociaux; services éducatifs; arts et culture; sport; exercice de l'autorité publique; services intragouvernementaux; certains services financiers; biens immobiliers; établissements et organismes caritatifs et philanthropiques; organisations et associations à but non lucratif; services de loterie; services d'organisation de cérémonies; services fournis en tant que membre d'un conseil d'administration; timbres, billets de banque et pièces de monnaie; marchandises utilisés dans la sphère privée; crédits d'émission; entités publiques	Exonérés sans droit de déduire la TVA
b) Sur les ventes intérieures:	
Journaux; revues; livres; autres publications; énergie électrique destinée aux ménages de Norvège septentrionale; véhicules alimentés exclusivement à l'électricité; certains navires; fourniture et location d'aéronefs pour des activités d'aviation commerciale et d'aéronefs militaires; plates-formes pétrolières, oléoducs; construction de bâtiments d'ambassade; forces militaires et unités de commandement internationales; transferts d'entreprises; matériels biologiques; services funéraires	Taux nul

⁶³ Les détails relatifs à cette exonération figurent à l'article 6-2 du Règlement sur la TVA, voir renseignements en ligne de Lovdata. Adresses consultées: "https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2009-12-15-1540#KAPITTEL_6" et "<http://www.skatteetaten.no/no/Radgiver/Rettskilder/Uttalelser/Prinsipputtalelser/meirverdiavgiftslova--6-2---fritak-for-elektroniske-nyhetstenester--skattedirektoratets-felleskriv-til-skattekontorene-av-26.-februar-2016/>" et notification à l'autorité de surveillance de l'AELE. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/contentassets/95cf7028fac3455d859305d0d72399f2/14-4781-notifikasjon-01-12-2015.pdf>".

Produits/secteur	Taux
c) Retraits:	
Causes caritatives; cantines au travail; industries primaires; exonérations pour les fournitures correspondantes	Taux nul
d) Exportations:	
Exportation de marchandises; exportation de services; marchandises stockées dans un entrepôt sous douane; revente de marchandises à des acheteurs hors zone TVA; marchandises pour touristes; points de vente au détail dans les aéroports avant le départ; points de vente au détail dans les aéroports à l'arrivée; certains services de transport; services de courtage à condition qu'ils soient fournis hors zone TVA; produits et services pour certains navires; produits et services pour les aéronefs dans l'aviation commerciale internationale; produits et services pour certaines activités pétrolières; publications à caractère publicitaire dans une langue étrangère; réparations sous garantie	Taux nul
e) Importations:	
Importations temporaires; produits réimportés; échantillons; articles détruits; représentations étrangères et organisations internationales; navires et produits pour navires; aéronefs et produits pour aéronefs; plates-formes pétrolières, oléoducs; marchandises reçues gratuitement; énergie électrique; marchandises de nature éducative, scientifique ou culturelle; équipement pour les expéditions scientifiques étrangères; timbres, billets de banque et pièces de monnaie de collection; véhicules électriques neufs et d'occasion; produits destinés à la maintenance du système d'armement F-35	Taux nul

- a Transport de passagers, transport de véhicules sur des ferries et d'autres véhicules sur des routes intérieures, hébergement en hôtel, etc., diffusion audiovisuelle publique et entrées dans les cinémas, accès aux musées, événements sportifs, parcs de loisirs et centres d'expérimentation.

Source: Loi sur la TVA. Renseignements en ligne de l'Administration fiscale norvégienne. Adresse consultée: <http://www.skatteetaten.no/en/Rates/Value-added-tax/>; et Renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: <https://www.toll.no/no/bedrift/import/beregning/fritak/>.

3.1.4.2 Droits d'accise

3.60. La Norvège a adopté une Loi sur les droits d'accise et un Règlement connexe qui fixent le cadre des droits d'accise, parallèlement aux décisions annuelles que prend le Storting sur chacun de ces droits.⁶⁴ Les taux d'accise sont actualisés chaque année par le Storting en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, afin que l'incidence fiscale reste inchangée. En 2018, il existait 17 catégories de droits d'accise s'appliquant principalement à des marchandises mais aussi à certaines émissions (NOx) et à des services (vols commerciaux) (tableau 3.10). Certaines taxes comme la taxe sur les pesticides ne sont plus prélevées, tandis que les conditions d'exonération de certaines autres taxes, comme la taxe sur l'électricité, ont changé au cours de la période à l'examen. En 2018, l'accise sur le chocolat et les produits à base de sucre a connu une augmentation significative dans le cadre des mesures de santé publique prises par le gouvernement.

3.61. Les droits d'accise s'appliquent généralement de manière égale aux produits nationaux et aux produits importés, mais certaines exceptions sont prévues sous forme de taux plus faibles ou de remboursements pour des activités ou certains secteurs intérieurs. Les industries de la transformation du bois et de la farine/huile de poisson, par exemple, bénéficient de remboursements sur la taxe CO₂ sur l'huile minérale, de même que les secteurs de l'aviation nationale et de la pêche en eaux côtières.⁶⁵ Le transport national de fret et de passagers bénéficie également de certaines exonérations.⁶⁶ En cas d'importation des marchandises, l'obligation de payer les droits d'accise s'applique au moment de l'importation pour les importateurs non enregistrés tandis que pour les importateurs (et producteurs) enregistrés, elle s'applique lorsque les marchandises quittent les locaux approuvés de l'entreprise.⁶⁷

⁶⁴ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresses consultées: <https://lovdata.no/dokument/NL/lov/1933-05-19-11> et "<https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2001-12-11-1451>".

⁶⁵ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2001-12-11-1451>.

⁶⁶ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/STV/forskrift/2016-12-17-1673>.

⁶⁷ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2001-12-11-1451>.

Tableau 3.10 Produits assujettis aux droits d'accise et taux, 2018

Produits	Taux	Exonérations
Boissons alcooliques: Boissons à base d'eau-de-vie d'un titre alcoométrique volumique supérieur à 0,7% Boissons alcooliques d'un titre alcoométrique volumique compris entre 0,7% et 2,7% inclus Boissons alcooliques d'un titre alcoométrique volumique compris entre 2,7% et 3,7% inclus Boissons alcooliques d'un titre alcoométrique volumique compris entre 3,7% et 4,7% inclus Boissons alcooliques d'un titre alcoométrique volumique compris entre 4,7% et 22% inclus	7,58 Nkr par % par volume et par litre 3,39 Nkr/l 12,74 Nkr/l 22,07 Nkr/l 4,94 Nkr par % par volume et par litre	Exonération à des fins techniques, scientifiques et médicales
Boissons non alcooliques: Avec sucres ajoutés ou édulcorants artificiels et sirop additionné de sucres ou d'édulcorants artificiels utilisés dans la production de boissons non alcooliques destinées à la vente, dans des distributeurs et similaires Produits préparés Concentré (sirop) Jus et sirops à base de fruits, de baies ou de légumes non additionnés de sucre Concentré (sirop à base de fruits, de baies ou de légumes) non additionné de sucre	4,75/l 28,91/l 1,70/l 10,32/l	Exonération en cas d'utilisation dans la fabrication d'un autre produit
Emballage des boissons: Taxe environnementale — Verre et métal Plastique Carton Taxe de base — Emballage à usage unique	5,79 Nkr/unité 3,50 Nkr/unité 1,43 Nkr/unité 1,19 Nkr/unité	Les emballages couverts par un mécanisme de récupération approuvé sont assujettis à un taux de taxe environnementale plus faible en fonction du pourcentage de récupération. Exonération de taxe environnementale pour les emballages utilisés pour des boissons en poudre et des substituts au lait maternel. La taxe de base n'est pas prélevée sur les emballages à usage unique pour: le lait et les produits du lait, les boissons produites à partir de cacao et de chocolat et leurs concentrés, les produits sous forme de poudre, les produits de substitution au lait à base de céréales et de soja, et les substituts au lait maternel.
Taxe sur l'énergie électrique, 3 tranches d'imposition: 1. tranche résidentielle; 2. tranche industrielle, pour un large ensemble d'industries, d'industries manufacturières, d'activités commerciales, etc.; 3. tranche zéro pour l'énergie utilisée comme intrant dans les processus de réduction chimique et les processus électrolytique, métallurgique et minéralogique; l'industrie des cultures en serre; la propulsion des véhicules de transport sur rails	1. 0,1658 Nkr/kWh; 2. 0,0048 Nkr/kWh; 3. 0,00 Nkr/kWh	Les exonérations s'appliquent aux ménages et aux administrations publiques du Finnmark et du Nord-Troms.
Hydrofluorocarbones (HFC) et perfluorocarbones (PFC)	0,4500/kg	Ne couvre pas le recyclage des HFC et des PFC.

Produits	Taux	Exonérations
Produits minéraux <u>Taxe CO₂:</u> Huile minérale, taux élevé Huile minérale, dans l'aviation nationale Pour la pêche et la capture dans les eaux intérieures Pétrole Gaz naturel GPL Taxe soufre sur l'huile minérale contenant plus de 0,05% de son poids en soufre Taxe de base sur l'huile de chauffage Huile minérale utilisée dans la transformation du bois	1,33 Nkr/l 1,28 Nkr/l 0,29 Nkr/l 1,16 Nkr/l 1,00 Nkr/m ³ standard 1,50 Nkr/kg 13,1 øre/l pour chaque fraction de 0,10% du poids en soufre 1,63 Nkr/l 0,20 Nkr/l	La taxe CO ₂ ne s'applique pas à l'utilisation de produits minéraux pour les aéronefs dans les services internationaux et pour les navires dans les services internationaux. Le biodiesel est exonéré de la taxe CO ₂ , de la taxe soufre et de la taxe de base. Des taux réduits s'appliquent à certaines catégories d'industrie.
Oxydes d'azote (NOx)	21,94 Nkr/kg	Des exonérations s'appliquent aux organisations commerciales signataires de l'Accord environnemental sur les NOx 2018-2025; aux navires utilisés pour la pêche et la chasse dans les eaux isolées; et aux liaisons maritimes internationales directes.
Chocolat et produits à base de sucre	36,92 Nkr/kg	Exonération en cas d'utilisation pour fabriquer un autre produit.
Sucre	7,93 Nkr/kg de poids imposable	Exonération en cas d'utilisation pour fabriquer un autre produit.
Huiles lubrifiantes	2,20 Nkr/l	Huile lubrifiante conditionnée de moins de 0,15 litre.
Éthanol technique et préparations à base d'éthanol	Même taux que pour les boissons alcooliques	Mêmes exonérations que pour les boissons alcooliques.
<u>Tabac:</u> Cigarettes Cigares et tabac à fumer Tabac à mâcher et tabac à priser Papier à cigarettes et tubes de papier à cigarette	2,59 Nkr/article 2,59 Nkr/g de poids emballé net 1,05 Nkr/g de poids emballé net 0,0396 Nkr/article	Les produits du tabac importés comme produits de voyage sont exonérés de taxe et d'obligations d'étiquetage.
Trichloroéthane (TRI) et tétrachloroéthane (PER) 0,1 – 1% 1 – 5% 5 – 10% 10 – 30% 30 – 60% 60 – 100%	0,72 Nkr/kg (PER uniquement) 3,62 Nkr/kg 7,23 Nkr/kg 21,69 Nkr/kg 43,37 Nkr/kg 72,29 Nkr/kg	La taxe ne s'applique pas en cas de recyclage pour propre usage.
<u>Taxe routière sur les carburants:</u> Pétrole: Pétrole sans soufre (moins de 10ppm de soufre) Pétrole à faible teneur en soufre (moins de 50ppm de soufre) Autres pétroles Bioéthanol couvert par la prescription de renouvellement Diesel: Huile minérale sans soufre (moins de 10ppm de soufre) Huile minérale à faible teneur en soufre (moins de 50ppm de soufre) Huile minérale	5,17 Nkr/l 5,21 Nkr/l 5,21 Nkr/l 5,17 Nkr/l 3,75 Nkr/l 3,81 Nkr/l 3,81 Nkr/l	Des exonérations s'appliquent au carburant diesel en franchise de droits utilisés dans les tracteurs, à condition que le carburant soit marqué; le pétrole utilisés dans les équipements de travail ayant un moteur à deux coups; et les bateaux et motoneiges dans les zones dépourvues de routes donnent lieu à remboursement.

Produits	Taux	Exonérations
Biodiesel couvert par la prescription de renouvellement GPL	3,75 Nkr/l 2,23 Nkr/kg	
Automobiles: Enregistrement unique et dépôt de ferraille Taxe annuelle sur les automobiles en fonction du poids Taxe sur l'assurance circulation: ^c Groupe d'accise a Groupe d'accise b Groupe d'accise c Groupe d'accise d Groupe d'accise e Redevance de réenregistrement Taxe sur les passagers aériens	Variable ^a Variable ^b 7,73/7,85 Nkr 9,01/9,15 Nkr 7,73/7,85 Nkr 5,37/5,46 Nkr 1,25/1,27 Nkr Variable ^d 80 Nkr	 Sont exonérés de la taxe sur les passagers aériens les employés des compagnies aériennes en déplacement professionnel, les enfants de moins de 2 ans et les passagers en transit ou en correspondance
Taxe documentaire (timbre) sur les transactions immobilières	2,5% de la valeur de la vente	Des exonérations s'appliquent en cas de transfert de droits sur un bien immobilier entre conjoints, de transfert d'un bien immobilier au conjoint en cas de division d'un bien sous propriété commune suite à une séparation ou à un divorce, de transfert d'une propriété résidentielle commune suite à la rupture d'une relation, et d'héritage conformément aux dispositions de la Loi sur les successions.

- a Pour le calcul du montant, utiliser le calculateur à l'adresse suivante:
["https://www.skatteetaten.no/nb/Person/bil-og-andre-kjoretoy/importere/rekn-ut-kva-det-kostar/kalkulator-import/".](https://www.skatteetaten.no/nb/Person/bil-og-andre-kjoretoy/importere/rekn-ut-kva-det-kostar/kalkulator-import/)
- b Pour le calcul du montant, utiliser le calculateur à l'adresse suivante:
["http://www.skatteetaten.no/en/person/cars-and-other-vehicles/annual-motor-vehicle-tax/weight-based/".](http://www.skatteetaten.no/en/person/cars-and-other-vehicles/annual-motor-vehicle-tax/weight-based/)
- c À partir de 2018.
- d Pour le calcul du montant, utiliser le calculateur à l'adresse suivante:
[https://www.skatteetaten.no/en/person/cars-and-other-vehicles/eierskifte/re-regisration-fee/.](https://www.skatteetaten.no/en/person/cars-and-other-vehicles/eierskifte/re-regisration-fee/)
- Source: Renseignements en ligne de l'Administration fiscale norvégienne. Adresse consultée: <http://www.skatteetaten.no/en/business-and-organisation/duties1> et renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/STV/forskrift/2016-12-17-1673>.

3.1.4.3 Taxe de recherche agricole

3.62. Outre la TVA et les droits d'accise, l'autre taxe majeure qui frappe les importations est la taxe de recherche sur les produits agricoles, telle qu'elle est définie dans la Loi n° 74 du 26 juin 1970 relative à la taxe de recherche sur les produits agricoles et dans son Règlement connexe.⁶⁸ Le but de la taxe est de constituer des fonds pour la recherche sur les produits agricoles utilisés dans la production alimentaire commerciale et dans la production de nourriture animale. Elle est prélevée sur les produits alimentaires et aliments pour animaux (sauf le poisson) importés ou produits en Norvège (tableau 3.11). S'agissant des produits nationaux, la taxe correspond à 0,35% de la base imposable, c'est-à-dire le montant de facturation brut hors TVA, et le taux change chaque année en fonction de l'évolution de la valeur.⁶⁹ Pour les produits agricoles importés, en revanche, la taxe correspond à 0,35% de la base imposable. Pour les produits alimentaires semi-transformés et transformés, elle correspond à 0,25% de la base taxable. L'annexe au Règlement répertorie une quarantaine de produits alimentaires qui ne sont pas

⁶⁸ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresses consultées: ["https://lovdata.no/dokument/NL/lov/1970-06-26-74](https://lovdata.no/dokument/NL/lov/1970-06-26-74) et [https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2012-12-20-1417".](https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2012-12-20-1417)

⁶⁹ Pour la période allant du 1^{er} juillet au 30 juin.

assujettis à cette taxe.⁷⁰ Pour les colis d'une valeur inférieure à 350 Nkr, la taxe n'est pas prélevée.

3.63. Le produit de la taxe est affecté au Fonds de recherche sur les produits agricoles, placé sous la supervision d'un conseil de sept membres; le Ministère de l'agriculture détermine la manière dont le Fonds est géré. Le Fonds travaille avec de nombreux instituts de recherche norvégiens établis et organise des appels d'offres selon les projets qu'il soutient chaque année. Une part importante des fonds est consacrée aux programmes stratégiques de l'entreprise de recherche Nofima. Le reste est utilisé pour financer d'autres projets nationaux de recherche à long terme impliquant l'industrie agricole, au moyen d'appels à candidatures ouverts. En 2017, le Fonds a généré un montant de 173 millions de couronnes, dont 55 millions provenant de produits importés.⁷¹ Selon les prévisions budgétaires pour 2018, la taxe devrait générer une recette de 163 millions de couronnes.⁷²

Tableau 3.11 Taxe de recherche agricole, produit et taux, 2016-2018

Nkr par l/kg ou par centime comme indiqué

	Juillet 2016-Juin 2017	Juillet 2017-Juin 2018
Canards et oies	0,15	0,14
Œufs	0,07	0,07
Poules	0,15	0,14
Dindes	0,15	0,14
Poulets	0,15	0,14
Miel	0,35%	0,35%
Moutons	0,15	0,14
Agneaux	0,15	0,14
Bœuf	0,15	0,14
Cochons	0,15	0,14
Rennes	0,15	0,14
Cerfs	0,15	0,14
Grain	0,0095	0,0097
Fruits et légumes	0,35%	0,35%
Lait de vache	0,0188	0,0189
Lait de chèvre	0,0188	0,0189

Source: Renseignements en ligne de l'Agence norvégienne de l'agriculture. Adresse consultée: ["https://www.landbruksdirektoratet.no/no/dokumenter/satser/attachment/66259?ts=15e13e65600"](https://www.landbruksdirektoratet.no/no/dokumenter/satser/attachment/66259?ts=15e13e65600).

3.1.5 Prohibitions et restrictions à l'importation, licences d'importation

3.64. La Norvège continue d'appliquer un certain nombre de mesures qui limitent ou prohibent les importations. Certaines d'entre elles sont assujetties à l'obtention d'une licence ou à des conditions particulières avant importation. La plupart des prohibitions et des restrictions sont anciennes, mais plusieurs nouveautés sont apparues au cours de la période examinée (tableau 3.12). La Norvège a notifié six catégories de produits devant faire l'objet d'une licence d'importation dans la dernière notification qu'elle a adressée à l'OMC (produits agricoles, boissons alcooliques, produits médicaux, armes à feu et munitions, substances explosives et espèces menacées).⁷³

3.65. En 2015, la Norvège a publié de nouvelles règles destinées à empêcher l'introduction et la diffusion d'organismes étrangers, à savoir le Règlement relatif aux organismes exotiques pris en application de la Loi sur la diversité de la nature.^{74,75} Ces nouvelles règles sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2016. L'objectif du Règlement consiste à empêcher l'importation, la libération et la

⁷⁰ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2012-12-20-1417>.

⁷¹ Renseignements en ligne de la Direction de l'agriculture. Adresse consultée: ["https://www.landbruksdirektoratet.no/no/styrer-rad-utvalg/styrene-for-ffl-og-ja/arsmeldinger/attachment/64221?ts=15ad26aa990&download=true"](https://www.landbruksdirektoratet.no/no/styrer-rad-utvalg/styrene-for-ffl-og-ja/arsmeldinger/attachment/64221?ts=15ad26aa990&download=true).

⁷² Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-1-ls-ls0-20172018/id2574326/sec2?q=gsp#KAP12>.

⁷³ Document de l'OMC G/LIC/N/3/NOR/9.

⁷⁴ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2015-06-19-716> et ["https://lovdata.no/dokument/NL/lov/2009-06-19-100"](https://lovdata.no/dokument/NL/lov/2009-06-19-100).

⁷⁵ La Norvège l'a notifié à l'OMC au titre d'une mesure SPS; voir Document de l'OMC G/SPS/N/NOR/33.

diffusion d'organismes exotiques qui ont ou pourraient avoir des effets néfastes sur la diversité de la nature et des paysages. Il comprend une obligation générale de permis pour l'importation d'organismes et pour la libération d'organismes exotiques, quoique certaines exceptions soient prévues. Le Règlement prohibe également l'importation, la libération et le placement sur le marché de 31 organismes exotiques, principalement des plantes, mais aussi du homard américain (*Homarus americanus*) vivant. Plusieurs centaines d'espèces bénéficient d'une exemption (Annexe II) et près de 70 espèces sont soumises à une autorisation spécifique d'importation (Annexe III) sous forme de licence. Le règlement impose aussi un devoir de prudence aux personnes susceptibles d'introduire une espèce de sorte qu'une mesure préventive ou corrective puisse être prise pour en limiter les effets sur l'environnement. La Norvège n'a pas appliqué le Règlement 1143/2014 de l'UE sur les espèces exotiques envahissantes.

Tableau 3.12 Restrictions et prohibitions à l'importation, ou prescriptions en matière de licences, 2018

Produits	Type de mesure	Base juridique
Licence automatique:		
Certains produits susceptibles de servir à l'alimentation des animaux dont il existe une production nationale	Licence automatique	Règlement n° 556 du 9 juin 1995 et Loi n° 32 du 6 juin 1997 sur la réglementation des importations et des exportations
Mécanisme de sécurité et système de surveillance relatifs aux importations en franchise de droits et sans contingent de céréales, de farines et d'aliments pour animaux en provenance des PMA et des pays à faible revenu comptant moins de 75 millions d'habitants	Licence automatique	Règlement n° 228 du 7 mars 2008 sur le mécanisme de sécurité relatif aux importations de produits agricoles en provenance des pays en développement couverts par le Système généralisé de préférences concernant les marchandises importées en provenance des pays en développement (SGP)
Précurseurs de stupéfiants	Restriction	Loi sur les médicaments et autres produits médicaux en application du Règlement (CE) du Conseil de l'UE n° 111/2005, du Règlement (UE) 2015/1011 et du Règlement (CE) n° 111/2005
Substances réglementées qui appauvrissent la couche d'ozone	Prohibées sauf obtention d'un permis	Règlement n° 922 du 1 ^{er} juin 2004, Règlement relatif au contrôle des produits
Prohibitions et/ou restrictions:		
Pointeurs laser	Prohibés sauf approbation par l'Autorité norvégienne de protection contre les radiations	Règlement n° 1659 du 16 décembre 2016 sur la protection contre les radiations et l'utilisation des radiations
Cigarettes électroniques	Prohibées mais possibilité d'adresser une demande de dérogation à la Direction de la santé	Règlement n° 1044 du 13 octobre 1989 sur la prohibition des nouveaux produits à base de tabac et de nicotine
Cigarettes électroniques et autres nouveaux produits à base de tabac ou de nicotine, qui ne sont pas des médicaments	Prohibés sauf approbation par la Direction norvégienne de la santé	Processus de transposition de la directive sur les produits du tabac (2014/40/UE) dans la Loi norvégienne sur la lutte contre le tabac en cours
Organismes exotiques	Les organismes relevant de l'Annexe I sont prohibés et les autres organismes couverts par le Règlement nécessitent une licence, avec quelques exemptions	Loi n° 100 du 19 juin 2009 relative à la gestion de la diversité biologique, géologique et des paysages (Loi sur la diversité de la nature); Règlement n° 716 du 19 juin 2015
Déchets	En application des règles de l'EEE et de la Convention de Bâle, les importations et exportations de déchets font l'objet de restrictions. L'expédition de déchets par voie maritime au Svalbard est prohibée.	Règlement n° 930 du 1 ^{er} juin 2004 sur le recyclage et le traitement des déchets

Produits	Type de mesure	Base juridique
Produits chimiques	En application du Règlement REACH, certaines restrictions peuvent s'appliquer	Règlement n° 516 du 30 mai 2008 concernant l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et la restriction des substances chimiques
Stupéfiants et substances psychotropes	Les importations et exportations des stupéfiants concernés sont prohibées sauf autorisation de l'Agence norvégienne des médicaments	Loi n° 132 du 4 décembre 1992 sur les médicaments et autres produits médicaux; Règlement n° 199 du 14 février 2013 sur les stupéfiants
Maquereau, thon et espadon	Restrictions à l'importation et à l'exportation en fonction de l'approbation des documents de capture	Règlement n° 332 du 20 mars 2009 sur le maquereau, le thon et l'espadon
Jouets	Les jouets peuvent être prohibés s'ils ne respectent pas les conditions fixées dans le Règlement relatif à la sûreté des jouets	Règlement n° 1403 du 18 novembre 2013 sur la sûreté des jouets
Bois récolté	Prohibitions en application des règlements de l'UE sur le bois	Règlement n° 406 du 24 avril 2015 sur le commerce des produits à base de bois d'œuvre et de bois originaires de l'étranger
Substances chimiques, jouets et produits dangereux	Des prohibitions et des restrictions s'appliquent	Règlement n° 922 du 1 ^{er} juin 2004 relatif aux restrictions à l'utilisation de substances chimiques et d'autres produits dangereux pour la santé et l'environnement (Règlement sur les produits), Règlement n° 516 du 30 mai 2008 concernant l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et la restriction des substances chimiques
Explosifs, feux d'artifice	Prohibés sauf approbation par la Direction de la protection civile et de la planification d'urgence	Loi n° 20 du 14 juin 2002 relative à la prévention des incendies, des explosions et des accidents causés par des matières dangereuses et aux devoirs du Service incendie dans les opérations de sauvetage; Règlement n° 844 du 15 juin 2017 sur le traitement civil des substances explosives, appliquant la Directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil
Précurseurs d'explosifs faisant l'objet de restrictions	Prohibés à l'importation par des membres du grand public et des entreprises sans besoin de ces substances à des fins professionnelles	Règlement n° 588 du 2 juin 2015 sur la manipulation des précurseurs d'explosifs, appliquant le Règlement (UE) n° 98/2013 du 15 Janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs
Animaux et végétaux menacés d'extinction	Animaux et végétaux figurant sur la liste des espèces menacées d'extinction de la CITES, prohibés (Appendice I-espèces) et nécessitant une licence (Appendices II- et III-espèces)	Loi n° 32 du 6 juin 1997 sur la réglementation des importations et des exportations; Règlement n° 1276 du 15 novembre 2002 sur la mise en œuvre de la Convention du 3 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
Boissons alcooliques	Importations commerciales réservées aux importateurs détenant une licence (grossistes et producteurs détenant une licence, et détenteurs d'une licence de vente au détail élargie ou de service). La prescription ne s'applique pas à la société publique AS Vinmonopolet	Loi n° 27 du 2 juin 1989 sur la vente des boissons alcooliques, Règlement n° 538 du 8 juin 2005 sur la vente des boissons alcooliques
Armes et munitions	Les importateurs d'armes, de pièces d'armes ou de munitions doivent obtenir une licence auprès du Service de police	Loi n° 1 du 9 juin 1961 sur les armes et les munitions; Règlement n° 904 du 25 juin 2009 sur les armes à feu, les pièces d'armes à feu et les munitions

Produits	Type de mesure	Base juridique
Produits médicaux	Tous les importateurs doivent obtenir une licence d'importation commerciale délivrée par l'Agence norvégienne des médicaments. Les produits pharmaceutiques en provenance de pays n'appartenant pas à l'EEE nécessitent une licence spéciale préalable délivrée par l'Agence norvégienne des médicaments. Les importations personnelles hors de l'EEE sont prohibées	Loi n° 132 du 4 décembre 1992 sur les médicaments et autres produits médicaux, Règlement n° 1219 du 21 décembre 1993 et Règlement n° 1441 du 2 novembre 2004
Diamants	Un certificat valide est exigé pour les diamants bruts conformément au processus de Kimberley	Règlement n° 470 du 24 février 2004 sur la certification des diamants bruts mettant en œuvre le mécanisme de certification du processus Kimberley
Objets culturels	Les importations sont prohibées ou nécessitent une licence ou l'approbation des institutions agréées dans le pays exportateur	Loi n° 50 du 9 juin 1978 sur le patrimoine culturel
Marchandises piratées qui enfreignent les DPI	Toutes les importations commerciales qui enfreignent les DPI	Loi n° 119 du 21 décembre 2007 sur les Douanes

Source: WT/TPR/S/269/Rev.1, G/LIC/N/3/NOR/7, lois mentionnées dans les tableaux, renseignements en ligne des Douanes norvégiennes. Adresse consultée: "<https://www.toll.no/no/bedrift/import/varer-med-restriksjoner/>", et renseignements fournis par les autorités.

3.66. La Norvège est signataire de la Convention CITES depuis 1974 et protège 35 000 espèces menacées⁷⁶ référencées par la CITES au moyen d'un système de licence. Elle applique les dispositions de la CITES figurant dans les trois annexes. Elle a cependant émis un certain nombre de réserves spécifiques et n'applique donc pas les restrictions commerciales de l'Annexe I relatives à certaines espèces de baleines, de requins et d'hippocampes.⁷⁷ Ces espèces sont plutôt traitées conformément aux dispositions de l'Annexe II. La Norvège, par l'intermédiaire de l'Agence norvégienne pour l'environnement, exige un permis pour l'importation, l'exportation ou la réexportation des éléments figurant dans les annexes norvégiennes de la CITES. Les dispositions en vigueur en Norvège concernant la prohibition du commerce réglementé de ces espèces figurent dans le Règlement n° 1276 du 15 novembre 2002 sur la mise en œuvre de la Convention du 3 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) – organismes exotiques. Le Règlement est en cours de révision (voir paragraphe 2.12).

3.67. Les autres évolutions survenues au cours de la période à l'examen concernent les cigarettes électroniques. Depuis 1989, la production, la vente et l'importation des cigarettes électroniques était prohibée en Norvège, conformément au Règlement relatif à la prohibition des nouveaux produits à base de tabac ou de nicotine. En 2016, le Storting a adopté une nouvelle législation levant cette prohibition mais, en 2017, l'interdiction était toujours en vigueur.⁷⁸ Elle devrait être levée en 2018, mais l'enregistrement restera nécessaire, conformément à la directive européenne 2014/40/UE sur les produits du tabac. Le processus de transposition de cette directive dans l'Accord sur l'EEE est en cours. Suite à son adoption du Règlement de l'UE sur le bois en 2015, la Norvège contrôle désormais les importations de bois (voir section 4.1.2.4).

3.68. En novembre 2017, la Norvège envisageait d'instaurer un système de licence pour l'importation des produits du tabac, conformément au Protocole de la CCLAT de l'OMS sur le commerce illicite. La Norvège a également entamé des préparatifs visant à modifier sa législation relative aux appareils médicaux afin de mettre en œuvre la nouvelle réglementation de l'UE adoptée en 2017 dans ce domaine (Règlements (UE) n° 2017/745 et 2017/746).

⁷⁶ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/contentassets/902deab2906342dd823906d06ed05db2/en-gb/pdfs/stm201520160014000engpdfs.pdf>".

⁷⁷ Renseignements en ligne de la CITES. Adresse consultée: "<https://www.cites.org/eng/app/reserve.php>".

⁷⁸ Loi du 9 décembre 2016 relative aux modifications à la Loi sur les dommages causés par le tabac (application de la Directive 2014/40/EU et des paquets standardisés sur le tabac).

3.69. En application du Règlement sur le mécanisme de sécurité concernant les importations de produits agricoles provenant de pays en développement couverts par le SGP, la Norvège applique un système de licences d'importation à certains produits relevant du SGP.⁷⁹ L'annexe à ce règlement répertorie environ 80 positions "ex" parmi les positions tarifaires à 4 chiffres.

3.70. Il semble qu'un certain nombre de ces dispositions doivent également être notifiées à l'OMC en application de la prescription relative aux notifications sur les restrictions quantitatives.

3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde

3.71. Le cadre juridique norvégien qui s'applique aux mesures commerciales correctives, à savoir les mesures antidumping, les mesures compensatoires et les mesures de sauvegarde, continue de relever de la Loi douanière, principalement de sa section 10, mais les questions de procédure liées aux enquêtes sont traitées dans la section 12. La loi prévoit des règles connexes mais aucune n'est encore entrée en vigueur à ce jour. Par ailleurs, aucune modification n'a été effectuée pendant la période à l'examen.

3.72. La Norvège n'a ouvert aucune enquête antidumping ni aucune enquête en matière de droits compensateurs depuis la création de l'OMC, et n'a pas davantage pris de mesures générales de sauvegarde.⁸⁰ Depuis 1995, huit enquêtes relatives à des mesures correctives commerciales ont été conduites à l'égard de la Norvège, et cinq se sont traduites par l'application des mesures.⁸¹ Dans un cas, en 2005, la Norvège a notifié l'OMC d'une proposition de suspension des concessions en application de l'article 12:5 de l'Accord sur les sauvegardes en réponse aux mesures imposées par l'Union européenne concernant le saumon d'élevage.⁸² Une enquête antidumping s'en est suivie et s'est traduite par des mesures que la Norvège a ensuite portées devant un groupe spécial à l'OMC.

3.73. En ce qui concerne les droits antidumping et les droits compensateurs, la règle générale veut qu'ils ne soient pas appliqués entre États membres de l'EEE, c'est-à-dire là où l'Accord sur l'EEE s'applique⁸³; ils ne s'appliquent pas non plus entre les États membres de l'AELE.⁸⁴ S'agissant des ALE de l'AELE, ils contiennent principalement les règles relatives aux droits antidumping et compensateurs de l'OMC ou y font référence et, dans certains des ALE les plus récents, l'accord va jusqu'à incorporer des dispositions relatives aux consultations, à l'extinction, à la prohibition de la réduction à zéro, à la règle du "moindre droit" et à d'autres éléments. Certains ALE contiennent une prohibition interdisant de prendre des mesures antidumping.

3.74. De nombreux ALE de l'AELE contiennent des règles de sauvegarde, à l'échelle globale et bilatérale. Les dispositions relatives aux mesures de sauvegarde globales réaffirment généralement les droits prescrits par les règles de l'OMC et excluent les importations des parties à l'accord lors de l'adoption de telles mesures de sauvegarde si les importations en question ne constituent pas une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave. Les mesures de sauvegarde prises avec l'Union européenne sont régies par un accord bilatéral de 1973.⁸⁵

3.75. Suite aux résultats du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture, la Norvège a pris, dans sa liste OMC, des dispositions relatives au mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS). Les règles nationales autorisant son utilisation figurent dans le Règlement relatif aux augmentations des droits de douane ordinaires et aux droits de sauvegarde sur les produits agricoles.⁸⁶ Le MSS n'a pas été utilisé pendant la période examinée. La Norvège s'est également dotée d'un mécanisme de

⁷⁹ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2008-03-07-228>.

⁸⁰ Renseignements en ligne de l'OMC. Adresse consultée: https://www.wto.org/english/tratop_e/adp_e/AD_InitiationsByRepMem.pdf.

⁸¹ Renseignements en ligne de l'OMC. Adresse consultée: https://www.wto.org/english/tratop_e/adp_e/adp_e.htm.

⁸² Document de l'OMC G/SG/N/12/NOR/1.

⁸³ Le poisson et les produits de la pêche, par exemple, en sont exclus.

⁸⁴ Renseignements en ligne de l'AELE. Adresse consultée: "www.efta.int/media/publications/factsheets/EEA-factsheets".

⁸⁵ Accord du 14 mai 1973 entre la Communauté économique européenne et le Royaume de Norvège.

⁸⁶ Règlement n° 1448 du 17 décembre 1998. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/1998-12-17-1448>.

sécurité pour les produits agricoles relevant du SGP (voir section 2.3.2.4) (Préférences unilatérales).

3.76. La Norvège a notifié ses lois relatives aux mesures correctives commerciales en juin 2009 et informe régulièrement les Comités concernés qu'elle n'a pris aucune mesure antidumping ou compensatoire au cours des six mois précédents.⁸⁷

3.1.7 Autres mesures visant les importations

3.1.7.1 Sanctions

3.77. La Norvège impose les sanctions prévues par les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et peut imposer des mesures restrictives découlant de règlements adoptés par le Conseil de l'UE. Selon les autorités, les sanctions sont plus efficaces lorsqu'elles recueillent un large soutien international, ce qui explique pourquoi la Norvège n'a pas pour habitude d'imposer des sanctions unilatérales. Une telle décision supposerait d'adopter une nouvelle loi séparée (législation primaire). Les sanctions peuvent prendre de nombreuses formes, depuis les prohibitions ou restrictions des importations ou des exportations jusqu'aux mesures financières, aux prescriptions en matière de licence, etc. Le cadre législatif norvégien en matière de sanctions se compose pour l'essentiel de la Loi n° 4 du 7 juin 1968 relative aux résolutions des Nations Unies et de la Loi n° 14 du 27 avril 2001 relative aux mesures de l'UE et aux autres mesures internationales du même ordre.⁸⁸ Certaines sanctions, comme les embargos sur les armes, sont mises en œuvre dans le cadre de la législation relative au contrôle des exportations. Les sanctions sont appliquées en vertu de règlements d'application.

3.78. En décembre 2017, la Norvège appliquait des sanctions de différentes natures concernant 27 pays, personnes ou domaines.⁸⁹ Toutes sauf une procèdent d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies ou d'un règlement du Conseil de l'UE. L'autre sanction découle de mesures prises par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Durant la période à l'examen, la Norvège a appliqué toutes les sanctions des Nations Unies. Certaines des mesures additionnelles adoptées le 22 décembre 2017 par le Conseil de sécurité des Nations Unies doivent encore être transposées dans la législation nationale. Toutefois, ce sera bientôt le cas, peu après que l'Union européenne aura révisé le règlement du Conseil correspondant. En 2017, la Norvège s'est alignée sur les mesures restrictives de l'UE.

3.2 Mesures visant directement les exportations

3.2.1 Procédures et prescriptions douanières

3.79. Les procédures douanières appliquées par la Norvège à l'exportation sont semblables à celles appliquées à l'importation. Pour que le dédouanement à l'exportation puisse intervenir, les exportateurs doivent présenter une déclaration en douane, mais il existe des exceptions, par exemple si la valeur des marchandises ne dépasse pas 5 000 couronnes norvégiennes par cargaison. Les déclarations sont faites par voie électronique au moyen du système TVINN. Le document administratif unique (DAU) peut aussi être présenté à un bureau de douane sur papier. La section 4 de la Loi douanière et le Règlement douanier constituent le cadre juridique du dédouanement des exportations. Dans les cas où tous les renseignements ne sont pas disponibles, une déclaration provisoire peut être faite. Aucune autorisation particulière n'est nécessaire à l'exportation, en dehors des vérifications de documents ou des inspections matérielles susceptibles

⁸⁷ Documents de l'OMC G/ADP/N//1/NOR/4, G/SCM/N/1/NOR/4, G/SG/N/1/NOR/4; et nombreuses notifications semestrielles en application de l'article 16:4 de l'Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994, et de l'article 25:11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (voir tableau A2. 1).

⁸⁸ Loi relative à la mise en œuvre des décisions contraignantes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/NL/lov/1968-06-07-4>. Loi sur la mise en œuvre des mesures internationales non militaires impliquant la suspension ou la restriction des relations économiques et autres avec des pays et mouvements tiers. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/NL/lov/2001-04-27-14>.

⁸⁹ Pour la liste des sanctions en vigueur, voir les Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/no/tema/utenrikssaker/Eksportkontroll/sanksjoner-og-tiltak1/gjeldende-sanksjoner-og-tiltak/id2008495/>".

d'être effectuées par les Douanes, et des autorisations accordées par le Centre des produits de la mer pour le poisson et les produits de la pêche (voir section 3.2.4).

3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements

3.80. Les exportations norvégiennes ne sont soumises à aucune taxe ni à aucun prélèvement. En revanche, les exportateurs de produits de la mer doivent s'acquitter d'une redevance de commercialisation, utilisée pour financer les activités du Centre des produits de la mer, à savoir des activités générales de commercialisation des produits de la mer à l'étranger, l'enregistrement des exportateurs, les activités de promotion des exportations, etc. Cette redevance est collectée par les douanes à l'exportation et l'intégralité des recettes est reversée au Centre des produits de la mer (voir section 3.2.4). La redevance est *ad valorem*, aussi les recettes annuelles correspondantes varient-elles d'une année à l'autre. Les taux appliqués peuvent par conséquent aussi être ajustés. Les trois niveaux de taux reflètent principalement les différents degrés de transformation des produits finals (tableau 3.13). Les recettes tirées de cette redevance ont atteint 543 millions de couronnes norvégiennes en 2016.

Tableau 3.13 Taux de la redevance visant le poisson et les produits de la pêche, 2016-2017

(Taux en % de la valeur f.a.b.)

SH	Désignation	2016	2017
03.01 à 03.08 et 16.05	Poissons (autres que les poissons ci-après), crustacés, mollusques et animaux aquatiques	0,75	0,75
03.01 à 03.05	Saumons, truites, harengs, maquereaux, capelans, ombres, chinchards, églefins et sprats	0,60	0,30
16.04	Conserves de poissons	0,00	0,00
05.11.91, 15.04, 15.16.1012, 15.16.1020, 16.03.0020, 23.01.2010 et 23.01.2090	Poisson industriel et ses produits dérivés, huile de poisson, extraits et jus de poisson, et farine de poisson	0,00	0,00

Source: Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/1991-03-22-157>. Renseignements communiqués par les autorités.

3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation

3.81. Les dispositions de la Norvège en matière de prohibitions, de restrictions à l'exportation et de licences d'exportation s'appliquent toujours dans plusieurs domaines et la plupart d'entre elles n'ont pas changé depuis de nombreuses années (tableau 3.14). De plus, la Norvège applique des prescriptions en matière de licences ou des contrôles pour les marchandises liées à la défense et les marchandises connexes à double usage, conformément à plusieurs conventions internationales (voir section 3.2.3.1).

3.82. Le Service norvégien des douanes peut bloquer l'exportation (ou l'importation) de marchandises de contrefaçon ou de marchandises piratées, sur demande des détenteurs de droits ou de sa propre initiative, conformément à l'article 15 de la Loi sur les droits de douane et la circulation des marchandises. Pour les voyageurs, les exportations d'espèces ou de valeurs assimilables à des espèces, en monnaie nationale ou en devises, d'un montant supérieur à 25 000 couronnes doivent être déclarées au Service norvégien des douanes au moment du départ.⁹⁰ De même, dans la mesure où le Code douanier autorise les particuliers à emporter avec eux une certaine quantité de marchandises quand ils quittent le pays, les touristes peuvent emmener hors du pays une certaine quantité de poisson pêché lors d'activités de pêche sportive ou de loisir. Cette pêche n'entre pas dans les totaux de captures autorisées et il est nécessaire de freiner ces prises non contrôlées effectuées par les personnes pratiquant la pêche de loisirs. Les nouvelles limites sont les suivantes: 10 kg de filets par personne au maximum pour les prises non enregistrées et 20 kg de filets pour les prises effectuées dans des sites officiels de pêche à la ligne (voir section 4.1.3).

⁹⁰ Le Service norvégien des douanes a commencé à faire respecter cette obligation de manière plus systématique en 2010. La déclaration n'est pas assujettie au paiement de redevances ou de taxes, mais toute infraction peut être sanctionnée par une amende équivalant à 30% du montant non déclaré (Loi sur les droits de douane et la circulation des marchandises, article 16, paragraphe 5).

3.83. En 2016, la Norvège a adopté des prescriptions à l'exportation d'équipements électriques et électroniques usagés, conformément à la Directive européenne 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Ces dispositions ont été incorporées dans le Règlement sur les déchets de la Norvège.⁹¹ À l'exportation, l'exportateur doit fournir: les documents concernant les essais de l'intégralité des produits, le protocole d'essai, un contrat ou une facture attestant que les produits peuvent être réutilisés, une déclaration attestant que la cargaison ne contient pas de déchets, le document de transport et une déclaration indiquant la personne responsable de l'envoi.⁹²

Tableau 3.14 Prohibitions et restrictions à l'exportation, 2017

Produits visés	Type de restriction	Fondement juridique (date)
Espèces animales et végétales menacées d'extinction (CITES)	Prohibition à l'exportation/une licence d'exportation doit être obtenue auprès de l'Agence norvégienne pour l'environnement	Loi n° 32 du 6 juin 1997 sur la réglementation des importations et des exportations; Règlement n° 1276 du 15 novembre 2002 sur la mise en œuvre de la Convention du 3 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
Déchets	Un permis doit être obtenu auprès de l'Agence norvégienne pour l'environnement	Règlement sur les déchets n° 930 du 1 ^{er} juin 2004
Objets culturels	L'exportation nécessite l'approbation du Conseil national des arts	Loi sur le patrimoine culturel (1978) et Règlement n° 1 du 1 ^{er} janvier 2007 relatif à l'interdiction d'exporter des objets culturels
Marchandises stratégiques et matériels de défense	Une licence d'exportation doit être obtenue auprès du Ministère des affaires étrangères	Loi n° 93 du 18 décembre 1987 sur les exportations de marchandises, services et technologies stratégiques; Règlement n° 718 du 19 juin 2013 sur l'exportation de matériels de défense, et de biens, technologies et services polyvalents
Armes, y compris les armes à feu et les munitions		Loi n° 1 du 9 juin 1961 sur les armes et les munitions; Loi n° 93 du 18 décembre 1987 sur les exportations de marchandises, services et technologies stratégiques; Règlement n° 904 du 25 juin 2009 sur les armes à feu, les parties d'armes à feu et les munitions; Règlement n° 718 du 19 juin 2013 sur l'exportation de matériels de défense, et de biens, technologies et services polyvalents
Produits en matières provenant de petits rorquals	Une licence d'exportation doit être obtenue auprès de l'Agence norvégienne pour l'environnement	Règlement n° 799 du 29 juin 2001 sur les exportations de petits rorquals
Produits électriques et électroniques usagés	Prescriptions en matière d'essais, de documentation et de conditionnement	Règlement sur les déchets n° 930 du 1 ^{er} juin 2004
Marchandises de contrefaçon	Toutes les exportations ou réexportations sont illicites et passibles de poursuites civiles	Chapitre 15 de la Loi douanière (n° 119 du 1 ^{er} septembre 2007) relatif à la saisie des marchandises portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle (DPI), conformément à la législation pertinente en matière de DPI (voir le tableau III.12)
Déchets radioactifs et nucléaires	Une licence d'exportation doit être obtenue auprès de l'Agence norvégienne de radioprotection	Règlement sur les déchets n° 930 du 1 ^{er} juin 2004
Produits pharmaceutiques, précurseurs, etc.	Toutes les exportations nécessitent une licence de l'Agence norvégienne des médicaments	Loi sur les médicaments et autres produits médicaux (n° 132 du 4 décembre 1992), paragraphes 12 et 13, et Règlement (n° 1219 du 21 décembre 1993) sur le commerce de gros; et Règlement n° 156 du 12 février 2010 mettant en œuvre les Règlements (UE) n° 273/2004 et 1277/2005 relatifs aux précurseurs de drogues

⁹¹ Règlement sur les déchets n° 930 du 1^{er} juin 2004. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2004-06-01-930/>.

⁹² Renseignements en ligne de l'Agence norvégienne pour l'environnement. Adresse consultée: "<http://www.miljodirektoratet.no/no/Nyheter/Nyheter/2016/Februar-2016/Strengere-krav-til-eksport-av-brukte-EE-produkter/>".

Produits visés	Type de restriction	Fondement juridique (date)
Explosifs	L'exportation de substances explosives requiert une licence d'exportation de la Direction de la protection civile et de la planification d'urgence	Loi n° 20 du 14 juin 2002 sur la prévention des incendies, des explosions et des accidents dus à des matières dangereuses et les obligations incombant au service d'incendie lors d'opérations de sauvetage, et Règlement n° 844 du 15 juin 2017 sur la manipulation de substances explosives par des civils, mettant en œuvre la Directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil
Précurseurs d'explosifs faisant l'objet de restrictions	L'exportation de précurseurs d'explosifs faisant l'objet de restrictions à destination de personnes du grand public est interdite	Règlement n° 588 du 2 juin 2015 sur la manipulation de précurseurs d'explosifs
Tabac à priser	Les exportations de tabac à priser sont prohibées pour tous les pays de l'UE, à l'exception de la Suède et, dans une certaine mesure, du Danemark, où elles requièrent une licence de la Direction norvégienne de la santé	Loi n° 14 du 9 mars 1973 sur la lutte contre le tabac

Source: Document WT/TPR/S/269/Rev.1 et renseignements en ligne de la Direction des douanes norvégiennes. Adresse consultée: "<https://www.toll.no/no/bedrift/eksport/varer-med-restriksjonar-ved-eksport/>".

3.2.3.1 Contrôle des exportations de produits liés à la défense et de produits dérivés

3.84. La Loi sur le contrôle des exportations, le Règlement sur le contrôle des exportations et les lignes directrices associées constituent la principale réglementation des exportations de produits liés à la défense et de produits dérivés à double usage; une licence⁹³ doit être obtenue auprès du Ministère des affaires étrangères pour exporter ces produits ou services.⁹⁴ La Norvège suit aussi la Déclaration du gouvernement de 1959, la Résolution du Storting de 1959 et la clarification du Storting de 1997, textes qui donnent tous des lignes directrices sur la période où des exportations de produits liés à la défense et de produits dérivés peuvent être effectuées, et sur les modalités de ces exportations. Par exemple, la Norvège n'autorise pas les exportations à destination de pays en guerre ou en guerre civile. En tant que membre de l'EEE, le pays adopte la législation de l'UE relative au contrôle des exportations de produits liés à la défense et de produits à double usage, et elle utilise les mêmes critères et conditions pour maintenir l'harmonisation. La Norvège participe au Groupe australien, au Groupe de surveillance des technologies balistiques et au Groupe des fournisseurs d'articles nucléaires, et elle est membre du Code de conduite de la Haye contre la prolifération des missiles balistiques, de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, de l'Initiative de sécurité contre la prolifération et de l'Arrangement de Wassenaar.⁹⁵

3.85. Le Règlement sur le contrôle des exportations a été modifié en 2013, du fait principalement de la mise en œuvre d'une Directive concernant l'EEE (ICT). Les Lignes directrices sur l'exportation de produits liés à la défense ont été mises à jour en 2014, principalement en vue de consolider l'ensemble des critères. Les listes de produits liés à la défense et de produits dérivés ont également été régulièrement actualisées pendant la période à l'examen, pour rendre compte des changements intervenus dans les accords sous-jacents, les dates concordant en général avec celles des mises à jour des listes de l'Union européenne. Pendant la période considérée, la Norvège

⁹³ Les prescriptions en matière de licences pour les exportations à destination des pays de l'EEE sont légèrement différentes. Ces exportations se font au titre d'une licence générale de transfert applicable à certaines catégories de produits, comme l'a annoncé le Ministère des affaires étrangères, d'une licence de transfert mondiale d'une durée de validité de trois ans pour certaines catégories de produits et de destinations, ou de licences de transfert individuelles, applicables si une licence générale ou mondiale ne peut pas être délivrée.

⁹⁴ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresses consultées: "<https://lovdata.no/dokument/NL/lov/1987-12-18-93> et <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2013-06-19-718>".

⁹⁵ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-5-20172018/id2576728/sec10#KAP9-1>.

a accédé au Traité sur le commerce des armes (TCA), qui est entré en vigueur en décembre 2014.⁹⁶ En 2015, par le biais d'un échange de lettres, la Norvège et l'Union européenne se sont engagées dans une coopération plus étroite sur les politiques concernant les produits à double usage et l'échange de renseignements sur les refus de licences d'exportation.

3.86. Le Storting a ratifié le TCA en février 2014, et il a été décidé qu'aucune nouvelle disposition n'avait besoin d'être ajoutée à la législation norvégienne, dans la mesure où la réglementation sur le contrôle des exportations contenait déjà les éléments et les dispositions nécessaires pour l'application de ce traité.⁹⁷ Puis, en novembre 2014, les Lignes directrices sur l'exportation de produits liés à la défense ont été révisées pour intégrer les dispositions les plus importantes du TCA, à savoir les article 6 et 7, et les huit critères énoncés dans le Code de conduite de l'UE sur les exportations d'armes.⁹⁸ Ces critères et principes figurent dans une seule et même liste consolidée des Lignes directrices, ce qui rend plus transparentes et plus claires les évaluations effectuées par le Ministère des affaires étrangères concernant les demandes d'exportation d'armes et de produits liés à la défense.

3.87. Pendant la période à l'examen, les exportations de produits liés à la défense et de produits dérivés ont légèrement diminué, quoiqu'ayant fluctué (tableau 3.15). Les exportations les plus importantes ont été enregistrées en 2012, les moins importantes en 2014, et un redressement a été observé en 2015-2016, sans que le niveau de 2012 ne soit cependant atteint. Une forte augmentation a aussi été observée dans la catégorie des services, retours de l'étranger, etc. Le nombre d'entreprises exportatrices et le nombre de refus de licences d'exportation ont également progressé pendant la période à l'examen. Environ 80% des exportations norvégiennes de ces marchandises ont pour destination des pays de l'OTAN, et en premier lieu les États-Unis. Pendant la période considérée, les autres grands marchés d'exportation étaient l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne et la Suède, bien que les chiffres aient fluctué d'une année à l'autre. Chaque année, le Ministère des affaires étrangères refuse la délivrance d'un petit nombre de licences (34 en 2016) relevant de catégories prédéterminées pour lesquelles les exportations ne sont pas autorisées, au titre du respect des obligations internationales (sanctions de l'ONU), d'un risque intérieur d'oppression, etc. La Norvège ne se base pas sur le pays de destination pour refuser automatiquement des demandes de licences d'exportation; le Ministère examine en fait chaque demande individuellement.

Tableau 3.15 Contrôle des exportations de matériels de défense, 2012-2016

(Couronnes norvégiennes, sauf indication contraire)

	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de licences d'exportation ^a délivrées	1 552	1 440	1 301	1 000	1 014
Nombre de licences d'exportation refusées	18	19	20	25	34
Nombre d'entreprises exportatrices	52	54	51	74	93
Exportations:					
Liste A ^b	3 303 896	2 549 498	2 299 856	2 961 448	2 937 504
Liste B ^c	574 437	750 509	644 066	302 415	647 491
Sous-total A et B	3 878 333	3 300 007	2 943 922	3 263 863	3 584 995
Produits polyvalents destinés à la défense	404 437	683 432	196 320	311 582	294 089
Services, retours, etc.	279 368	291 799	475 006	779 668	888 866
Total	4 562 138	4 275 238	3 615 248	4 355 113	4 767 950

a Visant les produits de la liste A, les services associés et les retours de marchandises de l'étranger.

b Armes, munitions et certains types de matériels militaires.

c Autres produits liés à la défense, non compris dans la liste A.

Source: Renseignements en ligne du gouvernement. Adresses consultées:

<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-5-20172018/id2576728/sec10#KAP9-1>,
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-8-20152016/id2459560/sec10>,
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/Meld-St-8-20142015/id2342492/sec10>,
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-36-20152016/id2503422/sec10>, et
<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld-st-49-20122013/id737145/sec10>.

⁹⁶ Renseignements en ligne concernant le Traité sur le commerce des armes. Adresse consultée: "http://www.thearmstradetreaty.org/images/Status_lists/List_of_ATT_States_Parties_by_order_of_deposit11_December_2017.pdf".

⁹⁷ Prop. 186 S (2012-2013).

⁹⁸ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/contentassets/e19e0d2f0fe74437897036c1ddaf45f6/guidelines-for-defence-related-exports.pdf>".

3.2.4 Soutien et promotion des exportations

3.88. Innovation Norway est la principale entité publique chargée du développement des entreprises, de l'innovation et de la promotion des exportations et de l'investissement. Elle propose tout un ensemble de programmes et de services destinés à soutenir les jeunes entreprises, à améliorer les possibilités pour les entreprises ayant un potentiel de croissance et à promouvoir l'internationalisation des entreprises. Elle est détenue par le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche (51%) et les municipalités des comtés (49%), et son rôle principal consiste à favoriser le développement rentable des entreprises. Dans le cadre de son mandat, Innovation Norway propose plusieurs instruments de financement visant à soutenir les entreprises, et elle accorde un certain nombre de prêts, de subventions ou de garanties.⁹⁹

3.89. Dans le domaine du soutien à l'exportation, les principales activités d'Innovation Norway sont la fourniture de services de conseil à l'échelle internationale, la mise à disposition d'un réseau international pour les entreprises norvégiennes implantées à l'étranger, l'organisation de foires commerciales et l'information concernant la réglementation du commerce par l'intermédiaire du Centre des exportations, avec des outils comme le manuel à l'intention des exportateurs, entre autres. D'après son rapport annuel pour 2016, Innovation Norway a, cette année-là, accordé plus de soutien à l'exportation que pour aucune autre année. Par l'intermédiaire de ses bureaux nationaux et de 35 bureaux installés à l'étranger, elle a aidé plus de 850 entreprises en leur fournissant des services de conseil sur les marchés internationaux, soit une augmentation de 25% par rapport à l'année précédente. Elle a aussi aidé plus de 300 entreprises à participer à des foires commerciales internationales. En 2016, un nouveau programme visant le développement des exportations appelé "Global Growth" a été lancé pour donner des renseignements sur les compétences, la clientèle et l'exposition internationale aux groupes d'entreprises.¹⁰⁰ Par ailleurs, Innovation Norway coopère avec l'Institut norvégien de garantie des crédits à l'exportation (GIEK), Export Credit Norway (Eksportkreditt Norge) et GIEK Kredittforsikring pour plusieurs projets différents.

3.90. Conformément à la Loi sur les exportations de produits de la pêche, le Centre des produits de la mer (NSC), une entreprise publique qui dépend du Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche, donne des renseignements et offre un soutien semblable à celui offert par Innovation Norway, mais pour le secteur des produits de la mer en particulier.¹⁰¹ Ses activités comprennent la communication de rapports et de renseignements, la tenue d'un registre des exportations, l'organisation d'activités de commercialisation et la gestion des risques de marché à l'échelle mondiale. Son objectif principal est de promouvoir le commerce et la consommation de produits de la mer.¹⁰² Les activités du NCS sont financées par la taxe sur les exportations de poisson et de produits de la pêche (voir section 3.2.2), qui a engendré des recettes de 543 millions de couronnes norvégiennes en 2016. Cette taxe a récemment été diminuée et les recettes correspondantes devraient être de 400 millions de couronnes norvégiennes en 2017.¹⁰³

3.91. Le Service extérieur norvégien intervient aussi dans le soutien ou la promotion des exportations. Par l'intermédiaire de ses plus de 100 missions à l'étranger, il assure la coordination des événements et des activités de promotion, informe sur les marchés et la réglementation, aide à la communication avec les entreprises et donne des conseils sur les risques et les difficultés.¹⁰⁴

⁹⁹ À savoir: financements d'entreprises et de projets; subventions aux jeunes entreprises; contrats de recherche-développement; programme pour les technologies environnementales; agriculture; produits de la mer et pêche; programme pour le tourisme agricole; programme pour la viande de renne; programme d'innovation dans la filière bois; programme pour les bioénergies; programme de perfectionnement bio; fonds d'investissement en Russie et en Europe de l'Est; capital d'amorçage; SkatteFUNN; subventions en faveur de l'industrie dans la région de l'Arctique et en Russie.

¹⁰⁰ Renseignements en ligne d'Innovation Norway. Adresse consultée: http://www.innovasjon Norge.no/en/arsrapport---spa-page-en/#side=en_220532.

¹⁰¹ Loi n° 9 du 27 avril 1990.

¹⁰² Renseignements en ligne du Centre des produits de la mer. Adresse consultée: <https://en.seafood.no/about-norwegian-seafood-council/about-us/>.

¹⁰³ Renseignements en ligne du Centre des produits de la mer. Adresse consultée: <https://seafood.azureedge.net/4a1aa6/contentassets/3137e23e3ff04c2a832744bdea9da051/arsmelding-2016.pdf>.

¹⁰⁴ Renseignements en ligne du gouvernement. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/en/topics/foreign-affairs/business-cooperation-abroad/innsikt/promotion-business-interests/id2076766/>.

3.92. Le régime douanier de la Norvège prévoit des dispositions spéciales relatives aux exportations temporaires et aux ristournes en cas de réexportation. Ces dispositions prévoient des allègements fiscaux en faveur des négociants, conformément aux règles énoncées dans la Loi douanière et le Règlement douanier.

3.93. La Norvège a continué d'accorder des subventions à l'exportation en faveur du secteur agricole pendant la période à l'examen, notamment pour le fromage, le beurre, la viande de porc et certains produits agricoles transformés (voir aussi section 4.1). D'après sa dernière notification, portant sur la période 2016 et adressée à l'OMC en 2017, les dépenses budgétaires totales de la Norvège au titre des subventions à l'exportation se sont élevées à 166,5 millions de couronnes norvégiennes.¹⁰⁵

3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation

3.94. En matière de prêts, la principale source de financement à l'exportation en Norvège est depuis longtemps la société Eksportfinans ASA. Elle est en partie détenue par l'État (15%) et le reste du capital, à savoir 85%, est réparti entre 23 banques de Norvège. En 2011, le Storting a décidé de créer Export Credit Norway (Eksportkreditt Norge), une entité publique consacrée au financement des exportations (voir section 3.2.5.3), pour tous les nouveaux prêts à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Par conséquent, après 2011, le rôle d'Eksportfinans s'est limité à la gestion de son portefeuille de prêts existants, qui diminue à mesure que ces prêts sont remboursés.¹⁰⁶ Le dernier prêt à l'exportation bénéficiant d'un soutien public arrivera à échéance en 2029. En 2016, les actifs totaux d'Eksportfinans s'élevaient à 33,2 milliards de couronnes norvégiennes et l'encours de ses prêts à 18,3 milliards de couronnes norvégiennes; ces deux valeurs avaient donc diminué par rapport aux années précédentes, reflétant la baisse de ses activités.¹⁰⁷

3.2.5.1 Garanties de crédit à l'exportation

3.95. L'Institut norvégien de garantie des crédits à l'exportation (GIEK) a pour mission de contribuer aux exportations et aux investissements à l'étranger de la Norvège, en offrant des garanties d'État. Ces garanties rendent possibles les financements en faveur des acheteurs étrangers de produits norvégiens et les prêts pour les coûts de production des exportateurs, et elles assurent divers autres risques. Elles couvrent à la fois les risques politiques et commerciaux. Le GIEK est une entreprise administrative, ce qui signifie qu'il n'a pas de personnalité juridique propre mais qu'il est rattaché à l'État norvégien. Le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche est, en vertu de la Constitution, responsable des programmes de garantie du GIEK, mais ce dernier les met en œuvre de façon indépendante. Le GIEK a deux programmes de garantie et il existe aussi, depuis janvier 2018, trois programmes nationaux de garantie: un pour l'énergie et deux dans le secteur maritime.¹⁰⁸ Pour chaque programme de garantie, l'exposition est plafonnée, un objectif est défini et une réglementation spécifique est établie. Le GIEK a accordé ses premières garanties au titre du mécanisme de garantie pour l'achat d'électricité en octobre 2017. En 2016, il a contribué à la conclusion de contrats d'un montant total de 30,5 milliards de couronnes norvégiennes.¹⁰⁹

3.96. Le GIEK garantit essentiellement les exportations de biens et de services norvégiens, et les transactions qui favorisent la création de valeur norvégienne. Même s'il complète le secteur de la banque et de la finance, c'est l'un des acteurs principaux sur certains marchés, et il garantit la plupart des prêts octroyés par Export Credit Norway. Il propose de nombreux produits, les plus courants étant toutefois les garanties de crédit aux acheteurs; les autres sont les garanties de

¹⁰⁵ Document de l'OMC G/AG/N/NOR/95.

¹⁰⁶ Renseignements en ligne d'Eksportfinans. Adresse consultée: "<https://www.eksportfinans.no/news-archive/staten-overtar/?ln=uk>".

¹⁰⁷ Renseignements en ligne d'Eksportfinans. Adresse consultée: <https://www.eksportfinans.com/media/132880/eksportfinans-annual-report-2016.pdf>.

¹⁰⁸ Le Programme de garantie des prêts à la construction permet l'octroi de prêts aux chantiers navals pour la construction de navires, sans obligation d'exporter ces navires. Le régime de garantie des navires permet l'octroi de prêts finançant les achats effectués par des acheteurs norvégiens auprès de chantiers navals norvégiens lorsque les navires sont appelés à être utilisés en Norvège. Le mécanisme de garantie pour l'achat d'électricité a pour but d'offrir à l'industrie des accords d'achat d'électricité à long terme.

¹⁰⁹ Le GIEK et Export Credit Norway interviendront souvent, mais pas toujours, pour les mêmes contrats. Renseignements en ligne du GIEK. Adresse consultée: <https://www.giek.no/overview/>.

lettres de crédit, les garanties de prêts à la construction, les garanties de cautionnement, les garanties de crédits aux fournisseurs, les garanties d'exécution de contrat, les garanties d'investissement, les garanties pour l'achat d'électricité et les garanties de soumission. Tous ces instruments servent à réduire les risques pour l'acheteur, l'exportateur ou les établissements financiers. En 2017, le GIEK a créé un nouvel instrument, la garantie de prêt à la production, qui finance les coûts de production associés à un contrat d'exportation particulier.¹¹⁰ De plus, en 2017, une nouvelle garantie de crédit aux acheteurs a été lancée pour les investissements liés aux exportations réalisés en Norvège. En janvier 2018, un nouveau régime de garantie des navires a été mis en œuvre, offrant des garanties de crédit aux acheteurs pour les achats effectués par des acheteurs norvégiens auprès de chantiers navals norvégiens lorsque les navires sont appelés à être utilisés en Norvège.

3.97. La majeure partie (environ 85%) de l'encours des engagements au titre des garanties du GIEK concerne le secteur du pétrole et du gaz. Un recul a été observé dans ce secteur ces dernières années, du fait de la baisse des prix du pétrole. À ce titre, une baisse générale des activités du GIEK a été enregistrée, comme en témoignent le recul des nouvelles garanties octroyées et, en 2016, la diminution de l'encours des engagements également (tableau 3.16). De plus, ce secteur a une faible capacité de service de la dette, ce qui a donné lieu à plusieurs restructurations de dettes ces dernières années. Afin de réduire les pertes et de sauvegarder les actifs, le GIEK a créé, ces dernières années, des sociétés à responsabilité limitée chargées de prendre des participations dans certaines sociétés/ou de reprendre certains actifs lorsque cela était nécessaire.¹¹¹

Tableau 3.16 GIEK, principaux chiffres, 2012-2016

(Milliards de couronnes norvégiennes, sauf indication contraire)

	2012	2013	2014	2015	2016
Encours des engagements au titre des garanties	77,5	81,0	89,3	100,2	98
- secteur du pétrole et du gaz	65	68,4	76,8	87,2	84,2
Contrats d'exportation activés	27,3	28	28,5	44,8	30,5
Nouvelles garanties (montant)	15,2	24,2	21,4	19,2	16,7
(nombre)	198	182	163	126	93
Garanties en cours (nombre)	476	443	458	431	419
Recettes au titre des garanties	1,4	1,5	1,5	1,6	1,5
Montants versés au titre des régimes de garantie	0,02	0,05	0,06	1,2	3,2
Plafond de l'exposition	148	165	173	173	173

Source: Rapports annuels du GIEK, 2013-2016. Renseignements en ligne de l'Institut. Adresses consultées: "https://www.giek.no/getfile.php/132772/web/Dokumenter/GIEK_12953_Annual%20Report_ENGELSK_WEB.pdf" et "https://www.giek.no/getfile.php/133779/web/Dokumenter/GIEK_2016_%C3%9C%20KORT.pdf" et "http://www.nsd.uib.no/polsys/data/filer/aarsmeldinger/AE_2013_4700.pdf".

3.2.5.2 Assurance des crédits à l'exportation à court terme

3.98. Le régime d'assurance à l'exportation à court terme de la Norvège dépend du GIEK depuis 1922 et, depuis 2001, d'une filiale distincte du GIEK, à savoir GIEK Kredittforsikring AS (GK). GK a été dissociée du GIEK par suite des nouvelles lignes directrices adoptées par l'Autorité de surveillance de l'AELE concernant l'assurance des crédits à l'exportation à court terme. La participation de l'État a été gérée par le GIEK jusqu'à la fin de 2014, puis elle a été transférée au Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche le 1^{er} janvier 2015.¹¹² GK offre aux exportateurs norvégiens et étrangers des assurances de crédit à court terme, d'une durée maximale de deux ans. La société améliore l'accès à l'assurance des crédits, dans de bonnes conditions et de manière responsable, pour les petites et moyennes entreprises. Elle exerce ses activités sur une base commerciale, et dans le but d'obtenir une bonne rentabilité. GK couvre des

¹¹⁰ GIEK Annual Report, 2016. Renseignements en ligne du GIEK. Adresse consultée: "https://www.giek.no/getfile.php/133779/web/Dokumenter/GIEK_2016_%C3%9C%20KORT.pdf".

¹¹¹ GIEK Annual Report, 2016. Renseignements en ligne du GIEK. Adresse consultée: "https://www.giek.no/getfile.php/133779/web/Dokumenter/GIEK_2016_%C3%9C%20KORT.pdf".

¹¹² Le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche a proposé ce transfert au Parlement dans le cadre du budget annuel de l'État pour 2015 (Proposition 1 S (2014-2015)), qui a ensuite été avalisé par le Parlement (Innst. 8 S (2014-2015)).

créances visant plus de 150 pays, mais l'essentiel des activités se concentrent dans l'Union européenne (79% en 2016).¹¹³ En 2016, GK assurait des créances d'un montant total de 43,3 milliards de couronnes norvégiennes, et ses recettes nettes s'élevaient à 3,4 millions de couronnes norvégiennes.¹¹⁴

3.99. GK offre deux grands produits: l'assurance des crédits, qui couvre la totalité des ventes à crédits des entreprises; et l'assurance d'un risque unique, qui couvre un projet ou un contrat particulier, communément appelée "garantie des crédits aux fournisseurs". Les entreprises exportatrices de poisson représentent environ 70% du portefeuille, le reste correspondant à l'industrie générale. Les volumes assurés sont tombés de 46,0 milliards de couronnes norvégiennes en 2013 à 43,3 milliards en 2016.

3.2.5.3 Crédits à l'exportation

3.100. L'entité norvégienne consacrée aux crédits à l'exportation, Export Credit Norway (Eksportkreditt Norge), a été créée en juillet 2012 pour offrir des financements à l'exportation aux entreprises norvégiennes et étrangères qui achètent des biens et des services norvégiens destinés à l'exportation. La seule responsabilité d'Export Credit Norway est d'administrer le régime de crédits à l'exportation de l'État. La société est entièrement détenue par l'État et est administrée par le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche conformément à la Loi sur le crédit à l'exportation et au Règlement sur le crédit à l'exportation.¹¹⁵ Elle offre aux entreprises des financements à moyen et long terme sous la forme de prêts au taux d'intérêt commercial de référence (taux fixe) ou de prêts aux conditions du marché (taux flottant). Elle peut offrir des financements couvrant jusqu'à 85% de la valeur d'un contrat, et tous les prêts doivent être garantis par un établissement de garantie des crédits à l'exportation comme le GIEK ou un établissement financier commercial dont la notation est acceptable selon les critères du Règlement sur le crédit à l'exportation. De plus, ses activités de prêt sont garanties par l'État. Entre autres objectifs, elle veille à ce que les crédits à l'exportation soient proposés à des conditions comparables à celles offertes par les pays concurrents.

3.101. Depuis sa création en 2012, Export Credit Norway a progressivement augmenté son solde de prêts, qui est passé de 45 milliards à 76 milliards de couronnes norvégiennes en 2016 (tableau 3.16). Pendant la même période, les recettes au titre des intérêts ont légèrement augmenté et le pourcentage de prêts au taux d'intérêt commercial de référence a lui aussi augmenté. Export Credit Norway reçoit en général environ 100 millions de couronnes norvégiennes par an de l'État pour ses activités (tableau 3.17). Les prêts décaissés ont diminué du fait de la situation actuelle du secteur norvégien offshore/de la pêche, qui a un poids considérable dans le portefeuille de prêts.¹¹⁶

3.102. D'après le solde des prêts, les prêts d'Export Credit Norway sont principalement accordés en faveur de l'industrie navale, des fabricants d'équipements destinés au secteur du pétrole et de gaz, et des fabricants d'engins navals. Export Credit Norway met aussi fortement l'accent sur sa responsabilité sociale en tant qu'entreprise, que lui confère son mandat. À ce titre, dans le cadre de ses opérations de crédit, elle applique divers critères environnementaux et sociaux et entreprend des initiatives en matière de lutte contre la corruption.

3.103. Pendant la période à l'examen et depuis sa création, Export Credit Norway a évolué à plusieurs égards. Les changements intervenus en 2015 ont notamment consisté à répondre plus précisément aux besoins des petites et moyennes entreprises et à réviser la réglementation et les limites de la politique de crédit. La société a été restructurée en 2016 dans le but de rationaliser ses activités et d'offrir de meilleurs services. En 2017, le mandat d'Export Credit Norway a été

¹¹³ Renseignements en ligne de GIEK Kredittforsikring. Adresses consultées: <https://www.giekkreditt.no/OmOss> et <https://www.giekkreditt.no/ResourceServlet/jbbb98d66f1749539b02aafbaf22e9c>.

¹¹⁴ Renseignements en ligne de GIEK Kredittforsikring. Adresse consultée: <https://www.giekkreditt.no/ResourceServlet/jbbb98d66f1749539b02aafbaf22e9c>.

¹¹⁵ Loi n° 57 du 22 juin 2012. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/NL/lov/2012-06-22-57>; Règlement n° 573 du 22 juin 2012. Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2012-06-22-573>.

¹¹⁶ Renseignements en ligne d'Export Credit Norway. Adresse consultée: https://www.eksportkreditt.no/wp-content/uploads/2017/02/%C3_pour_cent85rsrapport-2016_EN.pdf.

élargi pour inclure le financement des exploitations piscicoles offshore, afin de promouvoir les nouvelles technologies de pisciculture.

Tableau 3.17 Principaux chiffres concernant Export Credit Norway, 2013-2016

(Millions de couronnes norvégiennes, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015	2016
Solde total des prêts	45 023	60 858	76 499	76 505
Prêts décaissés (total)	23 237	25 117	17 863	10 121
Prêts demandés	172 189	133 247	120 088	209 143
Demandes de prêts reçues (nombre)	409	308	275	278
Prêts au taux d'intérêt commercial de référence (%)	38	58	59	61
Prêts aux conditions du marché (%)	62	42	41	39
Recettes au titre des intérêts	987	1 159	1 557	1 711
Revenus d'honoraires	62	48	41	20
Subventions publiques de fonctionnement et pour l'investissement	105	100,5	100,0	100,8
Dépenses d'exploitation	85,2	93,3	101,7	106,7
Bénéfices/pertes	12	5,6	1,1	-2,2

Source: Rapports annuels d'Export Credit Norway pour les années 2013 à 2016 et renseignements communiqués par les autorités.

3.104. Dans le budget de l'État pour 2018, le gouvernement a prévu un nouveau programme de crédits et de garanties en faveur des achats effectués par des acheteurs norvégiens auprès de chantiers navals norvégiens lorsque les navires seront utilisés en Norvège. Ce programme vise à aider les entreprises norvégiennes à obtenir des financements et donc à augmenter la production des chantiers navals norvégiens.¹¹⁷ Le programme de garanties (GIEK) est en vigueur depuis janvier 2018, tandis que le programme de crédits (Export Credit Norway) ne sera opérationnel que plus tard en 2018. Les prêts accordés dans le cadre de ce programme par Export Credit Norway seront aux conditions du marché (et non au taux d'intérêt commercial de référence) et le GIEK accordera des garanties aux mêmes conditions que les établissements financiers commerciaux.

3.3 Mesures visant la production et le commerce

3.3.1 Mesures d'incitation

3.105. L'Accord sur l'EEE offre un cadre juridique et des pratiques concernant l'octroi de l'aide publique en Norvège qui respectent les disciplines applicables dans l'Union européenne dans tous les domaines, excepté l'agriculture et la pêche (c'est-à-dire les secteurs non couverts par l'Accord). De manière générale, les aides d'État sont prohibées car elles sont susceptibles de fausser la concurrence et les échanges intra-EEE, et elles pourraient constituer une forme déguisée de protection en l'absence d'obstacles au commerce. Toutefois, il existe des exceptions à cette règle générale car on reconnaît qu'une intervention des pouvoirs publics peut être nécessaire pour pallier une défaillance du marché ou pour d'autres raisons justifiées. L'objectif déclaré, dans le cadre de l'EEE, consiste à réduire et à mieux cibler l'aide.

3.106. L'Autorité de surveillance de l'AELE exerce les mêmes fonctions à l'égard des trois États de l'AELE qui sont membres de l'EEE que la Commission européenne à l'égard des 28 États membres de l'UE. En principe, aucun argent public ne peut être déboursé en Norvège sans que la mesure n'ait été notifiée à l'Autorité de surveillance de l'AELE et approuvée par elle. L'Autorité peut accepter le projet de mesure, l'approuver à certaines conditions ou l'interdire. Le gouvernement norvégien peut contester la décision de l'Autorité devant la Cour de l'AELE. La Cour a également le dernier mot dans les affaires qui lui sont soumises (ainsi qu'à l'Autorité de surveillance de l'AELE) par des parties privées, par exemple les concurrents des bénéficiaires des mesures approuvées. Les gouvernements sont obligés de récupérer rapidement toute aide déclarée illégale.

3.107. Certains ajustements ont été apportés au régime d'aide publique de l'EEE depuis le dernier examen de la politique commerciale de la Norvège. En 2012 et 2013, l'Autorité de surveillance de l'AELE a adopté de nouvelles lignes directrices pour i) l'assurance-crédit à l'exportation à court terme; ii) la rémunération des services publics fournis par des agents économiques privés; iii) les

¹¹⁷ Renseignements en ligne d'Export Credit Norway. Adresse consultée: <https://www.eksportkreditt.no/en/2017/10/12/new-ship-financing-scheme/>.

aides d'État à finalité régionale¹¹⁸; iv) les aides d'État temporaires accordées aux banques en difficulté; et v) des lignes directrices révisées concernant les aides d'État pour le déploiement des réseaux à large bande. Dans le cadre des réformes de l'UE visant à moderniser le cadre de l'aide publique et à décentraliser le suivi des mesures d'aide, le Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) révisé est entré en vigueur en même temps dans l'Union européenne et dans les États de l'AELE membres de l'EEE le 1^{er} juillet 2014.¹¹⁹ Ce Règlement simplifiait la procédure d'octroi, ménageait aux États membres une marge de manœuvre accrue pour accorder des "aides appropriées" sans vérification, et introduisait des prescriptions *a posteriori*, comme l'évaluation des mesures de grande ampleur. La Norvège utilise beaucoup le RGEC révisé, qui exempte de larges catégories de mesures d'aide de l'exigence de notification préalable à l'Autorité de surveillance de l'AELE; elle enregistre ainsi 95 mesures d'exemption par catégorie pour 2014-2015, 34 mesures supplémentaires pour 2016 et 40 pour 2017.¹²⁰ Avec la hausse de la part des mesures d'aide bénéficiant de l'exemption par catégorie, l'Autorité de surveillance de l'AELE a davantage mis l'accent sur l'évaluation *a posteriori* et le suivi des nouvelles mesures. L'Autorité a ainsi imposé de nouvelles obligations en matière de transparence et de responsabilité à la Norvège, à l'Islande et au Liechtenstein.

3.108. La Loi norvégienne n° 117 du 27 novembre 1992 sur l'aide publique a été modifiée en conséquence en juin 2016. Une nouvelle section (paragraphe 2 a)) a été ajoutée à la loi pour créer un registre national de l'aide publique.¹²¹ Désormais, tous les dons publics supérieurs à 500 000 euros par bénéficiaire désigné doivent être notifiés par l'organisme qui accorde l'aide (gouvernement central et administrations locales) pour que le soutien soit valable.¹²² La prescription s'applique à toutes les aides accordées à de grandes entreprises, et à de petites et moyennes entreprises, quel que soit le type de décision administrative qui a été prise, et que l'aide ait été approuvée par l'Autorité de surveillance de l'AELE ou qu'elle soit exemptée au titre du RGEC. En janvier 2018, le nouveau registre national de l'aide publique de la Norvège contenait plus de 3 500 entrées.¹²³

3.109. Sur la période 2013-2017, l'Autorité de surveillance de l'AELE a rendu 98 décisions relatives aux mesures d'aide proposées ou maintenues par les autorités norvégiennes. La plupart des affaires ont été closes au stade de l'enquête préliminaire, l'Autorité ne soulevant aucune objection aux mesures proposées.¹²⁴ Des enquêtes formelles ont été ouvertes pour sept affaires. Les décisions finales de l'Autorité ont été positives (c'est-à-dire qu'elles ont conclu qu'il s'agissait d'aide compatible ou qu'il n'y avait pas d'aide) pour trois mesures d'aide, à savoir l'inclusion des services ambulatoires dans le régime de cotisations de sécurité sociale différenciées; les services publics rendus contre rémunération par le transporteur à capitaux privés Hurtigruten; et le soutien accordé par les autorités locales à un club de football pour la construction d'un nouveau stade. Des déterminations négatives (c'est-à-dire concluant à une aide prohibée) ont été rendues pour la dernière fois en 2015 dans deux affaires, l'une concernant l'aide accordée par Innovation Norway à Finnjord AS¹²⁵, un producteur de ferrosilicium, et l'autre concernant la rémunération excessive de

¹¹⁸ La carte des aides à finalité régionale (2014-2020) permet d'accorder des aides à l'investissement dans des zones qui regroupent environ 25% de la population totale de la Norvège. Les grandes entreprises sont admises à bénéficier d'une aide pouvant atteindre 15% du coût de leurs investissements. Le niveau d'aide autorisé passe à 25% pour les moyennes entreprises et à 35% pour les petites entreprises.

¹¹⁹ Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité. Règlement du Conseil n° 994/98 du 7 mai 1998 (modifié en 2013) qui habilite la Commission à déclarer certaines catégories spécifiques d'aides d'État compatibles avec le Traité UE sous réserve du respect de certaines conditions.

¹²⁰ Avant 2014, la Norvège a également adopté les procédures simplifiées d'octroi de l'aide prévues dans le Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 (RGEC).

¹²¹ Le Règlement n° 834 du 29 juin 2016 (tel que modifié) fournit plus de détails concernant la prescription d'enregistrement.

¹²² Le seuil correspond au montant du don concerné, ou des avantages annuels si l'aide est accordée sous forme d'avantage fiscal.

¹²³ Le registre (Brønnøysundregistrene) est consultable en ligne à l'adresse suivante: <https://data.brreg.no/rofs/nob>.

¹²⁴ L'Autorité a ainsi conclu soit que les mesures étaient compatibles avec le fonctionnement de l'Accord sur l'EEE, soit qu'il ne s'agissait pas d'aides au sens des règles.

¹²⁵ L'Autorité de surveillance de l'AELE a approuvé un don d'Enova SF de 175 millions de couronnes norvégiennes pour le remplacement d'un système de refroidissement par une unité de valorisation énergétique en 2011. Suite à un dépassement des coûts, Finnjord AS a déposé une demande d'aide supplémentaire auprès d'Enova, qui a été rejetée. Toutefois, Finnjord AS a également contacté Innovation Norway, qui a accepté d'accorder une aide supplémentaire de 16 millions de couronnes norvégiennes, une décision finalement inversée par l'Autorité de surveillance de l'AELE.

services de transport par autobus dans le comté d'Aust Agder. Un résumé des affaires closes en 2016 et 2017 figure dans le tableau A3.1.

3.110. L'Autorité de surveillance de l'AELE élabore chaque année un tableau d'affichage de l'aide publique pour ses trois États membres en utilisant les mêmes critères que la Commission européenne applique aux États membres de l'UE. D'après les derniers renseignements disponibles, les aides d'État non agricoles de la Norvège, telles que définies dans les règles de l'EEE, ont été relativement stables (calculées en euros) à 2,5-3 milliards d'euros par an ces dernières années. Les mécanismes de développement régional représentent environ un tiers de ce soutien¹²⁶, et près de deux fois la valeur de l'aide accordée à l'innovation, à la recherche et au développement (tableau 3.18).¹²⁷ Les incitations accordées aux "mesures vertes", en particulier par le Fonds norvégien pour l'énergie, ont augmenté progressivement pour atteindre près d'un milliard d'euros en 2015. Les avantages fiscaux représentent environ 70% des aides non agricoles de la Norvège, les autres aides correspondant pour l'essentiel aux dons.¹²⁸

Tableau 3.18 Aides publiques accordées par la Norvège, 2012-2015

Millions d'€

Mesure/année	2012	2013	2014	2015
Culture	47,66	56,49	93,80	104,48
Emploi	114,99	108,30	104,20	58,73
Protection de l'environnement, y compris les économies d'énergie	878,77	693,09	724,31	956,55
Promotion des exportations et internationalisation	60,07	45,97	44,89	41,90
Développement régional	980,30	992,64	1 015,76	941,26
Recherche et développement, y compris l'innovation	457,64	490,17	525,21	590,58
Développement sectoriel	0	2,05	21,63	15,72
PME, y compris le capital-risque	11,30	11,27	26,83	14,47
Formation	19,15	18,02	15,95	29,94
Autres	0	0	0	0,02
Transport maritime	394,35	264,72	202,92	216,45
Autres modes de transport	0	0,15	0,08	0
Aides totales	2 964,22	2 682,87	2 775,58	2 970,10

Source: Autorité de surveillance de l'AELE, tableau d'affichage de l'aide publique de 2016.

3.111. La Norvège notifie certaines mesures d'aide à l'OMC conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. D'après la dernière notification (décembre 2017), les aides accordées par la Norvège aux activités non agricoles s'élevaient à moins de 2 milliards de couronnes norvégiennes en 2015 (tableau 3.19). Les avantages fiscaux notifiés sont administrés par le Ministère des finances. Dans plusieurs autres cas, les mesures d'aide sont administrées par Innovation Norway au nom du ministère compétent.

Tableau 3.19 Programmes de soutien à diverses branches de production et à certains secteurs spécifiques, 2015 et 2016

Millions de Nkr

Année de mise en œuvre	Expiration	Type de programme/projet	Mesure	Montant estimé de la subvention en 2015	Montant estimé de la subvention en 2016
Recherche-développement				87,5	85,0
2006	2016	Programme d'innovation concernant le bois	Subvention	27,6	19,5
2003	-	Programme pour les bioénergies	Subvention	59,9	65,5

¹²⁶ La composante principale est de loin la réduction des cotisations de sécurité sociale applicable dans certaines zones confrontées au dépeuplement. La mesure a représenté 920 millions d'euros de recettes sacrifiées en 2015.

¹²⁷ Une proportion majeure du soutien à la recherche-développement est accordée dans le cadre d'un programme de crédits d'impôt (Skattefunn).

¹²⁸ Les prêts assortis de conditions libérales sont rarement utilisés en Norvège pour accorder des aides publiques, et l'incidence des participations au capital et des garanties est négligeable.

Année de mise en œuvre	Expiration	Type de programme/projet	Mesure	Montant estimé de la subvention en 2015	Montant estimé de la subvention en 2016
Aide aux régions défavorisées				486,9	418,5
1998	2020	Aide au transport régional	Subvention	16,9	14,5
1987	-	Investissement régional	Subvention et prêts à risque	220,0	192,0
..	-	Aide au développement régional	Subvention	230,0	212,0
2015	-	Développement régional à Svalbard	Subvention	20,0	0
Soutien sectoriel				..	337,9
1969	2020 ^a	Subventions à la presse	Subvention		
		- Médias secondaires de diffusion nationale		..	157,9
		- Autres médias secondaires		..	65,6
		- Médias dominants ou uniques		..	76,7
		- Médias de diffusion nationale hebdomadaire		..	12,9
		Promotion de l'industrie spatiale norvégienne		24,2	24,9
Mesures générales				578,0	688,0
1991/2000	-	Taxe sur le CO ₂ et droit d'accise sur les huiles minérales, exonérations et réductions par bénéficiaire:	Avantage fiscal		
		- Navires utilisés pour la pêche et les captures (taxe sur le CO ₂)		120,0	130,0
		- Secteurs de l'huile de poisson et des farines de poisson (taxe sur le CO ₂)		1,0	3,0
		- Serres commerciales		15,0	20,0
		- Transport intérieur de marchandises et de voyageurs		60,0	80,0
		- Navires de haute mer		23,0	24,0
		- Secteur manufacturier et industries extractives (non couverts par le SCEQE de l'UE)		16,0	18,0
		- Industrie du papier et de la pâte à papier		7,0	58,0
		- Production de pigments et d'agents colorants		1,0	2,0
		- Secteurs de l'huile de poisson et des farines de poisson		25,0	23,0
		- Navires utilisés pour la pêche et les captures		310,0	330,0
Pêche				26,0	35,0
1964	-	Aide au transport	Subvention	26,0	33,0
	-	Chasse au phoque	Subvention	0	2,0
Sylviculture				362,2	388,2
1965	-	Fonds d'affectation spéciale pour les forêts	Avantage fiscal	121,0	125,0
2017	-	Programme de comptabilisation pour le bois d'œuvre	Avantage fiscal	0	0
1971	-	Planification de la gestion forestière	Subvention	29,1	24,6
2004	-	Subventions au secteur forestier à des fins industrielles et environnementales ^b	Subvention	159,8	177,0
1976	-	Subventions pour l'infrastructure forestière	Subvention	42,2	66,2
Soutien total (à l'exclusion de l'agriculture)					1 939,7
Agriculture				12 811,5	..
		Soutien au titre du Chapitre 1150 du budget du gouvernement central			
		- Fonds de développement agricole		1 177,0	..
		- Régulation du marché		24,4	..
		- Soutien des prix		2 944,2	..
		- Autres versements directs aux producteurs		8 665,9	..
Soutien total (y compris l'agriculture)			

.. Non disponible.

- Pas de date d'expiration.

a La durée maximum autorisée par l'Autorité de surveillance de l'AELE est de six ans.

- b Ce programme comprend: 1) les subventions à la sylviculture; 2) les subventions pour la construction de routes forestières; 3) les subventions pour le maintien et le renforcement des valeurs écologiques dans le secteur forestier; 4) l'aide nationale pour la protection de l'environnement (récolte de bois rond sur des terrains difficiles par halage à l'aide d'un câble ou de chevaux); et 5) les subventions pour la récolte de bois pour la production d'énergie, autre que le bois de chauffage.

Source: Document de l'OMC G/SCM/N/315/NOR du 11 décembre 2017; et renseignements communiqués par les autorités.

3.112. En plus des programmes détaillés ci-dessus, la Norvège participe à des programmes-cadres de l'UE sur la recherche et à d'autres programmes d'importance pour l'EEE dans le cadre de l'Accord sur l'EEE, qui réglemente aussi les coûts de participation des membres de l'AELE.

3.3.2 Normes et autres prescriptions techniques

3.113. Comme pour les autres membres de l'EEE, le fondement juridique des prescriptions techniques, des normes, de l'évaluation de la conformité et de l'accréditation est celui de l'Union européenne, et le Guide bleu de la Commission européenne définit le cadre relatif aux règlements techniques, aux normes et à l'évaluation de la conformité qui s'applique aux membres de l'EEE.¹²⁹ En conséquence, pour la plupart des produits, la Norvège suit la "nouvelle approche", selon laquelle les exigences essentielles communes définies pour un secteur de produits ou pour faire face à un risque particulier sont inscrites dans la législation et les spécifications techniques visant à respecter ces exigences essentielles sont énoncées dans des normes harmonisées d'application volontaire.¹³⁰ Les opérateurs du marché ne sont pas tenus d'utiliser ces normes pour respecter les exigences essentielles et les autres méthodes permettant de démontrer la conformité avec les prescriptions réglementaires sont les mêmes en Norvège que dans l'Union européenne et figurent dans le Guide bleu.

3.3.2.1 Règlements techniques

3.114. Le nouveau cadre législatif est inscrit dans la législation de l'EEE par la Décision n° 126/2012¹³¹ du Comité mixte de l'EEE, en vertu de laquelle plusieurs règlements et décisions de l'UE ont été incorporés dans l'Accord sur l'EEE, et notamment:

- Règlement (CE) n° 765/2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour les produits¹³²;
- Décision n° 768/2008 relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits, qui fournit un modèle pour la future législation d'harmonisation des produits¹³³; et
- Règlement (CE) n° 764/2008 établissant les procédures relatives à l'application de certaines règles techniques nationales à des produits commercialisés légalement dans un autre pays de l'EEE.¹³⁴

3.115. Fin 2017, la législation de l'EEE sur les produits dans plusieurs domaines avait été réexaminée et harmonisée sur la base du nouveau cadre législatif, en vertu duquel les exigences

¹²⁹ Communication de la Commission: Le "Guide bleu" relatif à la mise en œuvre de la réglementation de l'Union européenne sur les produits 2016 (2016/C 272/01), J.O. C 272 du 26 juillet 2016. Adresse consultée: <http://ec.europa.eu/DocsRoom/documents/18027/?locale=fr>.

¹³⁰ Document de l'OMC WT/TPR/S/357, section 3.3.1.

¹³¹ Décision n° 126/2012 du 13 juillet 2012 du Comité mixte de l'EEE modifiant l'annexe II (Règlements techniques, normes, essais et certification) de l'Accord sur l'EEE.

¹³² Règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) n° 339/93.

¹³³ Décision n° 768/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits et abrogeant la décision 93/465/CEE du Conseil.

¹³⁴ Règlement (CE) n° 764/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 établissant les procédures relatives à l'application de certaines règles techniques nationales à des produits commercialisés légalement dans un autre État membre et abrogeant la décision n° 3052/95/CE.

essentielles relatives aux produits sont inscrites dans la législation.¹³⁵ À la fin de 2017, sur 20 règlements et directives relatifs à l'harmonisation des produits dans l'Union européenne, la Norvège en avait transposé 17 dans sa législation nationale.¹³⁶ Les domaines non couverts par une législation spécifique doivent respecter la Directive relative à la sécurité générale des produits¹³⁷ ou la législation spécifique par produit.

3.116. Le nouveau cadre législatif ne s'applique pas à tous les produits. "L'ancienne approche" consistant à détailler les prescriptions techniques demeure applicable à certains produits, comme les véhicules automobiles, tandis que des approches différentes de l'harmonisation dans l'EEE sont utilisées dans différents secteurs, tels que les produits pharmaceutiques, les produits chimiques ou les cosmétiques. En outre, les produits de construction sont aussi visés par les règlements d'harmonisation, bien que les autorités aient noté que le contenu et les concepts utilisés étaient différents de ceux d'autres systèmes, en particulier le caractère obligatoire des normes harmonisées en vertu du système instauré par le Règlement sur les produits de construction.

3.117. Comme d'autres textes législatifs de l'UE présentant de l'intérêt pour l'EEE, les règlements harmonisés de l'Union européenne sont incorporés à l'Accord sur l'EEE par le biais de modifications adoptées par des décisions du Comité mixte de l'EEE, et leur transposition dans la législation nationale et leur application se font sous la supervision de l'Autorité de surveillance de l'AELE et de la Cour de l'AELE. Le Comité mixte de l'EEE, qui se compose des pays de l'AELE membres de l'EEE et de la Commission, peut décider d'adapter les règlements techniques avant de les adopter, mais fin 2017, il n'avait adapté aucune directive et aucun règlement relatifs à l'harmonisation des produits.

3.118. Dans l'EEE, le principe de reconnaissance mutuelle s'applique à toutes les marchandises et à tous les aspects des marchandises, y compris celles qui ne sont pas soumises à la législation sur l'harmonisation de l'UE. Cela permet aux produits mis légalement sur le marché dans un pays de l'EEE d'être commercialisés dans un autre pays de l'EEE, même si le produit n'est pas pleinement conforme aux règles techniques de cet autre pays. Toutefois, le principe n'empêche pas les prohibitions ou les restrictions justifiées par des motifs légitimes d'intérêt public.

3.119. La Norvège et les autres États de l'AELE membres de l'EEE doivent notifier à l'Autorité de surveillance de l'AELE les projets d'élaboration de règlements techniques nationaux et ménager aux autres membres de l'EEE un délai pour formuler des observations. Les projets de règlements techniques nationaux sont notifiés et entrés dans la base de données TRIS (système d'information relatif aux règles techniques) conformément à la Directive (UE) n° 2015/1535, qui a remplacé la Directive n° 98/34/CE.¹³⁸ De la fin de 2011 à septembre 2017, la Norvège a enregistré 95 notifications dans la base de données TRIS, même si certaines mesures notifiées ne sont pas considérées comme des règlements techniques et/ou indiquent que le projet n'a pas incidence significative sur le commerce international.¹³⁹

3.3.2.2 Normes

3.120. La Norvège applique également les règles de l'EEE en matière de normalisation telles qu'elles sont énoncées dans le Règlement (UE) n° 1025/2012 relatif à la normalisation

¹³⁵ Document de l'OMC WT/TPR/S/357/Rev.1 du 13 octobre 2017, section 3.3.1.2.

¹³⁶ Sécurité des jouets – Directive 2009/48/UE; Équipements sous pression transportables – Directive 2010/35/UE; Limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques – Directive 2011/65/UE; Produits de construction – Règlement (UE) n° 305/2011; Articles pyrotechniques – Directive 2013/29/UE; Bateaux de plaisance et véhicules nautiques à moteur – Directive 2013/53/UE; Explosifs à usage civil – Directive 2014/28/UE; Récipients à pression simples – Directive 2014/29/UE; Compatibilité électromagnétique – Directive 2014/30/UE; Instruments de pesage à fonctionnement non automatique – Directive 2014/31/UE; Instruments de mesure – Directive 2014/32/UE; Ascenseurs – Directive 2014/33/UE; Appareils et systèmes destinés à être utilisés en atmosphères explosibles (ATEX) – Directive 2014/34/UE; Équipements radioélectriques – Directive 2014/53/UE; Basse tension – Directive 2014/35/UE; Équipements sous pression – Directive 2014/68/UE; Équipements marins – Directive 2014/90/UE.

¹³⁷ Directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits.

¹³⁸ Fin septembre 2017, un projet de décision du Comité mixte était à l'étude pour incorporer la Directive (UE) 2015/1535 dans l'Accord sur l'EEE. Adresse consultée: <http://www.efta.int/eea-lex/32015L1535>.

¹³⁹ DG Croissance, base de données TRIS. Adresse consultée: <http://ec.europa.eu/growth/tools-databases/tris/fr/>.

européenne.¹⁴⁰ Ce Règlement établit les règles pour la coopération entre les organismes européens de normalisation, les organismes de normalisation nationaux et la Commission européenne. Il énonce en outre les règles pour l'établissement des normes européennes, le rôle des organismes chargés de la normalisation, le rôle des normes en tant que prescriptions techniques ou qualitatives volontaires, le financement de la normalisation européenne et la participation des parties prenantes à l'établissement des normes européennes.

3.121. Il existe trois organismes de normalisation en Norvège:

- L'Office norvégien de normalisation (SN) est un organisme privé et indépendant financé en partie par des dons du Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche. Il est membre du Comité européen de normalisation (CEN) et de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). On recense environ 16 500 normes norvégiennes en vigueur et le SN en publie environ 1 200 nouvelles chaque année.
- Le Comité électrotechnique norvégien (NEK), un organisme non-gouvernemental privé, indépendant et autonome, est membre du Comité européen de normalisation électrotechnique (CENELEC) et de la Commission électrotechnique internationale (CEI). On recense environ 15 700 normes électrotechniques norvégiennes en vigueur principalement fondées sur des publications de la CEI et du CENELEC, et environ 150 normes électrotechniques norvégiennes.
- L'Autorité norvégienne des communications (NKom) est une agence autonome du Ministère des transports et des communications. La NKom est chargée des normes dans le domaine des postes et télécommunications; elle est membre de l'Institut européen de normalisation des télécommunications (ETSI) et de l'Union internationale des télécommunications (UIT). La NKom n'élabore pas de normes, mais elle transpose celles de l'ETSI.

3.122. En outre:

- La société Standard Online AS est chargée de la commercialisation et de la vente des normes et des produits connexes du SN et du NEK¹⁴¹;
- Les associations professionnelles Nelfo (Association des entrepreneurs électriciens) et Energy Norway (une association d'entreprises travaillant dans la production, la distribution et le négoce d'électricité) vendent des traductions en norvégien des normes électrotechniques au nom du NEK; et
- Le SN gère et publie les normes NORSOK¹⁴² qui sont détenues par la Fédération des industries norvégiennes, l'Association norvégienne du pétrole et du gaz, et l'Association des armateurs norvégiens. Les normes NORSOK sont élaborées en vue d'assurer des conditions de sécurité adéquates, un ajout de valeur et un bon rapport coût-efficacité pour le développement et le fonctionnement de l'industrie pétrolière. De plus, dans la mesure du possible, les normes NORSOK sont destinées à remplacer les spécifications des compagnies pétrolières et à servir de référence pour les règlements des autorités. Actuellement, environ 79 normes NORSOK nationales sont activement utilisées.

3.123. En tant que membres du CEN et du CENELEC, le SN et le NEK suivent les travaux de leurs comités techniques qui élaborent les normes et y délèguent des experts, en coordination avec le

¹⁴⁰ La Décision n° 9/2014 du Comité mixte de l'EEE a adopté le Règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision n° 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil. Mis en œuvre en Norvège par le Règlement n° 1164 du 12 septembre 2014 du Ministère de l'alimentation et de la pêche.

¹⁴¹ Standard Online appartient au SN (80%) et au NEK (20%).

¹⁴² Au départ, NORSOK était un acronyme pour "position concurrentielle du plateau continental norvégien", introduit en 1994 pour réduire les coûts et améliorer la compétitivité sur le plateau continental norvégien.

Centre de gestion du CEN-CENELEC à Bruxelles. La NKom participe au travail de l'ESTI avec les autres membres (qui comprennent, dans le cas de l'ESTI, des entités non-gouvernementales comme des entreprises ou des universités) pour élaborer les normes de télécommunications.

3.124. Lorsqu'un organisme de normalisation européen a élaboré une nouvelle norme, les normes nationales incompatibles doivent être retirées.¹⁴³ Par ailleurs, lorsque le CEN ou le CENELEC engagent des travaux sur une norme européenne, une procédure de statu quo s'applique aux travaux nationaux sur le même sujet et le programme de travail relatif aux normes nationales doit être notifié au moins une fois par an par chaque organisme de normalisation national. S'il s'agit de normes harmonisées, le statu quo et le retrait s'imposent. Les normes harmonisées sont celles créées sur demande de la Commission européenne au CEN, au CENELEC ou à l'ESTI, et dont les références et les titres sont publiés au Journal officiel de l'Union européenne. Après transposition par les organismes de normalisation nationaux dans des normes nationales identiques, les produits fabriqués conformément à la norme bénéficient d'une présomption de conformité à l'égard des exigences essentielles correspondantes. Toutefois, l'utilisation de la norme n'est pas obligatoire, mais la charge de prouver la conformité avec les exigences essentielles incombe au fabricant.¹⁴⁴

3.125. Fin juin 2017, le CEN et le CENELEC comptaient 20 202 normes et documents d'harmonisation dans leur catalogue de normes européennes, et le taux de mise en œuvre de la Norvège était supérieur à 99%. Sur l'ensemble des documents du CEN, 68% étaient basés sur des publications de l'ISO et 32% leur étaient identiques. S'agissant du CENELEC, 22% étaient basés sur des publications de la CEI et 72% leur étaient identiques. Sur le total cumulé du CEN et du CENELEC, 4 258 normes étaient harmonisées (citées ou destinées à être citées dans le J.O. de l'UE), dont 37% étaient identiques aux publications de l'ISO/de la CEI et 6% étaient basées sur ces publications, le reste n'ayant aucun lien avec ces publications.¹⁴⁵

3.126. En Norvège, comme dans toute l'EEE, le marquage CE doit être apposé dès lors que la législation l'impose. Le marquage est apposé par le fabricant pour indiquer que le produit respecte toutes les prescriptions juridiques liées au marquage et peut être vendu dans toute l'EEE. Il incombe au fabricant de réaliser l'évaluation de la conformité, de créer la fiche technique, d'émettre la déclaration UE de conformité et d'apposer le marquage CE sur un produit. Alors seulement, ce produit peut être échangé sur le marché de l'EEE.¹⁴⁶

3.127. L'organisme Accréditation norvégienne (NA) est chargé de l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité en Norvège. La NA est membre de la Coopération européenne pour l'accréditation (EA), du Forum international de l'accréditation et de la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais.¹⁴⁷

3.128. Lorsque l'Union européenne négocie des accords de reconnaissance mutuelle, elle le fait en partant du principe que le pays tiers conclura un accord parallèle avec l'EEE. Dans le cadre de l'EEE, la Norvège a conclu des accords de reconnaissance mutuelle avec les pays suivants:

- Nouvelle-Zélande (2000) – secteurs visés: produits pharmaceutiques (bonnes pratiques de fabrication), appareils médicaux, équipements terminaux de télécommunication,

¹⁴³ CEN-CENELEC Guide 30, page 8. Adresse consultée: "<https://www.cencenelec.eu/standards/Guides/Pages/default.aspx>".

¹⁴⁴ Renseignements en ligne du CEN. Adresse consultée: <https://boss.cen.eu/reference%20material/guidancedoc/pages/newapproach.aspx>.

¹⁴⁵ CEN-CENELEC Quarterly Statistical Pack, 2017 Q2, pages 3, 6 et 13. Adresse consultée: ftp://ftp.cencenelec.eu/EN/AboutUs/InFigures/CEN-CENELEC_StatPack2017-Q2.pdf.

¹⁴⁶ Groupes de produits devant porter le marquage CE: dispositifs médicaux implantables actifs; appareils brûlant des combustibles gazeux; installations à câbles transportant des personnes; produits de construction; écoconception des produits liés à l'énergie; compatibilité électromagnétique; appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible; explosifs à usage civil; chaudières à eau chaude; dispositifs médicaux de diagnostic in vitro; ascenseurs; équipements à basse tension; machines; instruments de mesure; dispositifs médicaux; émissions sonores dans l'environnement; instruments de pesage à fonctionnement non automatique; équipements de protection individuelle; équipements sous pression; articles pyrotechniques; équipements radioélectriques; bateaux de plaisance; limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques; sécurité des jouets; et réceptifs à pression simples.

¹⁴⁷ Renseignements en ligne d'Accréditation norvégienne. Adresse consultée: <http://www.akkreditert.no/no/>.

équipements à basse tension, compatibilité électromagnétique, machines et équipements à pression;

- Australie (2000) – secteurs visés: compatibilité électromagnétique, produits pharmaceutiques (bonnes pratiques de fabrication), appareils médicaux, équipements terminaux de télécommunication, produits de l'industrie automobile, équipements à pression, machines et équipements à basse tension;
- Canada (2001) – secteurs visés: équipements terminaux de télécommunication, compatibilité électromagnétique, sécurité électrique, bateaux de plaisance, produits pharmaceutiques (bonnes pratiques de fabrication) et appareils médicaux;
- Suisse (2002) – secteurs visés: machines, équipements de protection individuelle, sécurité des jouets, dispositifs médicaux, appareils à gaz et chaudières, équipements à pression, équipements terminaux de télécommunication, appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible, sécurité du matériel électrique et compatibilité électromagnétique, engins et matériels de chantier, instruments de mesurage et préemballages, véhicules à moteur, tracteurs agricoles ou forestiers, bonnes pratiques de laboratoire, bonnes pratiques de fabrication, inspection et certification de lots de produits, produits de construction, ascenseurs, produits biocides, installations de transport par câble et explosifs à usage civil;
- États-Unis – secteurs visés: un premier accord (2005) visant les équipements marins et un second accord (2006) visant les équipements de télécommunication, la compatibilité électromagnétique et les bateaux de plaisance; et
- Turquie (2011), couvrant tous les secteurs.¹⁴⁸

3.3.2.3 L'OMC et les obstacles techniques au commerce

3.129. Sur la période 2012-2017, la Norvège a présenté cinq notifications au Comité OTC de l'OMC (toutes des notifications périodiques), deux concernant les engrais, deux concernant les produits du tabac et une concernant les pointeurs laser. Pendant cette période, deux préoccupations commerciales spécifiques ont été soulevées à propos des mesures OTC de la Norvège, l'une concernant le Règlement relatif à l'étiquetage des produits du tabac, et l'autre portant sur une question soulevée pour la première fois en 2008 à propos d'un règlement concernant certaines substances dangereuses dans les produits de consommation.¹⁴⁹ Le SN est le point d'information de la Norvège dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (OTC). Les notifications de la Norvège au Comité OTC ne visent que des mesures nationales.

3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires

3.130. L'Accord sur l'EEE couvre la plupart des aspects des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et, comme dans les autres domaines, les modifications de la législation de l'UE y sont incorporées de façon continue par le biais de décisions du Comité mixte de l'EEE, y compris la mise en œuvre simultanée dans l'UE et dans les pays de l'AELE membres de l'EEE des mesures d'urgence et de certains règlements spécifiques de pays tiers (comme la liste des pays et établissements approuvés). De plus, l'Autorité de surveillance de l'AELE inspecte régulièrement la mise en application de la législation alimentaire et vétérinaire par les pays de l'AELE membres de l'EEE et elle participe au fonctionnement du Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF).¹⁵⁰ La législation alimentaire et vétérinaire norvégienne est harmonisée avec celle de l'Union européenne.¹⁵¹

¹⁴⁸ Renseignements en ligne de l'AELE. Adresse consultée: <http://www.efta.int/eea/mras>.

¹⁴⁹ Système de gestion des renseignements OTC de l'OMC. Adresse consultée: <http://tbtims.wto.org/>.

¹⁵⁰ Document de l'OMC WT/TPR/S/357/Rev.1 du 13 octobre 2017, section 3.3.2.3.

¹⁵¹ Renseignements en ligne de l'Autorité norvégienne de sécurité sanitaire des aliments. Adresse consultée:

https://www.mattilsynet.no/language/english/food_and_water/Commercial_import_of_foods_to_Norway/obligations_for_importers_of_foods_to_norway.11700.

3.131. Plusieurs organismes publics sont responsables de la politique, de la réglementation et de la législation relatives aux mesures SPS, et notamment: le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation; le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche; le Ministère de la santé et des services de soins; le Ministère des affaires étrangères; et le Ministère de l'environnement. La responsabilité de la mise en œuvre de la législation est déléguée à l'Autorité norvégienne de sécurité sanitaire des aliments (NFSA), qui est le principal organisme chargé de l'élaboration, de la rédaction et de la mise en œuvre des règlements en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et en matière SPS.

3.132. La NFSA représente la Norvège dans plusieurs comités et groupes de travail relevant de la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne, et notamment le Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, qui est le principal organisme de réglementation chargé de formuler des avis sur les projets de mesures d'exécution. Ce comité comporte 14 sections distinctes dont chacune est responsable de thèmes différents liés aux mesures SPS.¹⁵² Par ailleurs, la NFSA représente la Norvège dans cinq comités qui sont aussi chargés de questions SPS spécifiques:

- le Comité de réglementation au titre de la Directive 2001/18/CE relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'environnement;
- le Comité de réglementation au titre de la Directive 2009/41/CE relative à l'utilisation confinée d'OGM;
- le Comité permanent des obtentions végétales;
- le Comité permanent zootechnique; et
- le Comité des produits biocides.

3.133. La NFSA est aussi responsable de la participation de la Norvège au Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) et au système en ligne TRACES (Trade Control and Expert System), qui assure la gestion des contrôles officiels et de la planification des itinéraires pour les importations d'animaux, de sperme et d'embryons, de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux et de végétaux devant être accompagnés de certificats sanitaires et/ou de documents commerciaux. Tous les certificats harmonisés nécessaires à l'exportation vers l'EEE sont disponibles dans le système TRACES, qui est utilisé pour notifier aux autorités compétentes du pays importateur l'arrivée d'une expédition.¹⁵³

3.134. La Norvège est membre de la Commission du Codex Alimentarius et de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), et elle est partie contractante à la Convention internationale pour la protection des végétaux.

3.135. La principale législation relative aux mesures SPS en Norvège est la Loi n° 124 de 2003 sur la production et la sécurité sanitaire des produits alimentaires et ses règlements d'application, dont bon nombre transposent la législation de l'UE en Norvège. Pendant la période 2012-2017, plusieurs règlements ont été introduits, et notamment les suivants:

¹⁵² Produits pour l'alimentation humaine et animale génétiquement modifiés et risque environnemental; produits phytopharmaceutiques; préservation des végétaux; matériels de multiplication de plantes ornementales; matériels de multiplication et plantes des genres et espèces de fruits; semences et matériels de multiplication pour l'agriculture et l'horticulture; matériel forestier de reproduction; vigne; législation alimentaire générale; sécurité biologique de la chaîne alimentaire; nouveaux aliments et sécurité toxicologique; contrôles et conditions d'importation; alimentation des animaux; santé et bien-être des animaux. Renseignements en ligne de la Commission européenne. Adresse consultée: https://ec.europa.eu/food/committees/paff_en.

¹⁵³ Renseignements en ligne de la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire (DG Santé). Adresse consultée: http://ec.europa.eu/food/animals/traces_en.

- Règlement n° 1215 du 25 juillet 2017 relatif aux nouveaux aliments, qui met en œuvre le Règlement (UE) n° 2015/2283¹⁵⁴;
- Règlement du 5 août 2017 concernant un programme coordonné commun pour les résidus de pesticides dans les denrées alimentaires pour 2017, 2018 et 2019, qui met en œuvre le Règlement (UE) n° 2016/662¹⁵⁵;
- Règlement du 7 octobre 2015 sur l'échantillonnage et l'analyse utilisés dans le cadre des contrôles officiels de certains polluants dans les denrées alimentaires, qui met en œuvre plusieurs règlements de l'UE, y compris les règlements (CE) n° 401/2006, (CE) n° 1882/2006, (CE) n° 333/2007, (UE) n° 2017/644 et (UE) n° 2015/705; et
- Règlement du 7 octobre 2015 concernant certains contaminants dans les denrées alimentaires, qui met en œuvre le Règlement (CE) n° 1881/2006¹⁵⁶ (tel que modifié) et qui fixe les limites nationales pour le césium radioactif dans certains produits alimentaires et pour les substances radioactives dans l'eau potable.

3.136. Le Règlement norvégien sur les organismes exotiques au titre de la Loi n° 100 de 2009 relative à la gestion de la diversité biologique, géologique et des paysages (Loi sur la diversité de la nature) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016. L'objectif du Règlement consiste à empêcher l'importation, la libération et la propagation d'organismes exotiques qui nuisent, ou pourraient nuire, à la diversité biologique et à celle des paysages. Il prévoit l'obligation générale de permis pour l'importation d'organismes et pour la libération d'organismes exotiques, ainsi que plusieurs exceptions. Le Règlement prohibe également l'importation, la libération et la mise sur le marché de 31 organismes exotiques, principalement des plantes, mais aussi les homards américains vivants (*Homarus americanus*). La Norvège n'a pas mis en œuvre le Règlement (UE) n° 1143/2014 relatif aux espèces exotiques envahissantes.

3.137. La législation sur la protection phytosanitaire découle toujours du Règlement n° 1333 de 2000 sur les végétaux et les mesures visant des organismes nuisibles et des maladies, modifié pour la dernière fois en 2016. Selon les autorités, cela relève de la législation nationale car la législation de l'UE sur la protection phytosanitaire ne fait pas partie de l'Accord sur l'EEE. Le Règlement vise à prévenir l'introduction et la propagation des organismes nuisibles, à contenir tout foyer de maladie des végétaux en Norvège, et à maintenir les conditions permettant la production et la vente de végétaux destinés à être plantés.

3.138. La Loi n° 6 de 1993 sur le génie génétique et les OGM vivants (y compris les graines) (modifiée pour la dernière fois en 2015) définit le processus visant à approuver l'utilisation et l'importation d'OGM. L'objectif de la Loi consiste à faire en sorte que l'utilisation des OGM et la production d'animaux clonés se déroulent de manière éthique et socialement rationnelle, conformément au principe de développement durable et sans nuire à la santé ni à l'environnement. Aucune autorisation n'est exigée en Norvège pour la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés (OGM) autorisés dans un autre État de l'EEE, conformément à la Directive sur les OGM (2001/18/CE) de l'Union européenne. Toutefois, en vertu de la Loi sur le génie génétique, une décision nationale d'interdiction des OGM peut être prise et les autorités norvégiennes peuvent interdire ou restreindre la mise sur le marché d'un OGM si cela pose un risque pour la santé ou l'environnement, ou si cela est par ailleurs contraire à l'objectif de la Loi précitée, et à condition que leur décision respecte d'autre part l'Accord sur l'EEE.¹⁵⁷ En 2017, un Décret royal a interdit certains végétaux génétiquement modifiés¹⁵⁸ utilisés comme aliments pour

¹⁵⁴ Règlement (UE) 2015/2283 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif aux nouveaux aliments, modifiant le règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 258/97 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 1852/2001 de la Commission.

¹⁵⁵ Règlement d'exécution (UE) 2016/662 de la Commission du 1^{er} avril 2016 concernant un programme de contrôle, pluriannuel et coordonné, de l'Union pour 2017, 2018 et 2019, destiné à garantir le respect des teneurs maximales en résidus de pesticides dans et sur les denrées alimentaires d'origine végétale et animale et à évaluer l'exposition du consommateur à ces résidus.

¹⁵⁶ Règlement (CE) n° 1881/2006 de la Commission du 19 décembre 2006 portant fixation de teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires.

¹⁵⁷ Voir Section 10, paragraphe 6 de la Loi sur le génie génétique et les adaptations figurant dans l'annexe XX, point 25 d, de l'Accord sur l'EEE.

¹⁵⁸ Lignée de maïs 1507 et lignées de colza oléagineux Ms8, Rf3 et Ms8xRf3.

animaux ou à des fins de transformation industrielle. Dans le même temps, la Norvège ne s'est pas opposée aux décisions de l'UE autorisant l'importation de cinq lignées d'œillets génétiquement modifiées.¹⁵⁹

3.139. La Loi n° 97 de 2009 sur le bien-être des animaux et le règlement connexe définissent les prescriptions relatives à l'élevage, au transport et à l'abattage des animaux.

3.140. Généralement, les prescriptions à l'importation sont les mêmes que celles de l'Union européenne et seuls les produits figurant sur la liste de l'UE de pays exportateurs, d'espèces et d'établissements peuvent être importés en Norvège. Les importateurs et/ou les premiers destinataires des importations de denrées alimentaires sont tenus de s'enregistrer auprès de la NFSA et doivent assumer la responsabilité des denrées importées, y compris s'agissant du respect des règlements et des contrôles internes (Règlement n° 1187 de 1994¹⁶⁰). Toutes les importations de produits alimentaires ne provenant pas de l'EEE doivent être notifiées à la NFSA au moins 24 heures avant leur arrivée. Les denrées alimentaires d'origine animale doivent être notifiées au système en ligne TRACES, et les produits soumis à un contrôle vétérinaire aux postes d'inspection frontaliers sont ceux énumérés à l'annexe I de la Décision (CE) n° 2007/275 de la Commission relative aux listes des animaux et des produits devant faire l'objet de contrôles aux postes d'inspection frontaliers conformément aux directives du Conseil 91/496/CEE et 97/78/CE.¹⁶¹

3.141. Le Règlement n° 1333 sur les végétaux et les parasites des végétaux définit les prescriptions applicables aux importations de végétaux et de produits végétaux, y compris les matériaux d'emballage. Les prescriptions à l'importation varient selon le pays d'origine et le type de produit. Le Règlement exige également des certificats sanitaires pour les importations de plusieurs produits, et notamment certains fruits, légumes, pommes de terre, bois et fleurs.

3.142. Sur la période 2012-2017, la Norvège a présenté sept notifications de mesures SPS à l'OMC, y compris le projet de règlement relatif aux organismes exotiques et deux addenda à cette notification. Pendant cette période, les autres Membres n'ont soulevé aucune préoccupation commerciale spécifique à propos des mesures prises par la Norvège. L'autorité nationale chargée des notifications est le Ministère des affaires étrangères et le point d'information est le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.¹⁶²

3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix

3.3.4.1 Politique de la concurrence

3.143. L'organisme national chargé des politiques relatives à la concurrence et de l'élaboration de la législation nationale en la matière est le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche. L'Autorité norvégienne de la concurrence (NCA) est chargée d'appliquer la loi, et notamment de mener les enquêtes et d'imposer des amendes. En outre, la Commission européenne et l'Autorité de surveillance de l'AELE sont chargées d'assurer le respect de certains aspects du droit de la concurrence. Dans certains secteurs, un organisme sectoriel peut avoir des responsabilités en matière de concurrence, comme l'Autorité norvégienne des communications pour les communications électroniques.

3.144. De plus, l'Autorité chargée des enquêtes et des poursuites pour les crimes économiques et environnementaux (ØKOKRIM) peut engager des procédures pénales susceptibles d'aboutir à des amendes et/ou des sanctions pénales à l'égard des particuliers pour violation du droit de la

¹⁵⁹ Il s'agit des lignées d'œillets Moonlite, Moonvelvet, Moonaqua, Moonberry et SHD-27531-4, dont la couleur des pétales a été modifiée.

¹⁶⁰ Règlement sur les contrôles internes visant la mise en conformité avec la Loi n° 1187 de 1994 sur les aliments (telle que modifiée).

¹⁶¹ Décision de la Commission du 17 avril 2007 relative aux listes des animaux et des produits devant faire l'objet de contrôles aux postes d'inspection frontaliers conformément aux directives du Conseil 91/496/CEE et 97/78/CE; Directive 91/496/CEE du Conseil du 15 juillet 1991 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les animaux en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté et modifiant les directives 89/662/CEE, 90/425/CEE et 90/675/CEE; et Directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté.

¹⁶² Système de gestion des renseignements sanitaires et phytosanitaires de l'OMC. Adresse consultée: <http://spsims.wto.org/>.

concurrence. Suite à une enquête, la NCA peut demander à l'ØKOKRIM d'ouvrir une enquête pénale grâce à une notification identifiant les individus devant faire l'objet de l'enquête. Si rien n'oblige à faire preuve de clémence à l'égard des personnes qui collaborent avec l'ØKOKRIM, la collaboration peut permettre de réduire les sanctions par rapport à celles appliquées aux autres individus visés par l'enquête et qui n'ont pas collaboré ou qui ont choisi de collaborer ultérieurement.

3.145. Les règles et règlements relatifs à la concurrence dans l'EEE figurent aux articles 53 à 60 de l'Accord sur l'EEE, et notamment aux articles 53 et 54 (qui reprennent les articles 101 et 102 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne). Les protocoles 21 à 25 de l'Accord sur l'EEE contiennent des règles plus détaillées sur la concurrence, y compris l'incorporation des règlements et directives pertinents de l'UE.

3.146. La responsabilité de mener les enquêtes et de prendre les décisions dans les affaires est prévue à l'article 56 de l'Accord sur l'EEE, selon lequel l'Autorité de surveillance de l'AELE décide des cas particuliers où "seul le commerce entre États de l'AELE est affecté", en plus de certains cas où le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises concernées sur le territoire des États de l'AELE est au moins égal à 33%. Les cas où le commerce entre les pays de l'AELE membres de l'EEE et les États membres de l'Union européenne est affecté relèvent de la Commission européenne. L'Autorité norvégienne de la concurrence est responsable des cas où une entreprise est dans une position dominante en Norvège, des cas d'entente entre entreprises norvégiennes, et des fusions et acquisitions, dans la mesure où le marché norvégien pourrait être affecté.

3.147. La Norvège, comme le Danemark, les îles Féroé, la Finlande, le Groenland, l'Islande et la Suède, est partie à l'Accord entre le Danemark, l'Islande et la Norvège concernant la coopération en matière de concurrence, qui permet aux participants d'échanger des renseignements confidentiels sur les fusions, les cartels et les abus de position dominante.¹⁶³ Une version révisée de l'Accord nordique a été adoptée mais, à la fin de 2017, elle n'était toujours pas entrée en vigueur. La NCA participe également au Réseau européen de la concurrence avec d'autres États membres de l'EEE, au Réseau international de la concurrence et au Comité de la concurrence de l'OCDE.

3.148. Les principaux textes législatifs de la Norvège en matière de concurrence sont les suivants: la Loi n° 11 de l'EEE sur la concurrence de 2004 concernant la mise en œuvre et le respect des règles de concurrence de l'Accord sur l'EEE (y compris les modifications de la Loi n° 100 de 2004) (modifiée pour la dernière fois en 2013); et la Loi norvégienne n° 12 de 2004 sur la concurrence entre entreprises et le contrôle des concentrations (modifiée pour la dernière fois en 2016). Les modifications apportées en 2016 à la Loi norvégienne sur la concurrence ont affecté les règles applicables aux fusions et aux règlements dans les affaires de cartels, et elles ont introduit un nouveau système de recours en créant un Tribunal d'appel de la concurrence. La Loi sur la concurrence ne s'applique pas aux modalités et conditions d'emploi, et d'autres exemptions s'appliquent dans des secteurs spécifiques, tels que: le système de prix fixes pour les livres¹⁶⁴ et les secteurs de l'agriculture et de la pêche pour les accords avec l'État.¹⁶⁵

Antitrust

3.149. Les articles 53 et 54 de l'Accord sur l'EEE prohibent l'abus de position dominante et toutes formes d'accords et de pratiques entre opérateurs qui limitent la concurrence. L'article 3.3 du Protocole 21 de l'Accord a adopté le Règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil relatif à la mise en œuvre générale des règles de concurrence, ainsi que les règles sectorielles spécifiques qui s'appliquent au transport en général¹⁶⁶ et au transport aérien en particulier.¹⁶⁷

¹⁶³ Renseignements en ligne de la NCA. Adresse consultée: <http://www.konkurransetilsynet.no/en/om-oss/nordic-co-operation2/>.

¹⁶⁴ Règlement n° 1716 de 2014 relatif aux exceptions à la Section 10 de la Loi sur la concurrence pour la coopération en matière de vente de livres.

¹⁶⁵ Règlement n° 651 de 2004 relatif aux exceptions pour la coopération, etc. dans l'agriculture et la pêche.

¹⁶⁶ Règlement (CEE) n° 2988/74 du Conseil du 26 novembre 1974 relatif à la prescription en matière de poursuites et d'exécution dans les domaines du droit des transports et de la concurrence de la Communauté économique européenne.

3.150. Des exemptions s'appliquent pour certains types d'accords, en particulier ceux qui confèrent des avantages économiques, à condition que des restrictions soient nécessaires pour procurer ces avantages, que les consommateurs en bénéficient et que la concurrence ne soit pas éliminée pour une part substantielle des produits concernés.¹⁶⁸ En outre, en vertu des règlements, des exemptions par catégorie peuvent s'appliquer:

- aux accords verticaux entre une association d'entreprises et ses membres, ou entre une telle association et ses fournisseurs, à condition qu'aucun membre de l'association n'enregistre un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros et que la part de marché des ventes du fournisseur ne dépasse pas 30%, ou que la part de marché des achats du détaillant ne dépasse pas 30%¹⁶⁹;
- aux accords de recherche-développement qui contiennent des dispositions prévoyant le transfert de droits de propriété intellectuelle ou l'octroi de licences en la matière, ou aux entités créées par les parties aux accords pour mener conjointement des activités de recherche-développement¹⁷⁰;
- aux accords verticaux visant l'achat, la vente ou la revente par les parties de pièces détachées pour véhicules automobiles, ou les services de réparation et de maintenance de véhicules automobiles.¹⁷¹

3.151. Ces exemptions ne s'appliquent pas aux accords qui contiennent des restrictions caractérisées concernant la: fixation des prix, les restrictions territoriales et la division des marchés ou des sources d'approvisionnement qui ne font pas l'objet d'une exemption.

Abus de position dominante

3.152. Comme l'Accord sur l'EEE, la Loi norvégienne sur la concurrence ne définit pas l'abus de position dominante, cette position dominante n'étant pas, en elle-même, illégale. Le processus visant à déterminer si une entreprise occupe une position dominante sur le marché norvégien est le même dans la législation de l'UE et de l'EEE, et plusieurs facteurs sont pris en considération, y compris la part de marché, la facilité avec laquelle d'autres entreprises peuvent entrer sur le marché, l'existence d'une puissance d'achat compensatrice, la taille et la force totales de l'entreprise et ses ressources, et l'ampleur de son intégration verticale. Une entreprise dominante est tenue de montrer qu'elle n'utilise pas sa position dominante pour fausser la concurrence par ses pratiques, par exemple la fixation des prix, les restrictions à la production, l'application de conditions différentes à ses partenaires commerciaux et le conditionnement des contrats à l'octroi d'avantages non liés.

3.153. La Loi n° 3 de 2003 sur les communications électroniques contient des dispositions relatives aux entreprises ayant une puissance significative sur le marché. En vertu de la Loi, l'Administration norvégienne des postes et télécommunications peut imposer des obligations à un fournisseur ayant une puissance significative sur le marché, et notamment des obligations liées à l'accès et à l'interconnexion, et des obligations liées à l'accès et à la non-discrimination. D'autres règles sectorielles s'appliquent à l'énergie (Loi n° 50 de 1990 sur l'énergie) et aux services postaux (Loi postale n° 7391 de 2015).

Enquêtes et sanctions

3.154. La NCA peut ouvrir une enquête de sa propre initiative sur la base d'une plainte ou à la suite d'une demande de clémence. Après l'enquête, qui peut comporter des inspections surprises (sur autorisation du tribunal) et/ou des demandes formelles de renseignements, la NCA peut rendre une décision initiale. Si la décision initiale conclut à une atteinte au droit de la concurrence,

¹⁶⁷ Règlement (CE) n° 411/2004 du Conseil du 26 février 2004 abrogeant le règlement (CEE) n° 3975/87 et modifiant le règlement (CEE) n° 3976/87 ainsi que le règlement (CE) n° 1/2003, en ce qui concerne les transports aériens entre la Communauté et les pays tiers.

¹⁶⁸ Accord sur l'EEE, article 53.3.

¹⁶⁹ Règlement n° 989 de 2010 sur les groupes d'accords verticaux.

¹⁷⁰ Règlement n° 342 de 2012 sur les accords de recherche-développement.

¹⁷¹ Règlement n° 1214 de 2010 sur les groupes d'accords verticaux et les actions concertées dans le secteur automobile.

les parties sont informées et bénéficient d'un délai pour formuler des observations. Ensuite, après un réexamen des résultats de l'enquête et une évaluation des observations, la NCA peut rendre une décision qui peut prévoir une amende. En vertu de la modification de 2016 apportée à la Loi sur la concurrence, la NCA peut négocier une décision de règlement avec les parties et clore l'affaire, à condition que les parties s'engagent à respecter des prescriptions spécifiques qui les mettraient en conformité avec la loi.

3.155. En vertu des modifications de 2016 de la Loi sur la concurrence, les recours contre les décisions de la NCA doivent, en première instance, être introduits auprès du Tribunal d'appel de la concurrence, qui a été créé le 1^{er} janvier 2017. Les recours contre les décisions du Tribunal d'appel de la concurrence sont traités par les tribunaux ordinaires.

3.156. En vertu de la Loi sur la concurrence et du Règlement n° 1465 de 2013 sur le calcul des amendes administratives et les demandes de clémence, la NCA peut exiger de l'entreprise qu'elle mette fin à toute activité contraire à la loi et imposer une amende administrative pouvant atteindre 10% du chiffre d'affaires de l'année précédente, plus 1% du chiffre d'affaires s'il a été fait entrave à l'enquête. Des amendes plus élevées peuvent être imposées pour des violations très graves de la Loi sur la concurrence, telles que des accords horizontaux de fixation des prix, le partage du marché ou des limitations de la production, ou en cas de violations répétées. Une entreprise peut bénéficier de l'immunité pour les amendes si, de sa propre initiative, elle fournit des renseignements sur la violation et coopère à l'enquête. Les amendes peuvent aussi être réduites pour les entreprises qui fournissent à la NCA des preuves permettant d'établir l'existence d'une violation de la Loi sur la concurrence et qui coopèrent à l'enquête.

3.157. En vertu de la Loi sur la concurrence et des lignes directrices de la NCA de juin 2016 concernant les sanctions pénales à l'encontre des individus dans les affaires relevant du droit de la concurrence, les individus peuvent être condamnés à six ans de prison au maximum.

Fusions et acquisitions

3.158. La Loi sur la concurrence exige que les concentrations visant des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel total en Norvège dépasse un milliard de couronnes norvégiennes, ou celles pour lesquelles le chiffre d'affaires en Norvège de l'une des parties à la fusion dépasse 100 millions de couronnes norvégiennes, soient notifiées à l'Autorité de la concurrence dans une notification normalisée. Sur certains marchés fortement concentrés, comme la production d'électricité ou la vente de produits d'épicerie, toutes les acquisitions doivent être notifiées à la NCA. Le Règlement n° 1466 de 2013, modifié pour la dernière fois en 2016, contient les règles détaillées concernant le contrôle des fusions.

3.159. Suite à la notification, la NCA engage la Phase I d'une enquête, au terme de laquelle elle approuve la fusion, l'approuve sous réserve de mesures correctives, ou entame la Phase II, plus détaillée, de l'enquête. Au terme de la Phase II de l'enquête, la fusion est approuvée, approuvée sous réserve de mesures correctives, ou interdite. Dans le cadre de l'enquête, la NCA peut adresser une communication des griefs aux parties à la fusion, qui peuvent ensuite répondre par des observations dont la NCA tient compte dans la décision finale. Si aucune décision n'est rendue au terme des phases I et II de l'enquête, un avis informel est alors adressé aux parties, et la fusion ou l'acquisition peut avoir lieu.

3.160. Conformément aux modifications apportées à la législation en 2016 en vue de renforcer l'harmonisation avec la législation de l'UE, la NCA interdit maintenant les concentrations qui constitueraient une entrave significative à la concurrence effective (SIEC), en particulier suite au renforcement d'une position dominante. Le critère SIEC a maintenant été remplacé par le critère de la réduction significative de la concurrence (SLC), utilisé précédemment.

Moyens de faire respecter les droits

3.161. En plus des enquêtes visant des fusions spécifiques et des affaires portant sur des activités anticoncurrentielles, la NCA peut aussi initier des études de marché, comme les études de 2015 sur le marché des taxis, le marché de la promotion immobilière résidentielle ou le marché

hypothécaire, ou l'étude de 2016 (menée avec les autres autorités nordiques chargées de la concurrence) sur le marché de l'évacuation des déchets.¹⁷²

3.162. Le nombre de fusions notifiées a fortement baissé en 2014 par rapport à 2013 en raison d'une hausse des seuils de notification et, pour la plupart, elles ont été approuvées; seules trois ont été interdites en 2016 et cinq l'année précédente. De même, assez peu d'affaires ont porté sur des violations de la prohibition des accords anticoncurrentiels et de l'abus de position dominante (tableau 3.20).

Tableau 3.20 Affaires concernant la concurrence soulevées devant l'Autorité norvégienne de la concurrence

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Affaires soulevées (nombre)						
Notifications de fusions ou acquisitions	461	411	391	89	96	97
Plaintes reçues concernant des activités anticoncurrentielles	81	75	45	27	41	33
Auditions	203	180	193	124	130	146
Affaires internationales	97	95	82	79	56	57
Demandes de clémence	3	6	2	3	3	..
Affaires closes (nombre)						
Fusions et acquisitions	2	4	2	3	5	3
Affaires concernant des activités anticoncurrentielles	2	0	1	0	2	1
Avis de consultations	19	12	16	13	10	10
Amende en cas d'infraction	4	4	3	5	2	0
Sanctions en cas d'infraction (en milliers de Nkr)						
Affaires concernant des activités anticoncurrentielles	4 400	0	360 000	0	18 850	6 500
Manquement lié à l'exécution	950	1 250	800	26 300	950	0

.. Non disponible.

Source: Rapports annuels de 2016 et 2015 de l'Autorité norvégienne de la concurrence.

3.3.4.2 Contrôle des prix

3.163. Aucune modification importante n'a été apportée à la législation relative au contrôle des prix depuis 2012.¹⁷³ La Loi n° 66 de 1993 sur les mesures en matière de prix autorise le contrôle des prix lorsque cela est nécessaire "pour promouvoir une évolution des prix justifiable sur le plan social", et elle interdit les prix "inéquitables". Cependant, peu de produits ou de services sont effectivement soumis à des contrôles.

3.164. En vertu de la Loi n° 27 de 1989 sur la vente des boissons alcooliques, les boissons alcooliques d'un titre alcoométrique volumique supérieur à 4,7% ne peuvent être vendues que dans les points de vente Vinmonopolet et le prix de vente correspond au prix d'achat majoré des taxes et de la marge, cette dernière étant de 8,90 couronnes norvégiennes par litre plus 22% du prix d'achat. Les boissons d'un titre alcoométrique volumique égal ou inférieur à 4,7% peuvent être vendues dans d'autres points de vente titulaires d'une licence.

3.165. En vertu du Règlement n° 1307 de 2010 de la NCA, les tarifs des taxis sont assujettis à des prix maximaux et à des formules de calcul de tarif, mais ce Règlement ne s'applique pas dans les grandes villes et agglomérations.

3.166. Les prix de certains produits pharmaceutiques non génériques sur ordonnance sont contrôlés en vertu de la Loi n° 132 de 1992 sur les médicaments et autres produits médicaux et du Règlement n° 1839 de 2009 par le biais de prix de gros maximaux majorés d'une marge pour la pharmacie. Avant de pouvoir être commercialisés en Norvège, tous les médicaments enregistrés, délivrés uniquement sur ordonnance, destinés à la consommation humaine doivent être assortis de prix maximaux et d'une majoration pour la pharmacie fixés par l'Agence norvégienne des médicaments. Le prix d'achat maximum en pharmacie est déterminé par la moyenne des trois prix de marché les plus bas constatés pour le produit dans un échantillon de pays européens. Le groupe de pays utilisé pour comparer les prix comprend l'Allemagne,

¹⁷² Renseignements en ligne de la NCA. Adresse consultée: "<http://www.konkurransetilsynet.no/nb-NO/publikasjoner/nye-publikasjoner/>".

¹⁷³ Document de l'OMC WT/TPR/S/269/Rev.1 du 13 novembre 2012, section III 4) x).

l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, , l'Irlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. La liste des produits assujettis à des prix maximaux, ainsi que leur prix de gros et leur prix en pharmacie, sont disponibles auprès de l'Agence norvégienne des médicaments.¹⁷⁴

3.167. Les transferts de biens fonciers agricoles sont réglementés par la Loi n° 98 de 2003 sur les concessions. En vertu de la Loi, le prix payé pour un bien agricole ne devrait pas dépasser la valeur de production de l'exploitation majorée de sa valeur en tant que résidence. Il faut obtenir une concession auprès de l'autorité locale pour le transfert de propriété et la demande doit contenir des renseignements sur la manière dont l'exploitation sera gérée.

3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation

3.168. L'État a pris l'initiative du développement industriel de la Norvège après la Seconde Guerre mondiale, car les capitaux privés étaient rares et l'investissement étranger limité par les restrictions pesant sur les mouvements internationaux de capitaux. Les intérêts de l'État se sont développés avec l'essor du secteur pétrolier offshore dans les années 1970, tandis que les principales banques norvégiennes ont été nationalisées suite à la crise bancaire qui a éclaté dans le pays au début des années 1990. Par la suite, la reprivatisation des banques et la vente d'autres actifs a réduit le niveau de participation de l'État. Toutefois, cette participation reste importante en Norvège. Les 281 000 employés qui travaillaient dans des entreprises détenues (en tout ou partie) par l'État à la fin de 2016 représentaient environ 11% de la population active.

3.169. À la fin de 2016, l'État détenait, en tout ou partie, 74 entreprises. Sur la base de la valorisation des titres cotés à la Bourse d'Oslo, environ 35% de la capitalisation boursière est détenue par l'État. Par ailleurs, l'État participe au capital d'un nombre important d'entreprises non cotées (environ 30%).¹⁷⁵ D'après le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche, la valeur des investissements de l'État norvégien dans des entreprises commerciales totalisait 715 milliards de couronnes norvégiennes à la fin de 2016.¹⁷⁶

3.170. En fonction de l'objectif et de l'origine de la participation de l'État, la gestion des intérêts de l'État est répartie entre 12 ministères différents, le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche jouant un rôle prépondérant. Ce dernier favorise la transparence en publiant un Rapport annuel sur la propriété d'État qui résume les résultats commerciaux et les principaux aspects opérationnels pour chaque entreprise et qui fournit des renseignements sur la gestion des intérêts de l'État par les ministères. Tous les quatre ans environ, le Ministère produit également des rapports plus détaillés (livres blancs) pour le Parlement dans lesquels il décrit la politique et les stratégies du gouvernement concernant la participation de l'État. Le dernier rapport de ce type a été présenté en 2014.¹⁷⁷

3.171. Depuis 2006, les entreprises publiques sont classées en quatre catégories distinctes qui traduisent la justification et les objectifs de la participation directe de l'État (tableau 3.21).¹⁷⁸ La plupart des entreprises des catégories 1 à 3 mènent leurs activités sur les marchés en concurrence avec les fournisseurs privés de biens et de services. L'objectif de l'État pour ces entreprises consiste à obtenir un retour maximal sur le capital investi. En conséquence, la participation de l'État revêt un caractère commercial et des objectifs sont définis en termes de rendement. Pour les entreprises de la catégorie 2, un objectif supplémentaire consiste à maintenir leur siège en

¹⁷⁴ Renseignements en ligne de l'Agence norvégienne des médicaments. Adresse consultée: <https://legemiddelverket.no/refusjon-og-pris/pris-pa-legemidler>.

¹⁷⁵ Les estimations du Livre blanc n° 27 (2013-2014), *Et mangfoldig og verdiskapende eierskap*, sont basées sur Øyvind Bøhren (2013), *Eierne, styret og ledelsen Corporate governance i Norge*. Les estimations concernant les sociétés non cotées sont calculées à partir de la valeur comptable du capital, tandis que les cours réels du marché ont été utilisés pour déterminer la valeur des sociétés cotées.

¹⁷⁶ Soutenue par la hausse du marché boursier, la valeur de marché de la participation de l'État dans les sociétés cotées est passée de 504 milliards de couronnes norvégiennes en 2010 à 596 milliards de couronnes norvégiennes à la fin de 2016. En outre, l'État a perçu d'importants dividendes sur cette période. En 2016, les dividendes perçus ont totalisé 33 milliards de couronnes norvégiennes.

¹⁷⁷ Meld.St. 27 (2013-2014), Report to the Storting (white paper), *Diverse and value-creating ownership*, 20 juin 2014. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/contentassets/899ac257df2648d788942b78c6d59787/en-gb/pdfs/stm201320140027000engpdfs.pdf>.

¹⁷⁸ Deux entités, le Fonds public pour les retraites (Folketrygdfondet) et une propriété (Rosenkrantzgate 10AS), ne sont pas affectées à une catégorie particulière.

Norvège, ce qui nécessite de détenir au moins une minorité de blocage (un tiers des actions émises). Les entreprises de la catégorie 3 ont des objectifs additionnels (justifications d'ordre social) autres que le maintien du siège de l'entreprise en Norvège. Dans la catégorie 4 des entreprises où la participation de l'État est de nature non commerciale (généralement R-D et gestion des infrastructures), l'objectif principal est d'atteindre efficacement les objectifs sectoriels sous-jacents.

Tableau 3.21 Entreprises publiques, décembre 2016

Nom de l'entreprise	Type d'entreprise	Secteur	Part de l'État (%)	Ministère compétent
Entreprises à objectifs commerciaux				
Ambita AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Registre foncier central	100	Commerce, industrie et pêche
Baneservice AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Construction et entretien des voies ferrées	100	Commerce, industrie et pêche
Entra Eiendom AS	Société anonyme avec participation de l'État	Immobilier	33,4	Commerce, industrie et pêche
Flytoget AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Services de navettes (ferroviaires) pour l'aéroport, Drammen – Oslo – Aéroport d'Oslo	100	Commerce, industrie et pêche
Mesta AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Exploitation et entretien des routes	100	Commerce, industrie et pêche
SAS AB	Société à responsabilité limitée (suédoise) avec participation de l'État	Compagnie aérienne	11,45	Commerce, industrie et pêche
Veterinærmedisinsk Oppdragssenter AS	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Distribution de médicaments vétérinaires; recherche sur les vaccins	34	Commerce, industrie et pêche
Entreprises à objectifs commerciaux pour lesquelles les fonctions du siège social sont exécutées en Norvège				
Aerospace Industrial Maintenance Norway AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Entretien des moteurs d'avions, ingénierie	100	Défense
Aker Kværner Holding AS	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Ingénierie offshore (société holding)	30	Commerce, industrie et pêche
DNB ASA	Société anonyme avec participation de l'État	Services bancaires, services d'assurance et services financiers	34	Commerce, industrie et pêche
Kongsberg Gruppen ASA	Société anonyme avec participation de l'État	Systèmes de haute technologie pour la défense, l'espace, le pétrole et le gaz, et les flottes marchandes	50,001	Commerce, industrie et pêche
Nammo AS	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Fabrique de munitions	50	Commerce, industrie et pêche
Norsk Hydro ASA	Société anonyme avec participation de l'État	Production, distribution et vente d'aluminium	34,26	Commerce, industrie et pêche
Statoil ASA	Société anonyme avec participation de l'État	Pétrole et gaz	67	Pétrole et énergie
Telenor ASA	Société anonyme avec participation de l'État	Télécommunications	53,97	Commerce, industrie et pêche
Yara International ASA	Société anonyme avec participation de l'État	Production, distribution et vente d'engrais	36,21	Commerce, industrie et pêche

Nom de l'entreprise	Type d'entreprise	Secteur	Part de l'État (%)	Ministère compétent
	l'État			
Entreprises à objectifs commerciaux et autres objectifs spécifiquement définis				
Argentum Fondsinvesteringer AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Capital d'investissement	100	Commerce, industrie et pêche
Eksportfinans ASA	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Services financiers pour les exportations (liquidation)	15	Commerce, industrie et pêche
Electronic Chart Centre AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Cartes marines électroniques	100	Commerce, industrie et pêche
GIEK Kredittforsikring AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Assurance-crédit à l'exportation	100	Commerce, industrie et pêche
Investinor AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Capital-risque	100	Commerce, industrie et pêche
Kommunalbanken AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Prêts aux autorités locales	100	Collectivités locales et modernisation
NSB AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Transport (passagers et marchandises)	100	Transports et communications
Posten Norge AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Services postaux et logistique	100	Commerce, industrie et pêche
Statkraft SF	Entreprise constituée en vertu d'une loi	Production, distribution et vente d'énergie hydro-électrique, éolienne et au gaz	100	Commerce, industrie et pêche
Togvedlikehold AS (Mantena AS)	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Entretien du matériel roulant (rail)	100	Transports et communications
Entreprises à objectifs sectoriels				
Andøya Space Center AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Recherche spatiale, technologie spatiale	90	Commerce, industrie et pêche
Avinor AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Possède, gère et développe le réseau national d'aéroports pour l'aviation civile. Services nationaux de navigation aérienne (civils et militaires)	100	Transports et communications
Bane NOR SF	Entreprise constituée en vertu d'une loi	Services liés à l'infrastructure ferroviaire	100	Transports et communications
Bjørnøen AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Gestion d'actifs sur l'Île aux Ours	100	Climat et environnement
Carte Blanche AS	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Troupe de danse	70	Culture
AS Den Nationale Scene	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Théâtre	66,67	Culture
Den Norske Opera & Ballett AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Opéra et ballet	100	Culture
Export Credit Norway (Eksportkreditt Norge AS)	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Gestion du programme de crédit à l'exportation de l'État	100	Commerce, industrie et pêche
Enova SF	Entreprise constituée en vertu d'une loi	Promotions des technologies respectueuses de l'environnement	100	Pétrole et énergie

Nom de l'entreprise	Type d'entreprise	Secteur	Part de l'État (%)	Ministère compétent
Gassco AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Transport de gaz naturel	100	Pétrole et énergie
Gassnova SF	Entreprise constituée en vertu d'une loi	Captage et stockage du carbone	100	Pétrole et énergie
Graminor AS	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Création de variétés végétales nouvelles et améliorées	28,2	Agriculture et alimentation
Innovation Norway	Entreprise relevant d'une législation spéciale	Développement des entreprises. Gestion d'instruments de politique axés sur l'activité commerciale	51	Commerce, industrie et pêche
Kings Bay AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Entretien et développement des infrastructures (Svalbard)	100	Climat et environnement
Kimen Sjøvarelaboratoriet AS	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Laboratoire de semences	51	Agriculture et alimentation
Nationaltheateret	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Théâtre	100	Culture
Nofima AS	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Recherche halieutique	56,8	Commerce, industrie et pêche
Nordisk Institutt for Odontologiske Materialer AS	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Recherche sur les biomatériaux dentaires et assurer le respect des normes	49	Santé et services de soins
Norfund	Entreprise relevant d'une législation spéciale	Investissements dans les pays en développement	100	Affaires étrangères
Centre des produits de la mer (Norges sjømatråd AS)	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Promotion des exportations (poisson)	100	Commerce, industrie et pêche
Norsk Helsenett SF	Entreprise constituée en vertu d'une loi	Infrastructure des technologies de l'information pour les services de soins de santé	100	Santé et services de soins
Norsk rikskringkasting AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Radiodiffusion publique	100	Culture
Norsk senter for forskningsdata AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Infrastructure des technologies de l'information pour la recherche	100	Éducation et recherche
Norsk Tipping AS	Entreprise relevant d'une législation spéciale	Loterie	100	Culture
Nye Veier AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Planification, construction, exploitation et entretien des axes routiers	100	Transports et communications
Reiseplan og billett AS (Entur AS)	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Organisation de voyages, transports publics, ventes et tickets (transport ferroviaire)	100	Transports et communications
Petoro AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Gestion des intérêts financiers directs de l'État dans le secteur du pétrole et du gaz	100	Pétrole et énergie
Rogaland Teater AS	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Théâtre	66,67	Culture

Nom de l'entreprise	Type d'entreprise	Secteur	Part de l'État (%)	Ministère compétent
Simula Research Laboratory AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Recherche fondamentale sur le génie logiciel et les technologies de la communication	100	Éducation et recherche
SIVA SF	Entreprise constituée en vertu d'une loi	Innovation et développement industriel régional	100	Commerce, industrie et pêche
Space Norway AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Contribue à l'exploitation et au développement des infrastructures dans le domaine spatial	100	Commerce, industrie et pêche
Statnett SF	Entreprise constituée en vertu d'une loi	Transport de l'électricité et exploitation des systèmes	100	Pétrole et énergie
Statskog SF	Entreprise constituée en vertu d'une loi	Administration des terres publiques, y compris les forêts	100	Agriculture et alimentation
Staur gård AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Agriculture et centre de conférence	100	Agriculture et alimentation
Store Norske Spitsbergen Kulkompani AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Extraction de charbon (Svalbard)	100	Commerce, industrie et pêche
Talent Norge AS	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Promotion du talent artistique	33,33	Culture
Togmateriell AS (Norske tog AS)	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Possède et gère du matériel roulant pour le transport ferroviaire de voyageurs	100	Transports et communications
Trøndelag Teater AS	Société à responsabilité limitée avec participation de l'État	Théâtre	66,67	Culture
UNINETT AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Opérateur du réseau national de recherche et d'enseignement	100	Éducation et recherche
Universitetscenteret på Svalbard AS	Société à responsabilité limitée détenue par l'État	Établissement d'enseignement supérieur à Longyearbyen	100	Éducation et recherche
AS Vinmonopolet	Entreprise relevant d'une législation spéciale	Distribution d'alcool au détail	100	Santé et services de soins
Helse Midt-Norge RHF	Entreprise relevant d'une législation spéciale	Hôpitaux et cliniques publics	100	Santé et services de soins
Helse Nord RHF	Entreprise relevant d'une législation spéciale	Hôpitaux et cliniques publics	100	Santé et services de soins
Helse Sør-Øst RHF	Entreprise relevant d'une législation spéciale	Hôpitaux et cliniques publics	100	Santé et services de soins
Helse Vest RHF	Entreprise relevant d'une législation spéciale	Hôpitaux et cliniques publics	100	Santé et services de soins

Source: Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche, The State Ownership Report 2016, et renseignements communiqués par les autorités.

3.172. Le gouvernement en place entre 2005 et 2013 considérait qu'il était à la fois important et justifié que l'État joue un rôle majeur dans le développement industriel de la Norvège. En conséquence, les privatisations ont enregistré un ralentissement marqué sur cette période. Toutefois, la participation dans les entreprises Statoil (2007) et Norsk Hydro (2010) a été réduite, la privatisation progressive de Cermaq (aliments pour poissons et pisciculture) s'est poursuivie et la vente de Secora (construction et entretien des ports) s'est achevée en 2012. Même si le gouvernement en place depuis 2013 n'a pas modifié les grandes lignes de la politique relative à la participation de l'État, il a rapidement indiqué sa volonté de réduire progressivement le degré de

participation directe de l'État. Il a également déclaré porter une attention accrue aux conflits d'intérêts potentiels résultant des différents rôles de l'État, aux risques inhérents à la concentration des pouvoirs et aux inconvénients liés à l'expertise limitée de l'État norvégien en tant que propriétaire industriel. Le gouvernement n'a trouvé aucune raison convaincante de maintenir sa participation dans les entreprises de la catégorie 1 à long terme et il demandera l'autorisation du Parlement pour vendre ses parts si elle n'a pas déjà été accordée. Le Parlement a donné l'autorisation de céder toutes les entreprises de la catégorie 1 (sauf Flytoget) et de ramener la participation à Telenor à 34%. La privatisation de Cermaq s'est achevée (en 2014) et la vente d'Entra (immobilier commercial) a débuté avec son entrée en bourse en octobre 2014. La participation de l'État dans la société SAS a été ramenée à 9,88% en 2016 et 2017. D'autres cessions suivront peut-être, mais uniquement si les conditions sont jugées opportunes d'un point de vue commercial. La politique à l'égard des entreprises des catégories 2 à 4 reste pour l'essentiel inchangée, même si des préoccupations commerciales pourraient donner lieu au cas par cas à des modifications de la répartition du capital des entreprises de la catégorie 3, et si d'autres solutions que la participation pourraient être envisagées pour les entreprises de la catégorie 4 dans le cadre des objectifs sectoriels recherchés.

3.173. Le gouvernement actuel s'est montré réticent à accroître la participation de l'État par le biais d'acquisitions. Il n'a pas demandé au Parlement l'autorisation d'acquérir des parts ou d'augmenter sa participation dans les entreprises existantes.¹⁷⁹ Toutefois, de nouvelles entreprises ont été créées, notamment pour accélérer la construction d'autoroutes et de grands axes routiers (Nye Veier AS), et dans le cadre des réformes en cours du secteur ferroviaire.

3.174. Les principes à respecter dans l'exercice de la participation de l'État ont été formalisés en 2002 et, hormis des ajustements mineurs en 2014, ils sont restés les mêmes depuis.¹⁸⁰ Parmi les dix principes du gouvernement d'entreprise, on peut citer l'égalité de traitement de tous les actionnaires, la transparence dans la participation de l'État et la préservation systématique de la responsabilité sociale des entreprises. L'État fixe des objectifs de résultat pour chaque entreprise et exerce les droits découlant de sa participation au capital lors de l'assemblée générale de l'entreprise. L'État ne désigne pas de fonctionnaires pour siéger aux conseils d'administration des entreprises, mais il élit leurs membres selon des critères de compétence, de capacité et de diversité. Le conseil d'administration de chaque entreprise définit les objectifs et les stratégies de l'entreprise, ainsi que son propre programme de travail, s'assure que la structure du capital est appropriée et supervise la gestion de l'entreprise au nom des actionnaires. La rémunération et les programmes d'incitations à l'intention des dirigeants doivent être raisonnables. Lorsque l'État demande à une entreprise de fournir certains services, la contrepartie financière destinée à couvrir les coûts afférents doit respecter les limites de la réglementation de l'EEE en matière d'aide publique, y compris les règles relatives aux services d'intérêt économique général.

3.175. Depuis 2004, la Norvège considère qu'elle ne maintient plus d'entreprises commerciales d'État au sens de l'article XVII 4 a) du GATT de 1994 et de la définition pratique énoncée dans le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII.¹⁸¹ Cette opinion transparaît dans les notifications présentées par la Norvège à l'OMC.¹⁸²

3.3.6 Marchés publics

3.176. En 2016, le montant total des achats publics en Norvège a dépassé 15% du PIB, à 501 milliards de couronnes norvégiennes, dont 26 milliards concernaient la défense et les services connexes. Sans compter la défense, les achats du gouvernement central sont à peu près du même ordre que ceux des administrations locales. En outre, les entreprises publiques générales et locales

¹⁷⁹ En 2010, Norsk Hydro a acheté des actifs de Vale S.A. et le paiement a été réalisé avec ses propres actions. Suite à cette transaction, la participation de l'État dans Norsk Hydro est tombée de 43,8% à 34,5%. Le Parlement a donné l'autorisation d'accroître la participation de l'État dans Norsk Hydro jusqu'à 39,9%. Toutefois, cette autorisation n'a jamais été utilisée et elle a été annulée en 2015 lorsque Vale S.A. a vendu ses actions à Norsk Hydro.

¹⁸⁰ Les principes figurent dans l'encadré 8.1 du livre blanc de 2013-2014.

¹⁸¹ Le monopole d'État sur le vin a été réorganisé avec effet au 1^{er} janvier 1996 pour respecter les règles de l'EEE. Le monopole national sur la vente au détail des vins et spiritueux a été maintenu, tandis que l'ensemble des activités commerciales et de production ont été transférées à une nouvelle entreprise (Arcus Produkter AS). Arcus a été privatisée en 2004. Arcus ASA est cotée à la Bourse d'Oslo depuis le 1^{er} décembre 2016.

¹⁸² Documents de l'OMC G/STR/N/16/NOR du 21 juin 2016 et G/STR/N/15/NOR du 23 juin 2014.

ont dépensé 75 milliards de couronnes norvégiennes pour acheter des biens et des services en 2016 (tableau 3.22).

Tableau 3.22 Marchés publics, 2011-2016

(Milliards de Nkr)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PIB	2 796	2 968	3 076	3 147	3 118	3 117
Montant total des achats publics	385	398	438	462	478	501
dont						
Gouvernement central (hormis la défense)	144	153	169	186	195	206
Administrations locales	147	151	162	172	181	193
Entreprises publiques générales	69	50	85	81	77	75
Entreprises publiques locales	6	4	5	5	4	6

Source: Office norvégien de la statistique, base de données en ligne StatBank: Public Purchasing (Table 10807). Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en/statistikkbanken>.

3.177. Plusieurs modifications, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2017, ont été apportées à la législation sur les marchés publics en 2016 dans le cadre des efforts de la Norvège pour aligner sa législation sur les règles de l'UE¹⁸³ et de la Décision sur les marchés publics de l'Accord sur l'EEE¹⁸⁴, y compris l'adoption des seuils de l'EEE (tableau 3.23). Les textes législatifs norvégiens pertinents sont les suivants:

- Loi n° 73 de 2016 sur les marchés publics;
- Règlement n° 974 de 2016 sur les marchés publics;
- Règlement n° 975 de 2016 sur les marchés publics pour le secteur des services publics; et
- Règlement n° 976 de 2016 sur les contrats de concession.

3.178. Par ailleurs, d'autres règlements relatifs aux marchés publics ont été introduits en 2016, y compris le Règlement n° 1708 de 2016 portant obligation d'avoir recours à des apprentis dans les contrats publics, et le Règlement n° 1842 de 2016 sur la détermination des amendes conformément à la Loi sur les marchés publics. D'autres règlements sur les marchés publics demeurent en vigueur, notamment sur les marchés liés à la défense, ou les conditions de rémunération et de travail.¹⁸⁵

3.179. Si la passation des marchés est décentralisée, la Loi sur les marchés publics s'applique à toutes les autorités publiques, aux entreprises publiques exerçant des activités de service public, et aux autres entreprises exerçant des activités de service public sur la base d'un droit spécial ou exclusif. En outre, la Loi sur les marchés publics s'applique aux contrats de travaux et aux contrats de services subventionnés liés à des contrats de travaux qui ne sont pas attribués par l'entité contractante elle-même, mais où celle-ci accorde un don direct de plus de 50%.

3.180. La législation sur les marchés publics vise tous les marchés supérieurs à un seuil initial de 100 000 couronnes norvégiennes (tous les seuils sont exprimés hors TVA):

- pour les marchés compris entre 100 000 couronnes norvégiennes et les seuils nationaux, il n'y a pas de règles de procédure détaillées, mais l'entité contractante doit respecter les

¹⁸³ Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE. Directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l'attribution de contrats de concession. Directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE.

¹⁸⁴ Décision n° 97/2016 du Comité mixte de l'EEE du 29 avril 2016 modifiant l'annexe XVA (Marchés publics) de l'Accord sur l'EEE.

¹⁸⁵ Règlement n° 1288 de 2002 sur la Commission d'examen des plaintes portant sur des marchés publics; Règlement n° 1185 de 2013 sur les marchés publics dans le domaine de la défense et de la sécurité; et Règlement n° 112 de 2008 sur les conditions de rémunération et de travail dans les contrats publics.

principes généraux énoncés dans la Loi sur les marchés publics relatifs à la concurrence, à l'égalité de traitement, à la non-discrimination, à la transparence et à la proportionnalité (article 4);

- pour les marchés supérieurs aux seuils nationaux, mais inférieurs aux seuils de l'EEE, les procédures autorisées pour la passation des marchés sont les appels d'offres ouverts ou sélectifs, où au moins trois fournisseurs sont invités à soumissionner; et
- pour les contrats supérieurs aux seuils de l'EEE (tableau 3.23), la législation reprend les directives pertinentes de l'UE concernant les marchés publics et les procédures autorisées sont les appels d'offres ouverts, les appels d'offres restreints, les appels d'offres restreints suivis de négociations, le dialogue compétitif et les partenariats d'innovation (tableau 3.24).¹⁸⁶

Tableau 3.23 Seuils applicables aux marchés publics en 2017

(Nkr, hors TVA)

Seuils	Type de marché	Référence
Valeurs de seuil nationales		
Règlement n° 974 de 2016 sur les marchés publics		
100 000	Tous les achats visés par le règlement	A. 1.1 (et Loi sur les marchés publics A.2)
1 100 000	Marchés de marchandises, de services et de travaux de construction	A.5.1 2) a
1 100 000	Services spéciaux	A.5.1 2) b
Seuils de l'EEE		
Règlement n° 974 de 2016 sur les marchés publics		
1 100 000	Marchés de marchandises et de services des autorités publiques et concours de planification et de conception	A. 5.3 1) a
1 750 000	Achats de marchandises et de services d'autres entrepreneurs et concours de planification et de conception	A. 5.3 1) b
44 000 000	Contrats de construction	A. 5.3 1) c
6 300 000	Contrats visant les services de santé et services sociaux	A. 5.3 2)
650 000	Contrats de sous-traitance (marchandises et services) pouvant faire l'objet d'une annonce dans le cadre de l'EEE	A. 5.4 8)
8 400 000	Contrats de sous-traitance (bâtiment et construction) pouvant faire l'objet d'une annonce dans le cadre de l'EEE	A. 5.4 8)
1 100 000	Contrats de fourniture des autorités publiques dans le domaine de la défense et de la sécurité (Marchandises citées dans l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, Appendice I, Appendice 4, point 2)	A. 5.3 3)
1 750 000	Contrats des autorités publiques pour la défense et la sécurité (autres marchandises)	A. 5.3 3)
Règlement n° 975 de 2016 sur les marchés publics pour le secteur des services publics		
100 000	Tous les achats visés par le règlement	A. 1.1 (et Loi sur les marchés publics A.2)
3 500 000	Contrats de marchandises et de services et concours de planification et de conception	A. 5.2 1) a
44 000 000	Contrats de construction	A. 5.2 1) b
8 400 000	Contrats visant les services de santé et services sociaux	A. 5.2 2)
650 000	Contrats de sous-traitance (marchandises et services) pouvant faire l'objet d'une annonce dans le cadre de l'EEE	A. 5.3 8)
8 400 000	Contrats de sous-traitance (bâtiment et construction) pouvant faire l'objet d'une annonce dans le cadre de l'EEE	A. 5.3 8)
Règlement n° 976 de 2016 sur les contrats de concession		
100 000	Tous les achats visés par le règlement	A. 1.1 (et Loi sur les marchés publics A.2)
44 000 000	Contrats de concession (travaux de construction et services, sauf les services spéciaux, les services de santé et les services sociaux)	A 5.1 2)
44 000 000	Contrats de concession pour les services spéciaux, les services de santé et les services sociaux	A.5.1 3)

Source: Loi n° 73 de 2016 sur les marchés publics; Règlement n° 974 de 2016 sur les marchés publics; Règlement n° 975 de 2016 sur les marchés publics pour le secteur des services publics; et Règlement n° 976 de 2016 sur les contrats de concession.

¹⁸⁶ Document de l'OMC WT/TPR/S/357/Rev.1 du 13 octobre 2017, section 3.3.7.1.

3.181. Tous les appels d'offres qui relèvent du Règlement sur les marchés publics et dont la valeur estimée est supérieure ou égale à 1 100 000 couronnes norvégiennes doivent être publiés dans la Base de données norvégienne sur les marchés publics (DOFFIN). Pour les marchés visés par le Règlement sur les services publics, le seuil de publication est fixé à 3 500 000 couronnes norvégiennes, et pour les contrats de concession, le seuil est de 44 000 000 couronnes norvégiennes. Si la valeur estimée d'un appel d'offres dépasse les seuils de l'EEE, la base DOFFIN le transmettra pour publication au supplément Tenders Electronic Daily (TED) du Journal officiel de l'Union européenne.

Tableau 3.24 Procédures de passation des marchés publics prévues dans le Règlement n° 974 de 2016 sur les marchés publics

Entre 100 000 NKr et les seuils nationaux	Entre les seuils nationaux et les seuils de l'EEE	Supérieurs aux seuils de l'EEE
Publication		
	DOFFIN	DOFFIN, puis transmis au TED
Procédure de sélection		
Pas de règles de procédure détaillées. L'entité contractante doit respecter les principes généraux énoncés dans la Loi sur les marchés publics.	Appel d'offres ouvert Appel d'offres limité Possibilité de dialogue	Appel d'offres ouvert Appel d'offres restreint Appel d'offres restreint suivi de négociations Dialogue compétitif Partenariat d'innovation
Estimation de la valeur		
Accords cadre et systèmes d'acquisition dynamiques		
Valeur de tous les contrats passés dans le cadre d'un accord		
Partenariats d'innovation		
Valeur de la recherche-développement, plus valeur des marchandises, des services et des travaux acquittée au terme du partenariat		
Travaux		
Valeur des travaux de construction, plus marchandises et services nécessaires aux travaux		
Lots		
Valeur totale de tous les lots; si la valeur totale de tous les lots dépasse les seuils de l'EEE, alors les règles de passation des marchés de l'EEE s'appliquent.		
Contrats de marchandises et de services normaux/renouvelables		
Valeur réelle des contrats similaires passés au cours des 12 derniers mois/de l'exercice budgétaire écoulé ou valeur estimée des contrats à passer au cours des 12 mois suivant la première livraison		
Contrats de crédit-bail/remboursement		
Durée déterminée jusqu'à 12 mois – valeur réelle;		
Durée déterminée supérieure à 12 mois – valeur totale plus valeur résiduelle; et		
Durée indéterminée – acompte mensuel multiplié par 48		
Certains marchés de services		
Les services bancaires, les services d'assurance, les autres services financiers et les contrats d'études comprendront les primes d'assurance et les frais bancaires/d'ingénierie, les commissions, les intérêts et les autres formes de paiement.		
Contrats de services sans prix fixe total		
Durée inférieure ou égale à 48 mois – valeur totale; et		
Durée supérieure à 48 mois – acompte mensuel multiplié par 48		
Concours de planification et de conception:		
Doivent inclure les paiements ou primes versés aux candidats.		
Critères de sélection		
Pas de règles spécifiques	Les critères de sélection doivent être définis dans les documents d'appels d'offres. Le Règlement prévoit que: "Les critères d'attribution ... peuvent, par exemple, être le prix, la qualité, le coût du cycle de vie, l'environnement, des considérations sociales ou l'innovation."	Prix le plus bas Coût du cycle de vie le plus bas Meilleur rapport entre le prix/coût et la qualité

Entre 100 000 Nkr et les seuils nationaux	Entre les seuils nationaux et les seuils de l'EEE	Supérieurs aux seuils de l'EEE
Délais minimums		
Pas de règles spécifiques	Aucun délai spécifique, mais l'entrepreneur doit tenir compte de la complexité du contrat et du temps nécessaire aux fournisseurs pour préparer les demandes et les offres.	Jours à compter de la publication dans DOFFIN/TED Appel d'offres ouvert: 30 (15 si urgent) Appel d'offres restreint: Demande de participation: 30 (15 si urgent) Invitation à soumissionner: 25 (10 si urgent/ avec avis contenant des orientations) Négocié, avis préalable: 25 (10 avec avis contenant des orientations) Dialogue compétitif: 30 Partenariat d'innovation: 30

Source: Loi n° 73 de 2016 sur les marchés publics; Règlement n° 974 de 2016 sur les marchés publics.

3.182. Les plaintes relatives aux marchés publics peuvent être portées devant la Commission d'examen des plaintes portant sur des marchés publics (Klagenemnda for offentlige anskaffelser – KOFA), les tribunaux ou, dans certains cas, l'Autorité de surveillance de l'AELE. La KOFA est un organisme indépendant créé par le Règlement n° 1288 de 2002 sur la Commission d'examen des plaintes portant sur des marchés publics et chargé d'examiner les plaintes concernant les violations de la législation relative aux marchés publics. Les plaintes doivent être déposées par écrit en norvégien dans les six mois suivant la conclusion du contrat (deux ans en cas d'adjudication directe) et accompagnées de frais de dépôt de 8 000 couronnes norvégiennes (1 000 couronnes en cas d'adjudication directe). Sauf pour les adjudications directes illégales où l'autorité publique a fait preuve de négligence grave, la KOFA ne peut pas ordonner la suspension de la procédure de passation du marché, ni prendre de décisions juridiquement contraignantes. En cas d'adjudication directe illégale, la KOFA peut prendre des décisions juridiquement contraignantes et imposer des sanctions pouvant atteindre 15% de la valeur du contrat. En 2016, la KOFA a réglé 151 affaires distinctes et conclu à une violation de la réglementation dans 52 d'entre elles.¹⁸⁷

3.183. Par ailleurs, les plaintes soulevées devant les tribunaux peuvent donner lieu à des décisions juridiquement contraignantes et être engagées parallèlement aux procédures portées devant la KOFA. Comme dans d'autres domaines, il peut être fait appel des décisions du tribunal de première instance devant la Cour d'appel.

3.184. Lorsque la plainte concerne une violation de l'Accord sur l'EEE, elle peut être déposée auprès de l'Autorité de surveillance de l'AELE et l'appel se fait devant la Cour de l'AELE. En juillet 2011, l'Autorité a changé sa politique concernant les procédures relatives aux marchés publics. Auparavant, lorsque l'Autorité estimait qu'il y avait eu violation des règles relatives aux marchés publics, elle invitait l'État de l'AELE à reconnaître cette violation et à s'engager à ne pas la répéter dans le futur. Une fois cette reconnaissance et cet engagement enregistrés, l'affaire était close. En s'appuyant sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, cette politique a été changée et l'Autorité poursuit maintenant l'examen de l'affaire tant que le contrat concerné continue de produire des effets et que l'État de l'AELE concerné n'a pas pris de mesures correctives appropriées pour rectifier la violation.¹⁸⁸ En 2016, l'Autorité a transmis à la Norvège un avis motivé (aucun en 2017) concernant les marchés publics.

3.185. La Norvège est partie à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics et à l'AMP révisé, qui est entré en vigueur le 6 avril 2014. Les seuils exprimés en couronnes norvégiennes ont été notifiés à l'OMC en juillet 2014 (tableau 3.25). Fin février 2017, la dernière notification concernant les statistiques sur les marchés publics dans le cadre de l'AMP datait de juillet 2014 pour la période 2010-2012 (tableau 3.26).

¹⁸⁷ Renseignements en ligne de la KOFA. Adresse consultée: <https://kofa.no/Avgjorte-saker>.

¹⁸⁸ Renseignements en ligne de l'Autorité de surveillance de l'AELE (adresse consultée: <http://www.eftasurv.int/press--publications/press-releases/internal-market/nr/1499>), concernant les affaires jointes C-20/01 et C-28/01, Commission/Allemagne. Adresse consultée: <http://curia.europa.eu/juris/liste.jsf?num=C-20/01&language=fr>.

Tableau 3.25 Valeurs de seuil fixées par la Norvège dans le cadre de l'AMP, applicables depuis le 15 juin 2014

		Marchandises	Services	Services de construction
Entités du gouvernement central	DTS	130 000	130 000	5 000 000
	NKr	1 153 457	1 153 457	44 363 745
	Seuil appliqué	1 000 000	1 000 000	39 000 000
Entités des gouvernements sous-centraux	DTS	200 000	200 000	5 000 000
	NKr	1 774 550	1 774 550	44 363 745
	Seuil appliqué	1 550 000	1 550 000	39 000 000
Autres entités	DTS	400 000	400 000	5 000 000
	NKr	3 549 100	3 549 100	44 363 745
	Seuil appliqué	3 100 000	3 100 000	39 000 000

Source: Document de l'OMC GPA/W/325/Add.8 du 14 juillet 2014.

Tableau 3.26 Chiffres clés des marchés de l'UE et de l'AMP, 2010-2012

	2010	2011	2012
Nombre total de contrats	2 357	2 237	3 850
Nombre total de fournisseurs auxquels des contrats ont été attribués	3 592	3 451	2 457
dont fournisseurs étrangers	143	185	..
Contrats supérieurs au seuil			
Nombre	1 899	1 750	3 172
Valeur (milliards de NKr)	23,5	30,0	58,4
Contrats négociés			
Nombre	434	415	537
Valeur (milliards de NKr)	8,2	8,8	10,6

.. Non disponible.

Source: Documents de l'OMC: GPA/119/Add.3 du 14 juillet 2014; GPA/114/Add.4 du 14 juillet 2014; et GPA/108/Add.6 du 14 juillet 2014.

3.3.7 Droits de propriété intellectuelle

3.186. La Norvège est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et a adhéré aux principales conventions internationales dans le domaine de la propriété intellectuelle (PI), comme la Convention de Paris (1885), la Convention de Berne (1886), le Traité de coopération en matière de brevets (PCT), le Protocole de 1989 relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (1996) et l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (2010).¹⁸⁹ Cependant, elle n'est pas partie à certains traités internationaux en matière de PI, et notamment le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT), le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), le Traité sur le droit des brevets et le Traité de Singapour sur le droit des marques. La Norvège a l'intention de rejoindre le WCT, le WPPT, le Traité de Beijing et le Traité de Marrakech d'ici à 2020.¹⁹⁰

3.187. L'Accord sur l'EEE (annexe XVII et protocole 28) contient des dispositions concernant les droits de propriété intellectuelle (DPI). Pour l'essentiel, l'acquis de l'UE dans ce domaine est considéré comme présentant de l'intérêt pour l'EEE et il a donc été inclus dans l'Accord sur l'EEE et il incorporé dans la législation norvégienne, y compris la Directive sur les marques de l'Union européenne, la Directive européenne sur les dessins et modèles, la Directive sur les brevets (Directive relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques), ainsi que les règlements de l'UE concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les médicaments et pour les produits phytopharmaceutiques. Les principales caractéristiques de la législation de la Norvège en matière de PI sont présentées dans le tableau 3.27. La Norvège a adhéré à la Convention sur le brevet européen en 2008 et est ainsi également devenue membre de l'Organisation européenne des brevets. Par conséquent, les brevets délivrés par l'Office européen des brevets (OEB) peuvent être validés en Norvège. Les pays de l'EEE ne sont pas

¹⁸⁹ La Norvège a adhéré à toutes les mises à jour et tous les ajouts concernant les Conventions de Paris et de Berne.

¹⁹⁰ Selon les autorités, la législation nationale est déjà conforme aux dispositions matérielles du WCT et du WPPT suite à la mise en œuvre par le pays de la Directive de l'UE sur le droit d'auteur (2001/29/CE).

couverts par les mécanismes de l'Union européenne relatifs aux marques et aux dessins ou modèles communautaires. Toutefois, la Norvège a adopté une nouvelle Loi sur les marques en 2010, entre autres choses, pour codifier le principe de l'épuisement régional de l'EEE. L'épuisement régional dans le cadre de l'EEE s'applique au droit d'auteur, aux marques, aux brevets, aux dessins et modèles industriels, aux schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés et aux droits des obtenteurs de variétés végétales.

Tableau 3.27 Aperçu général de la protection des DPI prévue par la législation norvégienne, 2017

Objet/législation	Champ d'application	Durée	Évolution depuis 2012
Brevets Loi n° 9 du 15 décembre 1967 sur les brevets, telle que modifiée	Toute invention susceptible d'application industrielle	20 ans à compter de la date de dépôt de la demande; cette durée peut être prolongée d'au plus 5 ans pour les médicaments et les produits servant à la préservation des végétaux	L'adhésion à l'Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur le brevet européen (Accord de Londres) a pris effet le 1 ^{er} janvier 2015. Les modifications de la Loi hypothécaire et de la Loi sur les brevets permettent d'offrir une sécurité supplémentaire pour les brevets et les demandes de brevets depuis le 1 ^{er} juillet 2015. La Loi sur les brevets a été modifiée le 1 ^{er} septembre 2017 pour proroger de 6 mois les certificats complémentaires de protection pour les médicaments ayant fait l'objet d'essais en vue d'un usage pédiatrique conformément au Règlement (CE) n° 1901/2006 et au Règlement (CE) n° 469/2009.
Variétés végétales Loi n° 32 du 12 mars 1993 sur les droits des obtenteurs de variétés végétales, telle que modifiée	Variétés de tous les genres ou espèces de végétaux, y compris les hybrides entre genres et espèces	20 ans à compter de la date de l'octroi; jusqu'à 25 ans pour les arbres et les vignes	Les modifications de la Loi hypothécaire et de la Loi sur les brevets permettent d'offrir une sécurité supplémentaire pour les droits des obtenteurs et les demandes d'octroi de ces droits depuis le 1 ^{er} juillet 2015.
Dessins et modèles Loi n° 15 du 14 mars 2003 sur les dessins et modèles	Dessins et modèles qui sont nouveaux et qui possèdent un caractère individuel	Une ou plusieurs périodes de 5 ans à compter de la date de dépôt de la demande, jusqu'à un maximum de 25 ans	
Marques de fabrique ou de commerce Loi n° 8 du 26 mars 2010 sur les marques	Marques de fabrique ou de commerce permettant de distinguer les produits ou services du détenteur de la marque de ceux offerts par d'autres. La protection peut être obtenue suite à l'enregistrement ou à l'utilisation. Les marques non enregistrées sont protégées de la même manière que les marques de fabrique ou de commerce enregistrées. Une protection plus étendue est accordée aux marques notoirement connues.	Protection assurée à compter de la date de la demande d'enregistrement et pendant 10 ans à compter de la date de la demande; l'enregistrement est renouvelable indéfiniment pour des périodes de 10 ans.	

Objet/législation	Champ d'application	Durée	Évolution depuis 2012
Droit d'auteur Loi n° 2 du 12 mai 1961 sur le droit d'auteur, telle que modifiée	Œuvres littéraires, scientifiques et artistiques, y compris les programmes d'ordinateur, les compilations de données, les photographies, les bases de données, les artistes exécutants, les producteurs de phonogrammes, les radiodiffuseurs et la première fixation des films.	Durée de vie de l'auteur plus 70 ans; les œuvres anonymes sont protégées durant 70 ans à compter de la fin de l'année au cours de laquelle elles ont été rendues publiques; les photographies sont protégées pendant la durée de vie du photographe plus 15 ans, mais pour au moins 50 ans à compter de la date où elles ont été prises; pour les détenteurs de droits visant des enregistrements sonores publiés, 70 ans après la première exécution ou fixation; pour les autres droits connexes, 50 ans à compter de la première exécution, fixation ou diffusion.	2012: modification de la Loi sur le droit d'auteur pour mettre en œuvre la Directive 2010/13/UE concernant l'utilisation de brefs reportages d'actualité 2013: modification de la Loi sur le droit d'auteur pour renforcer le respect du droit d'auteur visant les œuvres numériques et clarifier la mise en œuvre par la Norvège de la Directive 2001/29/CE 2014: modification de la Loi sur le droit d'auteur pour mettre en œuvre la Directive 2006/116/CE, qui, entre autres choses, étend de 50 à 70 ans la durée de protection dont bénéficient les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes 2015: modification de la Loi sur le droit d'auteur pour mettre en œuvre la Directive 2012/28/UE (œuvres "orphelines") et introduire une licence collective étendue générale. Règlement administratif relatif à la Loi sur le droit d'auteur; modification en 2014 (directive de l'UE sur les services) et en 2015 (nouvelles mesures concernant la résolution des conflits relatifs aux licences collectives étendues et la recherche diligente des détenteurs de droits sur des œuvres "orphelines")
Indications géographiques (IG) Loi n° 47 du 16 juin 1972 sur la commercialisation; Loi n° 8 du 26 mars 2010 sur les marques; Loi n° 124 du 19 décembre 2003 sur la production et la sécurité sanitaire des produits alimentaires; Règlement n° 698 du 5 juillet 2002; Règlement n° 370 du 21 mars 2013 sur le vin; et Règlement n° 1148 du 11 octobre 2006 sur les boissons spiritueuses et les boissons aromatisées	Indications géographiques étrangères et nationales	Indéfinie	

Objet/législation	Champ d'application	Durée	Évolution depuis 2012
Schémas de configuration de circuits intégrés Loi n° 27 du 15 juin 1990 sur les schémas de configuration, telle que modifiée	Circuits intégrés	Dix ans à compter de l'année civile au cours de laquelle la topographie a été exploitée commercialement pour la première fois, où que ce soit dans le monde, mais pour au plus 15 ans à compter de l'année de sa création	
Renseignements non divulgués Loi n° 2 du 9 janvier 2009 sur le contrôle de la commercialisation, Loi n° 132 du 4 décembre 1992 sur les produits pharmaceutiques, Règlement n° 455 du 6 mai 2015 sur les produits phytopharmaceutiques, mettant en œuvre le Règlement n° 1107/2009/CE, et Loi du 10 février 1967 sur l'administration publique, telle que modifiée	Secrets commerciaux ayant une valeur commerciale; données et essais non divulgués	Les secrets commerciaux sont protégés contre une utilisation commerciale illicite. Les données et essais pharmaceutiques non divulgués sont protégés pour au moins 6 ans; les données et essais visant des produits chimiques pour l'agriculture sont protégés pour au moins 10 ans.	

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités norvégiennes.

3.188. Avec ses partenaires de l'AELE, la Norvège a conclu de nombreux accords de libre-échange qui contiennent des dispositions relatives à la protection de la PI.¹⁹¹ En outre, elle maintient des accords bilatéraux dans le domaine de la science et de la technologie avec plusieurs partenaires, et notamment la Chine, le Japon, la Fédération de Russie et les États-Unis.

3.189. Patentstyret – en français l'Office norvégien de la propriété industrielle (NIPO) – est l'autorité compétente en matière de droits de propriété industrielle en Norvège. Le NIPO examine les demandes d'enregistrement de brevets, de marques et de dessins et modèles industriels, et il contribue à l'application des régimes et systèmes internationaux. En raison de l'adhésion de la Norvège à la Convention sur le brevet européen, un nombre croissant de brevets en vigueur en Norvège ont été accordés par l'EPO et validés ensuite par le NIPO (tableau 3.28).¹⁹² L'adhésion de la Norvège à l'Accord de Londres, qui entraîne une forte baisse des coûts de traduction, a pris effet le 1^{er} janvier 2015.¹⁹³ Dans le même temps, des modifications ont été apportées pour permettre le dépôt et le traitement, en anglais, des demandes nationales de brevets et des demandes présentées au titre du PCT. Par conséquent, le NIPO accepte actuellement aussi les demandes nationales de brevets et les demandes présentées au titre du PCT en anglais, et la part des demandes présentées en norvégien est tombée à moins de 30%. S'agissant des demandes présentées au titre du PCT provenant de Norvège, un examen international peut être réalisé par l'Institut nordique des brevets (NPI), l'EPO ou l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement (PRV).¹⁹⁴

¹⁹¹ Des dispositions relatives à la protection des DPI ont été incorporées dans tous les accords, sauf l'ALE avec le Canada, et les DPI sont un domaine concerné par les processus de révision en cours des accords existants.

¹⁹² La validation en Norvège doit être demandée dans les trois mois suivant la publication d'un brevet par l'EPO.

¹⁹³ Du fait de l'adhésion à l'Accord de Londres, les prescriptions en matière de traduction pour un brevet européen accordé en anglais n'exigent plus de traduire le brevet entier, mais seulement la demande de brevet. Toutefois, il faut toujours fournir une traduction en norvégien de la demande de brevet. Les demandeurs peuvent fournir le fascicule de brevet en norvégien lorsqu'il n'existe pas de traduction en anglais.

¹⁹⁴ La création du NPI (par les autorités chargées des brevets au Danemark, en Islande et en Norvège) s'est faite en réaction à la perte d'activité anticipée suite à l'adhésion à l'EPO. Les demandeurs suédois sont également invités à utiliser les services du NPI. Inversement, certains clients norvégiens utilisent l'Office

Tableau 3.28 Norvège: Renseignements concernant les marques de fabrique ou de commerce, les dessins et modèles industriels, et les brevets, 2013-2016

	2013	2014	2015	2016
Demandes d'enregistrement de marques				
Résidents	3 532	3 959	4 097	4 265
Non-résidents	2 969	3 008	3 007	3 302
International (Madrid)	9 175	8 483	9 526	8 135
Total	15 676	15 450	16 630	15 702
Demandes d'enregistrement de dessins et modèles industriels				
Résidents	276	302	250	240
Non-résidents	187	217	183	157
International (La Haye)	830	700	781	832
Total	1 293	1 219	1 214	1 229
Demandes de brevets				
Résidents	1 060	1 052	1 120	1 195
Non-résidents	146	95	129	121
International (PCT)	538	417	556	746
Total	1 744	1 564	1 805	2 062
Brevets délivrés				
Délivrés	1 421	1 433	1 449	2 526
Brevets européens validés en Norvège	2 220	2 604	3 340	4 495
<i>En vigueur en fin d'année</i>				
Brevets	19 418	21 218	23 350	27 657
Dessins et modèles	7 729	8 402	8 978	9 543
Marques de fabrique ou de commerce	200 336	207 918	214 449	217 437

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des rapports annuels de l'Office norvégien des brevets.

3.190. Le NIPO agit indépendamment des ministères et du gouvernement dans le traitement des demandes individuelles d'enregistrement des droits de propriété industrielle. Jusqu'au début de 2013, les recours contre ses décisions étaient examinés par un département distinct au sein du NIPO. Toutefois, depuis le 1^{er} avril 2013, les plaintes doivent être adressées à la Commission d'appel pour les droits de propriété industrielle (Klagenemnda for industrielle rettigheter – KFIR), une instance judiciaire indépendante qui relève, sur le plan administratif, du Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche.¹⁹⁵ Depuis sa création, la KFIR a rendu des décisions dans bien plus de 100 affaires par an, essentiellement concernant les marques. Il peut ensuite être fait appel des décisions de la KFIR devant les tribunaux.

3.191. La responsabilité globale de la législation sur le droit d'auteur et des politiques en la matière relève du Ministère de la culture. Une proposition en vue d'une nouvelle Loi sur le droit d'auteur, la première révision globale depuis plus de 50 ans, a été présentée au Parlement en avril 2017. La nouvelle loi vise à moderniser et à simplifier la Loi sur le droit d'auteur afin d'en faciliter l'usage pour tous. Il est prévu que le Parlement débattenne de la loi proposée au printemps 2018.

3.192. Le respect du droit d'auteur et des droits connexes relève du détenteur de droits individuel, qui transfère souvent l'administration des droits et la charge de les faire respecter à un organisme de détenteurs de droits spécifique selon le type d'œuvre protégée, comme les organismes pour les artistes des arts visuels (BONO), les producteurs de phonogrammes indépendants (FONO), les artistes interprètes ou exécutants (GramArt) ou les créateurs de musique (Tono). Dans le cadre du système étendu de licences collectives prévu dans la Loi sur le droit d'auteur, les droits sont gérés collectivement par des organismes de gestion collective tels que Kopinor (droits de reproduction dans l'éducation et les organisations) ou Norwaco (utilisation secondaire d'œuvres audiovisuelles sur les réseaux câblés).¹⁹⁶

suédois des brevets et de l'enregistrement pour traiter leurs demandes de brevet au titre du PCT. Le NPI fournit aussi des services d'information sur les brevets aux entreprises situées hors du Danemark, de l'Islande et de la Norvège.

¹⁹⁵ La compétence de la KFIR s'étend aux décisions prises par le NIPO concernant les brevets, les marques, les dessins et modèles industriels, l'utilisation des dénominations sociales, et conformément à la Loi sur les métaux précieux, ainsi qu'aux décisions de l'Office des variétés végétales.

¹⁹⁶ La licence collective étendue n'est utilisée que dans les cas où l'acquisition des droits au niveau individuel serait très compliquée ou impossible, par exemple pour les copies réalisées dans les écoles à des fins d'enseignement ou pour la retransmission d'œuvres audiovisuelles sur le câble.

3.193. La Norvège n'est pas partie contractante à l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international. Au niveau national, les indications géographiques (IG) et les appellations d'origine sont protégées en vertu de la Loi sur la commercialisation (1972), de la Loi sur les marques (2010), et de la Loi sur la production et la sécurité sanitaire des produits alimentaires (2003). Le Règlement n° 698 du 5 juillet 2002 (tel que modifié) définit les critères et les procédures pour la certification des IG, des appellations d'origine et des désignations ayant un caractère traditionnel pour les produits alimentaires (autres que les eaux, le vin et les spiritueux). La décision d'accorder cette protection est prise par l'Autorité norvégienne de sécurité sanitaire des aliments (Mattilsynet). Le demandeur, qui peut être un groupe de producteurs primaires et/ou de transformateurs ou une personne morale (donc pas un groupe), devient alors le détenteur de l'indication ou de l'appellation enregistrée.¹⁹⁷ Le système est géré par la Fondation norvégienne pour les marques alimentaires (Matmerk) depuis 2007. Si les délais peuvent varier, il faut en moyenne 18 mois pour traiter une demande.

3.194. En décembre 2017, 28 spécialités alimentaires norvégiennes avaient été certifiées en tant qu'IG, appellations d'origine ou désignations ayant un caractère traditionnel, et notamment le "Pinnekjøtt" norvégien (agneau); le "Fenalår" norvégien¹⁹⁸; le "Stockfish des Îles Lofoten"¹⁹⁹; deux types de fromages locaux; les pommes, les cerises douces et les prunes (du Telemark ou du Hardanger); et les poires, le jus de pomme et le cidre (du Hardanger).²⁰⁰ En outre, les associations de producteurs italiens de trois spécialités alimentaires ont demandé et obtenu une protection en Norvège: pour le Prosciutto di Parma, le Parmigiano Reggiano et le Gorgonzola. Les trois produits italiens certifiés en Norvège conformément aux règles norvégiennes relatives aux IG bénéficient d'une protection identique à celle des produits norvégiens enregistrés.

3.195. La Norvège ne participe pas aux systèmes d'enregistrement de l'UE pour les produits agricoles et les denrées alimentaires car l'agriculture n'entre pas dans le champ de l'Accord sur l'EEE.²⁰¹ Il est donc nécessaire de procéder à l'enregistrement dans le système de l'UE, ainsi que dans le système national de la Norvège, pour bénéficier d'une protection contre l'usage abusif, les imitations, etc. sur les deux marchés. Cependant, les systèmes de l'UE destinés à protéger les IG pour le vin, les spiritueux et les boissons aromatisées ont été incorporés dans l'Accord sur l'EEE et ces IG sont donc protégées en Norvège et dans l'Union européenne. La Norvège compte deux IG de ce type – Norsk Akevitt et Norsk Vodka. S'agissant des IG pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, deux spécialités norvégiennes ("Fenalår" et "Stockfish des Îles Lofoten") ont été certifiées en tant qu'IG dans l'Union européenne et y bénéficient donc de la même protection que les produits enregistrés des États membres de l'UE.

3.196. Le Parlement a modifié la législation sur les droits de propriété industrielle pour renforcer la position des détenteurs de droits en mai 2013.²⁰² Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2013, la loi modifiée contient de nouvelles dispositions sur les dommages, les mesures correctives et des sanctions pénales renforcées. Désormais, le détenteur de droits peut opter pour une indemnisation correspondant à un droit de licence raisonnable, aux bénéfices du contrevenant ou à la couverture de ses propres pertes financières. Des mesures peuvent être imposées à l'encontre des marchandises portant atteinte aux droits, ainsi que des principaux matériaux et instruments utilisés pour fabriquer ces marchandises. La peine de prison maximale est passée de trois mois à un an, et à trois ans dans les cas graves, par exemple pour les atteintes commises à une échelle commerciale. En outre, le contrevenant peut être tenu de payer pour la diffusion du jugement concernant l'infraction, et le détenteur des droits (y compris le droit d'auteur) peut demander aux tribunaux d'obtenir des renseignements concernant les réseaux de distribution et l'origine des marchandises et des services portant atteinte aux droits. Sauf en cas d'injonction préliminaire, toutes les affaires relatives aux droits de propriété industrielle enregistrés relèvent du tribunal de

¹⁹⁷ Chaque décision est promulguée dans un règlement séparé, par exemple le Règlement n° 1235 du 14 novembre 2006 sur l'appellation "Gamalost frå Vik".

¹⁹⁸ Le "Fenalår" est du gigot d'agneau ou de mouton jeune, salé et séché, marqué comme "traditionnel" ou "fumé" (le cas échéant). Le Règlement n° 935 du 3 octobre 2012 fixe les prescriptions relatives à l'origine et à l'état des matières premières, au processus de production, ainsi qu'aux caractéristiques du produit fini.

¹⁹⁹ Le produit est aussi une indication géographique protégée enregistrée dans l'Union européenne.

²⁰⁰ Au début de 2018, trois demandes étaient à l'examen; elles concernaient le "Setersmør" (beurre), le "Målselvnepe fra Nord-Norge" (navets) et le "Lynglam" (agneau).

²⁰¹ Si les règles de la Norvège en matière d'IG pour les denrées alimentaires sont nationales, les prescriptions sont basées sur les règles de l'UE, et leur sont donc très semblables.

²⁰² Loi n° 25 du 31 mai 2013 portant modification de la législation relative à la protection des droits de propriété industrielle, etc.

district d'Oslo. D'après les autorités norvégiennes, le nouveau régime visant à assurer le respect des droits est au moins équivalent à celui qui est applicable dans l'Union européenne.²⁰³

3.197. Après avoir adopté une injonction préliminaire, le tribunal de district communique sa décision aux Douanes norvégiennes, qui sont tenues d'identifier et de détenir les marchandises soupçonnées de porter atteinte aux DPI. L'autorité douanière peut aussi prendre des mesures d'office contre ces marchandises. Les Douanes norvégiennes ont bénéficié d'un financement supplémentaire en 2010 pour embaucher du personnel et désigner un coordonnateur chargé spécifiquement des DPI. Les articles les plus fréquemment retenus au cours des trois dernières années (2015-2017) sont les pièces détachées pour téléphones mobiles/smartphone, les jantes, les meubles et (en 2017) les pop-sockets pour smartphones.²⁰⁴

3.198. Suite à la publication d'un livre blanc en 2013²⁰⁵, le NIPO, le Ministère de la culture et les Douanes norvégiennes ont créé un site Web commun pour lutter contre le piratage et la contrefaçon. Ce site Web – www.velgekte.no – fait partie d'un réseau interinstitutions plus large qui comprend le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche, le Ministère de la justice et de la sécurité publique, l'Autorité chargée des enquêtes et des poursuites pour les crimes économiques et environnementaux, l'Agence norvégienne des médicaments, la Direction norvégienne de la protection civile et Innovation Norway.²⁰⁶ Les renseignements sont présentés de manière à attirer le grand public, mais aussi les spécialistes. Près de 37 000 utilisateurs uniques ont visité le site Web depuis son lancement en mars 2015. Le site Web est souvent utilisé par les journalistes pour obtenir des renseignements sur les atteintes aux DPI et le nombre de visiteurs augmente toujours suite aux campagnes de sensibilisation menées par le réseau gouvernemental de lutte contre les atteintes aux DPI.

²⁰³ La Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des DPI n'a pas été incorporée dans l'Accord sur l'EEE et n'est donc pas contraignante en Norvège.

²⁰⁴ Le nombre d'articles saisis a atteint son niveau le plus élevé (plus de 42 000) en 2017. Toutefois, la valeur des marchandises détenues a diminué régulièrement: de 34,9 millions de couronnes norvégiennes en 2015, à 19,7 millions de couronnes en 2016 et à 13,26 millions de couronnes en 2017.

²⁰⁵ Meld. St. 28 (2012-2013), *Unique ideas, major assets*, 12 avril 2013.

²⁰⁶ Le site Web propose une version en anglais.

4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

4.1 Agriculture, sylviculture et pêche

4.1.1 Agriculture

4.1.1.1 Principales caractéristiques

4.1. En Norvège, environ 1 million d'hectares de terres sont consacrées à l'agriculture, ce qui ne représente pas plus de 3% de la superficie terrestre totale. Environ un tiers des terres agricoles sont utilisées pour la production de céréales; les terres restantes sont, pour la plupart, uniquement adaptées à la culture d'herbe ou utilisées comme pâturages. Certaines des terres agricoles les plus productives étant situées près de grandes agglomérations, les territoires soumis à la pression de l'urbanisation font l'objet d'un suivi et de contrôles. En 2004, le Parlement a décidé que la perte annuelle due à l'urbanisation ne devait pas dépasser 600 hectares. En décembre 2015, le Parlement a revu cet objectif et l'a fixé à 400 hectares d'ici à 2020.¹

4.2. Fin 2016, on recensait en Norvège à peine plus de 41 000 exploitations enregistrées.² Le nombre d'exploitations est en baisse régulière depuis plusieurs décennies. Actuellement, il diminue d'environ 2% par an. De manière générale, le climat norvégien limite les cultures à un éventail restreint de produits. Près de 80% des exploitations consacrent leurs terres à la culture d'herbe et aux pâturages. La production de céréales est dominée par l'orge, puis par le blé (y compris le blé fourrager) et l'avoine. Une part notable de la production horticole se déroule dans des serres. L'élevage recouvre essentiellement les produits laitiers et la viande (de bœuf, de porc, de mouton et de volaille). L'importance de la production laitière dans le secteur norvégien de l'élevage a progressivement diminué au profit de la production de viande, en particulier de porc, de volaille et de bœuf (tableau 4.1).

Tableau 4.1 Revenus de la production agricole, 1989, 2010 et 2016

(Millions de Nkr)

	1989	2010	2016
Total des revenus de la production	24 525	26 132	33 717
Cultures (total)	6 092	6 835	8 990
-Céréales, pois secs et graines oléagineuses	3 053	2 455	3 000
-Pommes de terres	522	628	689
-Produits horticoles (légumes, fruits, baies et fleurs)	2 330	3 514	4 956
-Autres cultures	187	238	345
Produits de l'élevage (total)	17 551	18 414	23 498
-Lait	9 176	7 531	9 430
-Viande et porc	7 016	9 552	12 340
-Laine	226	122	143
-Œufs	757	837	1 045
-Animaux à fourrure	290	278	358
-Autres produits de l'élevage	86	93	182
Autres revenus	644	900	976
Variations des stocks	238	-17	252
Dépenses	-17 728	-23 064	-28 800
Résultat net	6 797	3 068	4 917
Subventions de l'État	5 054	9 834	10 502
Intérêts réels payés sur les emprunts	-1 573	-677	-360
Rémunération du travail et des capitaux propres	10 277	12 225	15 059

Note: Les données pour 2016 sont des données préliminaires.

Source: OMC (2012); et Budsjettnemnda for jordbruket, *Totalkalkylen for jordbruket* (août 2017). Adresse consultée: ["https://brage.bibsys.no/xmlui/bitstream/handle/11250/2461373/Totalkalkylen-for-jordbruket_2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y"](https://brage.bibsys.no/xmlui/bitstream/handle/11250/2461373/Totalkalkylen-for-jordbruket_2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y).

¹ L'enregistrement des terres arables perdues à cause de l'urbanisation a commencé en 1976. L'objectif fixé à partir de 2004 correspondait environ à la moitié du taux annuel de conversion à cette époque. En 2015, quelque 630 hectares de terres arables ont été dédiés à d'autres utilisations. Actuellement, la superficie du territoire agricole de la Norvège augmente légèrement car le taux de terres mises en culture est environ trois fois supérieur aux pertes définitives.

² Renseignements en ligne de l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <https://www.ssb.no/jord-skog-jakt-og-fiskeri/statistikker/stjord/aar/2017-01-17>.

4.3. Étant donné que la superficie agricole totale est globalement stable et que le nombre d'exploitations est en diminution, la taille moyenne des exploitations a été multipliée par plus de 3 au cours des 40 dernières années. Les exploitations norvégiennes restent toutefois petites en comparaison internationale.³ Normalement, les terres des exploitations qui stoppent leur production sont louées aux agriculteurs voisins plutôt que mises en vente. Des prescriptions locales relatives au maintien de la résidence principale et de l'entretien de toutes les terres agricoles limitent la transformation des exploitations de district en propriétés de loisirs.

4.4. Les fermes d'élevage norvégiennes, en particulier celles qui sont consacrées à l'élevage de porcs ou de volailles, ont également vu leur taille augmenter au fil des ans, bien que la réglementation restreigne certaines lignes de production. L'approvisionnement du marché intérieur du lait est régulé par un système de quotas de production par exploitation depuis 1983. Une forte hausse de la productivité a entraîné une diminution du nombre de vaches laitières d'environ 30% sur les 20 dernières années.⁴ Parallèlement, le nombre de bovins élevés exclusivement pour leur viande a plus que doublé. En 2015, la Norvège comptait environ 8 800 exploitations laitières et 4 900 exploitations spécialisées dans la viande bovine. La réglementation limite la taille des fermes d'élevage individuelles pour maintenir des exploitations de différentes tailles, et ainsi répartir la production (pour minimiser les risques liés aux maladies animales, par exemple) et encourager le développement d'exploitations dans les régions défavorisées. Un système d'approbation s'applique à la production de poulets, de dindes, d'œufs et de porcs. Récemment, les réglementations ont été quelque peu assouplies. La limite annuelle de production pour les fermes d'élevage de poulets ne nécessitant pas d'approbation est passée de 120 000 poulets destinés à la boucherie (ou au commerce) à 280 000 poulets entre 2013 et 2015.⁵ Les quotas laitiers peuvent être loués ou échangés et le seuil de production a été relevé à 900 000 litres par unité à compter du 1^{er} janvier 2015.⁶

4.5. En Norvège, la production intérieure représente une part importante de la consommation nationale de produits de base. Globalement, on estime que le ratio d'autosuffisance mesuré en énergie oscille autour de 50% depuis plusieurs décennies.⁷ Selon le produit concerné, les variations sont considérables. La part de la consommation alimentaire couverte par la production nationale est particulièrement élevée pour le lait frais, la crème et les œufs (99%), le beurre (97%) et le fromage (87%). En outre, le niveau élevé du ratio pour la consommation de viande en général (92%) masque le fait que l'offre intérieure répond presque totalement à la demande pour le porc, l'agneau et la volaille, tandis que les importations de viande de bœuf et de veau sont importantes (tableau 4.2). Les importations de céréales dépendent de l'importance de la récolte norvégienne. Si les conditions météorologiques sont favorables, la demande de blé destiné à la consommation humaine est presque entièrement couverte par la production nationale. À l'autre extrémité de l'échelle, le riz, le sucre, de nombreux légumes et tous les produits tropicaux sont importés, pour des raisons climatiques.

³ En moyenne, la superficie d'une exploitation norvégienne est de 23,5 hectares, même si d'importantes différences régionales existent. En comparaison, dans les pays voisins que sont la Suède et la Norvège, les exploitations sont deux fois plus vastes en moyenne, et près de trois fois plus vastes au Danemark (67 hectares).

⁴ À l'heure actuelle, le rendement annuel d'une vache laitière norvégienne avoisine généralement 7 400 litres de lait.

⁵ De la même façon, le plafond annuel applicable aux fermes d'élevage de dindes est passé de 30 000 à 60 000 volailles destinées à la boucherie ou au commerce. D'après la Réglementation n° 611 du 1^{er} avril 2004, la limite est calculée sur une période de deux ans et peut être dépassée de 15% par an maximum, sous réserve que la production diminue l'année suivante.

⁶ Auparavant, les limites étaient de 412 000 litres/an pour les exploitations laitières individuelles et de 773 000 litres/an pour les unités de coproduction. La location des quotas laitiers a été introduite en 2008. S'agissant de la vente de quotas laitiers, jusqu'à 80% de la quantité vendue peut être négociée sur le marché libre, et au moins 20% doit être vendue au gouvernement. Cependant, l'Office norvégien de l'agriculture peut également vendre des quotas aux agriculteurs intéressés. Le prix convenu pour ces ventes était de 2,50 couronnes norvégiennes/litre en 2016.

⁷ Mesuré en fonction de la teneur en protéines du régime norvégien, le degré d'autosuffisance avoisine 70%.

Tableau 4.2 Principaux indicateurs concernant certains produits nationaux, moyenne pour la période 2012-2013

(Millions de kg, sauf indication contraire)

Produit	Production	Exportations	Importations	Consommation
Fromage	91,3	13,7	11,5	89,1
Beurre	16,2	0,0	1,3	17,4
Blé	228,2	0,1	507,4	735,4
Seigle	8,4	0,0	19,3	26,6
Orge	511,7	0,1	42,3	553,9
Avoine	259,4	0,0	43,2	259,5
Viande de bœuf et de veau	80,9	0,9	16,1	97,3
Viande d'agneau	23,3	0,0	3,0	26,5
Viande de porc	129,5	6,3	3,8	127,9
Viande de volaille	97,8	0,8	2,4	101,6
Œufs	63,5	1,6	0,8	62,8

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base du document de l'OMC G/SCM/N/284/NOR daté du 7 juillet 2015.

4.6. Ces dernières années, la croissance de la productivité a été bien plus élevée dans le secteur agricole que dans d'autres secteurs de l'économie continentale. Les agriculteurs ont rapidement adopté de nouvelles technologies. En 2015, environ un tiers du lait brut produit en Norvège a été extrait par des robots de traite et cette part devrait atteindre 50% dans les trois ou quatre années à venir. Parmi les autres exemples de la robotisation grandissante, on peut citer les chariots nourrisseurs intelligents, l'utilisation de drones pour la cartographie et les mesures, et l'application de pesticides et d'engrais sous contrôle technologique. Plusieurs projets de recherche financés au titre du programme Horizon 2020 de l'UE sont en train d'être élaborés à l'Université norvégienne des sciences de la vie (NMBU). Depuis août 2016, l'Institut norvégien de recherche en bioéconomie (NIBIO) exploite un Centre pour l'agriculture de précision afin de faciliter le développement et la diffusion des nouvelles technologies.⁸

4.1.1.2 Cadre de politique

4.7. Les quatre objectifs fondamentaux de la politique norvégienne en matière agricole et alimentaire, énoncés dans le Livre blanc n° 9 (2011-2012) et confirmés dans le Livre blanc n° 11 (2016-2017), sont les suivants: sécurité alimentaire, production dans toutes les régions du pays, augmentation de la valeur ajoutée, et agriculture durable avec réduction des émissions de gaz à effet de serre.⁹ Le maintien d'un niveau élevé de protection de la santé animale et de préservation des végétaux est un élément important de la composante "sécurité alimentaire". Pour produire sur tout le territoire dans un pays où les conditions d'agriculture peuvent s'avérer difficiles, il convient de mobiliser toutes les ressources des exploitations, y compris d'encourager l'agrotourisme, la sylviculture, la biodiversité et la protection des paysages. Le gouvernement estime que le développement des spécialités culinaires locales présente un potentiel considérable et encourage la croissance du chiffre d'affaires annuel (de 4,8 milliards de couronnes norvégiennes actuellement à 10 milliards de couronnes norvégiennes d'ici à 2025). L'agriculture fait partie de la "transition verte" de l'économie norvégienne, dont le but est de réduire l'empreinte environnementale de l'activité humaine, y compris en réalisant les objectifs nationaux et en respectant les repères et objectifs internationaux auxquels le pays a adhéré. En 2011, il était prévu que la future production terrestre de denrées alimentaires augmente parallèlement à la croissance projetée de la population (20% sur 20 ans). Le gouvernement actuel n'a pas défini d'objectif de production aussi précis, mais il voit un potentiel d'augmentation de la production sur un marché intérieur en expansion, à condition que cela n'aille pas à l'encontre d'autres grands aspects de la politique économique.

4.8. Le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation est responsable au premier chef des politiques relatives à la production agricole, à l'alimentation et à la gestion de la totalité de la chaîne alimentaire, en collaboration avec le Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche et le Ministère de la santé et des services de soins. L'Office norvégien de l'agriculture (Landbruksdirektoratet) est l'organisme chargé de la mise en œuvre pour le Ministère de

⁸ Des renseignements (en anglais) sont disponibles à l'adresse suivante: <https://precisionag.no/>.

⁹ Meld. St. 9 (2011-2012), *Landbruks- og matpolitikken, Velkommen til bords*, et Meld. St. 11 (2016-2017), *Endring og utvikling, En fremtidsrettet jordbruksproduksjon*.

l'agriculture et de l'alimentation; par ailleurs, il réalise des études et formule des conseils sur des questions de politique.¹⁰

4.9. Le gouvernement négocie les paramètres fondamentaux de la politique agricole, y compris la fixation du prix de certains produits, les formes et niveaux de soutien, les programmes sociaux et les questions de mise en œuvre, avec les deux organisations nationales d'agriculteurs, à savoir le Syndicat des agriculteurs norvégiens (Norges Bondelag) et le Syndicat des agriculteurs et petits exploitants norvégiens (Norsk Bonde – og Småbrukarlag). Le système des conventions agricoles de base existe depuis 1950. Il est basé sur un accord conjoint entre le gouvernement et les deux organisations, mais le gouvernement peut, sous certaines conditions, conclure une convention avec un seul partenaire. Tel a été le cas en 2015 et 2016 (tableau 4.3). Si aucun accord n'est trouvé, le gouvernement peut inviter le Parlement à établir les principaux paramètres (modifications globales des transferts budgétaires et des prix du marché, par exemple) et laisser les parties aux négociations définir la répartition détaillée de l'ensemble des mesures du Parlement.¹¹ C'est ce qui s'est passé en 2017.

4.10. La Loi sur la commercialisation (Omsetningsloven) du 10 juillet 1936 régleme le marché intérieur pour certaines viandes (bœuf, mouton, porc et volaille); le lait, le beurre et le fromage; les céréales et les graines oléagineuses; les pommes de terre, les légumes, les fruits et les baies; et les fourrures. Conformément à la Loi sur la commercialisation, l'Office norvégien de commercialisation des produits agricoles (Omsetningsrådet) s'efforce d'équilibrer l'offre et la demande des principaux produits agricoles norvégiens. Ses objectifs généraux sont les suivants: i) stabilité des prix à la production et dispersion géographique minime; ii) stabilité des conditions du marché pour les marchandises produites; iii) stabilité des approvisionnements et uniformité relative des prix sur tous les marchés nationaux de consommation; et iv) obtention par les agriculteurs des prix d'objectif fixés dans la Convention agricole de base, sous réserve que la moyenne pour l'année des prix du marché observés reste au niveau convenu, ou légèrement en dessous.¹² Les conventions agricoles de base fixent les prix d'objectif pour le lait frais, le porc, les céréales, les graines oléagineuses, les pommes de terre, les pommes et divers légumes.¹³ Les prix d'objectif révisés s'appliquent normalement à partir du 1^{er} juillet de la campagne de commercialisation. Les prix d'objectif ont été supprimés pour le bœuf en 2009, et pour la viande de mouton et d'agneau ainsi que les œufs à partir du 1^{er} juillet 2013. Ces produits sont assujettis à une réglementation quantitative, au titre de laquelle l'organisme de régulation du marché est tenu d'annoncer les "prix de gros moyens prévus" pour des périodes consécutives de six mois. S'agissant de la volaille, les prix d'objectif ont été supprimés en 2007 et, pour le moment, le marché n'est pas réglementé. Un prix de référence, déterminé au niveau de la vente en gros, est utilisé pour calculer le droit appliqué.

Tableau 4.3 Principaux éléments des conventions agricoles, 2013-2017

Convention agricole	Principaux éléments
2017	Limite générale de 625 millions de Nkr décidée par le Parlement. Allocation convenue par les parties aux négociations. Augmentation des prix d'objectif pour le lait, les céréales, les pommes de terre et les légumes pour un montant total de 150 millions de Nkr; 410 millions de Nkr accordés sur le budget de l'État. Le nombre administratif de régions productrices de lait est tombé de 18 à 14.
2016	Convention conclue avec le Syndicat des agriculteurs norvégiens uniquement. Augmentation nette de 190 millions de Nkr des prix d'objectif et transferts budgétaires additionnels de 100 millions de Nkr dans une limite globale de 350 millions de Nkr. Soutien accru à la production de céréales destinées à la consommation humaine et à la viande de bœuf de haute qualité. L'expiration du dispositif de protection pour les vaches laitières a été reportée de 2024 à 2034.
2015	Convention conclue avec le Syndicat des agriculteurs norvégiens uniquement. Prix d'objectif plus élevés pour le lait, le porc, les pommes de terre, les céréales, les fruits et les légumes (315 millions de Nkr) dans une limite générale de 400 millions de Nkr, y compris des transferts budgétaires accrus de 45 millions de Nkr.

¹⁰ L'Office norvégien de l'agriculture (Statens landbruksforvaltning) et l'Office de gestion des ressources liées aux rennes (Statens reindriftsforvaltning) ont fusionné en 2014.

¹¹ Les négociations annuelles peuvent également être réglées par arbitrage. Cette option a été utilisée pour la dernière fois en 1978.

¹² Les objectifs n'ont pas changé depuis qu'ils ont été fixés dans le Livre blanc n° 19 (1999-2000) sur l'agriculture et la production agricole norvégiennes.

¹³ Les produits écologiques peuvent bénéficier d'un supplément de prix non déterminé.

2014	Limite générale de 425 millions de Nkr décidée par le Parlement. Impulsion donnée aux revenus des agriculteurs, principalement par l'augmentation des prix d'objectif pour le lait, les pommes de terre, les céréales, les fruits et les légumes (340 millions de Nkr). Limite des primes annuelles de complément accordées aux exploitations d'élevage multipliée par 2 (560 000 Nkr/unité). Plafond applicable à la production de lait relevé à 900 000 litres/an par unité de production.
2013	Limite générale de la hausse des transferts: 1,27 milliard de Nkr, dont 500 millions de Nkr issus du budget de l'État. Prix d'objectif augmentés de 580 millions de Nkr. Supplément de prix mis en place pour la viande de bœuf de haute qualité.

Source: Renseignements en ligne du Norges Bondelag (guides annuels sur les conventions). Adresse consultée: www.bondelaget.no.

4.11. La régulation quotidienne du marché est assurée par les trois principales coopératives de producteurs, Tine SA (produits laitiers), Nortura (viande et œufs) et Norske Felleskjøp BA (céréales) (graphique 4.1).¹⁴ La régulation du marché repose sur trois obligations fondamentales: i) l'acceptation, par l'organisme de régulation du marché, de tous les produits qui lui sont proposés; ii) l'obligation faite à ce dernier d'approvisionner toutes les entreprises de transformation, sans discrimination; et iii) la fourniture non discriminatoire de renseignements pertinents sur le marché à toutes les parties concernées. Les organismes de régulation du marché fournissent également des services de conseil et de vulgarisation ainsi que des renseignements aux consommateurs, et mènent des activités de promotion. Tine Råvare et Nortura sont les seuls organismes de régulation du marché dans leurs domaines respectifs, tandis que Norske Felleskjøp peut assurer la régulation du marché avec d'autres négociants en céréales (par des appels d'offres). Aucun organisme officiel de régulation du marché ne vérifie que les prix d'objectif sont atteints dans le secteur des légumes. Cependant, Grøntprodusentenes Samarbeidsråd (GPS) peut intervenir occasionnellement afin d'équilibrer le marché des ménages pour les pommes et les pommes de terre.

4.12. Les organismes de régulation du marché prélèvent un droit sur versements destinés aux livraisons aux exploitations pour financer les activités de promotion et les actions éventuellement nécessaires à l'équilibrage des marchés.¹⁵ Les droits sont établis par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation sur la base des recommandations de l'Office norvégien de l'agriculture, en consultation avec l'Office norvégien de commercialisation des produits agricoles, généralement pour chaque année civile, et des comptes séparés sont tenus pour chaque produit visé par la régulation du marché.¹⁶ La portée des mesures envisagées dépend du modèle de régulation du marché applicable (tableau 4.4) ainsi que de la nature du produit. Pour la viande, les mesures les plus communes sont le stockage temporaire ou l'abattage précoce. Le marché des œufs (en coquilles), sur lequel la demande connaît des variations saisonnières, peut être équilibré grâce à la transformation à des fins industrielles ou à l'abattage programmé des poules. Des produits de qualité alimentaire (céréales, pommes de terre et pommes, par exemple) peuvent être transformés en aliments pour animaux ou pour l'usage industriel. Un excédent structurel s'est constitué dans la production de lait de chèvre. Il a donné lieu à des mesures telles que la transformation du lait de chèvre en fromage ou en aliment pour animaux, ou l'exportation de caillebotte congelée. La suppression des quotas de production a également fait l'objet de discussions. L'exportation comme mesure d'équilibrage du marché peut toujours être utilisée, dans une moindre mesure, pour le fromage, le beurre, le porc et les produits agricoles transformés

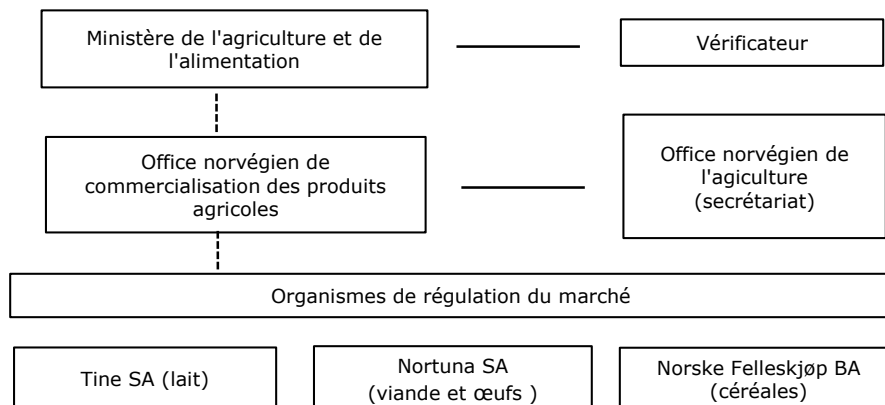
¹⁴ Les agriculteurs norvégiens ont fondé 16 coopératives de producteurs qui fonctionnent sous l'égide d'une organisation faîtière, la Fédération des coopératives agricoles norvégiennes (Norsk Landbrukssamvirke). Pour plus de détails concernant ces coopératives, voir OMC 2012.

¹⁵ Les droits prélevés en 2016 ont totalisé 360,2 millions de Nkr. En outre, le gouvernement a financé le prélèvement d'équilibrage du marché pour les produits horticoles (20,5 millions de Nkr) au travers de la Convention agricole de base.

¹⁶ Le 21 décembre 2017, le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation a annoncé les droits d'équilibrage du marché ci-après, applicables en 2018: lait de vache – 0,05 Nkr/litre; viande de bœuf et de veau – jusqu'à 2,00 Nkr/kg; viande de mouton et d'agneau – jusqu'à 4,00 Nkr/kg; viande de porc – jusqu'à 2,00/kg; œufs 0,70 Nkr/kg; poulet – 0,28 Nkr/kg; dinde 0,28 Nkr/kg; et céréales et graines oléagineuses – jusqu'à 0,08 Nkr/kg. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/forskrift-om-endring-av-forskrift-29.-juni-1999-nr.-763-om-omsetningsavgift-pa-jordbruksvarer-og-om-overproduksionsavgift-pa-mjolk/id2582965/>".

mais, du fait de l'adoption du paquet de Nairobi à la dixième Conférence ministérielle en décembre 2015, elle cessera d'être une option au plus tard en 2020.¹⁷

Graphique 4.1 Régulation du marché pour les produits agricoles



Source: Office norvégien de commercialisation des produits agricoles, rapport annuel 2016 (en norvégien).

Tableau 4.4 Solutions d'équilibrage du marché

Fixation de prix d'objectif	Modèle "volume"	Fixation de prix de référence
Prix d'objectif établi dans la Convention agricole de base	Aucun prix d'objectif n'est établi dans la Convention agricole de base mais l'organisme de régulation du marché annonce le prix de gros moyen prévu pour les 6 mois à venir. Le stockage est plafonné.	Pas d'organisme de régulation du marché, pas de régulation du marché, et pas de dispositions obligatoires concernant l'acceptation ou la fourniture. Pas de tentative d'équilibrage du marché ou de régulation de la production.
L'organisme de régulation du marché vérifie que les prix d'objectif sont atteints sur un marché équilibré.		
Si le prix d'objectif est dépassé, un objectif plus bas est fixé pour l'année suivante.	Exportations réalisées dans des circonstances exceptionnelles (cela ne sera plus possible à partir de 2021).	Un prix de référence (de gros) est établi, sur la base de l'année précédente, pour déterminer le taux appliqué du droit d'importation.
L'Office norvégien de l'agriculture abaisse le droit d'importation si le prix d'objectif dépasse le prix plafond pendant deux semaines consécutives.	Réductions tarifaires, comme dans le cas des prix d'objectif.	Réductions tarifaires appliquées au moyen d'une procédure administrative lorsque le prix du marché observé dépasse le prix plafond.
Applicable pour le lait, les céréales, le porc, les pommes de terre, les pommes et dix variétés de légumes.	Applicable pour le bœuf, la viande de mouton/d'agneau et les œufs.	Applicable pour la volaille, solution communément appelée "le modèle poulet".

Source: Norges Bondelag, Jordbruksoppgjøret 2017, Ny jordbruksmelding - ny kurs (en norvégien). Adresse consultée: "<https://www.bondelaget.no/getfile.php/13764146/Bilder%20fylker/M%C3%percentB8re%20oq%20Romsdal/Dokumenter/2017/Studieheftet%202017%20til%20web.pdf>".

4.13. Des rabais sur les prix peuvent être nécessaires lorsque les produits sont utilisés à des fins moins rentables. Ces réductions peuvent être financées en partie grâce au prélèvement d'équilibrage du marché (pour les céréales, par exemple), ou par le gouvernement comme convenu dans la Convention agricole de base. Cette dernière option s'applique aux pommes de terre utilisées dans la fabrication de spiritueux et à la fécule de pomme de terre, aux céréales et à d'autres matières premières d'origine nationale utilisées par l'industrie de transformation.

4.14. Dans le secteur laitier, la production est limitée par le système de quotas laitiers. En 2016, les quotas à disposition des producteurs de lait de vache s'élevaient à 1 632 millions de litres,

¹⁷ Sur les 2 036 tonnes de porc exportées en 2016, environ 93% correspondaient à des exportations pour l'équilibrage du marché intérieur. Les plafonds quantitatifs pour la Norvège révisés à la suite de l'adoption du paquet de Nairobi sont respectivement de 15 929 tonnes (fromage), de 1 039 tonnes (beurre) et de 1 898 tonnes (porc), respectivement.

tandis que les livraisons effectives étaient de 1 543,2 millions de litres.¹⁸ La deuxième grande mesure d'équilibrage du marché est un dispositif de péréquation des prix qui garantit que les producteurs de lait reçoivent le même prix quelle que soit leur localisation et l'utilisation finale du lait brut. En pratique, le lait et la crème liquides sont taxés, tandis que des produits comme le beurre, les fromages affinés et le lait en poudre sont subventionnés.¹⁹ Le dispositif, intégralement financé grâce à des prélèvements de péréquation, est également utilisé pour financer les frais de transport de l'exploitation à la laiterie, la distribution de lait dans le Nord de la Norvège, et la livraison gratuite de lait dans les écoles de tout le pays. Les subventions à l'exportation de fromages à pâte dure, principalement le Jarlsberg, sont également financées grâce à ce dispositif. Même si elles ont diminué en volume, les exportations de fromage absorbent toujours environ 8% du lait brut produit en Norvège.

4.15. Dans le Livre blanc n° 11 (2016-2017), le gouvernement a recommandé le maintien des conventions agricoles de base et de la plupart des mesures existantes de régulation du marché, mais il a aussi fait plusieurs propositions qui permettraient selon lui d'améliorer la flexibilité et l'efficacité du système, tout en stimulant la concurrence dans les secteurs de la transformation et de la distribution. Les principales recommandations étaient notamment les suivantes: i) passer du "prix d'objectif" au modèle "volume" pour la viande de porc²⁰; ii) diminuer le nombre de régions productrices de lait pour réduire les différences géographiques de prix observées dans la vente et la location de quotas; iii) acheter des quotas pour le lait de chèvre et mettre un terme à l'équilibrage du marché du lait de chèvre; iv) stopper la régulation actuelle du marché pour les œufs et les céréales et laisser l'Office norvégien de l'agriculture s'occuper des futures mesures d'équilibrage; et v) supprimer les programmes sociaux en faveur de l'augmentation des primes de complément par animal. Cependant, la plupart de ces propositions n'ont pas rassemblé une majorité au Parlement et ne sont donc pas mises en œuvre.

4.1.1.3 Mesures à la frontière

4.16. La tarification des mesures non tarifaires dans le cadre du Cycle d'Uruguay s'est traduite par des taux consolidés élevés pour les droits d'importation visant les produits clés d'origine nationale – on estime qu'ils dépassent 300% pour les animaux vivants, la viande, et la plupart des produits laitiers, et 200% pour les céréales (chapitre 3). En revanche, les produits qui ne sont pas cultivés en Norvège et sont donc importés, ont été consolidés à zéro ou à de très faibles taux de droit.²¹ Environ 55% des lignes tarifaires agricoles de la Liste de la Norvège concernant les marchandises font l'objet de consolidations à double taux, c'est-à-dire que le taux consolidé est le taux le plus élevé entre le taux spécifique et le taux *ad valorem*. La prévalence des consolidations à double taux est particulièrement marquée pour les produits laitiers (100%), les animaux et les produits d'origine animale (90%), et les céréales et préparations à base de céréales (76%).

4.17. Dans les années 1990, alors que de nouveaux taux appliqués "post-Cycle d'Uruguay" étaient instaurés pour les produits agricoles, la Norvège a généralement choisi l'option du taux spécifique en cas de consolidations à double taux, même si le taux *ad valorem* aurait pu offrir une plus grande protection. Cependant, le niveau de protection d'un droit spécifique s'amenuise à mesure que les prix à l'importation augmentent. En 2010, la Norvège a décidé de passer à des droits d'importation *ad valorem* pour le lait et la crème liquides, et ce changement a également été opéré pour certains fromages à pâte dure, pour le bœuf (steaks et filets) et pour la viande d'agneau, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2013.²² D'après le gouvernement, il n'est pas prévu pour le

¹⁸ Office norvégien de l'agriculture, Rapport annuel 2016 (en norvégien). Les livraisons au-delà des quotas sont acceptées mais soumises à une "majoration" de 4,80 Nkr/litre.

¹⁹ Les droits, applicables à compter du 1^{er} juillet 2017, s'élevaient à 1,92 Nkr/litre pour le lait liquide et à 13,57 Nkr/litre pour la crème liquide. En 2014, les recettes totales issues des droits étaient de 845 millions de couronnes norvégiennes pour le lait liquide et de 425 millions de couronnes norvégiennes pour la crème liquide. Le yoghourt et les fromages frais font l'objet d'un taux nul depuis le 1^{er} juillet 2016.

²⁰ Dans le cadre de l'OMC, le fait de faire passer la viande de porc de la catégorie orange à la catégorie bleue ferait baisser les dépenses annuelles de la Norvège au titre de la catégorie orange d'environ 2 milliards de couronnes norvégiennes.

²¹ Le riz et le sucre font figure d'exception. Les taux consolidés pour les importations destinées à la consommation humaine sont nuls ou très faibles. S'agissant du secteur de l'alimentation des animaux, dans lequel le riz et le sucre sont en concurrence directe avec des produits cultivés en Norvège, les taux consolidés sont sensiblement plus élevés.

²² Le renforcement de la protection à la frontière a facilité l'augmentation progressive du prix d'objectif pour le lait brut, qui est passé de 4,41 Nkr/litre en 2009-2010 à 5,41 Nkr/litre aujourd'hui. Pour les producteurs approvisionnant la coopérative laitière Tine SA, le bénéfice d'exploitation offre un important

moment d'apporter d'autres modifications à la structure tarifaire "taux spécifiques/taux *ad valorem*", compte dûment tenu des intérêts des consommateurs norvégiens et des partenaires commerciaux de la Norvège.²³

4.18. Même si les droits visant les produits agricoles de la Norvège sont généralement élevés, la plupart des taux élevés restent toutefois bien en deça des niveaux consolidés (chapitre 3). L'objectif principal des droits d'importation est de garantir que les prix d'objectif fixés dans les conventions agricoles de base annuelles sont respectés, mais pas dépassés. Des prix plafonds, compris entre 5% (lait) et 12% (fruits et légumes), sont énoncés pour tous les produits soumis à des prix d'objectif, des "prix de gros moyens prévus" ou des prix de référence. Des réductions tarifaires générales à caractère temporaire sont déclenchées automatiquement lorsque le prix du marché intérieur dépasse le prix plafond pendant deux semaines consécutives. Néanmoins, l'Office norvégien de l'agriculture n'est pas tenu d'attendre qu'une limite de prix soit dépassée et peut annoncer des taux réduits avant un emballement des prix sur le marché intérieur.²⁴ Les réductions tarifaires générales sont accordées automatiquement à tous les importateurs sans plafond quantitatif. En outre, des réductions tarifaires peuvent être accordées aux importateurs à titre individuel.²⁵ En 2017, l'Office norvégien de l'agriculture a accordé 264 réductions tarifaires générales et 3 811 réductions tarifaires individuelles.

4.19. Les importations sont également réglementées grâce à des contingents tarifaires, y compris préférentiels, dans le cadre desquels s'appliquent des droits d'importation nuls ou faibles. Bon nombre de contingents tarifaires négociés dans le cadre de l'OMC ne sont pas effectifs ou pleinement utilisés, car le droit appliqué est inférieur ou égal au taux contingentaire ou, comme tel est le cas pour la volaille et les œufs, parce que les mesures d'autosuffisance et les mesures SPS limitent les possibilités d'importation. Des contingents de l'OMC sont utilisés pour l'importation de bœuf et d'agneau. Le schéma SGP de la Norvège inclut des contingents tarifaires pour le bœuf, le miel et les légumes en conserve. La viande de bœuf peut être importée en franchise de droits depuis la Namibie, le Botswana et le Swaziland dans le cadre du contingent tarifaire du SGP ou au titre d'un contingent tarifaire additionnel au titre de l'ALE entre la Norvège et la SACU. Des contingents tarifaires préférentiels existent également pour les importations en provenance de l'AELE/Islande, du Canada et de l'Égypte (chapitre 3).

4.20. La Norvège accorde des contingents tarifaires ou un traitement tarifaire préférentiel à l'Union européenne pour différents produits agricoles, conformément à l'article 19 de l'Accord sur l'Espace économique européen, qui appelle à la libéralisation progressive des échanges agricoles entre la Norvège et l'Union européenne. Le premier accord bilatéral au titre de l'article 19 est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2003 et un deuxième paquet de préférences additionnelles est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2012. Des négociations concernant un troisième accord au titre de l'article 19 ont été conclues en avril 2017 et le nouveau paquet entrera en vigueur une fois ratifié par les parties. Au titre du nouvel accord, la Norvège augmentera les contingents tarifaires existants pour les produits comme la viande de bœuf, le fromage et les produits carnés (saucisses, jambon, viande de canard, etc.). Environ 75% des importations norvégiennes de fromage bénéficient actuellement d'un taux zéro dans le cadre du contingent tarifaire de l'UE.²⁶

4.21. Le Protocole 3 de l'Accord sur l'EEE régit les échanges bilatéraux de produits agricoles transformés tels que les yoghourts aromatisés, le chocolat, les pizzas congelées, les soupes et les sauces. Conçu pour assurer des conditions d'égalité pour la "composante industrielle" du produit fini, le Protocole 3 autorise la Norvège et l'Union européenne à compenser les écarts de prix des

complément de revenu. Le dividende de Tine, calculé en tant que paiement différé sur les livraisons effectives de lait de chaque membre, s'est élevé à 0,66 Nkr/litre pour 2016.

²³ Livre blanc n° 11 (2016-2017), page 60.

²⁴ Par exemple, quelque 16 000 tonnes de bœuf ont été importées à des taux NPF réduits en 2016. À part pour le mois de janvier et la période comprise entre le 13 septembre et le 21 novembre, où le taux NPF ordinaire a été appliqué, le droit d'importation a fluctué entre 18,50 Nkr/kilo et 24,50 Nkr/kilo.

²⁵ Les réductions tarifaires individuelles sont généralement accordées pour des spécialités qui, du fait du caractère particulier de leur goût ou de leur utilisation, sont davantage considérées comme des compléments que comme des substituts de la production agricole nationale.

²⁶ Contrairement à la plupart des contingents tarifaires de la Norvège qui sont attribués aux enchères, les 4 500 tonnes du contingent de l'UE pour le fromage ne font pas l'objet d'une adjudication mais sont attribués par l'Office norvégien de l'agriculture aux importateurs sur la base de leurs antécédents d'importation. Le nouvel accord portera le contingent tarifaire de l'UE à 8 400 tonnes, dont 5 000 tonnes ne pourront pas être mises aux enchères.

matières premières agricoles par le biais d'un système complexe de droits d'importation basés sur des formules de produits, de rabais sur les prix intérieurs et de restitutions à l'exportation. Le prix des produits de base étant généralement plus élevé en Norvège que dans l'Union européenne, le gouvernement norvégien consacre environ 250 millions de couronnes du budget annuel de l'État aux rabais sur les prix et aux restitutions à l'exportation (chapitre 1150).²⁷ Le Protocole 3 n'a pas été révisé depuis novembre 2004.²⁸ La Commission européenne et la Norvège mènent des examens conjoints du protocole. Le dernier examen de ce type, en 2014, a conclu que le protocole fonctionnait conformément à ses objectifs.

4.22. Le régime général d'importation des produits agricoles transformés est complété par des régimes de perfectionnement actif et passif. Des contingents annuels réglementent le perfectionnement passif des produits carnés et des produits laitiers. Le régime de perfectionnement actif permet aux industries alimentaires norvégiennes d'optimiser l'utilisation de leurs installations de production.

4.1.1.4 Niveaux de soutien interne

4.1.1.4.1 Notifications à l'OMC

4.23. La dernière notification concernant le soutien interne à l'agriculture présentée par la Norvège à l'OMC a été distribuée le 29 novembre 2017 pour l'année civile 2016.²⁹ Malgré une tendance générale à la hausse du soutien accordé au titre des catégories bleue et verte, l'essentiel du soutien est toujours accordé au titre de la catégorie orange, même si le nombre de produits bénéficiant d'un soutien au titre de cette catégorie a diminué (graphique 4.2).

Catégorie orange

4.24. D'après la notification, en 2016, la mesure globale du soutien totale courante (MGS totale courante) était de 10,9 milliards de couronnes (11,1 milliards en incluant le soutien *de minimis*), soit un niveau proche de la moyenne des dix années antérieures, qui était de 10,5 milliards de couronnes. Cependant, si le soutien total est resté relativement constant, sa structure a quelque peu changé. Au milieu des années 2000, le bœuf, la viande de mouton et la volaille représentaient environ un tiers de la MGS totale (soutien *de minimis* inclus) (36% en 2006), mais en 2016 cette part était tombée à 4%. Par ailleurs, le lait et le porc représentaient respectivement 34% et 16% du soutien en 2006 et 50% et 22% en 2016. La MGS totale courante est proche de la MGS totale consolidée finale de 11 449 millions de couronnes et, en 2008, elle la dépassait légèrement. L'évolution du niveau du soutien au titre de la catégorie orange suit celle des politiques – les politiques de soutien des prix du marché pour le bœuf et la viande de mouton ont été modifiées et le recours aux prix d'objectif a été délaissé au profit de programmes de limitation de la production notifiés au titre de la catégorie bleue.

Catégorie bleue

4.25. Les dépenses engagées pour des programmes notifiés au titre la catégorie bleue (article 6:5) ont régulièrement augmenté entre 2007 (3,7 milliards de couronnes) et 2015, pour se stabiliser autour de 5,2 milliards de couronnes en 2015 et 2016. Cela reflétait des modifications de politique, les versements par tête de bétail au titre des programmes de limitation de la production ayant remplacé les prix d'objectif et d'autres mesures de soutien des prix du marché pour le bœuf et la viande de mouton. En outre, en 2014, le régime de promotion de la qualité pour le bœuf a été introduit.

Catégorie verte

4.26. Les dépenses engagées pour des programmes notifiés au titre de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture (catégorie verte) ont également connu une augmentation régulière entre 2006

²⁷ Les allocations budgétaires pour 2017 (point 70.12) étaient de 225,6 millions de Nkr pour les rabais sur les prix intérieurs et de 27,1 millions de Nkr pour les restitutions à l'exportation.

²⁸ Les données de prix pour la "composante agricole" n'ont pas été ajustées depuis 1994. La complexité technique et l'évolution différente des prix des matières premières peuvent conduire à une surcompensation ou à un remboursement insuffisant des différences effectives de coûts.

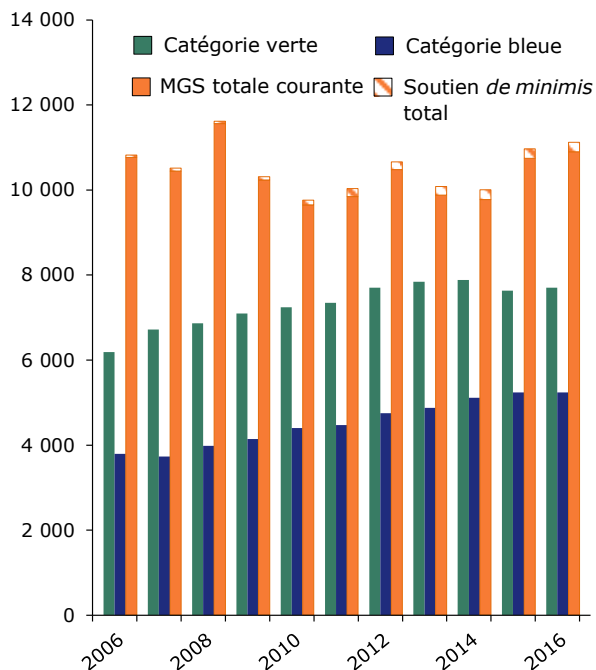
²⁹ Document de l'OMC G/AG/N/NOR/94, 29 novembre 2017.

(6,2 milliards de couronnes) et 2014 (7,9 milliards de couronnes) avant de diminuer légèrement en 2015 (7,6 milliards de couronnes) et 2016 (7,7 milliards de couronnes). L'augmentation du total est principalement imputable à la hausse des dépenses au titre de programmes environnementaux incluant à la fois des programmes nationaux et régionaux.

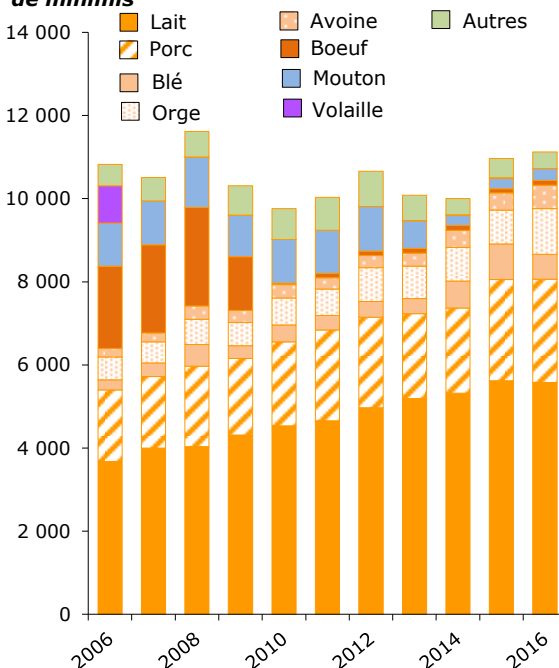
Graphique 4.2 Notifications concernant le soutien interne, 2006-2016

Millions de Nkr

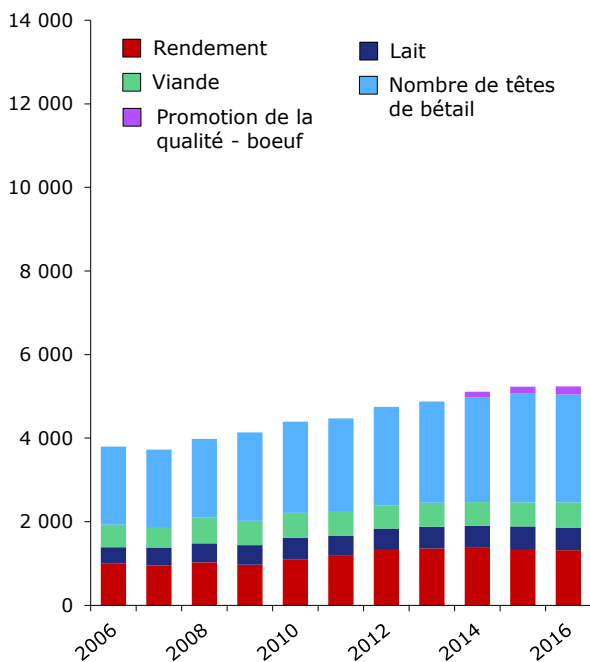
Catégories verte, bleue et orange



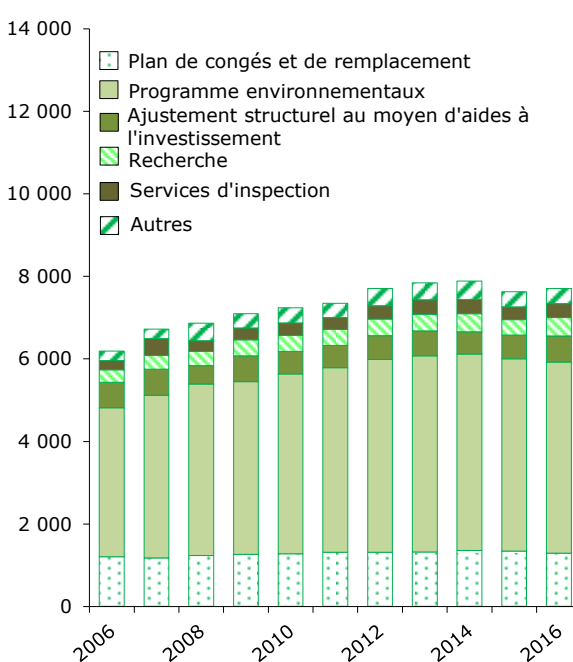
Catégorie orange, y compris le soutien de minimis



Catégorie bleue



Catégorie verte



Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des notifications à l'OMC.

4.1.1.4.2 Suivi et évaluation des politiques agricoles par l'OCDE

4.27. Par rapport au système des catégories orange, bleue et verte qu'utilise l'OMC pour calculer le niveau du soutien fourni, les rapports annuels de suivi et d'évaluation de l'OCDE sur les politiques agricoles dans les pays de l'OCDE font appel, pour le calcul de la valeur du soutien, à une méthode différente qui s'appuie sur plusieurs indicateurs, y compris: l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), qui mesure les transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles; l'estimation du soutien total (EST), qui mesure les transferts au secteur agricole dans son ensemble; et les transferts aux producteurs au titre d'un seul produit (TSP), qui mesurent les transferts destinés à certains produits (tableau 4.5). Comme on l'a indiqué précédemment, l'ESP reflète la valeur des transferts en faveur des producteurs, à la différence du soutien au titre des catégories orange, bleue et verte, qui mesure la conformité aux engagements pris dans le cadre de l'OMC. Dès lors, la valeur du soutien notifié à l'OMC n'est ni compatible ni comparable avec les valeurs calculées par l'OCDE.³⁰

Tableau 4.5 Indicateurs de l'OCDE relatifs au soutien à l'agriculture en Norvège, 2009-2016

Millions de Nkr (sauf pour le CNP des producteurs)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Total								
Valeur de la production	22 981	23 894	24 230	25 974	26 682	28 453	30 260	29 716
EST	22 662	23 480	23 167	26 492	24 581	26 955	28 422	28 261
ESP	21 045	21 777	21 628	24 776	22 792	25 017	26 361	26 279
TSP	11 460	11 862	11 522	14 275	12 172	14 300	15 620	15 837
SPM	8 875	9 176	8 758	11 363	9 142	11 124	12 352	12 455
CNP des producteurs	1,9	1,9	1,7	1,7	1,7	1,8	1,9	2,0
Lait								
Valeur de la production	6 018	6 197	6 206	6 671	6 878	7 111	7 413	7 456
TSP	3 553	3 422	3 609	4 795	3 609	4 498	5 632	4 963
SPM	2 064	1 751	1 896	2 903	1 680	2 545	3 684	3 047
CNP des producteurs	1,80	1,61	1,60	1,98	1,47	1,76	2,28	1,94
Bœuf								
Valeur de la production	3 392	3 372	3 416	3 515	3 990	3 869	4 033	4 182
TSP	1 827	1 917	2 003	2 074	2 102	2 277	2 112	2 493
SPM	1 414	1 496	1 568	1 656	1 654	1 775	1 596	1 845
CNP des producteurs	2,07	2,14	2,16	2,20	1,98	2,17	1,96	2,19
Porc								
Valeur de la production	2 946	3 137	3 284	3 405	3 188	3 368	3 725	3 762
TSP	1 114	1 524	1 566	1 592	1 295	1 477	1 708	1 684
SPM	1 049	1 452	1 461	1 490	1 196	1 367	1 589	1 546
CNP des producteurs	1,82	2,18	2,01	1,96	1,80	1,92	1,98	1,94
Viande de volaille								
Valeur de la production	1 375	1 468	1 546	1 769	2 073	2 188	1 910	1 996
TSP	770	855	855	1 002	1 054	1 143	707	1 072
SPM	758	855	855	1 002	1 052	1 142	706	1 072
CNP des producteurs	2,80	2,77	2,35	2,42	2,16	2,25	1,70	2,46
Orge								
Valeur de la production	945	1 081	1 028	1 219	1 234	1 300	1 250	1 243
TSP	583	545	361	355	563	670	597	706
SPM	513	473	287	278	466	583	494	613
CNP des producteurs	2,37	1,91	1,50	1,38	1,74	1,94	1,80	2,15

Note: L'EST correspond à la valeur monétaire annuelle de l'ensemble des transferts bruts des contribuables et des consommateurs découlant des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires y afférentes et indépendamment de leurs objectifs et de leur impact sur la production et les revenus agricoles ou sur la consommation des produits agricoles.

L'ESP correspond à la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables au titre du soutien aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant

³⁰ Document de l'OMC WT/TPR/S/284/Rev.2 daté du 28 novembre 2013, paragraphe 4.34.

des mesures de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leur incidence sur la production ou le revenu agricoles.

Le TSP représente la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables au titre du soutien aux producteurs agricoles, mesurés au départ de l'exploitation, découlant des mesures directement liées à la production d'un produit particulier et subordonnant le versement du paiement au producteur à la production du produit désigné.

Le soutien des prix du marché (SPM) est un indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, qui découlent des mesures créant un écart entre les prix intérieurs à la production et les prix de référence d'un produit agricole particulier, mesurés au départ de l'exploitation.

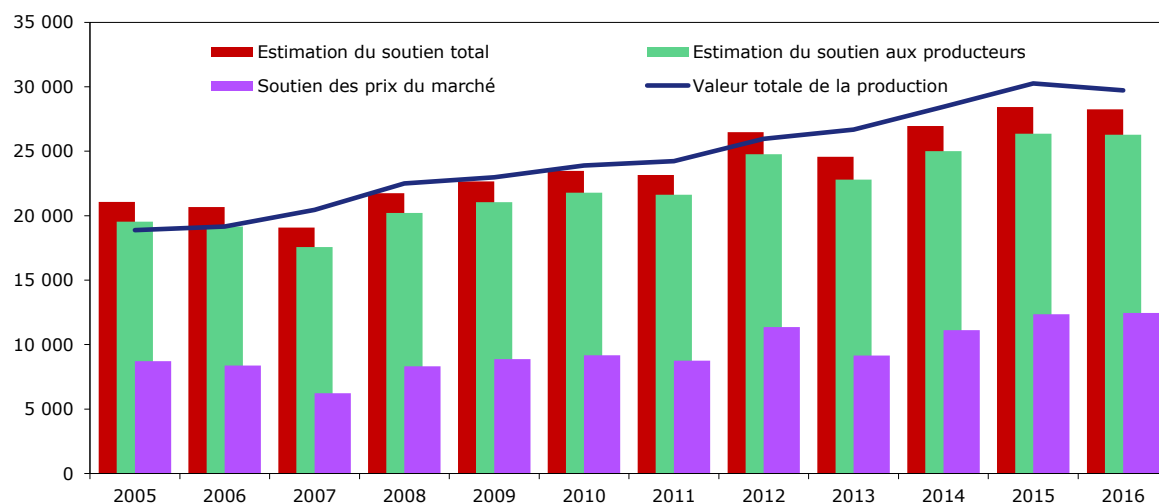
Le CNP des producteurs est un indicateur du taux nominal de protection des producteurs, qui mesure le rapport entre le prix moyen perçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation).

Source: Base de données de l'OCDE sur les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs. Adresse consultée: "<http://www.oecd.org/fr/tad/politiques-agricoles/estimationsdusoutienauxproducteursetconsommateursbasededonnees.htm>".

4.28. À 60% des recettes agricoles brutes, l'ESP de la Norvège correspond à trois fois la moyenne pour l'ensemble des membres de l'OCDE. Après avoir diminué à partir du milieu des années 2000 jusqu'à tomber à 19,1 milliards de couronnes en 2007, l'EST a augmenté pour atteindre 28,4 milliards de couronnes en 2015, avant de diminuer légèrement pour s'établir à 28,3 milliards de couronnes en 2016; elle reste toutefois presque équivalente à la valeur de la production (départ exploitation), qui est de 29,7 milliards de couronnes. La quasi-totalité de l'EST est constituée par des transferts aux agriculteurs (ESP) et près de la moitié de l'ESP découle des mesures de soutien des prix du marché (graphique 4.3). Pour l'OCDE, le calcul du soutien des prix du marché inclut la différence entre les prix à la production et les prix de référence qui résultent en partie de la protection tarifaire. Cette différence se reflète également dans le coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) qui s'élève à près de deux en moyenne, ce qui signifie que les prix intérieurs sont environ deux fois plus élevés que les prix extérieurs.

Graphique 4.3 Estimations de l'OCDE concernant le soutien à l'agriculture, 2005-2016

Millions de NKR



Source: Base de données de l'OCDE sur les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs. Adresse consultée: "<http://www.oecd.org/fr/chili/estimationsdusoutienauxproducteursetconsommateursbasededonnees.htm>".

4.1.2 Sylviculture

4.29. Le secteur forestier norvégien continue de contribuer à l'économie, l'emploi et le commerce; en effet, environ 38% du territoire est couvert de forêts, dont la plupart sont des forêts

productives.³¹ La superficie des forêts productives est restée relativement stable pendant la période à l'examen; elle a seulement connu une légère diminution, de 3 507 000 hectares en 2012 à 3 488 000 hectares en 2016, tandis que la production a augmenté.³² D'après les chiffres de 2016, les produits sylvicoles représentent environ un tiers des exportations agricoles totales de la Norvège, soit 0,7% des exportations totales et environ 0,2% du PIB³³ (voir graphique 1.3). La Norvège tire profit de sa base de ressources naturelles sylvicoles et possède plusieurs industries en aval, y compris celles des ouvrages en bois, de la pâte de bois et du papier, et des produits bioénergétiques.

4.30. Les forêts norvégiennes étant principalement composées d'épicéas, de pins et de feuillus³⁴, les principaux produits sylvicoles sont les rondins et la pâte de bois (environ 55% pour le bois scié et 45% pour la pâte de bois). La production forestière a augmenté régulièrement pendant la période considérée et les niveaux enregistrés pendant l'année de production record (1989-1990) ont presque été atteints. Le volume total du matériel sur pied a augmenté de 25% au cours des dix dernières années, pour atteindre 952 millions de mètres cubes en 2016; l'épicéa reste l'espèce dominante mais la plus forte croissance a été enregistrée par les feuillus³⁵ (tableau 4.6). Les forêts norvégiennes appartiennent majoritairement (environ 86%) à des intérêts privés, souvent en association avec des exploitations agricoles. À tous les niveaux, y compris au niveau national, des comtés et des municipalités, l'État détient environ 14% de la surface boisée.³⁶

4.31. L'entreprise publique Statskog SF est le premier propriétaire foncier du pays. La propriété de l'entreprise relève de la responsabilité du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et du Ministère du climat et de l'environnement et Statskog SF a reçu une contribution initiale de l'État de 1,34 milliard de couronnes. Conformément à ses statuts, elle gère, exploite et développe les forêts appartenant à l'État afin de dégager un résultat positif. En 2016, elle possédait 5,9 millions d'hectares, soit environ 20% de la superficie du territoire, dont 6% des forêts productives du pays. Statskog gère ses forêts sur une base commerciale mais elle mène aussi des activités de gestion de l'environnement sauvage et d'autres terres et propriétés. Elle encourage le développement durable et a conclu des accords de coopération avec plusieurs organisations aux fins de l'élaboration de politiques communes dans des domaines tels que le tourisme, la chasse, la pêche, etc. Ces dernières années, elle a obtenu des résultats positifs et ses bénéfices sont globalement en augmentation – ils ont atteint 130 millions de couronnes en 2016. Cependant, même si la sylviculture est importante, l'entreprise génère aussi des recettes grâce à ses autres activités. En 2016, 29% des recettes découlaient de la sylviculture et 15% provenaient de la compensation de la protection des forêts.

Tableau 4.6 Principales statistiques sur la sylviculture, 2012-2017

	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^a
Zones forestières productives (millier d'h)	.. ^b	.. ^b	.. ^b	.. ^b	.. ^b	8 600
Matériel sur pied (milliers de m ³)	894 131	911 712	929 393	941 659	952 104	..
Épicéas	387 843	396 891	407 100	412 984	417 956	..
Pins	278 516	282 790	286 490	289 685	292 030	..
Feuillus	227 772	232 031	235 804	238 989	242 117	..
Matériel sur pied (variation annuelle en %)	1,9	2,0	1,9	1,3	1,1	..
Zones replantées (milliers d'h)	14,7	14,8	15,8	17,2	18,6	..
Nombre de routes forestières nouvelles et reconstruites ^c	920	920	874	958	959	..
Dépenses liées aux routes forestières (milliers de Nkr)	173 218	178 392	186 366	243 172	267 543	..

³¹ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée:

<https://www.regjeringen.no/en/topics/food-fisheries-and-agriculture/skogbruk/innsikt/skogbruk/id2009516/>.

³² Renseignements en ligne de l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée:

<https://www.ssb.no/en/jord-skog-jakt-og-fiskeri/statistikker/ist>.

³³ Renseignements en ligne de l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée:

<https://www.ssb.no/en/befolkning/artikler-og-publikasjoner/attachment/323659?ts=15f2f92fcb8>.

³⁴ Y compris des bouleaux, des peupliers, des sorbiers, des aulnes, des espèces de saule, des chênes et des ormes.

³⁵ Renseignements en ligne de l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée:

<https://www.ssb.no/en/jord-skog-jakt-og-fiskeri/artikler-og-publikasjoner/forest-stock-has-grown-25-per-cent-in-10-years>.

³⁶ Renseignements en ligne de l'Institut européen des forêts, "Forest Land Ownership Change in Norway". Adresse consultée: <http://www.bygdeforskning.no/download.php?filid=155c3393dbef2->.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^a
Production commerciale de bois rond (milliers de m ³)	8 787	9 020	9 808	10 112	10 303	10 458
Production commerciale de bois de chauffage (milliers de m ³)	3 018	2 174	1 825	2 039	1 974	..
Emploi	6 841	6 670	6 726	6 097	5 540	..
Prix moyen du bois d'œuvre (Nkr/m ³)	324	305	346	339	329	347
Recettes de l'industrie de la sylviculture et du bois (millions de Nkr)	27 399	26 532	27 728	29 429	30 748	..
Valeur de la production de l'industrie de la sylviculture et du bois (millions de Nkr)	25 329	24 177	25 252	26 866	28 007	..

.. non disponible.

a Données préliminaires.

b Pas de séries chronologiques sur l'ensemble du pays pour la période 2012-2016.

c Routes accessibles toute l'année, routes d'été et routes d'hiver.

Source: Renseignements en ligne de l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <https://www.ssb.no/en/jord-skog-jakt-og-fiskeri/statistikker/lst>; "https://www.ssb.no/en/jord-skog-jakt-og-fiskeri/statistikker/skogsvei"; Agriculture and Forestry in Norway 2015. Adresse consultée: "https://www.ssb.no/en/jord-skog-jakt-og-fiskeri/artikler-og-publikasjoner/attachment/286656?ts=158d4106ca0"; renseignements en ligne de l'Agence norvégienne de l'agriculture. Adresse consultée: <https://www.landbruksdirektoratet.no/no/statistikk/skogbruk/tommeravvirkning>; renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-6-20162017/id2515774/sec3>.

4.1.2.1 Structure et commerce

4.32. Le secteur forestier a toujours été important en termes d'économie et d'échanges, mais il a connu ces dernières années plusieurs changements structurels d'importance, qui ont conduit à une augmentation de la production mais à une contribution moindre à l'économie. L'emploi dans le secteur a décliné, principalement du fait de la mécanisation, qui a permis une amélioration de l'efficacité, et de la fermeture d'un grand nombre d'entreprises qui intervenaient dans le secteur de la transformation du bois en aval à la suite de la baisse de la demande, des fluctuations du taux de change, etc. En particulier, l'industrie norvégienne en aval était fortement concentrée dans le secteur de la pâte de bois et du papier, qui a été affecté par le passage à la numérisation; auparavant, 90% de sa production était exportée, mais cette part a fortement chuté. Par conséquent, la contribution du secteur forestier au PIB a diminué et les exportations de matières premières ont augmenté. Au cours des dix dernières années, le secteur norvégien du bois transformé a connu un déclin permanent et sa capacité a fortement diminué.³⁷ La production du secteur du bois scié est restée relativement stable pendant la période à l'examen mais elle est étroitement liée à l'activité de construction. La fermeture d'usines dans le secteur de la pâte de bois et du papier a également affecté le secteur du sciage, du fait d'une disponibilité moindre et de la hausse des prix qui en a résulté. Des efforts grandissants ont été déployés pour encourager le développement du secteur des bioénergies mais celui-ci demeure limité.

4.33. Ces changements ont également eu une incidence sur la structure des échanges. La Norvège, qui était un importateur net de grumes, est devenue un exportateur net, d'où une diminution de la production à valeur ajoutée dans le pays. Le commerce des produits sylvicoles dans la région de la mer Baltique a considérablement évolué pendant la période considérée: les importations de matières premières en provenance de Russie et des États baltes ont diminué et l'ajout de valeur dans ces pays a augmenté. La Norvège s'est adaptée; aujourd'hui, elle échange davantage avec la Suède que par le passé, en exportant plus de produits du bois non transformés, et elle a augmenté ses exportations vers l'Allemagne, qui ne faisait pas partie de ses marchés il y a dix ans. La majorité des exportations norvégiennes sont destinées à la Suède et à l'Allemagne.³⁸

³⁷ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-6-20162017/id2515774/sec3>.

³⁸ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-6-20162017/id2515774/sec3>.

4.34. En 2015, les exportations de l'industrie forestière se sont élevées à 10,8 milliards de couronnes.³⁹ Pendant la période considérée, les exportations de bois et de produits du bois semi-ouvrés ont globalement augmenté, exception faite d'un léger déclin (en valeur et en quantité) enregistré en 2016 pour les grumes brutes et la pâte de bois (tableau 4.7), que l'on peut attribuer aux fluctuations annuelles du marché. De manière générale, la Norvège importe plus de bois scié qu'elle n'en exporte.

Tableau 4.7 Exportations de produits forestiers, 2012-2017

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Valeur (millions de Nkr)						
Bois de chauffage et plaquettes, particules et résidus de bois ^a	157,5	158,2	226,6	296,6	292,9	275,4
Bois bruts ^b	791,6	1 182,0	1 534,1	1 897,7	1 680,4	1 719,0
Bois semi-ouvrés ^c	734,4	836,4	904,8	996,1	1 145,7	1 283,2
Pâte de bois ^d	2 180,5	2 038,0	2 262,9	2 230,1	2 149,6	2 385,2
Papier ^e	3 439,8	3 066,4	3 152,5	3 408,0	3 631,2	3 639,1
Livres et imprimés ^f	502,8	521,7	532,3	532,6	766,0	630,9
Quantité (millions de m³)						
Bois de chauffage et plaquettes, particules et résidus de bois ^a	1,1	1,2	1,5	1,8	1,9	2,1
Bois bruts ^b	1,6	2,6	3,3	4,0	3,5	3,7
Bois semi-ouvrés ^c	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7
Pâte de bois ^d	283,7	254,3	339,4	271,6	219,4	238,1
Papier ^e	657,3	666,1	812,8	763,7	684,3	697,4
Livres et imprimés ^f	12,2	12,6	15,6	13,3	11,6	8,4

a SH 4401 et 4402.

b SH 4403.

c SH 4406, 4407 et 4409.

d SH 47.

e SH 48.

f SH 49.

Source: Office norvégien de la statistique.

4.1.2.2 Politique et faits nouveaux

4.35. L'objectif principal de la politique forestière norvégienne est la création de valeur au travers d'opérations forestières durables et rentables. Une importance prioritaire est aussi accordée à l'amélioration de l'infrastructure dans le but de créer des forêts durables; la Norvège continue donc d'augmenter la plantation de nouvelles forêts.⁴⁰ Les dépenses consacrées aux routes forestières ont plus que doublé pendant la période à l'examen. La plantation d'arbres nouveaux après les opérations d'abattage a considérablement augmenté ces dernières années, affichant un taux de croissance de 8% en 2016 et de 38% depuis 2012. Ainsi, la Norvège s'efforce d'exploiter ses forêts de façon plus durable.

4.36. La Norvège a augmenté la place accordée aux objectifs climatiques dans sa politique forestière, et entend augmenter les stocks de carbone forestier et la fourniture de matières premières écologiques issues des forêts. En 2016, la Norvège a mis en œuvre des dispositifs de soutien économique pour les nouvelles initiatives d'atténuation dans le secteur forestier. Les principales mesures sont l'augmentation de la densité de plantation des sites identifiés pour le repeuplement, l'amélioration des plants forestiers, et la fertilisation des forêts pour en promouvoir la croissance.

4.37. Dans le cadre de ses politiques visant à augmenter l'absorption des émissions de CO₂, la Norvège a récemment encouragé l'utilisation d'engrais pour favoriser la croissance des forêts. En 2016, plus de 8 000 hectares de forêts ont été fertilisés grâce à une subvention à la fertilisation

³⁹ Office norvégien de la statistique, "Agriculture and Forestry in Norway 2015". Adresse consultée: <https://www.ssb.no/en/jord-skog-jakt-og-fiskeri/artikler-og-publikasjoner/attachment/286656?ts=158d4106ca0>.

⁴⁰ Renseignements en ligne de la Direction de l'agriculture, 2016 Annual Report. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/contentassets/a34b107c580e48288f48c53b5f2b7dbf/arsrapport-ldir-2016.pdf>.

couvrant 40% des coûts.⁴¹ On peut également citer les mesures visant à accroître la densité des forêts par l'augmentation de la densité de plantation des sites identifiés pour le repeuplement, et l'amélioration des infrastructures de transport pour les forêts. Les dépenses consacrées aux routes forestières ont plus que doublé pendant la période à l'examen.

4.38. En 2013, un groupe stratégique composé de propriétaires forestiers, de représentants de l'industrie et d'organisations de recherche a été créé pour formuler des orientations et élaborer une politique pour le secteur forestier. Le résultat de leurs travaux, intitulé "SKOG22", a été publié en 2015 et fournit des orientations et recommandations, tout en indiquant que la production du secteur pourrait être multipliée par quatre et atteindre au moins 180 milliards de couronnes par an d'ici à 2045. Les recommandations sont nombreuses mais s'agissant de la sous-catégorie des forêts, le SKOG22 recommande de modifier la désignation de la taxe sur les revenus forestiers, d'améliorer la propriété active en supprimant la taxe sur les bénéfices visant la vente de terres forestières, et d'augmenter les investissements en faveur de l'amélioration des routes forestières, des voies ferrées et des quais de chargement. Il est aussi recommandé d'encourager les politiques économiques favorables à une monnaie stable et proposant un cadre opérationnel équitable, au sein de l'EEE et au niveau mondial.

4.39. Publié récemment, le Livre blanc sur le développement de la sylviculture compétitive (2016-2017) intègre les principales conclusions du SKOG22 et les transmet au Parlement en tant que mesures gouvernementales.⁴² S'il reprend bon nombre des éléments du SKOG22, il énonce également les engagements que le gouvernement entend respecter en matière de sylviculture, y compris: l'amélioration des capacités de transport et de chargement; des capitaux pour l'établissement de l'industrie; une réforme fiscale; des modifications du droit immobilier; le développement des ressources forestières et l'utilisation de ces ressources dans le cadre des mesures climatiques; l'amélioration de la recherche et de l'éducation; la promotion de l'utilisation du bois dans la construction et pour les biocarburants; et la coopération forestière internationale.

4.40. Conjointement avec l'Agence pour l'alimentation et l'agriculture, l'Agence norvégienne pour l'environnement a lancé un projet pilote sur trois ans visant à planter de nouvelles forêts, dans le cadre des mesures climatiques destinées à augmenter l'absorption et la réduction des émissions de CO₂.⁴³ Certains comtés du pays ont été sélectionnés pour le projet pilote sur la période 2015-2018 et le dispositif sera évalué en 2018. Les mesures ont été financées par le Ministère du climat et de l'environnement.

4.41. En septembre 2014, la Déclaration de New York sur les forêts a été signée par la Norvège et plusieurs autres gouvernements, ainsi que par certaines ONG et sociétés privées (y compris des sociétés norvégiennes). L'objectif de cette déclaration politique non contraignante est de réduire de moitié les pertes forestières naturelles d'ici à 2020 et d'y mettre fin totalement d'ici à 2030.⁴⁴ Dans le cadre du Sommet de l'ONU sur le climat, la Norvège s'est engagée à "travailler avec d'autres pays consommateurs pour promouvoir des engagements nationaux en faveur de chaînes d'approvisionnement n'induisant pas de déforestation, y compris par des politiques de marchés publics, et à s'approvisionner de façon durable en produits tels que l'huile de palme, le soja, le bœuf et le bois d'œuvre".⁴⁵ En 2016, le gouvernement norvégien a pris des mesures plus concrètes pour stopper la déforestation, en devenant l'un des sept pays européens à adhérer aux Déclarations d'Amsterdam non contraignantes. Dans la déclaration, les parties indiquent leur intention de soutenir les objectifs du secteur privé que sont l'approvisionnement 100% durable en huile de palme et des chaînes d'approvisionnement n'induisant pas de déforestation pour les produits pertinents d'ici à 2020 (voir section 4.1.2.3, Biocarburants et politique).

⁴¹ Renseignements en ligne de la Direction de l'agriculture, 2016 Annual Report. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/contentassets/a34b107c580e48288f48c53b5f2b7dbf/arsrapport-ldir-2016.pdf>.

⁴² Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-6-20162017/id2515774/sec1>.

⁴³ Renseignements en ligne de l'Agence norvégienne pour l'environnement. Adresse consultée: <http://www.miljodirektoratet.no/no/Tema/klima/Skog/>.

⁴⁴ L'ONU et le changement climatique, renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://www.un.org/climatechange/summit/wp-content/uploads/sites/2/2014/07/New-York-Declaration-on-Forest-per-centE2-per-cent80-per-cent93-Action-Statement-and-Action-Plan.pdf>.

⁴⁵ Renseignements en ligne de Rainforest Foundation Norway. Adresse consultée: <https://www.regnskog.no/en/news/norwegian-state-commits-to-zero-deforestation-1>.

4.42. Le plan "La nature pour la vie", plan d'action national pour la biodiversité (2015-2016), contient la politique élaborée par le gouvernement pour sauvegarder la biodiversité en Norvège.⁴⁶ Le Livre blanc qui présente le plan au Parlement identifie les principales politiques ci-après: gestion plus ciblée du patrimoine naturel, gestion du patrimoine naturel résiliente aux changements climatiques, renforcement de l'expertise des municipalités en matière de biodiversité, sauvegarde des espèces et habitats menacés, conservation à long terme d'un échantillon représentatif du patrimoine naturel norvégien, gestion basée sur les connaissances, et adaptation des outils et instruments à différents écosystèmes.⁴⁷ Le gouvernement considère que toute intensification des activités forestières impliquant une augmentation de l'abattage, liée aux politiques et mesures visant à accroître la création de valeur dans le secteur de la sylviculture, devrait être associée à des mesures environnementales plus fermes dans le secteur. Le plan "La nature pour la vie" a été suivi par le Livre blanc sur le développement de la sylviculture compétitive 2016.⁴⁸ En 2018, le gouvernement prévoit de présenter des mesures pour renforcer la protection des biotopes clés et développer la cartographie, afin de garantir une meilleure gestion des forêts matures.

4.1.2.3 Biocarburants et politique

4.43. Ces dernières années, la Norvège a mis l'accent sur le développement du secteur de la bioénergie. En Norvège, les forêts sont la première source de bioénergie, par la combustion de bois ainsi que de plaquettes et de granulés de bois. La Norvège importe principalement des biocarburants liquides produits à partir de denrées telles que le colza, l'huile de palme et le maïs. La Norvège a lancé en 2003 une stratégie sur les bioénergies, qu'elle a développée en 2008 en fixant l'objectif ambitieux de multiplier par deux la production de bioénergie d'ici à 2020.⁴⁹ Plusieurs politiques gouvernementales soutiennent également le secteur bioénergétique.

4.44. Les considérations de politique concernant la bioénergie sont du ressort du Ministère du pétrole et de l'énergie, du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et du Ministère du climat et de l'environnement. En 2003, la Norvège a créé le Programme concernant la bioénergie dans le cadre d'Innovation Norway, pour encourager la fourniture de bioénergie à petite échelle. À ce jour, le Programme a soutenu l'établissement de près de 2 000 installations de chauffage bioénergétiques d'une capacité de production de 384 GWh. En 2017, le Programme était doté d'un budget de 67 millions de couronnes.⁵⁰ Dans le même temps, la société Enova, qui appartient au Ministère du pétrole et de l'énergie, finance des projets à plus grande échelle, par exemple pour le chauffage au niveau des comtés.

4.45. Les politiques gouvernementales menées sur divers fronts ont contribué à stimuler la demande de biocarburants. Le gouvernement a proposé d'interdire l'utilisation de carburants fossiles pour le chauffage des bâtiments à compter de 2020. La réglementation a fait l'objet d'un processus de notification à l'Autorité de surveillance de l'AELE, conformément à l'Accord sur l'EEE, et elle doit à présent être officiellement incorporée dans la législation nationale. L'interdiction couvre l'utilisation de carburants pour le chauffage principal (charge de base) et le chauffage additionnel (pointe de consommation) dans les bâtiments résidentiels, publics et commerciaux. Les biocarburants sont l'une des sources alternatives non fossiles de chauffage des bâtiments. La Norvège encourage l'utilisation des biocarburants dans les transports au moyen d'un quota obligatoire. Depuis octobre 2015, les biocarburants vendus au-delà du quota ne sont pas assujettis à la taxe d'utilisation des routes.⁵¹ L'exonération de la taxe sur le CO₂ et de la taxe routière

⁴⁶ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/en/dokumenter/meld.-st.-14-20152016/id2468099/sec1>.

⁴⁷ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/contentassets/902deab2906342dd823906d06ed05db2/en-gb/pdfs/stm201520160014000engpdfs.pdf>.

⁴⁸ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/contentassets/ddf3f9c3c3644672baa26d5d46daf543/no/pdfs/stm201620170006000dddpdfs.pdf>.

⁴⁹ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/strategi-for-okt-utbygging-av-bioenergi/id505401/?q=bioenergi>.

⁵⁰ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-6-20162017/id2515774/sec6#KAP5-5>.

⁵¹ Documents pour la consultation publique sur les modifications éventuelles de la réglementation sur les produits: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/horing-av-endoringer-i-produktforskriften/id2564514/>.

correspond à une incitation en faveur des biocarburants d'environ 2 000 couronnes par tonne de CO₂.

4.46. Les distributeurs de carburant sont tenus d'afficher une certaine part de biocarburants dans leurs ventes annuelles totales de carburant. En 2015, le quota a été relevé de 3,5% à 5,5% et, en janvier 2017, de nouvelles règles sont entrées en vigueur pour le porter à 7%.⁵² En octobre 2017, le quota est passé à 8%, et à 10% en janvier 2018. Il existe également des prescriptions visant à accroître l'utilisation des biocarburants avancés (carburants basés sur les déchets et les sources durables, et non sur les cultures vivrières). Les biocarburants avancés comptent double au regard du quota. En 2017, la Norvège a instauré pour les biocarburants avancés un quota obligatoire de 1,5%, qui est passé à 2,5% en octobre 2017 et à 3,5% en janvier 2018.⁵³ Ainsi, la Norvège encourage la production de biocarburants liquides à partir de matières premières forestières durables pour les transports routiers, aériens et maritimes.

4.47. En 2016-2017, le Parlement (Storting) a approuvé plusieurs décisions affectant le secteur norvégien des biocarburants. Quatre résolutions ont été adoptées, qui portaient sur les thèmes suivants: application des prescriptions de l'Union européenne en matière de durabilité pour tous les biocarburants vendus en Norvège, accord interprofessionnel sur la vente de biocarburants sans huile de palme, réexamen des droits et réglementations afin de promouvoir les biocarburants avancés durables, et demande formelle adressée au gouvernement concernant la prise de mesures visant à interdire légalement les achats publics de biocarburants à base d'huile de palme, par la modification de la Loi sur la réglementation des marchés publics.

4.48. Pour donner suite à ces décisions, le Ministère du climat et de l'environnement a contacté l'Autorité de surveillance de l'AELE, afin que la possibilité de rendre les critères de l'UE en matière de durabilité applicables à tous les biocarburants soit examinée. Le Ministère étudie à présent la possibilité d'adopter une loi nationale dans ce domaine à la lumière des contributions de l'Autorité de surveillance de l'AELE. Le Ministère a également organisé un appel d'offres public pour que des experts judiciaires examinent, entre autres choses, si le gouvernement peut mettre en œuvre la décision parlementaire compte tenu des engagements internationaux de la Norvège et, le cas échéant, de quelle façon. Avant l'adoption éventuelle d'une réglementation interdisant les achats publics de biocarburants à base d'huile de palme, le gouvernement évaluera le fondement juridique d'un tel acte. En fonction des résultats de cette évaluation, la réglementation devrait aussi être soumise au public pour consultation avant son éventuelle adoption.

4.1.2.4 Cadre juridique

4.49. Les principaux actes législatifs régissant le secteur forestier en Norvège sont la Loi sur l'exploitation forestière, la Loi foncière et la Loi sur les concessions. La Loi sur l'exploitation forestière porte principalement sur la gestion des forêts. La Loi foncière dispose, entre autres choses, que les terres agricoles, y compris les terres forestières, ne peuvent être divisées sans l'autorisation de la communauté locale. La Loi sur les concessions dispose que l'acquisition de terres agricoles dépend d'une concession. Le 1^{er} juillet 2017 sont entrées en vigueur des modifications de la Loi sur les concessions qui ont supprimé notamment le contrôle des prix pour l'acquisition de propriétés forestières.⁵⁴ La Loi sur la diversité de la nature traite des aspects et principes liés à la préservation ainsi que des mesures concernant l'utilisation durable, la gestion des espèces et des habitats, les organismes exotiques et l'accès au matériel génétique. L'association de plusieurs réglementations et de ces lois constitue le cadre juridique principal du secteur forestier norvégien (tableau 4.8). Certains éléments du cadre juridique ont fait l'objet d'une révision depuis le dernier examen.

⁵² Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-6-20162017/id2515774/sec6#KAP5-5>.

⁵³ Réglementation norvégienne sur les produits. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2004-06-01-922?q=produktforskriften>.

⁵⁴ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/aktuelt/nytt-rundskriv-m-3-om-konsesjon-priskontroll-og-boplikt-nytt-rundskriv-m-22017-om-driveplikt-etter-jordloven-og-forskrift-om-belopsgrense-ved-gjennomforing-av-priskontroll/id2569005/>.

Tableau 4.8 Principales lois et réglementations sur la sylviculture, 2017

Titre	Date	Référence	Aperçu général	Modifications récentes
Lois:				
Loi sur l'exploitation forestière	01/01/2006	27/05/2005, n° 31	Promotion de la gestion durable des ressources forestières en Norvège	28/03/2014, n° 9
Loi sur les concessions	01/01/2004	28/11/2003	Contrôle de l'acquisition des terres, y compris des propriétés forestières	21/06/2017, n° 99
Loi foncière	01/07/1995	12/05/1995	Réglementation de l'utilisation des ressources foncières	21/06/2017, n° 99 et n° 829; et 16/06/2017, n° 74
Loi sur la diversité de la nature	19/06/2009	19/06/2009, n° 100, sections 28, 30 et 31	Préservation de la diversité biologique, de la diversité géologique et de la diversité des paysages ainsi que des processus écologiques, par la conservation et l'utilisation durable	
Réglementations:				
Réglementation sur les subventions au secteur forestier à des fins industrielles et environnementales	05/03/2004	04/02/2004, n° 447	Subventions accordées aux propriétaires forestiers pour les mesures environnementales, la culture des forêts, la construction de routes, la bioénergie, le débardage par câble ou à cheval	28/05/2015, n° 551, sur les dispositions relatives à la construction des routes
Réglementation sur la sylviculture durable	01/07/2006	07/06/2006, n° 593	Promotion de la sylviculture durable conformément aux dispositions de la Loi sur l'exploitation forestière	01/10/2015, n° 1155
Réglementation sur l'introduction d'espèces étrangères à des fins de sylviculture	01/07/2012	25/05/2012, n° 460	L'introduction sur le territoire norvégien d'arbres étrangers à des fins de sylviculture nécessite de présenter une demande à la Direction de l'environnement ou au gouverneur de comté (le cas échéant) et d'obtenir son autorisation	15/03/2013, n° 284
Réglementation sur le Fonds pour les forêts	01/09/2006	03/07/2006, n° 881	Financement de la gestion durable des forêts grâce au fonds obligatoire	03/03/2014, n° 246 et 02/09/2014, n° 1144
Réglementation sur le commerce du bois d'œuvre et des produits du bois non originaires de Norvège	05/01/2015	24/04/2015, n° 406	Règlement d'exécution (UE) n° 995/2010, Règlement (UE) n° 607/2012 et Règlement (UE) n° 363/2012	
Réglementation sur les organismes exotiques	01/01/2016	19/06/2015, n° 716	Réglementation visant à prévenir l'introduction ou la dissémination d'organismes exotiques, par l'interdiction de leur importation ou l'autorisation de leur importation sous réserve de l'obtention d'une licence	11/05/2017, n° 566
Réglementation sur les semences et végétaux forestiers	01/03/1996	01/03/1996, n° 291	Réglementation visant à garantir la diversité génétique ainsi que l'utilisation de semences et végétaux de qualité pour le rajeunissement des forêts	
Réglementation sur la planification et l'approbation des routes agricoles	01/07/2015	28/05/2015, n° 550	Demande et procédures à respecter pour la planification des routes forestières, conformément à la Loi sur l'exploitation forestière	01/10/2015, n° 1156

Titre	Date	Référence	Aperçu général	Modifications récentes
Réglementation relative à la gestion des forêts à Oslo et dans les municipalités voisines	01/06/1993	02/04/1993, n° 268	Dispositions relatives à la planification et à la gestion générale des forêts dans cette région	
Réglementation sur les subventions à la planification forestière en vue d'une sylviculture durable	04/02/2004	04/02/2004, n° 449	Subventions pour promouvoir la sylviculture durable à court et long terme	03/09/2014, n° 1144

Source: Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/>.

4.50. Dans le cadre de ses obligations au titre de l'EEE, la Norvège a mis en œuvre le Règlement de l'Union européenne sur le bois le 1^{er} mai 2015.⁵⁵ Le Règlement reconnaît la demande croissante de bois et de produits dérivés et répond aux préoccupations grandissantes soulevées concernant l'exploitation illégale et le commerce connexe de ces produits. Pour lutter contre l'exploitation illégale et le commerce de ces produits, le Règlement interdit de mettre sur le marché de l'EEE des produits du bois issus d'une récolte illégale. L'Agence norvégienne de l'agriculture est chargée du processus de certification pour le bois et les produits du bois originaires de Norvège, tandis que l'Agence norvégienne pour l'environnement s'occupe des règles relatives au commerce du bois et des produits du bois importés.

4.51. La Réglementation de juin 2015 sur les organismes exotiques a été adoptée pour prévenir l'introduction et la dissémination d'organismes exotiques susceptibles de porter atteinte à l'environnement. Au titre de cette réglementation, l'importation de certaines espèces, dont plusieurs espèces d'arbres, est totalement interdite ou soumise à l'obtention d'une licence, après approbation de la demande (voir section 3.1.5). L'utilisation d'arbres exotiques envahissants, y compris les arbres de Noël, pouvant avoir des conséquences négatives sur la diversité biologique, un permis délivré par les autorités nationales est exigé et ces permis sont généralement délivrés aux fins de la production d'arbres de Noël. En 2015, la Réglementation sur les subventions au secteur forestier à des fins industrielles et environnementales a fait l'objet de modifications simplifiant les dispositions sur les subventions aux routes forestières.⁵⁶

4.52. En 2016, le Storting a fixé un nouvel objectif, à savoir placer 10% des terres forestières sous protection. Aucune date n'est fixée pour la réalisation de cet objectif. À l'heure actuelle, 4% des terres forestières sont protégées en tant que réserves naturelles.

4.1.2.5 Financement, soutien et subventions

4.53. Pendant la période considérée, la Norvège a continué à soutenir le secteur forestier grâce à plusieurs subventions, fonds et dons, ainsi que dans le cadre d'initiatives privées, et le niveau général du soutien octroyé à l'infrastructure dans le secteur a globalement augmenté. En 2016, le gouvernement a soutenu le secteur forestier par le biais de différents programmes, qui visaient directement le secteur ou relevaient de mesures de contrôle climatique. Plusieurs de ces programmes ont été établis en 2016 (tableau 4.9). D'après la dernière notification de la Norvège à l'OMC concernant les subventions, il existe cinq mesures de subventionnement du secteur forestier, dont le montant s'élève approximativement à 388 millions de couronnes en 2016⁵⁷: le Programme pour le Fonds d'affectation spéciale pour les forêts, le Programme de comptabilisation pour le bois d'œuvre, les subventions à la planification de la gestion forestière, les subventions au secteur forestier à des fins industrielles et environnementales, et les subventions à l'infrastructure

⁵⁵ Règlement (UE) n° 995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché, renseignements en ligne de l'UE. Adresse consultée: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32010R0995>.

Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/en/aktuelt/norway-will-implement-eu-timber-regulation/id2406924/>.

⁵⁶ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/SF/forskrift/2004-02-04-447>.

⁵⁷ Montant total calculé sur quatre des cinq mesures en 2016; la cinquième est un dispositif fiscal.

forestière.⁵⁸ En outre, des initiatives et fonds privés visent plus généralement toutes les industries qui soutiennent le secteur.

4.54. Sur les sommes octroyées ces dernières années, un montant notable – 171 millions de couronnes – a été consacré à l'amélioration de l'infrastructure pour la sylviculture, c'est-à-dire à la construction ou à l'amélioration de routes forestières et de plates-formes de chargement.⁵⁹ Le Fonds pour les forêts, auprès duquel les propriétaires forestiers épargnent une partie des recettes tirées de la vente de bois afin d'obtenir des fonds pour des investissements à long terme dans la sylviculture, a accordé 125 millions de couronnes de dégrèvements fiscaux en 2016. Pendant la période considérée, quelques améliorations ont été apportées au Fonds pour les forêts pour le rendre plus efficace, dont la modification des règles et procédures de comptabilité et l'amélioration des mécanismes de contrôle.

4.55. Parmi les subventions récemment instaurées, beaucoup visent à lutter contre le changement climatique; elles restent relativement limitées mais ont souvent été plus importantes que prévu: par exemple, en 2016, 8 000 hectares ont été fertilisés tandis que ce chiffre était de 300-500 hectares avant la mise en œuvre de la mesure.

Tableau 4.9 Aperçu général du soutien accordé au secteur, 2012-2017

Fonds/Programme		Aperçu général	Financement	Référence
Programme du Fonds pour les forêts	Fonds pour les forêts	Assurer le financement d'une gestion durable des forêts	En 2016, 489 millions de Nkr ont été crédités au Fonds d'affectation spéciale pour les forêts, pour 391 millions de Nkr débités, ce qui a porté le Fonds à un total de 1 545 milliards de Nkr. Si l'on considère qu'en moyenne le taux d'imposition applicable à un propriétaire forestier est de 40% environ, alors un dégrèvement fiscal s'élevant à 85% de la plus grande partie du montant débité correspond à une subvention de 125 millions de Nkr pour 2016.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/skogfond/om-skogfond "
	Subventions grâce aux intérêts rapportés par le Fonds pour les forêts	Les intérêts rapportés par le Fonds peuvent être utilisés pour subventionner la planification, la fourniture de renseignements et la promotion du développement	En 2017, les subventions ont pu atteindre 3 millions de Nkr. Sept projets ont bénéficié de subventions, pour un montant total de 2,98 millions de Nkr.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/prosjektmidler-og-forskning/tilskudd-fra-rentemidler "
Fonds pour l'activité forestière		Développer les mesures de recherche-développement pour accroître la rentabilité et mieux gérer les forêts	1 Nkr pour chaque m ³ vendu par des propriétaires forestiers. En 2016, 25 projets ont bénéficié d'un soutien, pour un montant total de 11,4 millions de Nkr, accordé principalement aux coopérations de propriétaires forestiers.	" http://www.skogtilta.ksfondet.no/artikkel.cfm?id_art=2 "

⁵⁸ Document de l'OMC G/SCM/N/315/NOR.

⁵⁹ Direction de l'agriculture, renseignements en ligne du Rapport annuel 2016. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/contentassets/a34b107c580e48288f48c53b5f2b7dbf/arsrapport-ldir-2016.pdf>.

Fonds/Programme		Aperçu général	Financement	Référence
Fonds pour la recherche-développement dans le secteur forestier		Promouvoir les questions liées à la recherche-développement, principalement, mais également fournir des renseignements et dispenser des formations dans le domaine de la sylviculture	3,99 millions de Nkr ont été alloués en 2016.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/prosjektmidler-og-forskning/utviklingsfondet-for-skogbruk#soeknadsfister-og-regelverk "
Subventions au secteur forestier à des fins industrielles et environnementales	Construction et reconstruction des routes forestières	Subventionner la construction ou la reconstruction des routes forestières	En 2016, les décaissements se sont élevés à 94,4 millions de Nkr.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/om-skogbruk/tilskudd#nybygging-og-ombygging-av-skoqsveier "
	Amélioration de la qualité des forêts	Repeuplement, activités sylvicoles, coupe d'éclaircie, élagage, scarification des sols	72,3 millions en 2016.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/om-skogbruk/tilskudd#skogkulturarbeid-og-kvalitetsutvikling "
	Pour le débardage par câble et à cheval	Subventions pour les opérations forestières utilisant des systèmes de débardage à cheval ou par câble	En 2016, les décaissements se sont élevés à 14,3 millions de Nkr.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/om-skogbruk/tilskudd#skogsdrift-med-taubane--hest-o-a- "
	Mesures environnementales dans le domaine de la sylviculture	Subventions pour compenser le coût des mesures environnementales, les pertes économiques liées aux mesures de conservation, etc.	En 2016, les décaissements se sont élevés à 1,3 million de Nkr.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/om-skogbruk/tilskudd#miljoetiltak-for-aa-ivareta-og-videreutvikle-miljoeverdier "
	Subventions pour le développement de la sylviculture dans une municipalité ou région	Pour le développement des forêts	En 2016, les décaissements se sont élevés à 3,4 millions de Nkr.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/om-skogbruk/tilskudd#andre-tiltak--og-prosjekt-for-aa-utvikle-skogbruken "
Subventions à la planification de la gestion forestière		Pour la préparation des plans forestiers, l'enregistrement des renseignements forestiers et environnementaux	En 2016, les décaissements se sont élevés à 25 millions de Nkr.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/om-skogbruk/tilskudd#skogbruksplanlegging-med-miljoeregistrering "
Subventions à l'infrastructure forestière	Pour les terminaux forestiers et les quais de chargement	Pour la construction et la reconstruction de terminaux forestiers et de quais de chargement	Le budget 2017 prévoit des subventions d'un montant de 46 millions de Nkr.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/om-skogbruk/tilskudd#toemmerkaier-og--terminaler "

Fonds/Programme		Aperçu général	Financement	Référence
Mesures climatiques	Fertilisation des massifs forestiers, en tant que mesure climatique	Pour la fertilisation, afin de stimuler la production et la croissance	Jusqu'à 40% du coût de la fertilisation peut être subventionné. En 2016, les décaissements se sont élevés à 10,9 millions de NKR.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/skog/skog-og-klima/qjodsling-som-klimatiltak "
	Augmentation de la densité des plants, en tant que mesure climatique	Pour accroître le nombre de plants au moment de la replantation	Jusqu'à 80% du coût de la replantation. En 2016, les décaissements se sont élevés à 11,7 millions de NKR.	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/skog-og-klima/tettere-plantning#tilskudd-ved-nyplantning "
	Plantation dans de nouvelles zones, en tant que mesure climatique	Projet pilote sur trois ans pour les comtés de Rogaland, Nord-Trøndelag et Nordland	..	" https://www.landbruksdirektoratet.no/no/eiendom-og-skog/skog-og-klima/plantning-for-klima "
Utilisation innovante du bois ^a		Accroître l'utilisation du bois dans le secteur manufacturier	..	" http://www.innovasjon Norge.no/no/finansiering/trebasert-innovasjonsprogram/ "

.. Non disponible.

a Achevé en 2016.

Source: Diverses sources, comme indiqué dans le tableau.

4.1.2.6 Coopération internationale

4.56. La Norvège participe à plusieurs initiatives ou accords internationaux dans le secteur forestier, afin de promouvoir les forêts durables, de lutter contre le changement climatique ou de prévenir la déforestation. Depuis 2000, elle participe au Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), qui œuvre à la coopération internationale en matière de forêts durables.⁶⁰

4.57. La Norvège coopère avec d'autres pays en Europe pour coordonner les politiques forestières, par le biais de FOREST EUROPE. Dans le cadre de ce processus, on a jeté les bases d'une définition de l'expression "gestion durable des forêts", désormais utilisée en Europe, et différents outils de mise en œuvre sont élaborés. Membre actif et subventionnaire de FOREST EUROPE, la Norvège a assuré la présidence du processus entre 2008 et 2012. Cette organisation agit dans des domaines tels que la gestion durable des forêts, la conception de dispositifs de certification et l'élaboration de lignes directrices pour les programmes forestiers nationaux.

4.58. La Norvège contribue aux travaux de l'Institut européen des forêts en alimentant le fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour le Mécanisme de soutien des politiques de l'IEF. Le Mécanisme de soutien des politiques de l'IEF vise à améliorer la compréhension des recherches menées sur les questions liées aux forêts, afin de faciliter l'élaboration de politiques.

4.59. L'Initiative internationale de la Norvège en faveur du climat et des forêts (NICFI) a été établie en 2008, parallèlement à une intention d'allouer jusqu'à 3 milliards de couronnes par an aux efforts de réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD+). Les trois objectifs de la NICFI sont les suivants: 1) garantir l'efficacité de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en tant qu'outil de réduction des émissions; 2) contribuer aux efforts précoces de réduction mesurable des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts; et 3) promouvoir la conservation des forêts primaires, particulièrement importantes du fait de leur diversité biologique et de leur rôle de réservoirs de carbone. Ces objectifs devraient être réalisés

⁶⁰ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/en/topics/food-fisheries-and-agriculture/skogbruk/innsikt/internasjonalskogpolitikk/id2001110/>".

tout en encourageant le développement durable et la réduction de la pauvreté.⁶¹ À ce jour, la Norvège a versé 19,5 milliards de couronnes par l'intermédiaire du NICFI; la majorité des fonds ont été destinés au Brésil (Fonds pour l'Amazonie) et alloués sur la base des résultats annuels du pays par rapport à un niveau de référence convenu. Les autres pays partenaires avec lesquels la NICFI coopère sur la base de leurs résultats sont notamment le Guyana, l'Indonésie, le Libéria, la Colombie et le Pérou.⁶² En outre, les fonds consacrés par la Norvège au REDD+ ont permis l'établissement et l'exécution de programmes au sein de la Banque mondiale et de l'ONU, dont l'Initiative régionale multi-donateurs pour les forêts d'Afrique centrale, qui soutient des stratégies nationales de réduction de la déforestation.⁶³

4.1.3 Pêche

4.1.3.1 Aperçu général

4.60. En tant que deuxième exportateur mondial de poissons, la Norvège soutient son secteur de la pêche depuis de nombreuses années. La pêche est une tradition de longue date dans la culture, l'économie et le commerce du pays. Le long des côtes norvégiennes, elle a une importance encore plus grande puisqu'elle fournit des moyens de subsistance et un emploi à de nombreux habitants de zones plus rurales. Le secteur de la pêche reste l'un des principaux secteurs en termes d'emploi et de contribution au PIB, et il est également très important à l'exportation – il représente 12% des exportations en 2016, soit la quasi-totalité des exportations norvégiennes de produits alimentaires (voir section 1).

4.61. La prospérité à long terme du secteur peut être attribuée aux droits de pêche historiques dont jouit la Norvège dans certains des lieux de pêche les plus riches au monde, à savoir la mer du Nord, la mer de Barents, les régions polaires et les eaux côtières du pays, ainsi qu'à la croissance plus récente du secteur de l'aquaculture, qui surpasse la pêche traditionnelle en valeur. Il existe toutefois des défis dans ces deux secteurs. Le secteur de la pêche est traditionnellement affecté par la surcapacité de la flotte et le plus faible niveau des stocks découlant de la surexploitation de certaines espèces, qui se traduisent par des quotas plus faibles et une intensification des efforts de conservation. Dans le secteur de l'aquaculture, on tente de traiter les difficultés spécifiques du secteur, qui sont notamment d'ordre environnemental et sanitaire, en établissant un cadre pour le développement durable. Pendant la période à l'examen, les deux secteurs ont tiré profit de la faiblesse de la couronne norvégienne et du niveau élevé des prix, qui a dynamisé ces secteurs tourné vers l'exportation.

4.62. Le secteur de la pêche comprend la pêche commerciale (capture à l'état sauvage) et l'aquaculture. Le secteur de la pêche commerciale est tributaire des allocations annuelles de quotas, qui dépendent elles-mêmes des stocks et des politiques de conservation. L'essentiel de ces stocks est partagé avec les pays voisins. Dans le secteur norvégien de la pêche à l'état sauvage, on recense un certain nombre d'espèces mais ces dernières années, les plus représentées sont le cabillaud, le hareng et le maquereau. Le saumon et, dans une moindre mesure, la truite, sont les deux principales espèces de poisson produites dans le sous-secteur de l'aquaculture. Le secteur des mollusques et crustacés et le secteur des algues marines sont de petite taille mais en expansion.

4.63. Le secteur de la pêche traditionnelle a connu un certain déclin en termes de capacité, comme en témoigne la diminution du nombre de navires enregistrés, de licences et de pêcheurs enregistrés, engendrée par la hausse de la productivité et l'utilisation de différents régimes de quotas (tableau 4.10). En revanche, le secteur de l'aquaculture a vu s'accroître sa production ainsi que le nombre de licences d'exploitation et d'emplois. Dans le même temps, les pertes de production ont augmenté (tableau 4.10). On estime que cette augmentation des pertes est

⁶¹ "<https://www.norad.no/en/front/thematic-areas/climate-change-and-environment/norways-international-climate-and-forest-initiative/>".

⁶² Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/en/topics/climate-and-environment/climate/climate-and-forest-initiative/kos-innsikt/hvorfor-norsk-regnskogsatsing/id2076569/>".

⁶³ Outre le Brésil, la Norvège a également conclu des partenariats avec la Colombie, les pays du bassin du Congo, l'Indonésie, le Guyana, l'Éthiopie, le Libéria, le Mexique, le Pérou, la Tanzanie et le Viet Nam. Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: "<https://www.regjeringen.no/en/topics/climate-and-environment/climate/climate-and-forest-initiative/kos-innsikt/samarbeidspartnere/id2345203/>".

principalement imputable au développement du traitement mécanique des poux de mer, en raison de la résistance au traitement médical.

Tableau 4.10 Principales statistiques concernant la pêche et l'aquaculture, 2012-2017

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Pêche:						
Navires enregistrés	6 211	6 126	5 939	5 884	5 947	6 136
Flotte de pêche active	5 402	5 188	5 134	5 100	5 201	..
Pêcheurs enregistrés	12 048	11 611	11 301	11 130	11 249	11 316
Prises totales (millions de t)	2,14	2,09	2,31	2,33	2,07	2,40
Recettes d'exploitation totales (millions de Nkr)	8,28	8,11	7,75	9,34	10,74	..
Bénéfice d'exploitation total	1,17	0,90	1,00	1,73	2,46	..
Total sur la base du prix de première main (millions de Nkr)	14,2	12,7	14,4	16,9	18,7	18,1
Aide publique (millions de Nkr)	50	45	45	35	40	..
Aquaculture:						
Nombre de licences (total)	1 964	1 871	1 929	1 998	2 078	2 196
Sites d'eau de mer	1 355	1 277	1 262	1 220	1 197	1 194
Emplois (directs)	5 893	5 985	6 274	6 872	7 825	..
Vente de poissons (millions de t (poids rond))	1,32	1,25	1,33	1,38	1,33	..
Stock vivant ^a au 31 décembre (nombre de poissons x 1000)	387 482	403 601	403 454	403 743	411 482	..
Pertes dues aux échappées ^a (nombre de poissons x 1000)	172	198	273	247	144	18
Pertes de production ^b (nombre de poissons x 1000)	41 304	43 671	46 659	55 315	59 024	..

.. Non disponible.

a Saumon, truite arc-en-ciel et truite uniquement.

b Comprend la mortalité, la déclassification, les échappées de poissons, d'autres facteurs et les erreurs de comptage s'agissant du saumon, de la truite arc-en-ciel et de la truite.

Source: Renseignements en ligne de la Direction des pêches. Adresse consultée: "<http://www.fiskeridir.no/Yrkesfiske/Statistikk-yrkesfiske/Statistiske-publikasjoner/Noekkeltall-for-de-norske-fiskeriene>" et <https://www.fiskeridir.no/English/Aquaculture/Statistics>; et renseignements en ligne de l'Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <https://www.ssb.no/en/jord-skog-jakt-og-fiskeri/statistikker/fiskeoppdrett>.

4.64. Plusieurs organismes gouvernementaux jouent un rôle clé dans le secteur, y compris un rôle d'élaboration de politiques, de surveillance, de recherche et de contrôle (encadré 4.1).

Encadré 4.1 Institutions et autorités chargées de la pêche et de l'aquaculture, 2018

Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche	Ministère chargé de la pêche et de l'aquaculture.	www.regjeringen.no/nfd
Direction des pêches	Organe consultatif et exécutif du Ministère pour les questions liées à la pêche et à la gestion de l'aquaculture. Ses principales attributions incluent la réglementation, la formulation d'orientations, la supervision et la gestion de ressources.	www.fiskeridir.no/
Institut de recherche marine	Assure une fonction consultative auprès du Ministère et exécute des tâches clés dans le cadre des enquêtes et des activités de surveillance concernant les stocks de poissons et les mammifères marins, l'environnement marin et côtier et les activités liées à l'aquaculture et au pacage en mer.	www.imr.no/
Institut national de recherche sur la nutrition et les produits de la mer (NIFES)	Assure une fonction consultative pour les questions concernant la nutrition et la sécurité sanitaire des produits alimentaires. L'Institut mène également des recherches sur la nutrition et les thèmes connexes. Le NIFES a été fusionné avec l'Institut de recherche marine en 2018.	www.nifes.no/

Autorité norvégienne de sécurité sanitaire des aliments	Par des réglementations et des contrôles, elle vise à garantir que les produits alimentaires sont aussi sûrs et sains que possible pour les consommateurs, et à promouvoir la santé des poissons et des animaux ainsi que la préservation des végétaux.	www.mattilsynet.no
Service norvégien de gardes-côtes	Procédures d'inspection et d'exécution liées à la pêche.	https://forsvaret.no/fakta/organisasjon/Sioeforsvaret/Kystvakten
Institut vétérinaire norvégien	Institut national de recherche biomédicale dans les domaines de la santé des animaux, la santé des poissons et la sécurité sanitaire des produits alimentaires, dont la mission principale est la fourniture d'un soutien consultatif indépendant, fondé sur des recherches, aux autorités gouvernementales.	www.vetinst.no/

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.1.3.2 Production et commerce

4.65. Pendant la période considérée, la production et les exportations de poissons norvégiens ont suivi une tendance similaire; leur valeur a augmenté régulièrement et presque doublé pendant la période, tandis que leur volume a légèrement diminué. Pendant de nombreuses années, le secteur de l'aquaculture, en particulier du saumon, a devancé celui de la pêche traditionnelle et il représente aujourd'hui environ 70% des exportations en valeur. Étant donné que le saumon se vend désormais plus cher que la plupart des autres produits à base de poisson, la légère croissance de sa production en volume et la hausse de valeur générée par ses prix plus élevés ont influencé les chiffres globaux de production et d'exportation sur la période (tableau 4.11, graphique 4.4). De fait, le prix du saumon à l'exportation a été multiplié par plus de deux pendant la période, passant de 27,63 à 60,07 couronnes et une évolution analogue a été observée pour la truite, tandis que les prix des autres poissons sont restés globalement les mêmes ou n'ont connu qu'une légère hausse.⁶⁴ En 2016, le saumon représentait 78% de la production (en valeur) et 68% des exportations.⁶⁵ Dans le secteur de la pêche traditionnelle à l'état sauvage, le niveau de la production globale a été satisfaisant pendant la période à l'examen, malgré les problèmes de conservation posés par certaines espèces, en particulier certains stocks côtiers.

Tableau 4.11 Exportations de poissons de la Norvège, 2012-2017

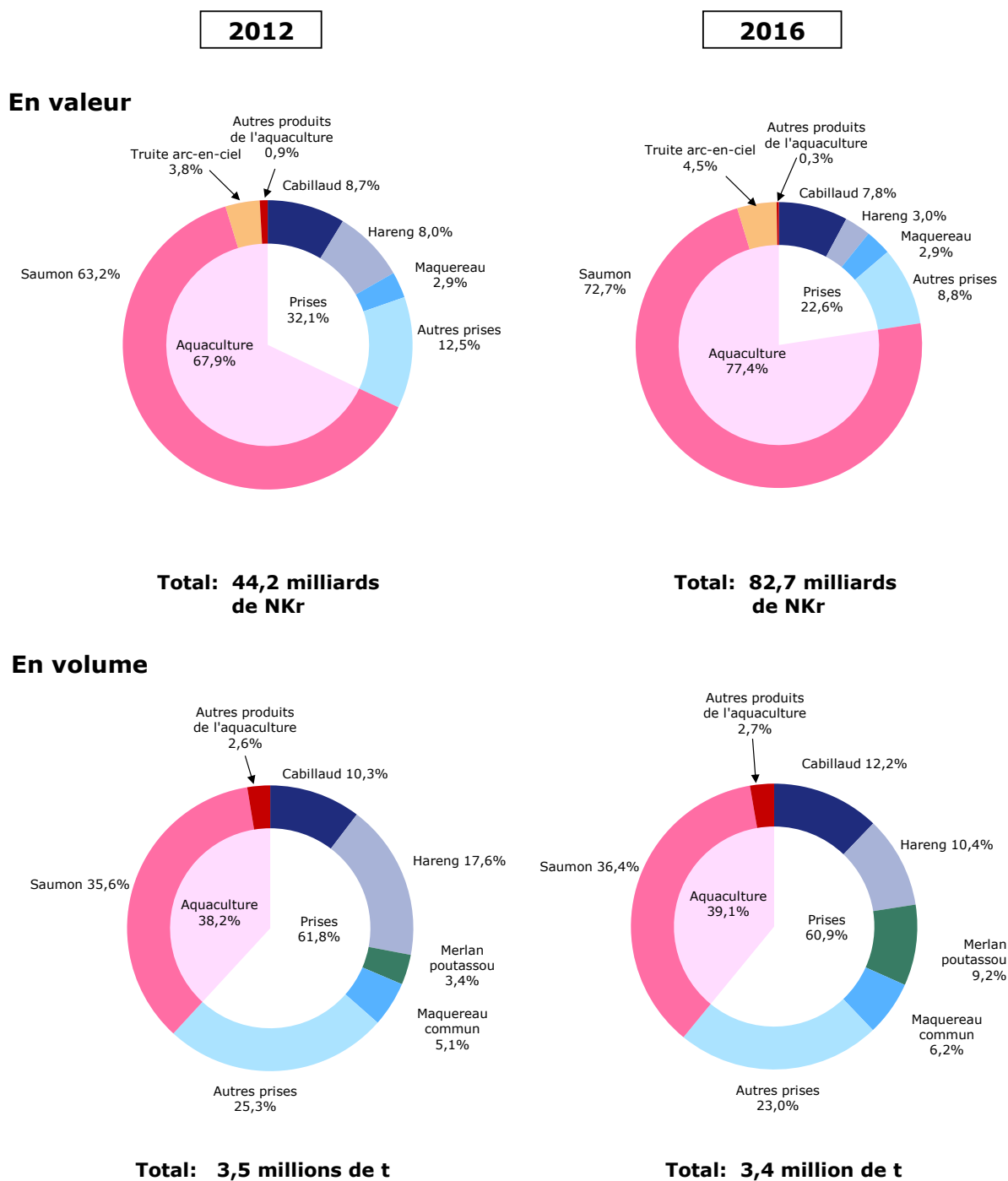
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Valeur (milliards de NOK):						
Pêche	20,5	19,3	22,5	24,4	26,2	26,8
Aquaculture	31,6	42,1	46,2	50,1	65,4	67,7
Total	52,1	61,5	68,7	74,5	91,6	94,5
Quantité (milliers de t) ^a :						
Pêche	1 473	1 456	1 631	1 548	1 405	1 576
Aquaculture	1 059	1 017	1 051	1 090	1 049	1 049
Total	2 531	2 473	2 682	2 637	2 455	2 625

a Selon le poids du produit.

Source: Renseignements en ligne du Centre des produits de la mer. Adresse consultée: <https://seafood.no/markedsinnsikt/nokkeltall/>.

⁶⁴ Renseignements en ligne du Centre des produits de la mer. Adresse consultée: <https://seafood.no/markedsinnsikt/nokkeltall/>.

⁶⁵ Renseignements en ligne du Centre des produits de la mer. Adresse consultée: <https://seafood.no/markedsinnsikt/nokkeltall/>.

Graphique 4.4 Production halieutique^a, 2012 et 2016

a Le volume de la production est basé sur le poids "équivalent poisson entier". La valeur est basée sur le prix débarqué.

Source: Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <https://www.ssb.no/en/sok?sok=fish>.

4.66. De manière générale, la Norvège exporte la majorité de sa production de poisson. S'agissant des marchés d'exportation, le poisson norvégien est essentiellement destiné aux marchés de l'UE, qui recevaient près des deux tiers (64%) des exportations norvégiennes (en

valeur) en 2017.⁶⁶ Les principaux marchés de l'UE étaient la Pologne, la France, le Danemark et le Royaume-Uni. Derrière l'Union européenne, les marchés les plus importants sont l'Asie (20%) et l'Amérique du Nord (7%). D'après les autorités, le fait que les États-Unis aient abrogé en 2012 la mesure antidumping visant le saumon a contribué à rendre leur marché de nouveau attractif pour les exportateurs norvégiens de saumon et, en 2014, on a observé un détournement d'environ 300 000 tonnes d'exportations norvégiennes de produits de la mer depuis les marchés traditionnels, à cause de certaines restrictions.

4.1.3.3 Politiques concernant la pêche et l'aquaculture

4.67. Les politiques norvégiennes pour le secteur de la pêche mettent en exergue l'importance de la durabilité. La durabilité environnementale et la durabilité des stocks de poissons sont essentielles pour la viabilité à long terme et la rentabilité du secteur ainsi que pour la création de valeur. Le gouvernement encourage la croissance du sous-secteur de l'aquaculture.

4.68. En 2013, un Comité du secteur des produits de la mer a été nommé par décret royal pour examiner la compétitivité du secteur et des politiques de la Norvège en matière de produits de la mer et d'autres facteurs importants affectant ce domaine.⁶⁷ À l'issue des travaux de ce comité, plusieurs recommandations ont été formulées, par exemple: plus grande liberté dans le choix du matériel de pêche, prescriptions d'activité dans la Loi sur la participation, meilleure utilisation des résidus et réduction des déchets, etc. Le gouvernement a donné suite à ces travaux dans un Livre blanc présenté au Parlement norvégien en 2015.⁶⁸ Certaines recommandations du comité ont été intégrées dans le Livre blanc et d'autres non. Les débats du Parlement sur le Livre blanc ont eu lieu en 2016.

4.69. Ces dernières années, le gouvernement a accordé une importance particulière au secteur de l'aquaculture, celui-ci ayant enregistré une croissance notable. La gestion de l'aquaculture a donc reçu une attention prioritaire, comme en témoigne la proposition faite en mars 2015 au Parlement concernant des mesures sur l'aquaculture de saumon et de truite. Elle inclut un nouveau système de régulation de la croissance du secteur du saumon d'élevage, dans lequel une importance particulière est accordée aux questions environnementales.⁶⁹ Cette proposition souligne que l'impact environnemental devrait être le principal critère à prendre en compte dans les décisions concernant le fonctionnement et les niveaux de production de l'industrie du saumon d'élevage. Le nouveau système a été mis en œuvre en octobre 2017. Le gouvernement prévoit de réexaminer la capacité de production du secteur dans chacune des 13 zones de production tous les 2 ans, le premier réexamen devant avoir lieu en 2017/2018. Si la capacité est ajustée, elle l'est de 6%. Jusqu'à présent, l'industrie a vu sa capacité de production augmenter de 2% pour les licences existantes dans 8 zones de production sur 13. L'offre expire le 31 janvier 2018. Au printemps 2018, le gouvernement prévoit d'allouer les 4% restants par l'intermédiaire de nouvelles licences dans ces huit zones de production.

4.70. Sur le plan international, la Norvège participe activement aux négociations dans le cadre de l'OMC visant à interdire les subventions à la pêche. Elle a également joué un rôle clé dans la conclusion des travaux menés à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. L'accord est entré en vigueur le 5 juin 2016 pour la Norvège et les autres signataires. À la FAO, la Norvège a également participé à l'élaboration des directives globales d'application volontaire relatives aux programmes de documentation des prises, dans le cadre des travaux visant à empêcher les prises de poisson illégales d'entrer sur les marchés et dans le commerce international. La Norvège est également convenue avec l'Union européenne de mettre en œuvre certaines dispositions relatives à la délivrance de certificats de capture pour les importations dans l'Union européenne, conformément

⁶⁶ Renseignements en ligne du Centre des produits de la mer. Adresse consultée: <https://seafood.azureedge.net/48e23b/contentassets/170cd26752df41a39268e275a03be638/norsk-sjomatek-sport-2016-presentasjon-no.pdf>".

⁶⁷ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-10-20152016/id2461010/sec1?q=Giennomf%C3_per centB8ring%20av%20r%C3_per centA5fisklova%20og%20fiskeeksportlova%202017#KAP1-1".

⁶⁸ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-10-20152016/id2461010/sec1>.

⁶⁹ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/en/dokumenter/norwegian-salmon-farming/id2461650/>.

au Règlement de l'UE destiné à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN). Même si la gestion de la pêche n'est pas couverte par l'Accord sur l'EEE, la Norvège coopère depuis longtemps avec l'Union européenne sur la gestion de certains stocks de poissons.⁷⁰ En outre, dans le cadre de l'EEE, la Norvège a pleinement mis en œuvre l'acquis vétérinaire de l'UE, qui est important pour la gestion de l'aquaculture.

4.1.3.4 Cadre juridique

4.71. Pendant la période, le cadre juridique a connu plusieurs évolutions (tableau 4.12). Fait très important, une nouvelle loi concernant les ventes de première main de ressources biologiques marines sauvages (Loi sur les organismes de vente de poisson) a été mise en œuvre en 2014, qui a apporté un certain nombre de modifications à l'ancienne loi de 1951.⁷¹ La modification la plus importante est l'introduction de précisions concernant la vente de première main de ressources marines, par l'établissement de procédures de fixation de prix minimaux et d'un processus de médiation pour ces prix.⁷² Des groupes ou organisations de pêcheurs, ainsi que des coopératives et des organisations similaires sont chargés de la vente de première main de ressources marines sauvages; en particulier, ils s'occupent de fixer les prix, les conditions de vente et les prix minimaux.⁷³ Si aucun accord n'est trouvé par voie de négociation et si les parties ne s'entendent pas sur les prix minimaux, la question fait l'objet d'une médiation. Ces modifications ont été introduites pour rendre le processus plus dynamique et mieux refléter les conditions du marché.

Tableau 4.12 Principales lois et réglementations, pêche et aquaculture, 2017

Titre	Objet de la réglementation	Référence
Lois réglementant la pêche:		
Loi sur les ressources marines	Loi sur la gestion des ressources marines sauvages	1 ^{er} janvier 2009
Loi sur la participation	Loi sur le droit de participer aux activités de pêche et de capture	26 mars 1999
Loi sur les organismes de vente de poisson	Loi concernant les ventes de première main de ressources biologiques marines sauvages	21 juin 2013
Loi sur les exportations de poisson		
Loi réglementant l'exportation de poisson et de produits à base de poisson		N° 9 du 27 avril 1990
Loi sur les zones économiques		Loi n° 91 du 17 décembre 1976
Lois réglementant l'aquaculture:		
Loi sur l'Aquaculture		N° 79 du 17 juin 2005, n° 74 du 21 juin 2013
Loi sur le bien-être des animaux		N° 97 du 19 juin 2009
Loi sur la sécurité sanitaire des aliments		N° 124 du 19 décembre 2003
Réglementations³:		
Réglementation sur la qualité du poisson et des produits à base de poisson		N° 844 du 28 juin 2013
Réglementation sur la mise en œuvre des zones de production dans le secteur norvégien de l'aquaculture du saumon, de la truite et de la truite arc-en-ciel	Régit le nouveau système de croissance décrit dans la section 4.11	N° 61 du 16 janvier 2017
Réglementation sur l'allocation d'une capacité de production supplémentaire dans le secteur norvégien de l'aquaculture du saumon, de la truite et de la truite arc-en-ciel		N° 2397 du 20 décembre 2017

⁷⁰ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/contentassets/902deab2906342dd823906d06ed05db2/en-gb/pdfs/stm201520160014000engpdfs.pdf>

⁷¹ Renseignements en ligne de Lovdata. Adresse consultée: <https://lovdata.no/dokument/NL/lov/2013-06-21-75>.

⁷² Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld-st-12-20132014/id746506/sec2?q=Giennomf%C3_per centB8ring%20av%20r%C3_per centA5fisklova%20og%20fiskeeksportlova#KAP2-4.

⁷³ Il est interdit de vendre du poisson à un prix inférieur au prix minimal fixé.

Titre	Objet de la réglementation	Référence
Réglementation sur la responsabilité conjointe des échappées de poissons d'élevage	Régit la responsabilité des producteurs concernant l'enlèvement des rivières de poissons d'élevage qui se sont échappés	N° 89 du 5 février 2015
Réglementation concernant l'aquaculture basée sur les prises		N° 1831 du 15 décembre 2014
Réglementation concernant les prescriptions spéciales applicables aux activités liées à l'aquaculture dans les rivières à saumons norvégiens		N° 961 du 22 juin 2009
Réglementation sur le fonctionnement des installations d'aquaculture		N° 822 du 17 juin 2008
Réglementation sur la production aquacole		N° 61 du 16 janvier 2017
Réglementation sur les redevances liées aux activités d'aquaculture		N° 1597 du 21 décembre 2001

- a Il existe beaucoup d'autres réglementations sur la pêche. Certaines sont permanentes, d'autres annuelles, et d'autres sont limitées dans le temps, par exemple les réglementations concernant les zones temporairement fermées à la pêche.

Source: Renseignements en ligne de Lovdata.

4.72. En 2016, il a été proposé de réglementer le secteur de la pêche touristique en donnant au Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche le pouvoir d'apporter des modifications à la Loi sur les ressources marines.⁷⁴ À l'heure actuelle, la loi contient des dispositions sur le sujet. Les modifications sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018, en même temps que la nouvelle réglementation concernant la pêche touristique. La réglementation dispose que les entreprises basant leur activité commerciale sur la pêche touristique devraient être enregistrées et que les prises effectuées par leurs clients devraient être signalées à la Direction des pêches. Il y a également eu des changements concernant les quotas d'exportation pour les touristes – le quota pour les poissons provenant d'une entreprise enregistrée a été relevé à 20 kg, tandis que le quota d'exportation pour les autres poissons a été abaissé à 10 kg (voir section 3.2.3).

4.73. Certaines restrictions sont appliquées à l'exportation de poissons pêchés par des navires étrangers en Norvège, les ventes de première main devant être effectuées par l'intermédiaire des organismes de vente. Cette obligation s'applique aussi bien aux navires norvégiens qu'à ceux de pays tiers et fait également partie du système norvégien de gestion et de contrôle de la pêche.⁷⁵ Des dispositions spéciales autorisent le transit de prises débarquées par des navires de l'UE, un arrangement temporaire qui est effectif jusqu'en 2020.

4.74. Le montant de la redevance finançant le Centre des produits de la mer a été ajusté en 2016 et en 2017 en raison de la forte croissance des exportations de poissons en valeur. Au 1^{er} janvier 2017, la redevance était de 0,3% pour le saumon, la truite et les espèces pélagiques les plus importantes. Pour les autres espèces, la redevance est de 0,75% (voir section 3.2.2).

4.75. La Loi sur l'aquaculture a été révisée et modifiée en 2013. Le chapitre concernant les actions et sanctions en cas d'infraction a été révisé. Parmi les différentes modifications, un nouvel article conférant à l'autorité de supervision le pouvoir juridique de confisquer les bénéfices dérivés d'actions illégales a été mis en œuvre. En outre, le chapitre de la loi consacré à l'environnement a été étoffé. Une nouvelle réglementation établit une organisation rassemblant tous les titulaires de licences d'aquaculture. Cette organisation est chargée de couvrir les coûts de la capture des poissons d'élevage qui se sont échappés, lorsque le producteur responsable ne peut être identifié. Par ailleurs, une nouvelle réglementation établit les bases juridiques pour la mise en œuvre de l'utilisation obligatoire des poissons inaptes à la reproduction et/ou du marquage des poissons d'élevage.

⁷⁴ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/prop.-119-l-20162017/id2549577/sec1>.

⁷⁵ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld-st-12-20132014/id746506/sec2?q=Gjennomf%C3_per centB8ring%20av%20r%C3_per centA5fisklova%20og%20fiskeeksportlova#KAP2-4.

4.1.3.5 Gestion de la pêche et de l'aquaculture

4.76. Traditionnellement, la gestion de la pêche en Norvège est basée sur une exploitation durable et sur la science. Le secteur a toujours été fortement réglementé, par l'intermédiaire de licences et de quotas.⁷⁶ Étant donné que bon nombre des zones de pêche de la Norvège (environ 90%) sont partagées avec d'autres pays, la Norvège participe à plusieurs initiatives régionales ou internationales en matière de gestion de la pêche (voir section 4.1.3.7) afin d'assurer le maintien des stocks. La première étape de l'allocation des quotas a lieu au sein du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM), où les scientifiques fournissent les bases des recommandations concernant les quotas. Ensuite, la Norvège prend part aux négociations régionales et internationales sur l'allocation des quotas avant d'engager son processus national, en consultation avec l'Institut de recherche marine et les parties prenantes nationales, qui aboutit à l'allocation des quotas.

4.77. Les zones de pêche relevant de la juridiction norvégienne incluent les eaux entourant la Norvège continentale, Jan Mayen et Svalbard. La Norvège met l'accent sur le contrôle des ressources et la nécessité de recueillir des informations sur les prises de pêche dans ses eaux territoriales. La Norvège interdit de manière générale la pêche étrangère dans les zones continentales et de Jan Mayen. Les entités étrangères doivent obtenir une licence pour pouvoir pêcher dans ces zones et sont assujetties à des réglementations additionnelles ainsi qu'à l'obligation de déclarer leurs prises. Même si elle relève de la juridiction norvégienne, la zone de pêche autour de Svalbard ne fait pas l'objet d'une interdiction similaire; en effet, un grand nombre d'entités étrangères sont autorisées à pêcher dans cette zone en respectant un quota ou un nombre défini de jours de pêche. La Direction des pêches et le Service norvégien de gardes-côtes jouent tous deux un rôle dans les procédures de contrôle et d'exécution relevant de la compétence norvégienne. Le Service norvégien de gardes-côtes est chargé du contrôle des ressources en mer tandis que la Direction des pêches prend part aux inspections à quai, aux inspections des ventes, aux audits après débarquement, à la déclaration électronique et au contrôle des quotas. Les organismes de vente de poisson mènent aussi des activités de contrôle au moment du débarquement, car toutes les ventes de première main de ressources marines sauvages nécessitent l'approbation d'un organisme de vente.

4.78. La gestion du secteur de l'aquaculture implique différentes réglementations que supervise la Direction des pêches, en particulier s'agissant des licences, des redevances et des contrôles (tableau 4.12). Une nouvelle proposition de réglementation pour le secteur, portant notamment sur les questions de croissance et d'environnement, a été présentée au Storting en 2015, avec le nouveau système désormais en place (voir section 4.1.3.3).

4.79. En 2015, le gouvernement a introduit, pour une période d'essai de deux ans (aujourd'hui expirée), un nouveau type de licence d'aquaculture (licence d'innovation) pour le secteur du saumon. Il s'agit d'une licence mixte entre la licence de recherche et la licence commerciale ordinaire, qui permet d'éprouver, à une plus grande échelle commerciale, les innovations en matière d'aquaculture. Les licences d'innovation sont délivrées pour les projets présentant un potentiel d'innovation notable et impliquant un certain investissement de la part du demandeur. À l'issue du projet, la licence d'innovation peut être transformée en licence commerciale ordinaire moyennant le paiement d'un droit de 10 millions de couronnes.

4.80. Jusqu'à récemment, l'aquaculture terrestre était soumise aux mêmes prescriptions en matière de licences que l'élevage marin traditionnel en cages de mer mais, en juin 2016, de nouvelles réglementations ont supprimé la redevance et la nécessité de renouvellement. De nouvelles réglementations concernant les normes techniques relatives aux installations d'aquaculture terrestre ont été mises en œuvre en 2017. Leur objectif est d'empêcher que les animaux d'aquaculture ne s'échappent et de faire en sorte que les installations d'aquaculture respectent des critères techniques appropriés.

4.1.3.6 Programmes de soutien

4.81. Pendant la période considérée, les programmes de soutien au secteur n'ont pas subi de modification majeure. Cependant, s'agissant des politiques de soutien, l'accent autrefois mis sur

⁷⁶ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/globalassets/upload/fkd/brosjyrer-og-veiledninger/folder.pdf>.

les programmes sectoriels a été déplacé vers des programmes généraux dans lesquels, par exemple, les halieutes sont en concurrence les uns avec les autres pour obtenir des fonds. Outre les programmes de soutien cités ci-après (tableau 4.13), la Norvège met en œuvre un droit d'exportation pour les actions de commercialisation soutenant le secteur de la pêche (section 3.2.2), des taux de TVA plus faibles (section 3.1.4.1) et des remboursements de droits d'accise (section 3.1.4.2) pour le secteur.

4.82. D'après les chiffres communiqués par la Direction des pêches concernant le soutien public aux flottes de pêche, le montant du soutien a progressivement diminué pendant la période considérée et s'élève désormais à moins de 50 millions de couronnes, pour les avantages sociaux et le soutien au transport. Plus tôt pendant la période à l'examen, il existait d'autres programmes qui ont depuis été supprimés. On recense également plusieurs programmes de soutien généraux qui visent à la fois les secteurs de la pêche et de l'aquaculture et d'autres secteurs. Par ailleurs, il existe au titre d'Innovation Norway divers programmes, par exemple l'octroi de fonds et de prêts aux petites et moyennes entreprises, l'octroi de fonds pour les expériences alimentaires locales et la fourniture d'une assistance aux producteurs locaux de produits alimentaires.

Tableau 4.13 Programmes de soutien spécifiques à la pêche et à l'aquaculture, 2017

Programme	Résumé	Entité publique	Montant du soutien
Programme de garanties pour les pêcheurs	Garantit un revenu minimum aux pêcheurs dans certaines conditions	Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche	1,35 million de Nkr en 2017
Soutien au transport	Soutien pour le transfert des prises du port au site de production	Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche	35 millions de Nkr en 2017
Chasse au phoque	Soutien au secteur de la chasse au phoque	Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche	2,5 millions de Nkr en 2017
Aquaculture (HAVBRUK)	Programme de financement pour l'aquaculture, axé sur la rentabilité et la création de valeur dans le secteur du saumon, ou sur la commercialisation de nouvelles espèces	Conseil norvégien de la recherche	..
MABIT	Fonds pour l'augmentation de la création de valeur dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture	Consortium de sources gouvernementales, régionales et privées	8 millions de Nkr/an
Remboursement de la taxe sur le CO ₂ et de la taxe sur les combustibles	Remboursement partiel de la taxe sur le CO ₂ et de la taxe de base sur les combustibles minéraux pour la flotte de pêche	Fonds de garantie pour le remboursement de la taxe sur les combustibles minéraux	470 millions de Nkr en 2016

.. Non disponible.

Source: Ministère du commerce, de l'industrie et de la pêche.

4.1.3.7 Accords internationaux et bilatéraux

4.83. La Norvège est partie à plusieurs accords et mène chaque année des négociations avec des partenaires internationaux pour la gestion conjointe des ressources halieutiques. La Norvège est partie à trois types d'accords: accords bilatéraux, accords avec les États riverains et organisations régionales de gestion de la pêche. Elle adhère à ces accords principalement pour garantir une gestion durable des ressources marines, pour sauvegarder sa part dans l'allocation des quotas et pour assurer un contrôle et une exécution satisfaisants.⁷⁷ En 2017, la Norvège avait conclu cinq accords bilatéraux, était partie à quatre accords avec des États riverains et était membre de sept organisations régionales de gestion de la pêche (tableau 4.14).

⁷⁷ Renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-28-20162017>.

Tableau 4.14 Aperçu général des accords internationaux de la Norvège dans le secteur de la pêche, 2017

Accord	Aperçu général	Détails
Accords bilatéraux:		
Norvège-Fédération de Russie	Quotas pour les stocks partagés; accès à la pêche dans les eaux de l'autre partie; échange de quotas, recherche conjointe, mesures de gestion et de contrôle	Quotas 2017 de la Norvège pour les stocks conjointement gérés de la mer de Barents (t): cabillaud, 378 523; églefin, 113 564; flétan, 12 225; sébaste du large, 19 600
Norvège-Union européenne	Quotas pour les stocks partagés; accès à la pêche dans les eaux de l'autre partie et échange de quotas; mesures conjointes de gestion et de contrôle	Quotas 2017 de la Norvège pour les stocks conjointement gérés de la mer du Nord (t): cabillaud 6 667; églefin 7 238; lieu noir 52 399; merlan 1 300; plie 9 094; hareng 139 666 ^a
Norvège-Îles Féroé	Échange de quotas dans les eaux de l'autre partie et accès partiel à la pêche dans les eaux de l'autre partie; coopération en matière de contrôle	Quotas 2017 de la Norvège (t): maquereau, 4 979; lotte, 2 000; brosme, 1 700; lieu, 567; autres espèces, 800
Norvège-Islande	Échange de quotas dans les eaux de l'autre partie; coopération en matière de contrôle	Quotas 2017 de la Norvège (t): espèces de fond, 500; capelan 31 165
Norvège-Groenland	Échange de quotas dans les eaux de l'autre partie; coopération en matière de contrôle et de recherche	Quotas 2017 de la Norvège (t): flétan noir, 900 (Groenland occidental); flétan noir, 400 (Groenland oriental); sébaste, 800; brosme, 340; flétan, 10; autres espèces, 150; cabillaud 1 200
Accords avec des États riverains:		
Maquereau	Les États riverains sont la Norvège, l'Islande, l'Union européenne, les Îles Féroé et le Groenland. ^b La Fédération de Russie a le statut d'observateur	Quota 2017 de la Norvège – 229 821 t
Hareng	Les États riverains sont la Norvège, l'Islande, l'Union européenne, les Îles Féroé et la Fédération de Russie	Quota 2017 de la Norvège – 432 870 t
Merlan poutassou	Les États riverains sont la Norvège, l'Islande, l'Union européenne et les Îles Féroé. La Fédération de Russie a le statut d'observateur	Quota 2017 de la Norvège – 410 892 t
Sébaste du large	Les États riverains sont l'Islande, le Groenland et les Îles Féroé. La Norvège, l'Union européenne et la Fédération de Russie sont en voie d'adhésion	Quota 2017 de la Norvège – 21 600 t
Organisations régionales de gestion de la pêche:		
Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est (CPANE)	Danemark (au nom des Îles Féroé et du Groenland), Union européenne, Islande, Norvège et Fédération de Russie	Gestion et contrôle rationnels des espèces marines dans la zone visée par la convention
Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO)	12 parties	Contribue à la conservation à long terme, à l'exploitation optimale et à la gestion rationnelle des ressources halieutiques dans la zone visée par la convention
Organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est (OPASE)	Angola, Namibie, Afrique du Sud, Union européenne, Norvège, Japon et Corée du Sud	Utilisation durable et à long terme des ressources marines
Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR)	24 parties plus l'Union européenne	Conservation et exploitation rationnelle de la faune et de la flore marines de l'Antarctique

Accord	Aperçu général	Détails
Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA)	51 parties	Préservation et gestion des thonidés dans l'Atlantique et la Méditerranée
Commission des mammifères marins de l'Atlantique Nord (NAMMCO)	Norvège, Groenland, Îles Féroé et Islande	Coopération en matière de recherche, de conservation et de gestion des mammifères marins de l'Atlantique Nord
Commission baleinière internationale (CBI)	89 parties	Conservation des baleines et gestion des baleines fondée sur la science

a Dans certaines zones, certains stocks font aussi l'objet d'une gestion conjointe.

b Ces dernières années, les États riverains n'ont pas tous adhéré à un accord commun.

Source: Renseignements communiqués par les autorités et renseignements en ligne du gouvernement norvégien. Adresse consultée: <https://www.regjeringen.no/no/dokumenter/meld.-st.-28-20162017>.

4.2 Industries extractives et énergie

4.84. Selon les données préliminaires publiées par l'Office norvégien de la statistique, la production d'énergie primaire de la Norvège s'élevait à 2 428 TWh en 2016. Le gaz naturel représentait 49% de cette production, suivi par le pétrole brut et les produits pétroliers (44%) et l'électricité (6%). Le secteur pétrolier offshore est donc la source prédominante de l'approvisionnement énergétique, et environ 95% de sa production est exportée.⁷⁸ La composition du bilan énergétique national, qui s'élevait à quelque 215 TWh en 2016, est en fait bien plus diversifiée et inclut la consommation de biocarburants (12,6 TWh) et le chauffage urbain (5,5 TWh). L'intensité énergétique de l'économie norvégienne a diminué. La consommation d'énergie par habitant a reculé de 8% entre 1990 et 2014. Cette réduction s'explique par l'orientation prise par la production économique (qui se tourne de plus en plus vers une économie de services) et par l'accroissement de l'efficacité énergétique.

4.85. À la différence de nombreux autres pays, le marché norvégien de l'énergie se caractérise par la forte dépendance à l'égard de l'électricité des gros consommateurs industriels (métallurgie, chimie, pâte et papier) comme des ménages et des entreprises ou des services publics (pour le chauffage, l'eau chaude et l'éclairage). Les combustibles fossiles tiennent une place importante dans le chauffage en raison du climat, mais leur part diminue. En juin 2017, le gouvernement a interdit l'utilisation des huiles minérales pour le chauffage des bâtiments, y compris à usage résidentiel, à partir du 1^{er} janvier 2020.⁷⁹ Les hydrocarbures sont donc principalement utilisés dans le secteur des transports, et même dans celui-ci, l'utilisation de l'électricité gagne du terrain. Bien qu'il s'agisse encore largement d'un phénomène urbain, l'usage des véhicules électriques a augmenté de 40% en 2016, et les immatriculations totales ont franchi la barre des 100 000 début 2017. Des projets pilotes d'utilisation de l'électricité dans les transports publics, y compris le trafic côtier, ont vu le jour. La Direction norvégienne des ressources en eau et de l'énergie a estimé qu'une conversion complète à l'électricité du transport de voyageurs (incluant tous les véhicules à moteur pour le transport de personnes) augmenterait la consommation intérieure d'électricité de 7 TWh par an, une augmentation qui pourrait être entièrement absorbée par la capacité de production des centrales actuelles. Sur la base des volumes actuels transportés, la conversion à l'électricité de l'ensemble du transport routier entraînerait une augmentation de la consommation annuelle d'électricité de 12 TWh, ou de 17,5 TWh s'agissant du secteur des transports tout entier (sauf le transport aérien).⁸⁰

4.2.1 Hydrocarbures

4.86. En dépit d'une baisse de la production pétrolière de la Norvège d'environ 11% depuis le pic de 2004, la production de pétrole brut, de gaz naturel, de gaz naturel liquéfié et de condensats demeure considérable (graphique 4.5). En 2016, la Norvège était le 14^{ème} producteur mondial et le 8^{ème} exportateur mondial de pétrole brut, et le 3^{ème} exportateur mondial de gaz naturel. La production de pétrole brut a connu un pic en 2001 aux alentours de 3 millions de barils par jour. Actuellement, la Norvège produit et exporte un peu plus de gaz naturel que de pétrole brut.

⁷⁸ La Norvège importe aussi du pétrole brut et des produits pétroliers, les exportations nettes représentent 85% de la production.

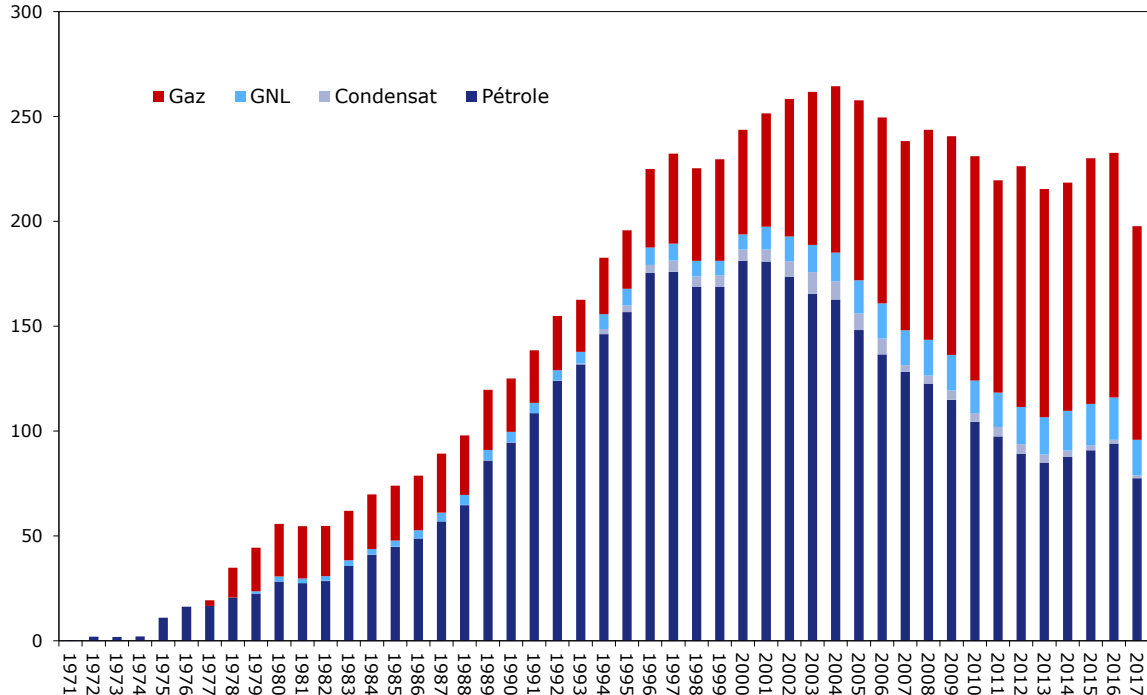
⁷⁹ L'installation dans les constructions neuves de brûleurs et de chaudières à combustibles fossiles a été interdite en 2016.

⁸⁰ St. Meld. 25 (2015-2016) *Kraft til endring*, pages 124 et 210.

Toutefois, la poursuite attendue de la baisse de la production de pétrole a été stoppée par la découverte, en 2011, d'un vaste gisement riche en pétrole, "Johan Sverdrup". La première phase de la mise en exploitation de ce gisement, le cinquième par la taille jamais découvert en Norvège, a été approuvée en 2015, et le gisement devrait fournir 30% de la production de pétrole brut du pays en 2025.⁸¹

Graphique 4.5 Production pétrolière en Norvège, 1971-2017

Millions de m³ standard d'équivalent pétrole



Source: Norwegianpetroleum.no.

4.87. Bien que le secteur norvégien du pétrole ait été touché par la récente baisse des prix du pétrole et du gaz, les volumes de production ont assez peu suivi les fluctuations de prix, les coûts variables liés à la production étant faibles en comparaison des investissements nécessaires avant la mise en production. Toutefois, comme les compagnies pétrolières avaient différé des activités de prospection et opéré d'autres ajustements pour préserver leur trésorerie nette des baisses de revenus, le secteur de la fourniture de services pétroliers et de nombreuses entreprises d'ingénierie ont été contraints de s'adapter à des niveaux d'activité fortement réduits sur le plateau continental norvégien, comme ailleurs dans le monde. L'Office norvégien de la statistique estime que le nombre d'emplois à temps plein directement ou indirectement liés à l'activité pétrolière offshore est tombé de 232 000 en 2013 à 185 300 en 2016. La contraction du côté de l'offre et le durcissement de la concurrence ont eu pour corollaire de faire baisser les coûts dans l'industrie pétrolière. En 2015, l'exploitation du gisement "Johan Sverdrup" avait été estimée rentable lorsque les prix du pétrole étaient égaux ou supérieurs à 32 dollars EU par baril. Au début de 2018, des sources du secteur indiquaient que le seuil de rentabilité avait été ramené à moins de 15 dollars EU par baril pour la première phase du projet Johan Sverdrup, et à moins de 20 dollars EU par baril pour la mise en exploitation de l'ensemble du gisement.⁸²

4.88. Les activités menées sur le plateau continental norvégien sont régies par la Loi n° 72 du 29 novembre 1996 sur le pétrole. Un régime de licences s'applique à toutes les sociétés de prospection et de production (encadré 4.2). La production offshore est soumise à un régime fiscal distinct prévu par la Loi n° 35 du 13 juin 1975 sur la fiscalité pétrolière. Les réductions du taux général de l'impôt sur les sociétés opérées récemment ont été compensées par des augmentations proportionnelles de la taxe spéciale sur le pétrole, le but étant de maintenir un taux d'imposition

⁸¹ Ministère du pétrole et de l'énergie, Prop. 114S (2014-2015), 24 avril 2015.

⁸² Renseignements en ligne de Statoil. Adresse consultée : <https://www.statoil.com/en/news/07feb2018-johan-sverdrup.html>.

marginal de 78%.⁸³ Les sociétés Statoil ASA, détenue à 67% par l'État, et Petoro AS, fondée en 2001 pour gérer les participations financières directes de l'État norvégien dans les gisements sous-marins, représentaient ensemble, en 2017, approximativement 59% (en volume) de la production sur le plateau continental norvégien. Toutefois, 27 sociétés du secteur de l'énergie détenaient des participations dans des gisements exploités en 2017. Au fil des années, le secteur de l'exploitation offshore a vu arriver beaucoup de nouveaux acteurs, en particulier pour l'exploitation de petits gisements découverts dans des zones "matures".⁸⁴

Encadré 4.2 Le régime de licences dans le secteur pétrolier norvégien

La Loi n° 72 du 29 novembre 1996 sur le pétrole dispose que les droits de propriété sur les ressources pétrolières du plateau continental norvégien appartiennent à l'État norvégien. Elle fournit aussi la base juridique du régime de licences permettant aux sociétés d'exercer des activités pétrolières. Avant qu'une activité puisse commencer, il faut qu'une zone du plateau continental ait été formellement ouverte aux activités pétrolières. Le Ministère du pétrole et de l'énergie est tenu de réaliser une étude d'impact stratégique concernant la zone en question, qui consiste et consistant à évaluer les effets environnementaux, économiques et sociaux possibles. Le Parlement norvégien décide ensuite d'ouvrir ou non une nouvelle zone du plateau continental aux activités pétrolières.

Le Ministère organise des séries de concessions de licences dans les zones ouvertes en invitant tout d'abord les titulaires de licences et les sociétés présélectionnées à désigner des zones géographiques délimitées (des "blocs") à inclure dans la nouvelle série. Une procédure de consultation publique est par ailleurs menée pour évaluer, par exemple, les aspects relatifs à l'environnement ou à la pêche avant que le gouvernement prenne une décision quant aux blocs à inclure dans la nouvelle série de concessions de licences. Une licence de production confère au titulaire un droit exclusif de prospection, de forage d'exploration et de production de pétrole dans le bloc désigné et régit ses droits et obligations à l'égard de l'État norvégien. Le gouvernement attribue la licence de production pour chaque bloc à un consortium de sociétés, dont l'une est désignée opérateur de la coentreprise. L'opérateur est responsable des activités courantes exercées dans le cadre de la licence vis-à-vis des autorités et des autres titulaires de licences. Les titulaires de licences partagent les coûts et les recettes en proportion de la participation qu'ils détiennent dans chaque bloc. Les séries de concessions de licences sont maintenant organisées tous les deux ans. En tout, il y en a eu 23 depuis 1965. La 24^{ème}, qui est en cours, devrait s'achever au milieu de 2018.

En dehors des séries numérotées, des attributions dans des zones prédéfinies sont organisées chaque année depuis 2003 dans des zones d'exploitation "mature", dont la géologie est bien connue, qui posent moins de difficultés techniques et où de nouvelles unités de production peuvent se greffer sur l'infrastructure existante. Le but est de faire en sorte que de petits gisements soient prouvés et exploités avant la mise à l'arrêt de l'infrastructure. Le Ministère décide quels blocs seront inclus dans les zones prédéfinies.

Les licences de production sont accordées pour une période de prospection initiale allant jusqu'à dix ans, ce qui permet aux titulaires de licences d'explorer le bloc concédé conformément au programme qu'ils se sont engagés à réaliser. Si la prospection n'aboutit pas, les titulaires doivent renoncer à leur licence. Le bloc peut alors être attribué à un autre groupe lors d'une série de concessions de licences ultérieure. Si un gisement est découvert pendant la période initiale, les titulaires de licences ont le droit de demander la prorogation de la licence à l'expiration de cette période, à condition de présenter au Ministère du pétrole et de l'énergie, pour approbation, un plan de mise en exploitation du gisement et de production. De deux à cinq ans environ avant la cessation envisagée de la production de pétrole, les titulaires de licences doivent présenter au Ministère un plan de déclassement. Ils supportent tous les frais liés à la fermeture définitive et au démantèlement des installations devenues inutiles. Ils sont aussi responsables de toute pollution, de leur fait ou non, produite pendant la prospection et la production.

Source: Renseignements en ligne consultés à l'adresse www.norskipetroleum.no, site géré conjointement par le Ministère norvégien du pétrole et de l'énergie et la Direction norvégienne des pétroles.

4.89. Environ 8 800 km de pipelines sous-marins (réseau de pipelines d'amont) ont été posés sur le plateau continental norvégien pour acheminer le gaz extrait vers l'Europe continentale et le Royaume-Uni. Le réseau de transport appartient essentiellement à une coentreprise (Gassled), et son exploitation est assurée par Gassco AS, entièrement détenue par l'État. Les tarifs de transport du gaz sont régis par des règlements spéciaux publiés par le Ministère du pétrole et de l'énergie, le

⁸³ En 2018, les compagnies pétrolières sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices des sociétés au taux ordinaire (23%), à la taxe spéciale sur le pétrole (55%) et à des taxes sur les émissions de dioxyde de carbone et d'oxydes d'azote. Le régime fiscal spécial prévoit aussi plusieurs déductions, mentionnées dans le document OMC (2012). Il est censé être neutre du point de vue de l'investissement, c'est-à-dire qu'un projet considéré comme rentable avant impôt doit aussi l'être après impôt.

⁸⁴ Les compagnies peuvent céder ou échanger leurs parts dans les concessions de licences de production, avec le consentement du Ministère du pétrole et de l'énergie.

réseau de pipelines étant considéré comme un monopole naturel nécessitant un investissement initial important. Les règlements visent à garantir que les rentes économiques sont imputées aux gisements productifs plutôt qu'au transport.

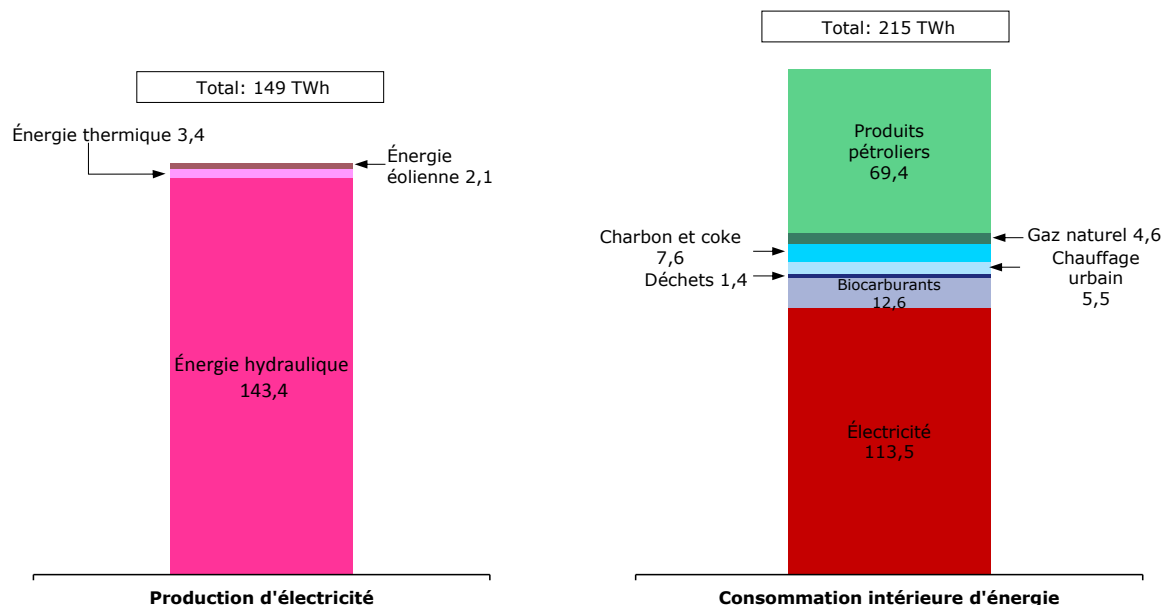
4.90. Les recettes des exportations norvégiennes de pétrole, de gaz et de condensats atteignaient 414 milliards de couronnes en 2017, soit à peine moins de la moitié des exportations totales de marchandises. La majeure partie de la production norvégienne de pétrole brut est exportée vers l'Union européenne et la quasi-totalité du gaz naturel est acheminée par gazoduc vers des terminaux au Royaume-Uni (2), en Allemagne (2), en Belgique et en France. La Norvège est donc un grand fournisseur d'énergie de l'Union européenne, et leur dépendance réciproque est renforcée par une coopération étroite qui ne se limite pas au cadre de l'Accord sur l'EEE.

4.91. La Norvège a participé à des programmes de l'UE comme Énergie intelligente – Europe (EIE) ou le Programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation (CIP), et à des projets de recherche financés dans le cadre d'Horizon 2020. Les nombreux éléments de l'Union de l'énergie (incluant un marché intégré du gaz) et du troisième paquet énergie (2009) (qui comprend la Directive sur le gaz⁸⁵ et le règlement n° 715/2009, pierres angulaires d'un marché intégré du gaz) de l'Union européenne ont été incorporés dans l'Accord sur l'EEE.

4.2.2 Électricité

4.92. La quasi-totalité de l'électricité produite en Norvège est d'origine hydraulique, le reste provenant de centrales thermiques et d'éoliennes (graphique 4.6). Dotée d'abondantes ressources en eau, la Norvège est le premier producteur d'hydroélectricité d'Europe et le septième au monde. La capacité installée totale des 1 608 centrales avoisine les 33 GW, et la production atteignait presque 149 TWh en 2016. Bien que le système soit tributaire des conditions météorologiques, la grande capacité de stockage de l'eau (84 TWh), qui représente environ 63% de la production hydroélectrique d'une année moyenne, permet une adaptation rapide aux fluctuations journalières et saisonnières de la demande.

Graphique 4.6 Bilan énergétique de la Norvège, 2016



Source: Office norvégien de la statistique.

⁸⁵ Le 13 juillet 2009, le Parlement européen et le Conseil ont adopté la Directive 2009/73/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et le Règlement (CE) n° 715/2009 concernant les conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel. Ces nouveaux instruments ont abrogé respectivement la Directive 2003/55/CE et le Règlement (CE) n° 1775/2005.

4.93. La flexibilité et la fiabilité du système sont d'autant plus grandes que la Norvège participe à un marché au comptant de l'électricité, Nord Pool Spot, pleinement intégré avec ses voisins nordiques – la Suède, le Danemark et la Finlande. Les volumes se négocient principalement sur le marché à J-1 (Elspot), mais on peut aussi acheter et vendre de l'électricité dans l'espace d'une même journée (Elbas).⁸⁶ En outre, Statnett, exploitant du réseau norvégien, gère les mouvements momentanés d'électricité dans la région nordique.⁸⁷

4.94. Depuis 2008, le réseau d'électricité norvégien est raccordé aux Pays-Bas par un câble sous-marin (NorNed, d'une capacité de 700 MW). D'autres raccordements sous-marins sont prévus avec l'Allemagne (NordLink, 1 400 MW) et le Royaume-Uni (North Sea Network, 1 400 MW également). D'ici à 2022, lorsque ces réseaux seront terminés, la Norvège disposera d'une capacité totale d'échange d'électricité avec d'autres pays de 9 000 MW, ce qui lui permettra théoriquement de céder jusqu'à 80 TWh d'électricité par an. Les producteurs norvégiens d'hydroélectricité sont avantagés par leur capacité de stockage qui leur permet, contrairement aux producteurs d'électricité éolienne et solaire, de réguler avec souplesse et précision le flux de production. La production des centrales hydroélectriques norvégiennes dépasse normalement les besoins intérieurs.⁸⁸ En 2016, les exportations nettes s'élevaient à 16,4 TWh. Toutefois, des variations des précipitations conjuguées à des fluctuations saisonnières de la demande (dues, par exemple, à des hivers froids et secs) peuvent obliger le pays à importer de l'électricité sur des périodes prolongées. En 2010, la dernière année "sèche", les importations nettes ont été de 7,5 TWh.

4.95. Bien que l'Accord sur l'EEE couvre le secteur de l'énergie, le cadre juridique norvégien a jusqu'ici été peu affecté par la réglementation de l'UE, le marché norvégien de l'électricité ayant été libéralisé (en 1991) avant les changements opérés dans les pays de l'UE en 1996 et 2003. Les principaux instruments de la législation restent donc la Loi n° 50 du 29 juin 1990 sur l'énergie, la Loi n° 84 du 24 novembre 2000 sur les ressources hydrauliques, la Loi n° 17 du 14 décembre 1917 sur la régulation des cours d'eau et la Loi n° 16 du 14 décembre 1917 sur les licences industrielles. La Loi sur les licences industrielles reprend la codification (datant de 1909) du principe de l'appartenance des chutes d'eau au patrimoine national; aussi, les concessions délivrées aux exploitants privés ayant une durée limitée (60 ans), la plupart des ressources hydrauliques ont été exploitées par des entreprises publiques. À la suite d'un examen du régime norvégien des concessions et des licences entrepris en 2001 par l'Autorité de surveillance de l'AELE et qui s'est achevé sur une décision de la Cour de l'AELE en juin 2007, la Cour a conclu que la Norvège devait agir d'une manière non discriminatoire en ce qui concernait la propriété privée, ou qu'elle devait être plus cohérente dans l'application de la propriété publique. Aucune concession n'est donc plus accordée à des investisseurs privés. Toutefois, ceux-ci ont le droit de détenir jusqu'à un tiers du capital des entreprises publiques auxquelles des concessions ont été accordées en vertu de la Loi sur les licences industrielles.

4.96. Environ 70 directives et règlements de l'UE concernant l'énergie ont été incorporés jusqu'ici dans l'Accord sur l'EEE, y compris les actes indispensables pour permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le Paquet sur le climat et l'énergie à l'horizon 2020 de l'UE⁸⁹, c'est-à-dire la réduction de

⁸⁶ Les opérateurs des pays baltes ont aussi le droit de participer aux deux marchés, et les liens existants permettent à l'Allemagne et au Royaume-Uni de le faire sur le marché Elbas.

⁸⁷ La fréquence du réseau d'électricité est synchronisée à 50 Hz en Norvège, en Suède, en Finlande et dans certaines parties du Danemark.

⁸⁸ La production estimée d'électricité hydraulique est de 132,3 TWh pour une année moyenne.

⁸⁹ Le Paquet à l'horizon 2020 comprend quatre Directives du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009: i) la Directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE; ii) la Directive 2009/29/CE modifiant la Directive 2003/87/CE afin d'améliorer et d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; iii) la Directive 2009/30/CE modifiant la directive 98/70/CE en ce qui concerne les spécifications relatives à l'essence, au carburant diesel et aux gazoles ainsi que l'introduction d'un mécanisme permettant de surveiller et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, modifiant la directive 1999/32/CE du Conseil en ce qui concerne les spécifications relatives aux carburants utilisés par les bateaux de navigation intérieure et abrogeant la directive 93/12/CEE; et iv) la Directive 2009/31/CE relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil; ainsi que v) la Directive 2009/125/CE du 21 octobre 2009 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie (refonte); vi) la Décision n° 406/2009/CE du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements

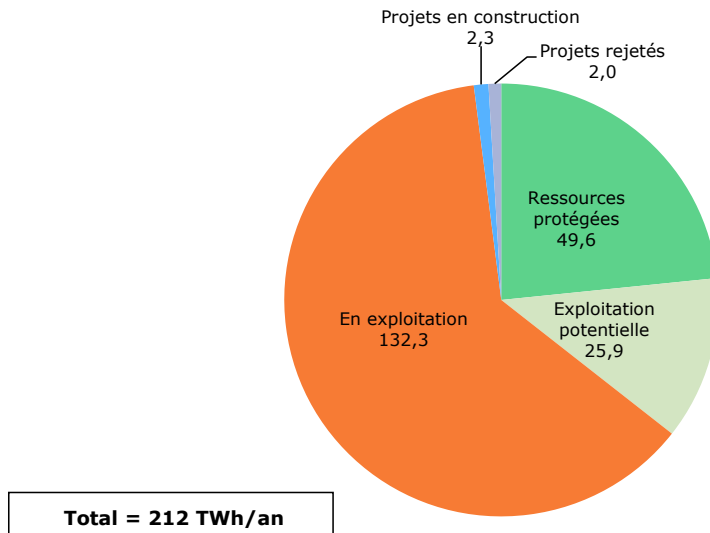
20% des émissions de gaz à effet de serre (par rapport au niveau de 1990) à l'aide de cibles nationales contraignantes combinées avec le système d'échange de quotas d'émission de l'UE⁹⁰, une part de 20% de sources renouvelables dans l'approvisionnement énergétique avec cibles nationales contraignantes, et une amélioration de l'efficacité énergétique à hauteur de 20%. Par la suite, les dirigeants de l'UE ont fixé, en approuvant le Cadre pour l'énergie et le climat à l'horizon 2030 en octobre 2014, de nouvelles cibles pour les émissions de gaz à effet de serre (-40%), les énergies renouvelables (27%) et l'efficacité énergétique (27%). La Norvège a adopté les mêmes objectifs d'émissions et d'efficacité énergétique. Elle a présenté son plan national pour les énergies renouvelables en juin 2012 et rend compte de ses résultats à l'Autorité de surveillance de l'AELE sur une base bisannuelle. Le fait que les énergies renouvelables fournissent traditionnellement une part dominante de l'énergie place la Norvège dans une position de départ différente de la plupart des États membres de l'UE. Avec une part d'énergies renouvelables de 59,8% en 2005, selon les définitions de l'UE, la Norvège s'était fixé une cible pour 2020 de 67,5%, et la part déclarée en 2014 était de 69,2%.

4.97. En avril 2016, le gouvernement norvégien a présenté au Parlement un livre blanc sur la politique énergétique nationale définissant quatre priorités à l'horizon 2030: i) une sécurité rigoureuse des approvisionnements; ii) une exploitation rentable des énergies renouvelables; iii) une utilisation de l'énergie plus efficace et plus respectueuse de l'environnement; et iv) un développement sectoriel fondé sur l'utilisation efficace des sources d'énergie renouvelables.⁹¹ Le document ne fixe pas d'objectifs chiffrés spécifiques mais indique que l'exploitation des ressources hydrauliques restantes du pays semble être la manière la plus économique de compléter l'approvisionnement énergétique actuel. Les progrès technologiques ont permis de réduire les coûts de l'énergie éolienne terrestre, et la production de 2015 (2,5 TWh) pourrait être sensiblement augmentée avec la réalisation des concessions octroyées (12 TWh) et des demandes en cours d'examen (14 TWh). Bien que la Norvège possède encore un potentiel considérable d'énergie éolienne en mer, le coût des parcs éoliens marins est beaucoup plus élevé. Le développement de l'énergie solaire n'est pas rentable en Norvège aux prix actuels. Environ un quart des ressources hydroélectriques du pays sont protégées contre une exploitation future. Pleinement utilisé, le potentiel restant permettrait cependant d'accroître de 20% supplémentaires la production hydroélectrique du pays (graphique 4.7).

de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020; vii) le Règlement (CE) n°443/2009 du 23 avril 2009 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves dans le cadre de l'approche intégrée de la Communauté visant à réduire les émissions de CO² des véhicules légers; viii) la Directive 2010/30/UE du 19 mai 2010 concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie (refonte); ix) la Directive 2010/31/UE du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments (refonte); et x) la Directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE.

⁹⁰ La Norvège participe au système d'échange de quotas d'émission de l'UE depuis 2008.

⁹¹ Meld. St. 25 (2015-2016), *Kraft til endring, Energipolitikken mot 2030* (en norvégien seulement), 15 avril 2016.

Graphique 4.7 Ressources hydroélectriques de la Norvège

Source: Meld. St. 25 (2015-2016) *Kraft til endring, Energipolitikken mot 2030*.

4.98. Au 1^{er} janvier 2018, les tarifs de l'électricité payés par les ménages et les entreprises de services incluent une taxe sur l'électricité de 0,1658 couronne par kWh. Une grande partie des usagers industriels paient le taux du tarif industriel (0,0048 couronne par kWh), et les gros consommateurs industriels bénéficient d'un taux de taxe nul, conformément au cadre de l'UE relatif à l'imposition des produits énergétiques et de l'électricité. Les ménages et les administrations du Finnmark et du nord du comté de Troms sont exonérés de la taxe. Par ailleurs, les ménages acquittent 0,01 couronne par kWh au profit du Fonds pour l'énergie.⁹² Enfin, les tarifs payés par les ménages à leur fournisseur d'électricité incluent le coût des certificats "verts" que le fournisseur doit acheter pour financer les projets concernant les énergies renouvelables.

4.99. Depuis le 1^{er} janvier 2012, la Norvège et la Suède gèrent conjointement un marché de "certificats d'électricité" qui a pour but d'augmenter la production annuelle d'énergies renouvelables de 28,4 TWh d'ici à 2020. Le financement est partagé en proportions fixes entre les consommateurs norvégiens (13,2 TWh) et suédois (15,2 TWh), mais il n'est pas lié au lieu de production du surplus.⁹³ Ce programme, qui prévoit un versement par MWh au producteur d'énergie renouvelable supplémentaire, s'applique aux installations neuves mises en service avant le 31 décembre 2021. Les certificats sont délivrés pour 15 ans, mais leur validité ne dépassera pas la fin de 2035. Le gouvernement norvégien a indiqué, dans son livre blanc de 2016 sur la politique énergétique, que si ce programme avait promu l'exploitation de l'énergie éolienne et la construction de petites centrales hydrauliques, il n'aurait pas fait progresser la technologie ou l'innovation. Il n'entend donc pas renouveler les objectifs des "certificats d'électricité" lorsque le programme arrivera à expiration en 2021.

4.100. Le Fonds pour le climat et l'énergie est abondé par des dotations budgétaires de l'État et par la taxe sur l'électricité payée par les usagers.⁹⁴ Il finance les activités d'Enova SF, une entreprise publique relevant du Ministère du pétrole et de l'énergie (MPE). Le cadre de la mission sociale d'Enova est défini par des accords quadriennaux passés avec le gouvernement norvégien (par le biais du MPE). L'accord en cours couvre la période 2017-2020. Selon le rapport annuel d'Enova pour 2016, l'entreprise a reçu 2,29 milliards de couronnes d'argent frais et pris des engagements d'un montant total de 2,57 milliards de couronnes sur des projets concernant

⁹² Les utilisateurs industriels paient 800 couronnes par an à chaque point de mesure. La taxe sur la valeur ajoutée (25%) s'ajoute aux taux de taxe mentionnés.

⁹³ En janvier 2016, les installations de production agréées dans le cadre du programme avaient un niveau attendu de production annuelle moyenne de 13,8 TWh, dont 2,2 TWh pour les installations norvégiennes et 11,6 TWh pour la Suède.

⁹⁴ Pour 2018, le transfert budgétaire s'élève à 2,05 milliards de couronnes, et la taxe sur l'électricité devrait rapporter 670 millions de couronnes supplémentaires.

l'énergie et le climat.⁹⁵ Elle aide des entreprises, le secteur public et les ménages à investir dans des activités d'économie d'énergie ou de transition énergétique. Elle a aussi un service de conseil par lequel elle met à profit son expérience de gestion de plusieurs milliers de projets concernant des usages respectueux du climat, l'efficacité énergétique, l'économie et la récupération de l'énergie et la production durable d'énergie. Enova a participé à la réalisation de projets dont les résultats énergétiques devaient dépasser 9 TWh entre 2012 et 2016.

4.3 Services

4.3.1 Services financiers

4.101. Les responsabilités du secteur financier en matière de réglementation sont partagées entre le Ministère des finances (élaboration des politiques et licences), l'Autorité norvégienne de surveillance du secteur financier – Finanstilsynet, et la Banque centrale (ou Norges Bank, orientations et mesures de stabilisation).⁹⁶ Ces institutions tiennent, deux réunions tripartites formelles par an, et se réunissent plus souvent s'il est besoin. La Norvège ne fait pas partie des grands forums de surveillance de l'état des marchés financiers mondiaux comme le G-20, le Conseil de stabilité financière (CSF) ou le Comité de Bâle.⁹⁷ Toutefois, elle transpose régulièrement des directives et des recommandations internationales dans sa législation nationale, et sa participation au marché unique des services financiers de l'Union européenne, par le biais de l'EEE, assure l'harmonisation de sa réglementation en la matière avec l'acquis de l'UE au fil de son évolution. Au niveau régional, le Ministère des finances, la Norges Bank et la Finanstilsynet participent à divers forums de la région nordique-balte comme le Groupe de stabilité (transfrontalière) des pays nordiques et baltes et le Forum macroprudentiel nordique et balte.

4.102. La réglementation de l'UE qui régit les activités des autorités communes de surveillance du secteur financier de l'UE depuis 2011 a été incorporée dans l'Accord sur l'EEE en septembre 2016.⁹⁸ Depuis lors, l'Autorité norvégienne de surveillance du secteur financier participe aux activités de l'Autorité bancaire européenne (ABE), de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), et de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP) comme les autorités nationales de surveillance des États membres de l'UE, mais sans droits de vote. La Finanstilsynet et la Norges Bank assistent aux réunions du Comité européen du risque systémique (CERS) avec certaines limitations. Seule l'Autorité de surveillance de l'AELE est habilitée à prendre des décisions supranationales s'imposant à la Norvège. Depuis la résolution, en 2016, des problèmes institutionnels concernant les États de l'AELE membres de l'EEE, plus de 300 directives et règlements de l'UE considérés présenter de l'intérêt pour l'EEE dans le domaine des marchés financiers sont en cours d'incorporation dans l'Accord sur l'EEE. Toutefois, si l'incorporation en bonne et due forme de nombreux actes de l'acquis attend une décision officielle du Comité mixte de l'EEE, les autorités norvégiennes ont travaillé en parallèle avec des institutions et des organismes de l'Union européenne pour mettre en place une législation nationale dont le contenu corresponde à l'acquis de l'UE. Cela concerne une série de mesures concernant la banque, l'assurance et les valeurs mobilières, en particulier les prescriptions découlant du Règlement sur les exigences de fonds propres⁹⁹, de la Directive sur les exigences de fonds propres (CRD IV)¹⁰⁰, de la directive Solvabilité II, et de la directive/du règlement MiFID II/MiFIR.¹⁰¹

⁹⁵ Renseignements en ligne d'Enova. Adresse consultée: "<http://presse.enova.no/documents/enovas-aarsrapport-2016-65160>" (en norvégien). Renseignements en anglais: <http://viewer.zmags.com/publication/3d636be6#/3d636be6/16>.

⁹⁶ La Norvège a aussi établi une commission permanente (Banklovkommisjonen) en 1990 pour évaluer le cadre juridique des services financiers et formuler des propositions détaillées et des recommandations. Cette commission a présenté son 31^{ème} rapport (final) en janvier 2018.

⁹⁷ Les autorités norvégiennes de surveillance font partie du Groupe consultatif régional pour l'Europe du CSF. La Norvège a exceptionnellement participé au G-20 de 2017, à l'invitation du pays hôte (Allemagne).

⁹⁸ Décision du Comité mixte de l'EEE n° 198/2016 du 30 septembre 2016 modifiant l'annexe IX (services financiers) de l'Accord EEE [2017/275].

⁹⁹ Règlement n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012.

¹⁰⁰ Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013.

¹⁰¹ Directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la Directive 2002/92/CE et la Directive 2011/61/UE.

4.103. La législation financière norvégienne a été profondément modifiée en 2015 par l'adoption de la Loi sur les établissements financiers.¹⁰² La nouvelle loi, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, a remplacé la législation sectorielle antérieure, à savoir la Loi sur les banques commerciales (1961), la Loi sur les caisses d'épargne (1961), la Loi sur la garantie des dépôts (1996), la Loi sur les institutions financières (1988) et certaines parties de la Loi sur les assurances (2005). Le Ministère des finances a adopté un règlement codifié d'application de la nouvelle Loi sur les établissements financiers le 12 décembre 2016.¹⁰³ La nouvelle loi et son règlement d'application ne modifient pas fondamentalement les conditions de fonctionnement des établissements financiers en Norvège, mais en modernisent et en consolident le cadre juridique. La Loi a maintenu les exigences de fonds propres adoptées en 2013 en ce qui concerne les banques et les établissements financiers et elle impose de nouvelles exigences de fonds propres aux compagnies d'assurance, conformément à la Directive Solvabilité II de l'UE.¹⁰⁴

4.104. En vertu de l'article 3-6 de la Loi n° 58 du 19 juin 2009 relative à la taxe sur la valeur ajoutée, la fourniture de services financiers est exonérée du paiement de la TVA en Norvège. Bien que les entreprises fournissant des services financiers ne puissent, de ce fait, déduire la TVA acquittée sur leurs achats de biens et de services, cette exonération est généralement considérée comme un avantage important pour le secteur financier. Elle a peut-être aussi incité des entreprises financières à développer des fonctions internes au lieu de les acheter à l'extérieur.

4.105. Une nouvelle taxe sur l'activité financière s'appliquant exclusivement aux entreprises du secteur des services financiers est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.¹⁰⁵ Elle est prélevée au taux de 5% sur la masse salariale de ces entreprises, qui restent, par ailleurs, soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de 25% des bénéfices nets, c'est-à-dire supérieur d'un point de pourcentage au taux général applicable en 2017. Selon le Ministère des finances, ces deux mesures étaient censées majorer d'environ 2 milliards de couronnes les recettes fiscales dues à l'État en 2017.¹⁰⁶ Étant donné que les sociétés redevables de la taxe sur l'activité financière ne sont pas concernées par la nouvelle réduction du taux général de l'impôt sur les sociétés (ramené à 23%), que le Parlement a approuvée lors de l'adoption du budget national de 2018, le gouvernement estime que la taxe sur l'activité financière rapportera 600 millions de couronnes de recettes supplémentaires cette année.

4.106. Le cadre de la taxe sur l'activité financière n'est pas considéré comme définitif et la taxe pourrait être ajustée à la lumière d'un premier examen qui doit être achevé au 1^{er} janvier 2018.

4.3.1.1 Banque et finance

4.107. L'Accord sur l'EEE accorde aux établissements financiers domiciliés dans l'EEE la liberté d'établissement pour offrir des services bancaires en Norvège, et réciproquement, aux banques norvégiennes pour la fourniture de services bancaires sur tout le territoire de l'EEE. Selon la loi norvégienne, l'acceptation de dépôts associée à l'octroi de crédits déclenche l'obligation d'obtenir une licence bancaire. La licence est accordée aux établissements financiers norvégiens à titre de banque commerciale, ou de caisse d'épargne. Les établissements financiers implantés dans l'Union européenne ou ailleurs dans l'EEE sont habilités à accepter des dépôts en Norvège pour autant que cela soit autorisé par la licence délivrée par leur État d'origine (licence "passeport"). Pour ce qui est du contrôle des grandes banques ayant des activités dans plusieurs pays, l'ABE a publié des

¹⁰² Loi n° 40 du 10 avril 2015 sur les établissements et les groupes financiers.

¹⁰³ Le nouveau règlement codifié a remplacé 50 règlements adoptés sur la base des lois antérieures.

¹⁰⁴ Parmi les changements apportés par cette loi on peut citer une réglementation plus détaillée des accords de coopération entre établissements financiers (en dehors des relations intra-groupe), l'échange de renseignements sur la clientèle entre entités d'un même groupe, l'obligation des banques de détail d'accepter et de distribuer des espèces et l'obligation d'audit interne.

¹⁰⁵ La taxe sur l'activité financière s'applique aux entreprises dont l'activité principale se situe dans la catégorie K de la Classification type par industrie (SN2007) de l'Office norvégien de la statistique, comme les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés de prêt hypothécaire, les fonds de pension, les gestionnaires de fonds de placement, les sociétés de courtage en valeurs, les sociétés d'investissement et les sociétés de traitement des paiements.

¹⁰⁶ On estime que la taxe sur l'activité financière devrait plus ou moins ramener la charge fiscale pesant sur le secteur des services financiers à son niveau de 2013, lorsque le taux de l'impôt sur les sociétés était de 28%. Notice du Ministère des finances (en norvégien). Adresse consultée:

<https://www.regjeringen.no/contentassets/1cde615891ca463783b967ab25b20417/faktaark4.pdf>.

directives pour l'établissement de collèges de surveillance constitués de représentants des autorités nationales de surveillance des pays concernés.¹⁰⁷

4.108. Les banques commerciales sont constituées en sociétés à responsabilité limitée (publiques ou privées) et dotées d'un capital social d'au moins 5 millions d'euros. Des banques étrangères peuvent établir des succursales en Norvège conformément aux directives de l'UE (EEE) sur les activités bancaires. La Loi sur les établissements financiers fixe des règles non discriminatoires sur les prises de participations. L'autorisation préalable du Ministère des finances est requise pour l'acquisition de 10% ou plus du capital ou des droits de vote d'une banque norvégienne ou pour l'achat d'une participation donnant au propriétaire un pouvoir notable sur la gestion et les affaires de la banque. Hormis l'autorisation préalable obligatoire, aucune restriction ne s'applique aux droits des propriétaires (résidents, non résidents ou étrangers) concernant leurs actions ou titres de participation ou les droits de vote qui y sont attachés.¹⁰⁸

4.109. Des licences de fourniture de services d'investissement peuvent être délivrées aux banques ou aux sociétés anonymes. Elles peuvent être demandées par la banque mère ou par une filiale. Les sociétés étrangères couvertes par une licence de type "passeport" sont aussi habilitées à fournir des services d'investissement en Norvège.

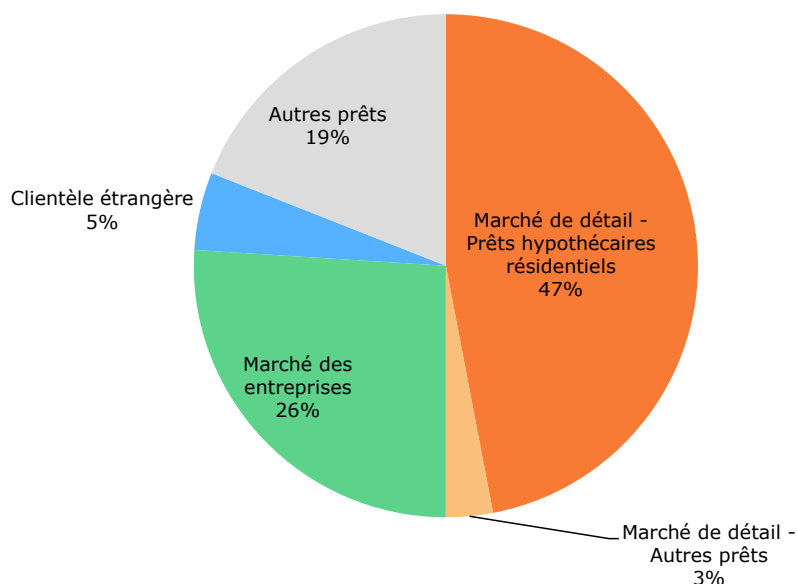
4.110. À la fin de 2017, le secteur financier norvégien comptait 125 banques, 33 sociétés de prêt hypothécaire (détenues principalement par des banques) et 25 sociétés financières titulaires d'une licence pour exercer en Norvège. De plus, 38 succursales de banques étrangères et d'établissements de crédit (dont 12 classés comme banques) étaient implantées en Norvège. Les programmes de prêts de l'État ont connu une importance record dans les années 1990. Leur rôle majeur s'est ensuite amoindri progressivement jusqu'en 2007 et leur part de marché s'est stabilisée depuis. Ainsi, les prêts de la Banque nationale de crédit au logement, du Fonds national de prêts pour frais d'études, d'Innovation Norway, de l'Institut norvégien de garantie des crédits à l'exportation (GIEK) et d'Export Credit Norway ne représentent pas aujourd'hui plus de 6% de l'encours des prêts. Le secteur bancaire norvégien est fortement tourné vers le marché intérieur.¹⁰⁹ La clientèle étrangère représente tout au plus 5% du volume des prêts. La demande des ménages, principalement axée sur les crédits hypothécaires, constitue près de 50% du marché, et le secteur des entreprises représente 26% du volume des prêts (graphique 4.8).

¹⁰⁷ Dans le cas de la Norvège, la Finanstilsynet est l'autorité de coordination du collège de surveillance de DNB dont font partie huit autres autorités nationales. De même, elle fait partie du collège de surveillance de sept banques étrangères implantées en Norvège.

¹⁰⁸ Aux assemblées générales des caisses d'épargne, les détenteurs de titres de participation ne représentent pas plus de 40% des droits de vote. Les caisses d'épargne sont en effet protégées, de par leur structure, contre les offres publiques d'achat hostiles.

¹⁰⁹ À la fin de 2016, 18 succursales d'établissements de crédit ayant leur siège en Norvège avaient des activités hors du pays.

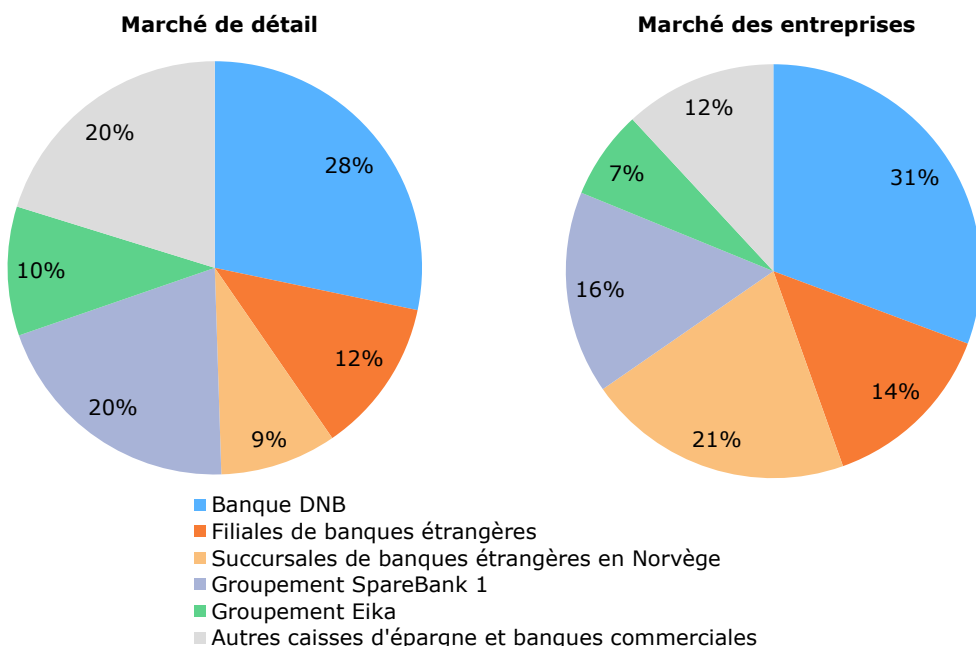
Graphique 4.8 Emprunteurs des banques norvégiennes et des sociétés d'obligations sécurisées en Norvège, 2016



Source: Norges Bank.

4.111. En dépit d'un nombre de banques assez élevé, la concentration est élevée dans le secteur. La plus grande banque (DNB) s'adjuge environ 30% du marché de détail et de celui des entreprises (graphique 4.9). Par ailleurs, la plupart des caisses d'épargne tiennent des positions fortes sur les marchés locaux où elles sont implantées, et nombre d'entre elles exercent des activités conjointes du fait de leur appartenance à l'un des deux groupements nationaux de caisses d'épargne (Sparebank1 Gruppen et Eika Gruppen).¹¹⁰ Les banques étrangères ont joué un rôle essentiel dans le développement du secteur pétrolier norvégien à partir de 1970 environ, mais elles n'ont été autorisées à exercer des activités bancaires en Norvège qu'en 1985. Au cours des 20 dernières années, les succursales et les filiales de banques étrangères se sont solidement établies sur le marché de détail et le marché commercial par l'acquisition de banques existantes et par le développement interne (tableau 4.15).

¹¹⁰ Sparebank 1 Gruppen regroupe 16 banques dont 4 grandes caisses d'épargne régionales. Environ 80 caisses d'épargne, principalement de taille modeste, se sont regroupées au sein d'Eika Gruppen. Moins de 20 caisses d'épargne restent officiellement non alignées, mais certaines d'entre elles sont actionnaires de coentreprises (assurance, prêts hypothécaires, titres et financement des entreprises).

Graphique 4.9 Parts du marché des prêts détenues par les banques en Norvège à la fin de 2016

Source: Norges Bank.

Tableau 4.15 Principaux groupes bancaires de Norvège

Nom	Rayonnement	Actifs totaux (fin 2016) en milliards de couronnes	Prêts bruts en Norvège ^a (fin 2016) en milliards de couronnes	Structure du capital
Groupe DNB	National	2 348	1 125	34% de capitaux publics, 9% du capital détenu par la fondation des caisses d'épargne
Nordea Bank Norge ^b	National	669	465	Succursale d'une banque suédoise
Danske Bank	National	379	235	Succursale d'une banque danoise
Handelsbanken	National	234	230	Succursale d'une banque suédoise
SpareBank 1 SR-bank	Régional	193	178	Caisse d'épargne constituée en société anonyme, membre de SpareBank 1 Gruppen
Sparebanken Vest	Régional	163	136	Caisse d'épargne indépendante
Santander Consumer Bank	National (crédit à la consommation)	143	52	Filiale d'une banque espagnole
SpareBank 1 SMN	Régional	138	136	Caisse d'épargne, membre de SpareBank 1 Gruppen
SEB NUF	National (banque d'investissement)	130	10	Succursale d'une banque suédoise
Sparebanken Sør	Régional	105	91	Caisse d'épargne indépendante
Sparebank 1 Østlandet	Régional	101	118	Caisse d'épargne, membre de SpareBank 1 Gruppen
SpareBank 1 Nord-Norge	Régional	91	96	Caisse d'épargne, membre de SpareBank 1 Gruppen
Sbanken ^c	National	71	63	Banque commerciale indépendante
Sparebanken Møre	Régional	62	53	Caisse d'épargne indépendante

^a Y compris les prêts transférés aux sociétés d'obligations sécurisées appartenant au même groupe.^b Nordea Bank Norge a été une filiale de la société suédoise jusqu'au 2 janvier 2017. Les filiales de Nordea au Danemark et en Finlande ont aussi été transformées en succursales à la même date.

En conséquence, les autorités de surveillance danoises, finlandaises, norvégiennes et suédoises ont conclu un mémorandum d'accord sur la surveillance des succursales ayant une importance systémique.

- c Skandiabanken a été créée par un groupe d'assurance suédois en 2000. Skandia AB a été rachetée par Old Mutual plc en 2006. Les activités bancaires en Norvège ont été restructurées en 2015, et la société, rebaptisée Sbanken en novembre 2017, est maintenant cotée à la bourse d'Oslo, avec des actionnaires majoritairement norvégiens.

Source: Norges Bank, Norway's Financial System, Norges Bank Papers No. 2/2016; et renseignements communiqués par les autorités.

4.112. En comparaison d'autres pays, la Norvège ne semble pas être surbancarisée. Les actifs combinés des banques norvégiennes ont progressé en proportion du PIB, passant d'environ 160% en 2007 à 220% en 2016. Contrairement à la situation du début des années 1990, où le pays a traversé une grave crise bancaire, le seul problème important qu'il ait connu pendant la crise financière mondiale de 2008/2009 a été celui de la liquidité.¹¹¹ Le principal effet de la crise de 2008 qui ait perduré a été la forte croissance des sociétés spécialisées de prêt hypothécaire, créées par les banques.¹¹² Ces sociétés émettent des obligations sécurisées (OMF – obligasjoner med forkjøpsrett) adossées à des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux de premier ordre cédés par les banques mères. À la fin de 2016, le volume total de ces obligations sécurisées atteignait 530 milliards de couronnes, soit environ 30% du marché obligataire norvégien. Une proportion importante (autour de 45%) des obligations norvégiennes sont en devises étrangères.¹¹³

4.113. Les banques norvégiennes ont généralement conservé une bonne rentabilité depuis 2009, grâce à l'accroissement de leur volume d'affaires, à la stabilité des marges d'intérêt, à des mesures occasionnelles de réduction des coûts et à une faible proportion de défaillances des emprunteurs et de pertes sur prêts.¹¹⁴ Sous les effets conjugués de l'évolution technologique et des comportements des consommateurs, plusieurs centaines de guichets de détail ont été fermés depuis 2000, bien que le nombre total d'employés du secteur soit demeuré très stable pendant cette période.¹¹⁵ La plupart des banques norvégiennes continuent d'obtenir des taux de rentabilité des fonds propres après impôt supérieurs à 10%, bien qu'il soit devenu plus difficile d'atteindre de tels résultats du fait de l'accumulation progressive de capital qu'a nécessitée la forte augmentation des normes de fonds propres. La plupart des banques ont réussi à satisfaire à ce durcissement progressif des prescriptions grâce aux bénéfices non distribués (mais en réduisant nettement le versement de dividendes). Elles ont aussi eu recours, occasionnellement, à des émissions d'actions ou de titres de participation (caisses d'épargne).

4.114. Les ratios de fonds propres des banques norvégiennes pondérés selon les risques ont fortement augmenté depuis 2008. L'augmentation était principalement due, au début, à une moindre pondération des risques, notamment pour les hypothèques résidentielles, dans l'application des règles de Bâle II. Par la suite, les prescriptions réglementaires se sont durcies. Toutes les banques ont été tenues de porter leur ratio minimal de fonds propres de base (CET1) à 9% au plus tard le 30 juin 2012. Les nouvelles règles adoptées en 2013 ont imposé un niveau minimum de fonds propres de base de 4,5% complété par un volant de réserve d'au moins 4,5% des actifs pondérés en fonction des risques (graphique 4.10). On a aussi annoncé les augmentations programmées du volant de réserve, qui serait de 5,5% au 1^{er} juillet 2014, et de 6,5% au 1^{er} juillet 2015, avec introduction d'un volant anticyclique de 1%. Le niveau du volant anticyclique est fixé chaque trimestre par le Ministère des finances sur recommandation de la

¹¹¹ Voir OMC (2012), *Examen des politiques commerciales – Norvège*, Genève. Il a été mis fin en 2014 à un contrat d'échange permettant aux banques de convertir leurs obligations sécurisées en bons du trésor liquides.

¹¹² Les obligations sécurisées (OMF) sont apparues en 2007, mais au plus fort des turbulences de fin 2008, la plupart des banques n'avaient pas encore créé les sociétés de prêt hypothécaire autorisées à émettre ces obligations.

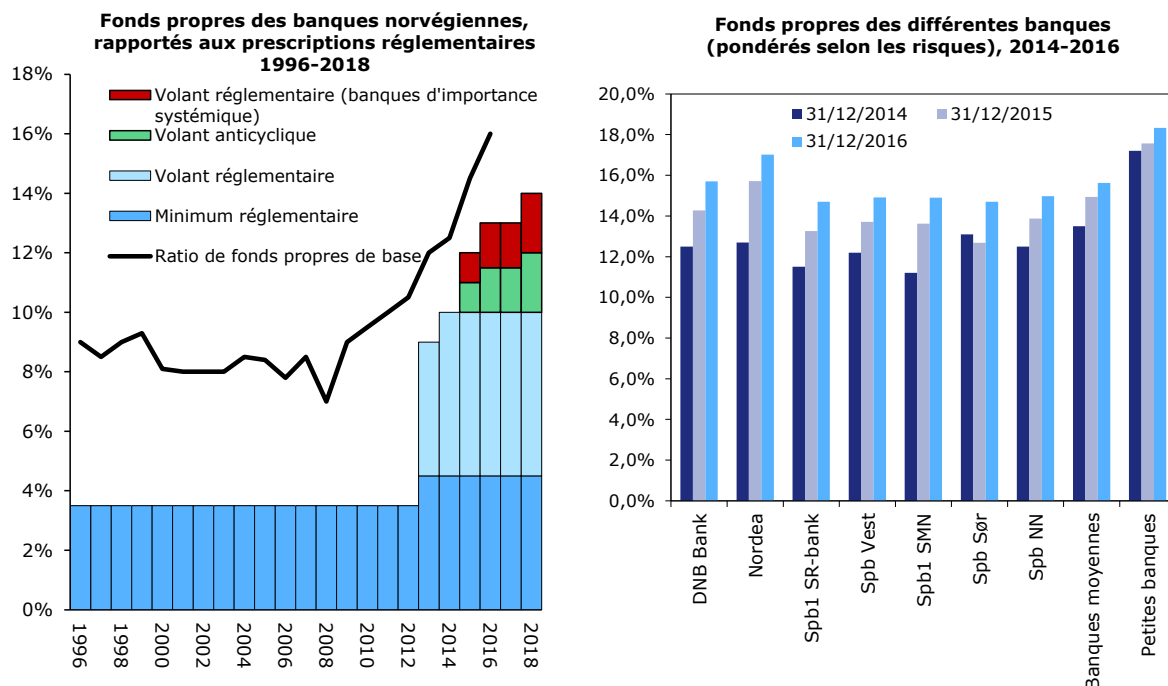
¹¹³ L'euro a la préférence, mais les obligations sont aussi émises en dollars EU, en couronnes suédoises, en francs suisses et en livres sterling.

¹¹⁴ Les prêts improductifs constituaient 1,3% de l'encours total à la fin de 2016 et 1,2% fin septembre 2017.

¹¹⁵ Certains responsables bancaires ont néanmoins indiqué en 2017 que la poursuite de l'automatisation des opérations bancaires pourrait entraîner un nombre important de licenciements dans le secteur au cours des cinq à dix années à venir. Selon l'Office norvégien de la statistique, le secteur financier norvégien employait environ 47 600 personnes en septembre 2017, soit 5% de moins qu'en 2000.

Norges Bank.¹¹⁶ Il a été relevé de 1% à 1,5% au 30 juin 2016, puis à 2% au 31 décembre 2017. Les banques d'importance systémique doivent avoir un volant supplémentaire de fonds propres de base de 2%.¹¹⁷ Depuis le 30 juin 2017, les banques sont aussi tenues de respecter un ratio de levier réglementaire fixé à 6% pour les banques d'importance systémique et à 5% pour toutes les autres banques.¹¹⁸ À la fin de 2016, le ratio de levier moyen des banques norvégiennes était de 7,9% et toutes les banques étaient en mesure de satisfaire à la nouvelle prescription.

Graphique 4.10 Fonds propres des banques norvégiennes rapportés aux prescriptions réglementaires, 1996-2018, et fonds propres des différentes banques (pondérés selon les risques), 2014-2016



Source: Finanstilsynet et Ministère des finances.

4.115. En ce qui concerne les exigences de réserves de liquidité énoncées dans la Directive/le Règlement (CRD IV) de l'UE sur les exigences de fonds propres, le Ministère des finances a fixé (en novembre 2015) le ratio de liquidité à court terme (au minimum 100%) que les banques d'importance systémique devaient appliquer avant la fin de l'année 2015.¹¹⁹ Pour les autres banques, la norme de liquidité s'est appliquée progressivement sur une période de deux ans. Le

¹¹⁶ Le volant de fonds propres anticyclique peut varier entre 0 et 2,5%.

¹¹⁷ Initialement, le volant supplémentaire pour les banques d'importance systémique était de 1%. La banque suédoise Nordea Bank AB figure sur la liste des banques d'importance systémique mondiale (G-SIBs) du Conseil de stabilité financière. Sa filiale intégrale, Nordea Bank Norge, était considérée comme une banque d'importance systémique en Norvège; depuis le 2 janvier 2017, elle opère en tant que succursale de la banque suédoise. Les autres banques d'importance systémique en Norvège sont DNB ASA et Kommunalbanken. Kommunalbanken, intégralement détenue par l'État, est l'organe de financement des administrations locales. Elle tire avantage de sa notation AAA/Aaa pour émettre des obligations et des effets sur les marchés internationaux servant à financer les prêts amortis à long terme et à faible coût accordés aux comtés, aux municipalités et aux entreprises intermunicipales. Environ 98% des municipalités norvégiennes sont clientes de Kommunalbanken.

¹¹⁸ Le ratio de levier mesure les fonds propres de base par rapport au montant brut des engagements, c'est-à-dire sans pondération en fonction des risques. Le ratio de 5% comprend deux éléments: le minimum réglementaire (3%) et le volant réglementaire (2%).

¹¹⁹ Les règles de Bâle III, sur lesquelles se fonde le règlement de l'UE, fixent deux normes de liquidité: une réserve de liquidité (le ratio de liquidité à court terme) et un indicateur de financement/d'actifs à long terme (le ratio structurel de liquidité à long terme). La première a été instaurée dans l'Union européenne par étapes, comme en Norvège, au 1^{er} octobre 2015. Le calendrier de mise en œuvre de la seconde n'a pas encore été arrêté.

ratio de liquidité à court terme peut être mesuré par devise ou globalement pour l'ensemble des monnaies. Le ratio moyen des banques norvégiennes était de 143% à la fin de l'année 2016.¹²⁰

4.116. Conformément aux lignes directrices publiées par l'Autorité bancaire européenne¹²¹, la Norvège oblige toutes les banques et les sociétés financières implantées sur son territoire à réaliser une évaluation interne annuelle des risques liés à leur modèle d'activité et, par voie de conséquence, de leurs besoins en fonds propres (Processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres, ICAAP) et en liquidités (Processus interne d'évaluation de l'adéquation des liquidités, ILAAP). Dans le cadre de son processus de surveillance et d'évaluation prudentielle (SREP), la Finanstilsynet examine les versions successives et les résultats des évaluations ICAAP et ILAAP de chaque banque et établit à l'intention de chacune une prescription de fonds propres supplémentaires (pilier 2) afin de couvrir des risques qui n'ont pas été pris en compte ou qui ne sont couverts que partiellement par les exigences applicables à l'ensemble des banques en matière de fonds propres et de volant de réserve (pilier 1). La Finanstilsynet a commencé à publier ses décisions concernant le pilier 2 en octobre 2016¹²², et elle a prescrit des fonds propres supplémentaires (de 0,5% à 5,5%) à plus de 50 établissements financiers jusqu'ici.¹²³

4.117. À la suite de la crise qu'a connue le secteur bancaire national au début des années 1990, la Norvège a renforcé son système d'assurance des dépôts. Le montant garanti (jusqu'à 2 millions de couronnes par déposant et par banque) est resté inchangé depuis 1996. Le système est financé par un prélèvement annuel payé par les banques participantes. Les avoirs du Fonds de garantie des banques norvégiennes (NBGF) atteignaient près de 33 milliards de couronnes à la fin de 2016, soit 3,7 milliards de couronnes de plus que le minimum réglementaire.¹²⁴ Le NBGF comptait 134 membres, dont six succursales de banques étrangères. Toutes les banques de droit norvégien, y compris les filiales de banques étrangères acceptant des dépôts de la population norvégienne, sont tenues de cotiser au Fonds. Les succursales de banques étrangères ne sont pas tenues d'adhérer au Fonds si le système de garantie de leur pays d'origine prévoit une protection au moins égale à celle de la Directive de l'UE sur les systèmes de garantie des dépôts (DGSD).¹²⁵ Si elles choisissent d'adhérer au NBGF, leurs dépôts seront couverts en premier lieu par le système d'assurance de leur pays d'origine (100 000 euros pour les banques de l'UE), le Fonds leur procurant une couverture supplémentaire jusqu'à concurrence de 2 millions de couronnes.

4.118. La DGSD prévoit une couverture générale harmonisée de 100 000 euros (par déposant et par banque).¹²⁶ Elle permet toutefois à certains pays qui appliquaient une couverture supérieure avant l'entrée en vigueur de la Directive 2009/14/CE de maintenir cette couverture jusqu'au 31 décembre 2018, laissant ainsi à la Commission le temps d'examiner cette option. Les autorités norvégiennes cherchent à maintenir le niveau existant de garantie, qui va jusqu'à 2 millions de couronnes (environ 210 000 euros), après 2018. La DGSD prévoit aussi que, en cas de défaillance d'une banque, les dépôts garantis doivent être remboursés dans un délai de sept jours ouvrables, soit deux jours de plus que dans la législation norvégienne. Sur ce point, les dispositions norvégiennes ne seront pas modifiées.

¹²⁰ Les actifs liquides détenus sont mesurés après déduction des sorties nettes de liquidités durant 30 jours civils. Le ratio moyen pour la couronne norvégienne était de 88%. Le nombre réduit d'effets et d'obligations libellés en couronnes norvégiennes et correspondant aux définitions du Règlement (CRD IV) et de la Directive sur les exigences de fonds propres joue en défaveur d'un ratio élevé pour cette devise.

¹²¹ Les lignes directrices de l'ABE ont été établies en application de l'article 107 3) de la Directive sur les exigences de fonds propres.

¹²² Ces décisions sont publiées (en norvégien) à l'adresse suivante:
<https://www.finanstilsynet.no/offentliggjoring-av-finanstilsynets-vedtak-om-pilar-2-krav-for-enkelbanker/>.

¹²³ La majorité des exigences relevant du pilier 2 se trouvent dans la fourchette de 1,5% à 3,0%. Des suppléments plus élevés de fonds propres de base sont généralement imposés aux plus petites banques ayant de gros portefeuilles de prêts à la consommation. En tenant compte des objectifs internes des banques en matière de capital, la Finanstilsynet évalue en outre le niveau global de fonds propres de chaque banque au-delà de ses besoins de fonds propres de base prévus par le pilier 1 et le pilier 2. Pour les banques d'importance systémique, la Finanstilsynet a rendu un avis spécifique (une marge de 0,7% ou 1,0%); pour les autres banques, elle compte que les exigences cumulées des piliers 1 et 2 soient "largement dépassées".

¹²⁴ Le NBGF devrait couvrir au minimum 1,5% des dépôts garantis et 0,5% du passif de ses membres pondéré selon les risques.

¹²⁵ Directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014.

¹²⁶ La Directive permet l'octroi de garanties illimitées jusqu'à 12 mois pour les dépôts importants des particuliers résultant d'événements exceptionnels comme les ventes immobilières, le mariage ou le divorce, ou le versement d'indemnités d'accident ou d'invalidité.

4.119. La Directive de l'UE sur le redressement et la résolution des défaillances des banques (BRRD)¹²⁷ oblige les banques à établir des plans de redressement pour surmonter les difficultés financières, et permet aux autorités nationales de procéder à une résolution ordonnée des banques défaillantes. Chaque État membre de l'UE doit constituer un fonds de résolution national auquel tous ses établissements financiers sont tenus de contribuer. Un mécanisme de renflouement interne garantit la participation des actionnaires et des créanciers de la banque à sa restructuration. Le fonds de résolution national n'est mobilisé que si les contributions des actionnaires/créanciers s'avèrent insuffisantes pour maintenir la banque en activité pendant la phase de restructuration.

4.120. En juin 2017, Le Ministère norvégien des finances a proposé une nouvelle législation pour mettre en œuvre les directives sur la garantie des dépôts et sur le redressement et la résolution des banques. Cette législation désigne la Finanstilsynet comme l'autorité de résolution pour la Norvège, mais c'est au Ministère des finances qu'il appartient de décider si un établissement remplit les conditions d'une résolution. Les ressources existantes du NGBF seront normalement scindées en un fonds de garantie des dépôts (d'environ 14,6 milliards de couronnes) et un nouveau fonds de résolution (d'environ 17,9 milliards de couronnes). La contribution annuelle que les banques devront verser à chaque fonds sera respectivement de 0,08% et 0,1% des dépôts garantis. Pour les banques, ce nouveau prélèvement sera supérieur à leur contribution actuelle mais à la hauteur de celle de 2010 (ajustée en fonction de la croissance du secteur bancaire).¹²⁸

4.121. Comme beaucoup d'autres pays, la Norvège a constaté par le passé que l'éclatement d'une bulle immobilière et la forte perte de valeur des biens immobiliers qui l'accompagne peuvent avoir de graves répercussions sur l'économie réelle. Soucieuse des hausses entraînées par la persistance de taux d'intérêts bas sur les prix de l'immobilier et l'endettement des ménages, l'autorité de surveillance financière a commencé à publier, en 2010, des directives sur les hypothèques résidentielles.¹²⁹ Les banques ont dû, dans un premier temps, exiger des acheteurs un apport personnel de 10% des frais d'acquisition; le montant minimal du capital a été fixé à 15% au 1^{er} décembre 2011.¹³⁰ Le montant de capital personnel requis est plus élevé pour les ouvertures de crédit et les prêts non amortissables. Depuis 2011, les banques sont aussi tenues de vérifier la solidité de leurs clients hypothécaires, c'est-à-dire la capacité des ménages d'absorber une augmentation du taux d'intérêt de leur prêt hypothécaire de cinq points de pourcentage. Ces directives ont été remplacées par un règlement entré en vigueur le 1^{er} juillet 2015, qui devait expirer à la fin de 2016 et qui a été remplacé par un nouveau, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017.¹³¹ Le règlement prescrit par ailleurs que le niveau total d'endettement ne peut dépasser cinq fois les revenus bruts du ménage.

4.122. En même temps qu'un resserrement des règles relatives aux prêts hypothécaires, les autorités ont pris des mesures pour juguler l'accroissement rapide du crédit à la consommation, y compris l'endettement par carte de crédit. Bien que ces emprunts ne représentent encore qu'une part modeste de l'ensemble des dettes des ménages (graphique 4.9), les taux d'intérêt élevés dont sont assortis les crédits sans garantie en font un important poste de dépense pour les ménages qui recourent à ce moyen de financement. Des règles plus strictes encadrant les offres de crédit à la consommation sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2017, annonçant la mise en place de nouvelles mesures comme l'obligation faite aux prêteurs d'être plus vigilants ou la création d'un registre national des créances non garanties.

¹²⁷ Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014.

¹²⁸ Le projet de contribution fait une distinction entre les banques fortement capitalisées et les autres banques, autorisant les plus solides à cotiser dans une moindre proportion aux nouveaux fonds. Les deux prélèvements sont adaptés en fonction des risques.

¹²⁹ Finanstilsynet, Circulaire n° 11/2010 du 3 mars 2010.

¹³⁰ Finanstilsynet, Circulaire n° 29/2011 du 1^{er} décembre 2011.

¹³¹ Ministère des finances, Règlement n°1581 du 14 décembre 2016. Ce règlement est en vigueur jusqu'au 30 juin 2018. Les banques peuvent faire preuve d'une certaine souplesse, par exemple à l'égard des primo-emprunteurs, puisque jusqu'à 10% des prêts (accordés par trimestre) peuvent s'écarter de la norme. À la suite d'une forte hausse des prix de l'immobilier dans la région d'Oslo en 2016, la marge de flexibilité a été ramenée à 8% dans la capitale. En outre, pour l'achat d'un bien immobilier situé à Oslo qui ne doit pas être la résidence principale du ménage/de l'investisseur, l'apport de capital minimum est désormais de 40%.

4.3.1.2 Assurance et retraites

4.123. La Loi sur l'assurance¹³², qui transpose toutes les directives et tous les règlements pertinents de l'UE sur l'assurance, s'applique à tous les types d'assurance: assurance-vie, assurances autres que sur la vie et réassurance. La fourniture des assurances obligatoires (assurance responsabilité civile des véhicules à moteur) requiert une licence en Norvège. L'autorisation d'établir une compagnie d'assurance norvégienne est délivrée par le Ministère des finances sur recommandation de la Finanstilsynet.¹³³ Les compagnies d'assurance domiciliées dans l'EEE sont autorisées à fournir des services d'assurance transfrontières, ou par l'intermédiaire d'une succursale en Norvège. Sous réserve de notification, l'établissement d'une succursale donne lieu à des consultations entre la Finanstilsynet et l'autorité de surveillance de l'État d'origine de l'assureur. Ce dernier doit désigner un agent général pour gérer sa succursale en Norvège, et cet agent doit résider dans un État membre de l'EEE. La fourniture d'assurances transfrontières est autorisée pour les types de produits que l'assureur a le droit de commercialiser dans son pays d'origine. La notification à cet effet et toute modification des autorisations sont communiquées à la Finanstilsynet par l'autorité de surveillance de l'État d'origine de l'assureur. Les assureurs non domiciliés dans l'EEE ne sont pas autorisés à fournir des services d'assurance transfrontières à des sociétés ou des particuliers norvégiens. Ils peuvent toutefois demander une licence pour créer une succursale en Norvège, dont l'agent général doit résider en Norvège. Les mêmes principes s'appliquent à la réassurance, bien qu'un réassureur non établi dans l'EEE puisse participer à des programmes de réassurance sans être titulaire d'une licence, pour autant que la première démarche soit effectuée par la compagnie réassurée. Aucune compagnie de réassurance n'est basée en Norvège depuis 2010.

4.124. La Norvège applique le nouveau cadre européen de l'assurance (Solvabilité II) par le biais de la Loi de 2015 sur les établissements financiers, du Règlement Solvabilité II du 25 août 2015 et de règlements supplémentaires. Elle applique aussi les règles techniques détaillées, les recommandations et les éclaircissements élaborés par l'Union européenne. Le cadre Solvabilité II, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016, fixe de nouvelles exigences de fonds propres en fonction des risques, modifie l'évaluation des provisions techniques par les assureurs, les systèmes de gestion des risques, le contrôle interne et la divulgation des renseignements, et renforce notablement les obligations déclaratives envers les autorités de surveillance. Les produits d'assurance-vie à rendement garanti, notamment les polices libérées, sont soumis à des règles plus strictes.¹³⁴ Un long délai de transition (16 ans) est prévu pour appliquer les augmentations des provisions techniques prescrites par la réglementation Solvabilité II.

4.125. À la fin de 2016, le secteur norvégien de l'assurance comptait 107 intermédiaires d'assurance enregistrés, 13 assureurs-vie, 59 assureurs d'autres risques (dont 15 assureurs incendie) et 6 associations d'assurance maritime titulaires d'une licence pour exercer en Norvège. De plus, 29 succursales d'assureurs étrangers opéraient en Norvège, et 13 succursales d'assureurs norvégiens étaient établies à l'étranger. L'assurance-vie constitue approximativement 55% des primes encaissées dans le secteur norvégien de l'assurance, avec trois fournisseurs (Kommunal Landpensjonskasse (KLP), Storebrand Livsforsikring, et DNB Livsforsikring), dont chacun détient 20% ou plus du marché. Dans les autres assurances, dont l'assurance automobile représente le segment le plus important, les plus grandes entreprises sont Gjensidige, If Skadeforsikring, Tryg, et Sparebank 1 Skadeforsikring. La part de marché des quatre plus grandes entreprises offrant des assurances autres que sur la vie a diminué au cours des dix dernières années du fait des nouveaux venus sur le marché et du développement rapide de certains assureurs plus petits.

4.126. Les primes brutes encaissées par les compagnies d'assurances autres que sur la vie en Norvège (y compris les succursales à l'étranger) s'élevaient au total à 78 milliards de couronnes en 2016 et le ratio combiné déclaré était en moyenne de 85%. Les bénéfices totaux avant impôt

¹³² Loi n° 44 du 10 juin 2005.

¹³³ La Finanstilsynet évalue plusieurs éléments du projet de société comme son administration, les actionnaires détenant plus de 10% du capital ou des droits de vote, la ou les activité(s) envisagées et le capital de départ.

¹³⁴ Une compagnie d'assurance-vie très exposée à des polices libérées, Silver Pensjonsforsikring AS, a été exonérée de l'application des nouvelles exigences de fonds propres de Solvabilité II jusqu'au 15 février 2017. La compagnie s'avérant incapable de lever des fonds pour combler un manque de réserves estimé à 3 milliards de couronnes, le Ministère des finances a décidé de la placer sous administration publique le 17 février. Un autre assureur (Storebrand) a annoncé le 30 janvier 2018 qu'il avait repris les activités de Silver.

s'élevaient à 15,7 milliards de couronnes en 2016. Le taux de sinistres moyen a reculé de 72,4% à 66,4% au cours des cinq dernières années, tandis que les coûts ont régulièrement diminué grâce aux nouvelles technologies. À présent, la plupart des assureurs norvégiens disposent d'un portail sur Internet permettant de souscrire une police ou de déclarer un sinistre.

4.127. Dans le secteur de l'assurance-vie, le montant total des primes brutes souscrites en 2016 était de 92,4 milliards de couronnes, dont près de 10 milliards de couronnes d'opérations nouvelles. Les bénéfices avant impôt s'élevaient à 8,2 milliards de couronnes en 2015 et à 7 milliards de couronnes en 2016. Le ratio moyen de solvabilité des compagnies d'assurance-vie était, fin 2016, de 222%, en tenant compte du mécanisme de transition.¹³⁵ En dépit d'une bonne rentabilité ces dernières années, la mise en conformité anticipée avec le cadre Solvabilité II a nécessité une accumulation considérable de capital provenant de bénéfices non distribués. Toutefois, le secteur a aussi affronté des difficultés résultant de l'accroissement de l'espérance de vie des assurés et de taux d'intérêt qui n'avaient jamais été aussi bas. La Finanstilsynet a mis en place de nouvelles "tables de mortalité" en 2013, exigeant des assureurs qu'ils relèvent les primes pour les pensions des régimes de retraite collectifs, et qu'ils complètent les provisions pour les retraites à payer. Les compagnies ont eu un délai de sept ans pour constituer les réserves supplémentaires. Les compagnies d'assurance-vie ont, en conséquence, augmenté ces réserves de 39 milliards de couronnes entre 2013 et 2016 et elles devront encore y ajouter environ 2 milliards de couronnes entre 2017 et 2020. Les assureurs se sont adaptés à la faiblesse des taux d'intérêt en réorientant progressivement leur modèle d'activité vers des produits pour lesquels le risque est transféré à l'assuré, moyennant un plus grand pouvoir de décision concernant les placements. Les sociétés ont aussi réduit leurs taux garantis et, selon les résultats financiers, instauré des primes pour taux garantis sur les produits de ce type. En conséquence, de nombreux employeurs du secteur privé sont passés de régimes de retraites garanties (à prestations définies) à des régimes à cotisations définies au cours des dernières années.¹³⁶

4.128. Le régime norvégien des retraites repose sur trois piliers: i) le régime national d'assurance, un régime public de retraite à couverture universelle; ii) les retraites professionnelles, financées par les employeurs; et iii) les systèmes d'épargne et de retraite individuels. Les régimes de retraite professionnels sont devenus obligatoires en 2006. La contribution de l'employeur, généralement fixée à 2% au moins de la rémunération du salarié, est versée à un régime de retraite à cotisations définies. Les salariés qui quittent une entreprise privée cotisant à un régime à prestations définies bénéficient de polices libérées. Ces polices libérées sont aussi émises lorsque l'employeur passe d'un régime à prestations définies à un régime à cotisations définies, ou lors de la liquidation d'une entreprise.¹³⁷ Les polices libérées représentent maintenant autour de 20% du passif des compagnies d'assurance.

4.129. Les employeurs peuvent déléguer la gestion des avoirs de retraite à une entreprise agréée comme une compagnie d'assurance-vie, ou créer leur propre caisse de retraite. À la fin de 2016, 48 caisses de retraite privées et 39 caisses de retraite municipales détenaient une licence en Norvège. Les avoirs de la plus grosse caisse de retraite privée (Statoil Pension) s'élevaient, fin 2016, à près de 70 milliards de couronnes. Les caisses de retraite des entreprises de santé publique de la région d'Oslo et de certaines grandes municipalités (Bergen, Trondheim et Bærum) sont aussi de gros organismes. Les retraites professionnelles de la plupart des employés du secteur public sont cependant gérées par la Caisse de retraite de la fonction publique (SPK – Statens pensjonskasse) ou par l'entreprise d'assurance KLP. La SPK fonctionne selon le principe de comptabilisation au décaissement et n'est donc pas intégralement financée. Les pensions échues de ses adhérents étaient estimées, fin 2016, à 509 milliards de couronnes au total. En revanche, les retraites de la KLP sont intégralement financées. Fin 2016, ses avoirs s'élevaient à 497 milliards de couronnes.

4.130. Le cadre Solvabilité II ne s'applique pas aux caisses de retraite, qui restent soumises aux prescriptions de marges de solvabilité prévues par Solvabilité I. Elles sont aussi tenues de réaliser régulièrement deux tests de résistance dont elles doivent communiquer les résultats à la

¹³⁵ Sans la transition, le ratio de solvabilité était de 183%. Un ratio inférieur à 100% indique que l'assureur-vie ne respecte pas les exigences de fonds propres du règlement sur la solvabilité.

¹³⁶ Le traitement fiscal préférentiel applicable aux produits de pensions à prestations définies a été étendu aux polices à cotisations définies en 2000.

¹³⁷ Une police libérée ne donne plus lieu au paiement de primes. Le titulaire de la police a droit à une pension future dont le niveau dépendra du rendement futur des avoirs investis.

Finanstilsynet. Selon l'un des tests, les caisses de retraite ont amélioré "l'utilisation du volant de fonds propres" de 13 points de pourcentage (de 101% à 88%) en 2016.¹³⁸

4.3.1.3 Valeurs mobilières

4.131. La Finanstilsynet (l'Autorité de surveillance du secteur financier) supervise le marché des valeurs mobilières pour veiller à ce que les opérations sur instruments financiers se déroulent d'une manière sûre, ordonnée et efficace, et notamment que les participants au marché puissent être précisément informés. La surveillance porte sur les marchés et les systèmes de règlement, les sociétés d'investissement, les fonds communs de placement et leurs sociétés de gestion, et les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, ainsi que sur les prospectus et les rapports financiers des émetteurs cotés.

4.132. La Directive de l'UE sur les marchés d'instruments financiers (MiFID I)¹³⁹ a été transposée dans le droit norvégien en 2007 par la Loi sur le commerce des valeurs mobilières et la Loi sur la bourse. La Directive MiFID II et son règlement (MiFIR), entrés en vigueur dans l'Union européenne le 3 janvier 2018, n'ont pas encore été adoptés dans l'EEE. En attendant leur incorporation dans l'Accord sur l'EEE, deux nouveaux règlements norvégiens d'une teneur équivalente ont été adoptés en décembre 2017. Les opérateurs du marché et la Finanstilsynet ont mis au point de nouveaux systèmes informatiques permettant de traiter les obligations détaillées prévues par MiFID II et MiFIR, à savoir déclarer quotidiennement les positions en instruments dérivés sur matières premières, les autorisations d'émissions et leurs instruments dérivés. Le Règlement sur l'infrastructure des marchés financiers¹⁴⁰ a été incorporé dans l'Accord sur l'EEE le 30 septembre 2016 et est entré en vigueur en Norvège le 1^{er} juillet 2017 avec la législation nationale d'application.¹⁴¹ La Loi sur les fonds d'investissement (2011) a été modifiée pour être conforme à la Directive OPCVM V.¹⁴² Les modifications sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Les fonds d'investissement alternatifs (non OPCVM), quant à eux, sont régis par la Loi de 2014 sur la gestion des fonds d'investissement alternatifs. Pour ce qui est des fonds européens d'investissement à long terme (ELTIF), destinés à faciliter l'investissement à long terme dans les projets de recherche et d'infrastructure par des investisseurs institutionnels ou privés, le Règlement ELTIF¹⁴³ n'a pas encore été incorporé à l'Accord sur l'EEE.

4.133. Sous réserve d'une notification adressée à la Finanstilsynet, les fonds de valeurs mobilières étrangers domiciliés dans l'EEE et visés par la Directive OPCVM peuvent être commercialisés en Norvège. La notification est faite par l'autorité de surveillance de l'État d'origine de l'entreprise, qui informe également le gestionnaire du fonds que la transmission de la documentation a été effectuée. Les unités de ces fonds doivent être vendues directement par le siège du gestionnaire ou par un intermédiaire (société de gestion, établissement de crédit, compagnie d'assurance ou entreprise d'investissement) autorisée à fournir des services financiers en Norvège. La commercialisation de fonds d'investissement alternatifs non originaires de l'EEE et de fonds d'investissement alternatifs gérés par des gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs non originaires de l'EEE au profit d'investisseurs professionnels en Norvège requiert une autorisation de la Finanstilsynet.

4.134. La valeur boursière des sociétés cotées à la bourse d'Oslo avoisinait 2 500 milliards de couronnes en octobre 2017. Le nombre de sociétés cotées est stable depuis 2000, contrairement à

¹³⁸ Un chiffre inférieur à 100% indique que le volant de fonds propres disponible est supérieur à la perte globale potentielle.

¹³⁹ Directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE du Conseil.

¹⁴⁰ Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil, du 4 juillet 2012, sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux.

¹⁴¹ Finanstilsynet, Circulaire n° 6/2017 du 4 juillet 2017.

¹⁴² Directive 2014/91/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 modifiant la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), pour ce qui est des fonctions de dépositaire, des politiques de rémunération et des sanctions.

¹⁴³ Règlement (UE) n° 2015/760 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux fonds européens d'investissement à long terme. Les règles régissant les fonds ELTIF sont étroitement liées à la Directive 2011/61/UE qui régit la gestion et la commercialisation des fonds d'investissement alternatifs (FIA) dans l'Union européenne. Les ELTIF sont, par définition, des FIA gérés par des gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs agréés conformément à la directive.

la tendance observée ailleurs en Europe, où les entités cotées diminuent. Le marché boursier norvégien a permis d'émettre pour près de 28 milliards de couronnes d'actions en 2016. La valeur boursière des actifs détenus par les fonds communs de placement atteignait au total 981,6 milliards de couronnes à la fin de 2016. Le stock d'obligations émises sur le marché norvégien des obligations s'élevait à près de 400 milliards de couronnes à la même date, soit trois fois plus que dix ans plus tôt. Le volume des obligations se répartissait à peu près également entre les obligations à haut rendement et les obligations de qualité bancaire.¹⁴⁴ La croissance a été facilitée par le recours régulier à un arrangement fiduciaire préservant le droit des détenteurs d'obligations, par des services de cotation indépendants et l'accès aux notations officielles. Les sociétés de taille plus modeste, en particulier, ont jugé très élevé, et parfois dissuasif, le coût des notations des agences mondiales (Moody's, Fitch, Standard and Poor's). Toutefois, à la suite d'une recommandation de l'AEMF selon laquelle le recours aux notations officielles devrait cesser, les établissements financiers ont décidé de mettre fin à cette pratique en 2016. Une agence allemande de notation (Scope Ratings AG) s'est alors établie en Norvège et des fonds ont été collectés auprès des banques et des assureurs-vie nordiques pour créer une agence régionale de notation. Nordic Rating AS, dont l'objet est d'effectuer des analyses financières et d'établir la notation des petites et moyennes entreprises, compte demander une licence d'agence de notation auprès de l'AEMF.

4.135. Les ménages norvégiens détiennent une part minoritaire (4%) des actions cotées enregistrées au dépositaire central de titres (VPS – Verdipapirsentralen ASA) en Norvège, et une part négligeable seulement (0,4%) des obligations et des certificats enregistrés. Afin d'encourager les investisseurs privés à investir à long terme dans les actions et les fonds communs de placement, le gouvernement norvégien a lancé, en 2017, les comptes d'épargne en actions pour les actions cotées et les titres de participation. Désormais, les titulaires des comptes peuvent effectuer librement des opérations sur des actions et des fonds communs de placement sans que les plus-values qui en résultent soient imposables, pour autant qu'elles soient réinvesties.¹⁴⁵ Ne sont imposables que les retraits dépassant les dépôts sur les comptes.

4.3.1.4 Autres services financiers

4.136. La Directive sur les services de paiement¹⁴⁶, entrée en vigueur dans l'Union européenne en 2007, a été incorporée dans l'Accord sur l'EEE en 2008.¹⁴⁷ Destinée à créer un marché unique des paiements dans l'Union européenne, elle a, entre autres, simplifié les procédures et le traitement des paiements, ouvert le paiement à de nouveaux venus (non bancaires) et créé une plate-forme juridique pour l'Espace unique de paiement en euros (SEPA). En Norvège, le projet SEPA s'applique aux paiements en euros à partir et à destination de la Norvège, mais pas aux paiements en couronnes. Fin 2016, le système de paiement en Norvège comprenait 15 établissements de paiement agréés et 6 établissements de monnaie électronique.

4.137. La directive révisée sur les services de paiement (PSD2)¹⁴⁸, entrée en vigueur dans l'Union européenne le 13 janvier 2018, vise à renforcer l'intégration du marché des paiements en Europe, à créer des règles uniformes pour tous les fournisseurs de services de paiement, à rendre plus sûres les procédures de paiement, à mieux protéger les consommateurs et à réduire les coûts. Elle permet un accès accru des opérateurs tiers à l'infrastructure bancaire. Toute entreprise agréée en tant que prestataire de services d'initiation de paiement peut, en accord avec le client, effectuer un paiement sur le compte du client sans devoir s'entendre au préalable avec la banque de ce dernier.¹⁴⁹ Toute entreprise agréée en tant que prestataire de services d'information sur les comptes peut recueillir des renseignements pour permettre aux clients d'avoir accès aux renseignements concernant leurs comptes bancaires dans différentes banques et différents pays à partir d'une plate-forme unique. Les banques devront développer des interfaces de programmation

¹⁴⁴ Les services offshore et le transport maritime constituaient la moitié du volume restant des obligations à haut rendement.

¹⁴⁵ Les avoirs en numéraire sur ces comptes ne sont pas rémunérés.

¹⁴⁶ Directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE.

¹⁴⁷ Elle est entrée en vigueur en Norvège le 2 novembre 2011.

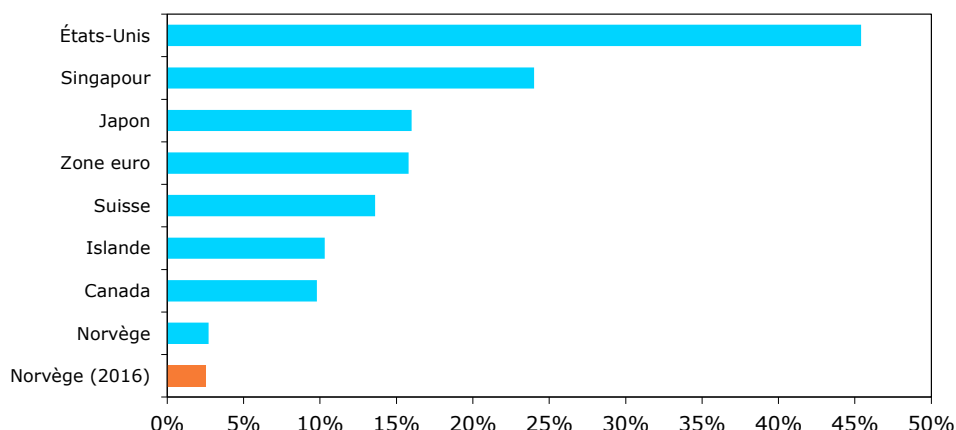
¹⁴⁸ Directive 2015/2366/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n° 1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE.

¹⁴⁹ Entre un commerçant et un client, cette forme de paiement remplace le paiement par carte ou en espèces.

libres pour que les établissements financiers soient en mesure de fournir ces services d'un type nouveau. Parmi ses nombreuses autres nouveautés, la directive PSD2 inclut un règlement sur les commissions d'interchange qui plafonne les commissions perçues par les émetteurs de cartes auprès de leurs acquéreurs (généralement la banque du commerçant).

4.138. Le système norvégien de paiement a toujours compté parmi les plus modernes et les plus efficaces au monde pour les paiements intérieurs. Les paiements en espèces ne représentent actuellement, selon les estimations, pas plus de 2,4% des paiements (M1), une proportion très faible en comparaison d'autres pays (graphique 4.11). La plupart des paiements sont effectués par carte de paiement ou par virement bancaire (principalement par Internet). Selon une étude réalisée par la Norges Bank en 2013, le système de paiement avait un coût macroéconomique de l'ordre de 14,5 milliards de couronnes, soit 0,63% du PIB continental. Environ 60% des coûts étaient absorbés par les banques et leurs fournisseurs, les coûts restants se répartissant à peu près également entre les vendeurs et les consommateurs. Le coût moyen par transaction était estimé à 5,75 couronnes, avec des variations importantes en fonction de la méthode de paiement (graphique 4.12). Les paiements les plus économiques (2,93 couronnes par transaction) étaient ceux effectués dans le cadre du système national de carte de débit (BankAxept).

Graphique 4.11 Part des espèces comme moyen de paiement (M1) dans différents pays, 2015



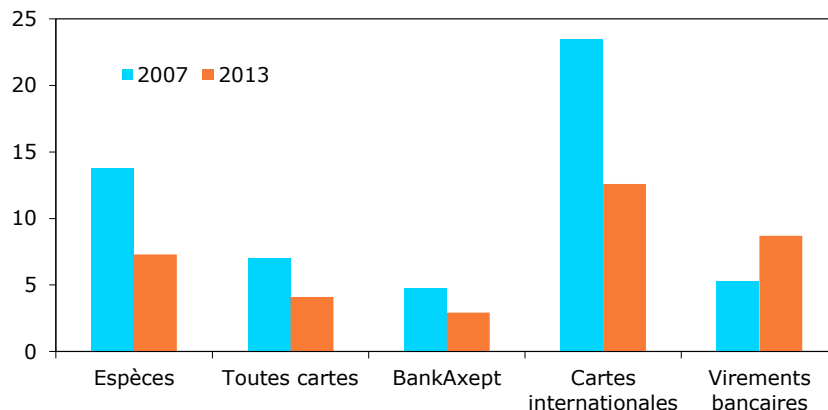
Source: Norges Bank 2017, Retail payment services 2016, n° 2.

4.139. Au début de l'année 2017, des services de paiement par téléphone mobile sont apparus dans des offres concurrentes dont les principales étaient Vipps, Mcash et Mobilepay. Le côté de l'offre s'est consolidé dans le courant de l'année et Vipps est ressorti comme la seule application pour les services de paiement mobile.¹⁵⁰ Les services de paiement mobile ont été coûteux pour les banques jusqu'ici du fait de l'utilisation de cartes internationales (Visa et Mastercard) pour la transaction de paiement sous-jacente. Toutefois, le passage au système national BankAxept devrait nettement faire baisser les coûts. Les banques norvégiennes ont lancé une solution de paiement instantané en 2012, mais celle-ci fait courir aux banques un risque de crédit. La Norges Bank et le secteur bancaire ont créé un projet pour résoudre le problème du risque de crédit d'ici à la fin de l'année 2019. Les formes de financement alternatif par Internet comme le financement ou le prêt participatif, ou le prêt entre particuliers, n'ont connu qu'un développement limité en Norvège jusqu'ici.

¹⁵⁰ Vipps a été créée par le Groupe DNB en 2015. Les propriétaires de Mcash (Sparebank 1 Gruppen) et d'autres caisses d'épargne ont annoncé, en février 2017, qu'ils prenaient une participation dans Vipps et lui transféraient toutes les activités de Mcash. Les partenaires soutenant Nordic MobilePay, Nordea et Danske Bank, ont décidé en octobre de mettre fin à leur application en Norvège et de négocier un accord avec Vipps.

Graphique 4.12 Coûts économiques de différents moyens de paiement, 2007 et 2013

Couronnes norvégiennes par transaction



Source: Norges Bank.

4.140. La Loi du 15 avril 2009 sur le blanchiment de capitaux impose aux entités déclarantes norvégiennes de nombreuses prescriptions afin de prévenir et de détecter les transactions financières liées à des activités criminelles ou terroristes. Le Groupe d'action financière (GAFI) intergouvernemental a procédé, en 2014, à un examen complet des mesures prises par la Norvège, réalisant ainsi l'un des premiers examens nationaux. Il souligne dans son rapport plusieurs bonnes initiatives mais relève aussi des faiblesses importantes dans plusieurs domaines cruciaux, le manque de politiques et de stratégies nationales fondamentales en matière de prévention et l'absence d'un mécanisme de coordination, au niveau des politiques et des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.¹⁵¹ Le rapport du GAFI a déclenché une série d'initiatives, comme l'établissement d'un groupe de contact pour la coordination des mesures nationales, la mise en place d'une évaluation nationale des conséquences du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, ou encore la création d'un groupe d'experts en droit chargé de proposer des modifications de la législation existante. Les experts ont aussi évalué les adaptations requises en Norvège pour l'application de la quatrième Directive antiblanchiment d'argent de l'UE¹⁵² qui, entre autres choses, abaisse (de 15 000 à 10 000 euros) le seuil des paiements en espèces à partir duquel les marchands de biens doivent être soumis à des obligations, et qui étend la surveillance des transactions à l'ensemble du secteur des jeux de hasard (et pas seulement aux casinos). L'Autorité de surveillance de l'AELE, qui a déjà traduit par deux fois la Norvège devant la Cour de justice de l'AELE pour non-conformité de sa législation sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme avec le droit de l'EEE, pousse aussi la Norvège à prendre des mesures.¹⁵³ La Norvège est en train de donner suite aux propositions du groupe d'experts concernant l'application de la quatrième Directive antiblanchiment d'argent et de corriger les carences relevées dans le rapport du GAFI.

4.3.2 Services de distribution

4.141. En 2016, le secteur norvégien du commerce de détail comprenait 71 700 entreprises. Il fournissait 9,2% de la valeur ajoutée de l'économie norvégienne continentale et absorbait 14% de l'emploi total. Le secteur affiche des gains de productivité constamment supérieurs à ceux de l'économie en moyenne depuis plus de 40 ans, et qui ont été particulièrement marqués pendant la période 1992-2003, avec une moyenne de 5,2% par an. Bien que la croissance ait marqué le pas

¹⁵¹ Renseignements en ligne du Groupe d'action financière. Adresse consultée: "<http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/mer4/Mutual-Evaluation-Report-Norway-2014.pdf>".

¹⁵² Directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil, du 20 mai 2015, relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission.

¹⁵³ Renseignements en ligne de l'Autorité de surveillance de l'AELE. Adresse consultée: "<http://www.eftasurv.int/press--publications/press-releases/internal-market/anti-money-laundering-and-terrorist-financing- pour centE2 pour cent80 pour cent93-norway-to-court-for-the-second-time>".

depuis, la productivité continue de croître plus rapidement dans le commerce de détail que dans la plupart des autres secteurs.¹⁵⁴

4.142. La Fédération des entreprises de Norvège (Virke) estime à 529 milliards de couronnes le chiffre d'affaires du commerce de détail norvégien pour 2016. Bien que les consommateurs norvégiens continuent de dépenser la majeure partie de leur argent en Norvège, soit en se rendant dans des magasins (457 milliards de couronnes), soit en commandant par Internet sur des sites Web norvégiens (24 milliards de couronnes), la présence des commerçants étrangers sur le marché s'accroît de trois manières: i) les achats effectués lors de voyages en fin de semaine ou pendant des vacances de plus longue durée (25 milliards de couronnes); ii) les excursions d'une journée dans les régions frontalières pour faire des achats (13 milliards de couronnes); et iii) les achats effectués en ligne sur des sites Web étrangers (11 milliards de couronnes en 2016). Entre 2011 et 2016, les importations privées en ligne ont augmenté de 225%, soit près de trois fois plus que les achats en ligne à des fournisseurs norvégiens. Le développement des achats en ligne a été spectaculaire par rapport à l'augmentation correspondante du chiffre d'affaires réalisé par les points de vente physiques en Norvège pendant la même période (15%).

4.143. L'essor rapide des achats en ligne, particulièrement à l'étranger, devrait se poursuivre ces prochaines années. Dans ce contexte, les consommateurs norvégiens se trouvent dans une situation différente de leurs voisins immédiats en matière de fiscalité indirecte. En Suède, au Danemark et en Finlande, les biens et les services achetés dans l'Union européenne sont soumis à la TVA et à toute autre taxe à la consommation en vigueur dans le pays du vendeur, au taux pratiqué dans ce pays. Aucune procédure douanière ne s'applique donc aux ventes entre États de l'Union européenne. Dans le cas des ventes à destination de la Norvège, qu'il s'agisse d'importations commerciales ou d'importations à usage personnel, la TVA et les autres taxes indirectes à la consommation sont normalement nulles dans le pays d'exportation. Les droits de douane (le cas échéant), la TVA et les autres impôts indirects sont donc perçus par les Douanes norvégiennes à l'importation, au taux en vigueur en Norvège. Seules les importations *de minimis*, c'est-à-dire les envois pour usage personnel dont la valeur n'excède pas 350 couronnes (frais de port, d'emballage et d'assurance compris), sont admises en franchise de droits de douane et de TVA.¹⁵⁵ Les Douanes norvégiennes ne perçoivent pas de redevances pour leurs opérations de traitement, mais les transporteurs sont susceptibles de facturer le temps et le travail consacrés au dédouanement.

4.144. Le commerce d'alimentation, qui constitue le sous-secteur le plus vaste, représente environ 37% du chiffre d'affaires du commerce de détail en Norvège (graphique 4.13). Entre 2011 et 2016, il a connu une croissance annuelle de 3,6%, légèrement supérieure à celle de l'ensemble du secteur (2,8%).¹⁵⁶ La forte concentration qui le caractérise s'est poursuivie en 2015 lorsque le groupe suédois ICA Group a décidé de se retirer du marché norvégien. À présent, trois chaînes de magasins dominent le marché, la plus grande étant Norgesgruppen, suivie par Coop Norge et Reitangruppen. Une quatrième chaîne axée sur les prix bas (Bunnpris) est aussi présente, mais sa part du marché reste faible. Bien que les achats en ligne de produits alimentaires se développent, ils ne représentent toujours que 1% du chiffre d'affaires total du commerce d'alimentation.¹⁵⁷ Les magasins d'alimentation norvégiens ont toujours subi une certaine concurrence de la part des stations-service qui vendent des denrées alimentaires et d'autres produits et, localement, des magasins suédois où l'on se rend à la journée pour faire des achats. Toutefois, la pression de ces formes de concurrence ne semble pas augmenter à présent. C'est plutôt du côté de la restauration rapide, des services de traiteur et des restaurants que semble venir la principale menace pour le commerce d'alimentation.

4.145. Les entreprises de détail qui connaissent la plus forte croissance en Norvège sont celles qui ont réussi à élargir leur gamme de produits et/ou qui ont développé la vente en ligne comme moyen d'atteindre leur clientèle. Les pharmacies, par exemple, ont étendu leur assortiment aux

¹⁵⁴ Pour la période 2012-2016, l'Office norvégien de statistiques estime les gains de productivité annuels moyens dans le commerce de détail à 2,3%, contre 1,3% dans l'ensemble de l'économie continentale.

¹⁵⁵ Aucune dispense des droits d'accise n'est appliquée pour les boissons alcooliques, et il faut une autorisation spéciale pour acheter du tabac et des produits du tabac en ligne.

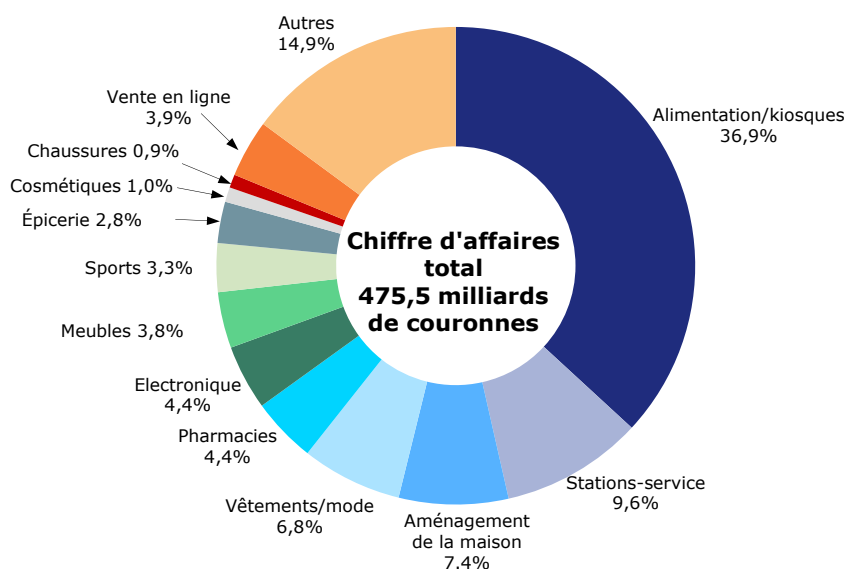
¹⁵⁶ Si l'on tient compte des achats en ligne chez des commerçants norvégiens, dont la croissance annuelle a été de 12,9% entre 2011 et 2016, la croissance moyenne du commerce de détail a été de 3,1% pendant cette période.

¹⁵⁷ Sur les onze chaînes de magasins d'alimentation existantes, deux seulement vendent en ligne à l'heure actuelle.

produits cosmétiques et les magasins de sport aux vêtements et aux chaussures. En moyenne, deux tiers des chaînes de magasins de détail pratiquent la vente en ligne, mais avec de nettes disparités entre les différents sous-secteurs. La croissance a été molle dans les entreprises opérant sur des marchés en évolution, comme celui des produits audiovisuels, où la diffusion en flux a ralenti la demande. Pour ce qui est des magasins de vêtements et de chaussures, la concurrence s'est intensifiée avec la vente en ligne, les achats de vacances et l'intrusion d'autres détaillants spécialisés (comme les magasins de sport) dans leur domaine d'activité traditionnel.

Graphique 4.13 Commerce de détail en Norvège, 2016

Parts du marché (%)



Source: Fédération des entreprises de Norvège (Virke).

5 APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A1. 1 Exportations de marchandises, par groupe de produits, 2012-2016

	2012	2013	2014	2015	2016
Total des exportations (milliards de \$EU)	161,0	155,4	144,6	104,8	89,6
	% du total des exportations				
Total des produits primaires	81,5	80,2	79,0	74,1	72,4
Agriculture	6,5	7,8	8,8	10,3	13,5
Produits alimentaires	6,0	7,2	8,1	9,5	12,6
03 Poissons	5,4	6,6	7,3	8,5	11,9
0341 - Poissons frais ou réfrigérés	2,8	3,9	4,2	5,0	7,3
0342 - Poissons congelés	1,0	1,1	1,2	1,2	1,6
0345 - Filets de poisson frais ou réfrigérés et autres chairs de poisson fraîches, réfrigérées ou congelées	0,5	0,6	0,7	0,8	1,2
0344 - Filets de poisson congelés	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7
0351 - Poissons séchés, salés ou en saumure, mais non fumés	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6
Matières premières agricoles	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9
Industries extractives	75,0	72,4	70,2	63,8	58,9
Minerais et autres minéraux	0,9	0,9	0,9	0,9	0,5
Métaux non ferreux	4,2	3,9	4,4	5,2	5,3
6841 - Aluminium et alliages d'aluminium sous forme brute	2,1	1,9	2,2	2,6	2,7
6831 - Nickel et alliages de nickel sous forme brute	1,0	0,9	1,0	1,1	1,0
6842 - Aluminium et alliages d'aluminium ouvrés	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7
Combustibles	69,8	67,6	64,9	57,7	53,0
3330 - Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	34,0	32,0	32,0	24,2	25,5
3432 - Gaz naturels à l'état gazeux	25,9	26,3	23,0	25,1	20,4
334 - Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes)	5,6	5,4	5,2	4,9	3,6
3431 - Gaz naturels liquéfiés	1,1	1,0	1,6	1,3	1,0
3421 - Propane liquéfié	1,3	1,1	1,2	0,8	0,8
3510 - Énergie électrique	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7
3425 - Butanes liquéfiés	1,0	1,0	1,0	0,6	0,6
Produits manufacturés	14,9	16,2	17,5	21,5	22,7
Fer et acier	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2
6715 - Autres ferro-alliages	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Produits chimiques	2,2	2,3	2,7	3,3	3,9
5147 - Composés à fonction carboxamide	0,4	0,5	0,5	0,8	1,0
Autres demi-produits	1,4	1,8	1,6	2,2	2,2
Machines et matériel de transport	7,9	8,7	9,4	11,7	12,1
Machines génératrices	0,5	0,4	0,6	0,8	0,9
Autres machines non électriques	3,5	3,9	4,2	5,2	4,5
Machines agricoles et tracteurs	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Machines de bureau et matériel de télécommunication	0,8	0,8	0,9	1,1	1,0
Autres machines électriques	1,3	1,5	1,5	1,7	1,0
7731 - Fils, câbles (y compris les câbles coaxiaux) et autres conducteurs isolés pour l'électricité	0,4	0,5	0,4	0,5	0,6
Produits de l'industrie automobile	0,5	0,5	0,5	0,7	0,9
Autre matériel de transport	1,3	1,5	1,7	2,1	2,8
7932 - Navires, bateaux et autres embarcations	0,8	0,8	0,9	0,8	2,0
Textiles	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Vêtements	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres biens de consommation	2,1	2,2	2,4	2,9	3,0
Autres	3,6	3,6	3,6	4,4	4,9

Source: Base de données Comtrade de la DSNU (CTCI Rev.3); et Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

Tableau A1. 2 Importations de marchandises, par groupe de produits, 2012-2016

Total des importations (milliards de \$EU)	2012	2013	2014	2015	2016
	87,3	89,8	89,4	77,2	72,8
	(% du total des importations)				
Total des produits primaires	23,0	23,0	21,5	20,1	16,2
Agriculture	10,3	10,5	10,7	10,8	8,4
Produits alimentaires	9,0	9,3	9,4	9,5	7,1
0989 - Préparations alimentaires, n.d.a.	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7
Matières premières agricoles	1,3	1,2	1,3	1,3	1,3
Industries extractives	12,7	12,5	10,9	9,3	7,8
Minerais et autres minéraux	4,6	3,9	4,0	3,8	3,0
2842 - Mattes de nickel, sinters d'oxyde de nickel	2,6	2,1	2,1	1,7	1,3
2852 - Alumine (oxyde d'aluminium)	0,8	0,8	0,8	1,0	0,9
Métaux non ferreux	1,8	1,5	1,6	1,2	1,3
Combustibles	6,2	7,1	5,3	4,3	3,5
334 - Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes)	3,8	4,1	3,2	2,8	2,5
Produits manufacturés	75,1	75,3	77,0	78,2	78,8
Fer et acier	2,7	2,5	2,9	2,4	2,3
6791 - Tubes, tuyaux et profilés creux, sans soudure, en fer ou en acier	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7
Produits chimiques	9,0	8,9	9,1	9,1	9,7
5429 - Médicaments, n.d.a.	1,5	1,4	1,5	1,4	1,6
Autres demi-produits	9,6	9,5	9,7	9,5	9,4
6911 - Constructions et éléments de construction	1,4	1,2	1,4	1,5	1,2
6353 - Ouvrages de menuiserie et pièces de charpente pour construction	0,6	0,7	0,7	0,6	0,7
Machines et matériel de transport	38,3	38,7	39,4	40,7	40,3
Machines génératrices	1,3	1,1	1,2	1,4	1,5
Autres machines non électriques	9,7	10,1	10,2	9,9	9,6
Machines agricoles et tracteurs	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8
Machines de bureau et matériel de télécommunication	7,3	7,1	6,9	6,7	6,8
7643 - Appareils d'émission pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie, etc.	1,2	1,3	1,2	1,3	1,4
7522 - Machines automatiques de traitement de l'information, numériques	1,2	1,2	1,2	1,0	1,0
Autres machines électriques	4,5	4,9	5,1	4,8	5,2
Produits de l'industrie automobile	9,3	9,6	9,2	9,3	11,4
7812 - Véhicules à moteur pour le transport des personnes, n.d.a.	6,0	6,3	6,1	6,4	7,0
7821 - Véhicules automobiles pour le transport des marchandises	1,7	1,6	1,5	1,4	1,7
7843 - Autres parties, pièces détachées et accessoires de véhicules automobiles	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1
Autre matériel de transport	6,1	6,1	6,7	8,5	5,9
7932 - Navires, bateaux et autres embarcations	2,2	2,7	1,8	2,1	3,6
Textiles	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
Vêtements	3,1	3,1	3,0	3,1	3,3
Autres biens de consommation	11,4	11,5	11,8	12,3	12,7
8215 - Meubles, n.d.a., en bois	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
8211 - Sièges	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Autres	1,9	1,7	1,5	1,7	5,0

Source: Base de données Comtrade de la DSNU (CTCI Rev.3); et Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

Tableau A1. 3 Exportations de marchandises par destination, 2012-2016

	2012	2013	2014	2015	2016
Total des exportations (milliards de \$EU)	161,0	155,4	144,6	104,8	89,6
	(% du total des exportations)				
Amériques	6,8	6,4	5,5	6,6	7,1
États-Unis	5,0	4,4	3,7	4,4	4,2
Autres pays d'Amérique	1,7	2,0	1,8	2,2	2,9
Canada	0,5	0,9	0,5	0,7	1,1
Brésil	0,6	0,6	0,8	0,6	0,5
Europe	83,0	83,6	83,6	80,8	80,1
UE-28	81,3	82,1	81,8	79,4	78,2
Royaume-Uni	26,5	24,1	22,7	20,1	20,7
Allemagne	12,0	17,2	16,9	17,8	14,3
Pays-Bas	12,2	10,9	13,3	11,0	10,6
France	6,3	7,4	6,1	6,6	6,8
Suède	6,3	5,8	5,7	5,9	6,4
Belgique	2,9	5,2	4,7	4,9	4,4
Danemark	4,1	3,7	3,8	3,9	4,0
Pologne	1,5	1,8	1,8	1,9	2,3
Espagne	1,6	1,2	1,7	1,5	1,8
Irlande	1,0	1,0	0,9	1,4	1,6
Italie	2,3	0,8	0,8	0,9	1,3
Finlande	1,5	1,0	1,5	1,1	1,3
Lituanie	0,2	0,3	0,3	0,5	0,7
Portugal	0,3	0,3	0,4	0,5	0,6
AELE	0,9	0,8	0,9	0,8	1,1
Autres pays d'Europe	0,8	0,8	0,9	0,6	0,8
Turquie	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6
Communauté d'États indépendants (CEI)	1,2	1,3	0,9	0,7	0,9
Afrique	1,0	1,1	1,4	1,6	2,3
Moyen-Orient	0,5	0,5	0,5	0,7	0,7
Asie	7,6	7,1	8,1	9,6	8,9
Chine	1,5	1,8	2,3	2,9	2,6
Japon	0,9	0,8	1,1	1,2	1,4
Autres pays d'Asie	5,2	4,5	4,7	5,6	4,9
Corée, République de	2,8	1,7	1,6	2,0	1,4
Singapour	0,8	1,1	1,3	1,3	1,1
Autres pays	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source: Base de données Comtrade de la DSNU; et Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

Tableau A1. 4 Importations de marchandises par origine, 2012-2016

	2012	2013	2014	2015	2016
Total des importations (milliards de \$EU)	87,3	89,8	89,4	77,2	72,8
	(% du total des importations)				
Amériques	11,3	10,3	11,5	11,5	11,1
États-Unis	5,4	5,4	6,2	6,5	6,4
Autres pays d'Amérique	5,9	4,9	5,3	5,0	4,6
Canada	2,9	2,2	2,6	2,0	1,8
Brésil	1,7	1,5	1,4	1,7	1,5
Europe	66,9	67,5	66,3	63,3	65,3
UE-28	64,2	64,7	63,5	60,7	62,5
Allemagne	12,4	12,4	11,8	11,3	12,0
Suède	13,5	13,3	12,2	11,5	11,9
Danemark	6,2	6,1	6,1	5,7	5,6
Royaume-Uni	6,1	6,4	6,5	6,4	5,0
Pays-Bas	3,9	3,9	3,7	3,6	4,0
Pologne	3,0	3,2	3,2	3,0	3,5
France	3,2	3,3	3,4	3,3	3,3
Italie	2,8	3,0	3,1	3,0	3,0
Finlande	2,8	2,5	2,3	2,2	2,4
Espagne	1,4	1,6	1,8	1,8	2,3
Belgique	2,0	1,9	1,8	1,7	1,8
République tchèque	1,0	1,1	1,0	1,0	1,1
Lituanie	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1
Estonie	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8
AELE	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5
Suisse	1,4	1,3	1,4	1,2	1,2
Autres pays d'Europe	1,0	1,2	1,1	1,1	1,2
Turquie	0,9	1,1	1,0	0,9	1,1
Communauté d'États indépendants (CEI)	2,6	2,1	2,0	2,1	1,8
Fédération de Russie	2,0	1,7	1,8	1,8	1,6
Afrique	1,7	2,5	1,7	1,5	1,3
Moyen-Orient	0,2	0,2	0,5	0,4	0,3
Asie	17,3	17,3	17,9	21,3	20,2
Chine	9,3	9,2	9,5	10,5	11,0
Japon	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3
Autres pays d'Asie	5,7	5,9	6,2	8,6	6,8
Corée, République de	1,3	1,9	1,7	4,2	2,8

Source: Base de données Comtrade de la DSNU; et Office norvégien de la statistique. Adresse consultée: <http://www.ssb.no/en>.

Tableau A3. 1 Autorité de surveillance de l'AELE – Registre des aides publiques, 2016 2017

Titre du programme	Décision	Référence	Communiqué de presse	Référence du Journal officiel
2017				
Réductions fiscales pour les véhicules à émissions nulles	Aucune objection	228/17/COL du 19/12/2017	PR(17)41	
Options sur actions réservées au personnel	Aucune objection	225/17/COL du 15/12/2017	PR(17)39	
Régime fiscal norvégien spécifique au secteur maritime 2018-2027	Aucune objection	214/17/COL du 14/12/2017	PR(17)38	
Modification du régime de remboursement d'impôt et de sécurité sociale pour l'emploi de gens de mer 2016-2026 (NIS eaux profondes)	Aucune objection	156/17/COL du 14/09/2017	PR(17)28	C 429 14.12.2017 p. 27 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C1214(01)&from=EN)
Poursuite du financement du centre d'essais technologiques sur le CO ² de Mongstad	Aucune objection	146/17/COL du 08/08/2017	PR(17)27	C 377 9.11.2017 p. 9 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:E2017C1109(02))
Stations de ravitaillement en hydrogène dans le comté d'Akershus	Aucune objection	145/17/COL du 25/07/2017	PR(17)26	C 377 9.11.2017 p. 8 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:E2017C1109(01))
Prolongation et modification du Programme de financement de vols charters vers le nord de la Norvège	Aucune objection	143/17/COL du 13/07/2017	PR(17)23	C 333 5.10.2017 p. 8 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C1005(01)&from=EN)
Aide individuelle en faveur de Ranheim Energi AS	Aucune objection	112/17/COL du 27/06/2017	PR(17)21	C 313 21.9.2017 p. 4 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C0921(02)&from=EN)
Prorogation du régime fiscal norvégien spécifique au secteur maritime	Aucune objection	109/17/COL du 23/06/2017	PR(17)20	C 313 21.9.2017 p. 3 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C0921(01)&from=EN)
Augmentation du budget alloué au Régime d'aides pour les services de transport maritime à courte distance	Aucune objection	103/17/COL du 20/06/2017	PR(17)19	C 303 14.9.2017 p. 5 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:E2017C0914(01))
Dérogation au régime de cotisations de sécurité sociale différenciées 2014-2020 applicable aux services ambulatoires	Positive	094/17/COL du 31/05/2017	PR(17)18	
Accord côtier portant sur l'exploitation de services de transport maritime par Hurtigruten de 2012 à 2019	Positive	070/17/COL du 29/03/2017	PR(17)11	
Aide alléguée concernant une exonération de taxe sur les passagers aériens pour les départs depuis des aéroports norvégiens	Aucune aide	064/17/COL du 29/03/2017	PR(17)12	C 198 22.6.2017 p. 5 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C0622(02)&from=EN)
Financement d'études sur la conception et l'ingénierie préliminaire du captage et du stockage du CO ² à grande échelle	Aucune objection	045/17/COL du 16/03/2017	PR(17)09	C 198 22.6.2017 p. 4 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C0622(01)&from=EN)

Titre du programme	Décision	Référence	Communiqué de presse	Référence du Journal officiel
2016				
Régime Demo d'Enova pour la période 2017-2022	Aucune objection	234/16/COL du 15/12/2016	PR(16)56	C 90 23.3.2017 p. 6 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C0323(03)&from=EN)
Régime Eco-Inn d'Enova pour la période 2017-2022	Aucune objection	233/16/COL du 15/12/2016	PR(16)56	C 90 23.3.2017 p. 5 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C0323(02)&from=EN)
Prolongation du programme concernant une infrastructure pour carburants alternatifs d'Enova pour la période 2017-2022	Aucune objection	232/16/COL du 15/12/2016	PR(16)56	C 90 23.3.2017 p. 4 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C0323(01)&from=EN)
Programme d'aide sur un taux réduit de taxation de l'électricité directement fournie aux navires	Aucune objection	216/16/COL du 01/12/2016	PR(16)55	C 81 16.3.2017 p. 6 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C0316(02)&from=EN)
Aide individuelle accordée à Arba Follum AS pour la construction d'une usine de démonstration de production de granulés de bois torréfiés	Aucune objection	210/16/COL du 28/11/2016	PR(16)54	C 81 16.3.2017 p. 5 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C0316(01)&from=EN)
Régime d'aide pour le transport maritime à courte distance	Aucune objection	208/16/COL du 21/11/2016	PR(16)51	C 42 9.2.2017 p. 4 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C0209(02)&from=EN)
Prorogation de six mois du régime fiscal norvégien spécifique au secteur maritime	Aucune objection	201/16/COL du 11/11/2016	PR(16)50	C 42 9.2.2017 p. 3 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2017C0209(01)&from=EN)
Mécanisme de fixation des prix pour les prêts du marché d'Export Credit Norway	Aucune aide	165/16/COL du 12/09/2016	PR(16)39	C 447 1.12.2016 p. 12 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2016C1201(02)&from=EN)
Aide publique alléguée concernant les taxes imposées aux exportateurs de poisson et pour les exportations de produits à base de poisson	Clôture du dossier	Document n° 810449 du 27/07/2016	-	- Procédures connexes de la Cour de l'AELE E-12/16
Aide publique alléguée concernant l'exonération par la Norvège des droits à l'importation pour certaines marchandises de faible valeur importées par les consommateurs finals	Aucune objection	155/16/COL du 13/07/2016	PR(16)31	C 434 24.11.2016 p. 5 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2016C1124(02)&from=EN)
Modification de la loi fiscale norvégienne concernant des changements dans les règles d'amortissement applicables aux parcs éoliens	Aucune objection	150/16/COL du 06/07/2016	PR(16)30	C 434 24.11.2016 p. 4 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2016C1124(01)&from=EN)
Vente de quatre biens dans le quartier d'Hauskvartalet à Oslo	Aucune aide	127/16/COL du 15/06/2016	PR(16)27	C 413 10.11.2016 p. 6 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2016C1110(02)&from=EN)
Modification du régime de subvention pour la presse et les médias généralistes	Aucune objection	126/16/COL du 15/06/2016	PR(16)26	C 413 10.11.2016 p. 5 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2016C1110(01)&from=EN)

Titre du programme	Décision	Référence	Communiqué de presse	Référence du Journal officiel
Aide en faveur de Glencore Nikkelverk AS pour la construction d'une usine de démonstration de production de cuivre	Aucune objection	125/16/COL du 25/05/2016	PR(16)23	C 374 13.10.2016 p. 4 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2016C1013(02)&from=EN)
Aide en faveur d'Alcoa Norway ANS pour la construction d'une usine de démonstration	Aucune objection	124/16/COL du 25/05/2016	PR(16)24	C 374 13.10.2016 p. 3 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2016C1013(01)&from=EN)
Régime de remboursement d'impôt pour l'emploi de gens de mer pour la période 2016-2026	Aucune objection	085/16/COL du 27/04/2016	PR(16)14	C 386 20.10.2016 p.13 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1501853019434&uri=CELEX:E2016C1020(01))
Régime d'aides à l'investissement en faveur d'un système européen de gestion du trafic ferroviaire (ERTMS)	Aucune objection	063/16/COL du 16/03/2016	PR(16)10	C 357 29.9.2016 p. 29 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2016C0929(01)&from=EN)
Taux de TVA nul pour les services de presse électroniques	Aucune objection	023/16/COL du 25/01/2016	PR(16)02	C 396 27.10.2016 p. 6 (http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:E2016C1027(01)&from=EN)

Source: <http://www.AELSurv.int/state-aid/state-aid-register/norway/>.